

Initiatives : la cuisine technologique

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15012 - 7 F

MERCREDI 5 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Allemagne : gâchis au SPD

Le vent mauvais qui souffle sur la gauche européenne n'a pas épargné l'Allemagne. Le plus vieux parti social-démocrate du continent a vécu lundi 3 mai une des journées les plus noires de sa longue histoire. Son président, Björn Engholm, qui portait les espoirs du SPD pour la reconquête du pouvoir perdu il y a onze ans au profit du chancelier Kohl, n'a été contraint de se démettre de ses mandats, convaincu d'avoir menti devant une commission d'enquête parlementaire.

Cet homme, qui passait pour le victime innocente des agissements de son adversaire politique, le chrétien-démocrate Uwe Barschel - qui s'est suicidé en 1987 après la révélation, par l'hebdomadaire Der Spiegel, de l'étendue des procédés auxquels il avait eu recours pour diffamer M. Engholm, - avait construit ses succès politiques et son image sur la rigueur morale, l'honnêteté, la droiture. Dans cette Allemagne du Nord, protestante et rigoriste, que Björn Engholm voulait incarner, la dissimulation, même mineure, de la vérité vaut arrêt de mort politique.

MAIS, au-delà de ces personnalités de M. Engholm, le drame qui s'est joué au SPD invite à la réflexion sur les errements d'un parti qui semble se complaire à gâcher une à une les chances que l'histoire met à sa portée. Face à un chancelier Kohl et à une coalition conservatrice subissant l'usure de plus de dix ans de pouvoir et la contrecoup des problèmes liés à l'unification allemande, le SPD n'a jamais été en mesure de présenter l'image d'une relève crédible.

Dans la partie est du pays, l'ex-RDA, ce ne sont pas les sociaux-démocrates qui tirent profit du désenchantement de la population. Les déçus des nouveaux Lander se tournent plutôt vers les communistes du PDS ou bien vers l'extrême droite. A l'ouest, le SPD pâtit de phénomènes bien connus à travers l'Europe : affaiblissement des solidarités traditionnelles, montée de l'individualisme, rejet du monde politique dans son ensemble.

DES barons, qu'on appelle les «petits-fils de Willy Brandt», accrochés à leurs fiefs régionaux, ont fait de la grande social-démocratie allemande un conglomérat de lobbies, oubliaient que, sans vision pour l'Allemagne et sans pitié dans le monde, la gauche ne peut être qu'un partenaire mineur voué aux seconds rôles d'un éventuel grand conflit avec les chrétiens-démocrates.

Björn Engholm, pas plus que son prédécesseur comme candidat chancelier, Oskar Lafontaine, n'avait consenti à abandonner son fief régional pour porter chaque jour à Bonn la contradiction au chancelier. Pour avoir la moindre chance de l'emporter lors des élections au Bundestag prévues pour l'automne 1994, le prochain porte-drapeau de la social-démocratie devra être un candidat chancelier à part entière, comme Helmut Kohl avait su l'être entre 1976 et 1983.

Lire page 4 l'article d'HENRI DE BRESSON.
Lire également page 4 l'article de LUC ROSENZWEIG sur l'ouverture du procès de Markus Wolf, l'ancien chef de l'espionnage est-allemand. Jugé pour haute trahison

M0147 - 0505 0 - 7.00 F



A Nevers, en présence du premier ministre et des présidents des assemblées

François Mitterrand rend hommage à Pierre Bérégovoy

Les obsèques de Pierre Bérégovoy, à Nevers, devaient réunir, mardi 4 mai, les principaux responsables de l'Etat, au premier rang desquels le président de la République, le premier ministre et les présidents des deux chambres du Parlement. François Mitterrand devait

par Patrick Jarreau

« Votre travail et sa qualité sont reconnus, et le peuple saura les reconnaître. » C'était le 8 octobre 1992. François Mitterrand, comme le veut la tradition, décernait au premier ministre qu'il avait nommé six mois plus tôt les insignes de grand-croix dans l'ordre national du Mérite. S'agissant de Pierre Bérégovoy, le président de la République tenait à assortir ce geste protocolaire de

propos plus personnels. Il rendait hommage à « la somme de travail » et à la « persévérance » du chef du gouvernement, un homme qui « aime travailler et travailler bien ». Il l'assurait de son « affection ». Pierre Bérégovoy, en retour, évoquait la « grande confiance » qui le liait à François Mitterrand et lui exprimait son « affection ».

Il y avait, en effet, vingt ans que les deux hommes avaient pris l'habitude de travailler

ensemble. Pourtant, Pierre Bérégovoy n'était pas un des compagnons d'origine de François Mitterrand.

Lire la suite page 7 et les articles d'ERIK IZRAËLEWICZ, ALAIN ROLLAT, JEAN-LOUIS SAUX et ALAIN VERNHOLLES pages 7 et 8

ainsi que nos informations au sujet de la polémique sur la responsabilité des médias après la mort de Pierre Bérégovoy page 26

Alors que les syndicats s'inquiètent pour le pouvoir d'achat

Le patronat manifeste son « impatience »

Les sept fédérations syndicales de la fonction publique ont exprimé leur mécontentement après l'annonce, lundi 3 mai, d'un gel du traitement des fonctionnaires en 1993. Le patronat, pour sa part, manifesta son « impatience » alors que la récession a été officiellement confirmée le même jour par la Commission des comptes de la nation.

par Michel Noblecourt

La trêve annoncée au lendemain de la mort tragique de Pierre Bérégovoy n'a pas bénéficié aux fonctionnaires. Si la publication du rapport Raynaud, donnant une première évaluation des déficits publics, a été repoussée de quelques jours et la présentation au conseil des ministres d'un collectif budgétaire symbolisant la volonté gou-

vernementale de redresser l'économie reportée d'une huitaine, les agents de l'Etat ont fait les frais, cinq semaines exactement après sa prise de fonctions, du premier acte économique important d'Edouard Balladur.

Lire la suite, l'article de VALÉRIE DEVILLECHABROLLE et nos informations sur la récession en France et en Allemagne en 1993 page 19

En Bosnie centrale, la guerre dans la guerre

Le conflit entre Croates et Musulmans, qui a déjà fait au moins 250 morts, risque de renaitre à tout moment

VITEZ

de notre envoyé spécial

« Ce qui s'est passé n'est rien par rapport à ce qui risque de se passer si l'on n'arrête pas le conflit actuel » entre Croates et Musulmans de Bosnie. L'homme qui prédit l'apocalypse, dans cette région où les deux communautés cohabitent depuis des siècles, sait de quoi il parle car il s'agit du général Milivoj Petkovic, commandant des forces croates de Bosnie-Herzégovine. Veut personnellement négocier une trêve avec son homologue musulman, Sefer

Halilovic, le chef de l'armée bosniaque fidèle au président Alija Izetbegovic, le général Petkovic insiste sur la nécessité de « déployer tous les efforts possibles » pour mettre fin aux combats qui ont ensanglanté la Bosnie centrale.

Selon les estimations des « casques bleus » britanniques stationnés dans la région, ces affrontements, qui ont débuté le 16 avril, ont fait au bas mot deux cent cinquante morts.

YVES HELLER

Lire la suite et nos informations page 3



Les images de Vichy

Pour l'historien Henry Roussio, le film de Jean Marbœuf, « Pétain », après « l'Œil de Vichy », de Claude Chabrol, marque la fin d'un tabou

« Dans votre livre, le Syndrome de Vichy, vous analysez les relations de la France et des Français à l'égard de Vichy depuis la Libération. Et vous qualifiez la période des années 70 et 80 comme étant celle de l'obsession. La production cinématographique récente conforte-t-elle votre analyse ?

- Ce que j'ai appelé l'obsession, c'est le fait que Vichy soit devenu un objet de débat public récurrent, permanent. Son poids dans l'actualité ne s'est pas démenti depuis les années 70. Vichy obsède toujours notre imagination et notre conscience nationale, au point que j'ai moi-même du mal à suivre parfois l'actualité sur Vichy en raison de son abondance.

« Mais je crois en même temps qu'on tente de redonner actuellement la dimension réelle de cette époque. Les films de Chabrol et de Marbœuf en sont un signe timide. Ils ne se focalisent plus seulement sur certains aspects particuliers de Vichy ou de la collaboration, comme la haine antisémite, mais ils essaient, avec un succès très inégal, de donner une vision plus large qui

restitue aux événements leur complexité. Vichy ne se résume pas à des affrontements idéologiques internes. Toute l'Europe occupée a connu des tragédies et des dilemmes semblables aux nôtres, souvent plus fortement qu'en France. On commence à mieux comprendre aussi que cette époque dépasse le cadre 1940-1944 : elle commence avant et se termine longtemps après. Indépendamment de leurs quali-

tés et de leurs défauts, ces films sont porteurs d'une ambition majeure : débattre du régime de Vichy et de ses rapports avec les Français.

Propos recueillis par LAURENT GRELSAMER

Lire la suite page 17

► L'historien Henry Roussio a notamment publié le Syndrome de Vichy (Seuil, 1987) et les Années noires (Gallimard, 1992).

INITIATIVES

La cuisine technologique

Avec les bouleversements des modes alimentaires et des comportements de consommation, la « bouffe » évolue. Et les métiers de la restauration avec elle.

pages 27 à 38

SCIENCES ♦ MÉDECINE

► Le programme spatial russe Mir veut séduire Américains et Européens ► Sida en blouse blanche ► Un entretien avec le professeur Luc Montagnier.

pages 13 à 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,40 L. ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 160 esc ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة النهر

Intégration et nationalité

Pendant le massacre le spectacle continue

Une police « mal foutue »

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

ÉTRANGER

Le Monde • Mercredi 5 mai 1993 • 3

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Les radicaux serbes menacent de rejeter à nouveau le plan de paix

A la veille de la réunion de leur «Parlement» autoproclamé, mercredi 5 mai à Pale, près de Sarajevo, les plus radicaux des Serbes de Bosnie, soutenus par les ultra-nationalistes à Belgrade, ont menacé lundi - sur fond de combats persistants et de maintien des pressions internationales - de rejeter une nouvelle fois le plan de paix de l'ONU, signé dimanche près d'Athènes, par leur leader, Radovan Karadzic.

Le plan de MM. Vance et Owen «doit être révisé, ne peut être accepté dans sa forme actuelle», a ainsi estimé lundi Miroslav Karadzic, président du Parlement serbe autoproclamé de Bosnie. M. Karadzic, qui a promis de démissionner en cas de nouveau rejet de l'accord, a reconnu que, «pour l'instant, les membres du Parlement sont contre» la ratification du plan. Il espère néanmoins convaincre les députés en faisant valoir que les cartes du découpage de la Bosnie en dix provinces sont, selon lui, «provisoire» : «une fois la paix acquise, nous pourrions négocier quelques zones avec les autres parties» croates et musulmanes, a-t-il dit.

Le ministre de l'Intérieur du «gouvernement» serbe de Bosnie, Ratko Adzic, a

pour sa part jugé que «les Serbes ne doivent pas céder un pouce de territoire» acquis. Quant au président du Club des députés du «Parlement» de Pale, il a estimé que les représentants «résistent conséquents par rapport à leurs conclusions de deux précédentes réunions» où ils avaient voté contre l'accord.

A Belgrade, Vojislav Seselj, le chef du Parti radical serbe (ultra-nationaliste), a déclaré que «le découpage ne pouvait être effectué qu'à partir des frontières actuelles» qui permettaient aux Serbes bosniaques de contrôler près de 70 % du territoire de la République ex-yougoslave, alors que le plan de paix ne leur en accordait que 43 %.

Des GI's seulement pour «maintenir la paix»

Les présidents yougoslave et serbe, MM. Cosic et Milosevic, ont tenté en revanche de persuader les parlementaires d'adopter le plan. M. Dobrica Cosic a fait valoir qu'après la réunion d'Athènes «les dangers objectifs d'une intervention militaire (étaient) désormais écartés», tandis que M. Slobodan Milosevic estimait que ce «pas remettait en question» l'ensemble

des sanctions appliquées contre la nouvelle Yougoslavie (Serbie, Monténégro).

A New-York, le président en exercice du Conseil de sécurité des Nations unies, l'ambassadeur de Russie Youli Vorontsov, s'est déclaré lundi «plus que certain, à titre personnel», que le «parlement» des Serbes de Bosnie endosserait mercredi le plan de paix. Il a indiqué que le Conseil avait «commencé des consultations» sur les actions concrètes à entreprendre pour la mise en œuvre du plan de paix, sans toutefois mentionner aucune date. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a pour sa part présenté la mise en œuvre du plan comme un «déploiement» pour la communauté internationale d'«les capacités et l'imagination» seront mises à l'épreuve.

Le président américain a de son côté confirmé que les États-Unis étaient prêts à participer à une force multinationale pour assurer le respect de l'accord sur le terrain. Mais il a également redit qu'il n'était pas question d'envoyer un seul soldat américain «dans une situation de combat», tant que le cessez-le-feu ne serait pas effectif. Bill Clinton a en outre affirmé que les dirigeants européens avec lesquels il s'est

entretenu par téléphone pendant le week-end, parmi lesquels François Mitterrand, John Major et Boris Eltsine, étaient d'accord avec lui pour maintenir la pression sur les Serbes.

L'un des porte-parole de la Maison blanche, M. Des Dees Myers, a indiqué qu'une éventuelle force de maintien de la paix serait mise en œuvre par l'OTAN, «sous l'égide» de l'ONU et que les modalités de son commandement n'étaient pas encore arrêtées. Le comité militaire de l'OTAN doit se réunir mercredi à Bruxelles pour discuter du dispositif à envisager et rencontrer le lendemain le secrétaire d'État Warren Christopher, qui pourait sa tournée en Europe. Le premier objectif de cette tournée est toutefois d'obtenir le soutien des alliés européens sur la nécessité de prévenir des opérations militaires contre les Serbes si ces derniers ne respectent pas le plan Vance-Owen.

Le secrétaire d'État, à Paris mardi, devait être reçu successivement dans la matinée par François Léotard, François Mitterrand, Edouard Balladur et Alain Juppé, avec qui il devait avoir un déjeuner de travail avant de partir pour Moscou, à Londres, où il se trouvait encore

lundi. Warren Christopher a insisté sur le fait qu'il s'agit «d'un traité de manière ferme avec les Serbes». Cependant, le premier ministre français s'est exprimé lundi avec une très grande prudence sur l'idée de frappes aériennes défensives par les Américains. «Nous sommes très attachés au respect de l'ONU (...). Mais nous ne considérons pas du tout que le problème des frappes aériennes puisse être résolu de façon unilatérale. Nous ne sommes pas persuadés que cela aurait un effet positif sur le terrain», a notamment déclaré M. Balladur.

En Bosnie, les combats se sont poursuivis lundi sur plusieurs fronts, malgré les appels au cessez-le-feu. Sarajevo a été bombardée dans la matinée et de violents affrontements d'infanterie ont opposé les forces serbes et musulmanes sur le front est, en Herzégovine, selon l'agence Tanjug de Belgrade. Par ailleurs, victime d'une nouvelle campagne de «nettoyage ethnique» en Bosnie occidentale sous contrôle serbe, un groupe de près de deux cents personnes, en majorité musulmanes, s'est réfugié lundi à Travnik, en Bosnie centrale. - (AFP, AP, Reuters.)

En Bosnie centrale la guerre dans la guerre

Suite de la première page

Aujourd'hui encore, en dépit de cessez-le-feu laborieusement négociés entre États-majors, les armes ne se sont pas complètement tues et des maisons sont régulièrement incendiées. De part et d'autre de certaines routes aux environs de Vitez, tout n'est plus que dévastation, minarets effondrés, villages brûlés. Comme Ahicci, dont les maisons musulmanes ont été livrées aux flammes et leurs occupants aux atrocités des notables croates : villageois abattus dans leur jardin, familles brûlées vives.

Seules des destructions : croates sont indemnes. Les «casques bleus» britanniques ont compté une trentaine de victimes après le passage des Croates dans le village, mais ils estiment à soixante-dix le nombre réel des victimes. Le centre même de Vitez, une ville de quelque trente mille habitants (45,7 % de Croates et 41,4 % de musulmans selon le recensement de 1991), n'a pas été épargné par la guerre.

Cette «guerre dans la guerre», qui oppose deux communautés en principe alliées contre les forces serbes, le général Petkovic se défend de l'avoir déclenchée. Mais les faits sont là et les témoignages accablants pour les forces croates bosniaques (HVO, Conseil de défense croate). Certes, ce ne sont pas, depuis six mois, les premiers affrontements croato-musulmans dans cette région à peuplement mixte, mais cette fois-ci, la sauvagerie de certaines attaques a atteint un stade digne des opérations serbes de «nettoyage ethnique». Les traces noires du feu, sur les pans de mur de maisons calcinées, témoignent. Des violences, les deux parties en ont commis. Mais, pour les officiers de l'ONU, le HVO a largement battu l'armée bosniaque dans la rage destructrice. «Les musulmans ont pris du terrain, les Croates ont massacré», dit l'un d'eux.

La tension reste vive

Le général Petkovic nie que les Croates aient cherché à pratiquer un quelconque nettoyage ethnique en Bosnie centrale, mais il reconnaît les exactions de certaines de ses troupes, comme à Ahicci. Il les présente comme des représailles et affirme que leurs auteurs seront néanmoins punis, qu'il va «éliminer» les «groupes incontrôlés» au sein des forces croates. «Chaque maison musulmane, chaque mosquée détruite est une gifle au HVO», dit-il, assurant ne chercher aucune excuse.

Tous les témoignages recueillis sur place démontrent cependant que les forces croates de Bosnie-Herzégovine avaient soigneusement planifié leur véritable offensive du 16 avril au petit matin contre les musulmans, et pas seulement contre les membres de l'armée bosniaque. Les civils ont en effet payé un lourd tribut à cette opération. Même si le général Petkovic rejette sur la partie adverse la responsabilité initiale des hostilités, un ultimatum croate a pourtant bien été lancé début avril, aux termes duquel les forces musulmanes devaient soit faire allégeance au HVO, soit se retirer des trois provinces que les Croates considéraient comme leur ayant été «attribuées»

par le plan Vance-Owen (dans le sud-ouest et le nord de la République). Affilié à un «légalisme» à nul autre pareil, un porte-parole du HVO, Veso Vegar, avait à l'époque déclaré : «Nous ne pouvons reporter indéfiniment la réalisation du plan de paix». L'ultimatum expirait le 15 avril, et les combats ont débuté le lendemain matin.

Quasi simultanément, Vitez et sa région se sont embrasées. Nombre de villages des vallées de Lasva, de la Bosna, de la Kosica, au nord-ouest de Sarajevo, ont essuyé les attaques du HVO, ce qui a déclenché une succession de batailles qui ont aujourd'hui perdu de leur intensité, mais qui peuvent reprendre au moindre incident tant la tension est vive, comme dans la région de Busovaca. Plus au sud, les combats ont gagné les villes de Jablanica et Konjic, où les musulmans sont plus nombreux. Là, ce sont les Croates qui ont été chassés de chez eux et leurs maisons détruites.

«Stupide» et «mauvais»

Le plan de paix concocté par les médiateurs Cyrus Vance et David Owen est largement dénoncé par les musulmans comme la cause principale des affrontements. Pour les dirigeants musulmans locaux, ce plan «stupide» ou simplement «mauvais» est une sorte de feu vert donné aux Croates pour «conquérir, brûler et organiser selon leurs vœux» les territoires que leur aurait offerts la communauté internationale. Et tout le monde s'accorde à penser que le conflit est loin d'être fini, en dépit de trêves ordonnées par les États-majors mais difficilement acceptables par les combattants de base après les atrocités qui ont été commises.

VITEZ (Bosnie centrale) de notre envoyé spécial

Pour Mohamed Varupa, le journa s'était écoulée comme toutes les précédentes. Vitez, cité croato-musulmane de Bosnie centrale, avait vécu ce jour-là au rythme habituel d'une ville de l'arrière. Au soir du jeudi 15 avril, rien ne pouvait laisser penser à cet instituteur qui venait de congédier ses élèves des deux communautés que, quelques heures plus tard, il aurait tout perdu.

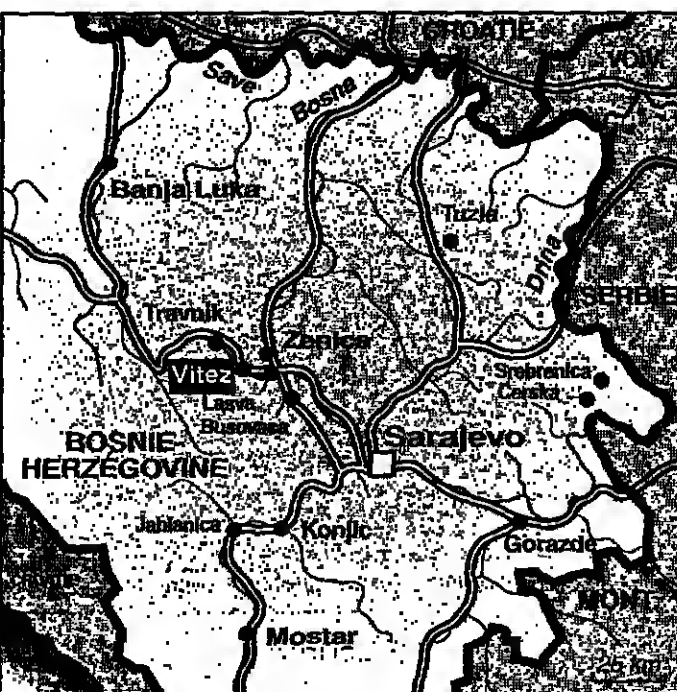
C'est peu avant six heures du matin, le vendredi 16 avril, que les premiers obus se sont abattus autour de la mosquée centrale, sur le quartier général de l'armée et de la police bosniaque. Le frère de Mohamed, Mithat Varupa, président de l'Association culturelle musulmane de Vitez, a été abattu sur le pas de sa porte. Mohamed, lui, s'est réfugié à l'abri d'une porte de derrière. La fumée s'élevait du centre de Vitez. Parvenu devant la maison

Le problème de fond, en effet, demeure : Croates et musulmans ont des conceptions radicalement contraires sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Les premiers prônent une structure fédérale de type confédéral, les seconds défendent l'idée d'un État unitaire basé sur la règle majoritaire : le recensement de 1991 donne, sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, 43,7 % de musulmans, 31,3 % de Serbes, 17,3 % de Croates et 5,5 % de personnes se déclarant «Yougoslaves».

De cette règle majoritaire, les Croates ne veulent pas entendre parler. Ils réclament, comme le général Petkovic, «une égalité de droits entre Serbes, Croates et musulmans», les trois communautés devant être traitées sur un pied d'égalité et non noyées dans une «République dite de citoyens».

De leur côté, les musulmans réclament les «Croates de vouloir faire des territoires où ils sont majoritaires un État indépendant», voire une province purement et simplement rattachée à la Croatie. Un porte-parole de la municipalité à dominante musulmane de Zenica, Zijad Imamovic, estime que les Croates ont d'ores et déjà créé «un État dans l'État» en proclamant une «Herzég Bosne» qui s'est dotée de tous les attributs de la souveraineté : organes gouvernementaux, drapeau, administration, armée et police propres.

Et il est vrai que, de plus en plus, cette «Herzég Bosne», qui couvre notamment l'Herzégovine occidentale - peuplée à quelque 60 % de Croates et appuyée sur la Croatie méridionale - mais que les Croates ont fait remonter jusqu'à la Bosnie centrale, ressemble maintenant à une province autonome de Bosnie-Herzégovine, mais à un État fonctionnant indépendamment du reste de la République. Même les plaques d'immatriculation des voitures y ont été changées unilatéralement et sont aujourd'hui spécifiques à l'Herzég Bosne. Sans compter les uniformes des policiers et soldats du HVO qui ressemblent étonnamment à ceux de la police et de l'armée de Croatie.



«Au début de la guerre en Bosnie, le HVO, bien armé, a joué un rôle positif, mais n'a pas su qu'il ne défendait que les territoires qu'il revendique. Plus, ayant vu que les musulmans étaient faibles, il a commencé à conquérir des zones de population mixte», accuse Zijad Imamovic. «Si les Croates avaient soutenu l'armée bosniaque et lui avaient livré les armes nécessaires, la situation serait autre maintenant», regrette-t-il.

Les tentations sécessionnistes

«Le HVO ne reconnaît pas les autorités légales de Bosnie-Herzégovine», dit encore M. Imamovic, accusant les Croates d'avoir intercepté des armes destinées à l'armée bosniaque et d'afficher «une volonté de détruire tout ce qui représente l'esprit de la Bosnie-Herzégovine». «Il n'y a pas de paix possible avec un tel HVO», conclut

le porte-parole de la municipalité musulmane.

Le chef militaire du HVO, le général Petkovic, dément de son côté toute intention sécessionniste de la part des Croates de Bosnie-Herzégovine. Il affirme que «l'Herzég Bosne n'est pas un État mais une communauté» dont les structures sont appelées à «disparaître dès que le plan Vance-Owen sera appliqué». Devant l'écroulement des organes étatiques de Bosnie, dit-il, la «nécessité» s'est imposée «d'organiser les territoires libérés», mais «temporairement». Il accuse en outre les musulmans d'avoir concentré des forces là où le besoin ne s'en faisait pas sentir, au détriment des fronts contre les Serbes, comme les enclaves de Bosnie orientale.

Le conflit croato-musulman peut-il encore s'arrêter ? Le général Petkovic hésite longuement. Pour tenter d'y mettre fin, lui et le musulman Alfer Halilovic parcou-

rent la région, sous escorte des «casques bleus» britanniques, afin d'essayer de convaincre leurs troupes de cesser le feu. Les deux chefs annulent des accords pour obtenir la libération des civils capturés de part et d'autre (ils se chiffrent par centaines au moins, selon le CICR). «La priorité est la libération des civils. Quant à celle des combattants, il n'y a pas urgence, surtout après ce qui s'est passé», estime le général Petkovic, pour qui il vaut visiblement mieux que des soldats incontrôlés soient en prison plutôt que livrés à eux-mêmes.

La ville aux quatorze mosquées

Pour le colonel Bob Stewart, commandant le bataillon britannique stationné à Vitez, il y a, de la part des chefs croates et musulmans, «une volonté certaine de mettre fin aux affrontements». Malheureusement, souligne-t-il, «il est difficile pour la base d'accepter le cessez-le-feu». «Après avoir vu des soldats incontrôlés dans les villages voisins, les gens veulent garder leurs armes pour défendre leur maison», explique-t-il. Le degré de brutalité a été tel ces dernières semaines en Bosnie centrale, que les deux communautés risquent de ne plus pouvoir échapper à une escalade irréversible de la violence.

A quelques kilomètres au nord-ouest de Vitez, une ville à jusqu'à présent réussi à rester en marge du conflit croato-musulman : Travnik. La cité aux quatorze mosquées, qui abrita pendant deux siècles la résidence des pachas ottomans de Bosnie, n'est qu'à cinq kilomètres du front serbe. Les musulmans y représentent 45,3 % de la population, aux côtés de 36,9 % de Croates et 11 % de Serbes. Épargnée pour l'instant, Travnik vit cependant dans la peur. La tension y est palpable, bien que le HVO ait évacué de la ville l'essentiel de ses forces pour éviter les accrochages.

En fait, «Travnik attend son tour», assure le chef des unités bosniaques, Ahmed Kulemnovic, en déclarant que «deux armées, deux polices soient ainsi déployées sur un espace aussi petit» alors que l'ennemi serbe est à cinq kilomètres seulement. A ses yeux, la cité de soixante-dix mille habitants, dont la population s'est gonflée de milliers de réfugiés - musulmans pour la plupart - risque fort d'être le prochain théâtre des affrontements croato-musulmans.

Bien qu'il affirme sa volonté de coopérer avec les forces croates pour éviter le pire, Ahmed Kulemnovic ne croit plus à la parole du HVO. «Au moment même où je négociais avec le responsable du HVO, la maison de ma sœur a été incendiée, une autre de mes sœurs a été arrêtée à Vitez et mes parents ont été expulsés de chez eux, leur maison a été pillée», explique cet ancien officier de l'ex-armée yougoslave, qui prépare ses troupes à une éventuelle attaque croate.

Tandis que les responsables locaux des partis croate et musulman négocient la formation d'une autorité civile et d'une police commune, quatre personnalités de Travnik - deux Croates et deux musulmans - ont lancé un appel pathétique à la paix, à la fin «des meurtriers et de la guerre». Reste qu'ici, les gens sont désespérés, sûrs que l'explosion peut survenir d'un jour à l'autre, tant la peur est grande désormais, entre Croates et musulmans.

YVES HELLER

«Purification» à la croate

de sa mère, il a vu cinq ou six soldats croates en train d'enfoncer la porte. Ils ont volé tout ce qui avait de la valeur, ont fait sortir tout le monde et ont mis le feu.

Mohamed a trouvé avec sa famille un refuge d'où les «casques bleus» les ont finalement évacués. Aux soldats britanniques, il voue une reconnaissance éternelle pour avoir sorti des centaines de musulmans du piège que les Croates avaient refermé sur eux. Autour de la mosquée, aujourd'hui sur la ligne de front séparant les zones sous contrôle croate et musulman, ce ne sont que gravats et poutres noircies. De part et d'autre, les combattants sont retranchés derrière des abris de fortune.

Le même jour, à la même heure, les forces croates ont frappé dans toute la région, laissant derrière eux un spectacle semblable à celui des zones «purifiées» par les Serbes. A quelques kilomètres à l'est de Vitez, il ne reste de la mosquée

d'Ahicci qu'un minaret cassé, entouré de ruines. A certains pans de murs, du linge est encore étendu. Dans un fossé git une bicyclette d'enfant, le guidon tordu accroché à une haie ; par terre traînent des chaussures. Sur la route étroite traversant le village, deux cars criblés de balles sont immobilisés. Une odeur de charogne plane toujours sur caravans et jardins. Une vache en liberté erre devant l'entrée d'une maison noircie aux vitres brisées...

Porter plainte par écrit

Et, tout à coup, en haut du village bâti à flanc de colline, quelques maisons intactes se dressent au-dessus des décombres. Elles sont crues, Presque toutes désertées, mais intactes. Seule une vieille Croate est restée à Ahicci, qui comptait cinq cents habitants. Sur les hauteurs avoisinantes, des coups de feu claquent régulièrement.

Zehra, réfugiée à Travnik, a survécu au «nettoyage» croate. Mais elle a tout perdu quand les soldats croates l'ont expulsée de son appartement de Vitez. Quatre hommes en uniforme qui l'ont menacée de mort si elle ne déguerpissait pas avec ses deux enfants. C'était le 28 avril. Les pillards disaient qu'ils venaient d'un village où des maisons croates avaient été brûlées.

La mère de Zehra est toujours emprisonnée dans le cinéma de Vitez, transformé en centre carcéral par les forces croates. De Travnik, où les quatre soldats l'ont conduite avec sa famille, Zehra a réussi à contacter les autorités croates de Vitez, pour se plaindre.

On lui a répondu qu'elle devait revenir pour «porter plainte par écrit». Ce qu'elle ne fera évidemment pas, après que ses agresseurs lui eurent dit qu'il n'y aurait désormais «plus de vie normale à Vitez pour les musulmans»...

Y. H.

EUROPE

ALLEMAGNE : reconnaissant avoir menti à une commission d'enquête

Björn Engholm, président du SPD, a démissionné de toutes ses fonctions

Björn Engholm, chef du parti social-démocrate allemand (SPD) et ministre-président du Schleswig-Holstein, a démissionné de ces mandats lundi 3 mai après avoir reconnu qu'il avait caché certains détails lors de l'enquête menée sur le scandale politique dont il avait été victime en 1987.

BERLIN

de notre correspondant

Contrairement à ce qu'il avait fait de fausses déclarations devant une commission d'enquête parlementaire, l'espérance de la social-démocratie allemande, Björn Engholm, cinquante-trois ans, a démissionné lundi 3 mai de ses fonctions de président du parti social-démocrate et de ministre-président du Land de Schleswig-Holstein.

Cette décision, provoquée par de nouvelles révélations rendues publiques au cours du week-end par l'hebdomadaire hambourgeois *Der Spiegel*, est un coup sévère pour le SPD à un peu plus d'un an des prochaines élections législatives fédérales. Elle risque également d'aggraver la crise de confiance à laquelle sont confrontées les grandes formations politiques traditionnelles.

Le dernier scandale politique allemand touche un homme qui, en février encore, canoçait en tête des sondages parce qu'il avait su donner l'image d'un homme d'État non corrompu. En deux mois, il a été rattrapé par son histoire. La carrière de M. Engholm s'était brusquement accélérée lorsqu'il avait été victime, pendant les élections régionales de 1987 en Schleswig-Holstein, de machinations du ministre

président chrétien-démocrate sortant, Uwe Barschel, qui avait tenté de discréditer son adversaire par des procédés diffamatoires. M. Barschel avait été réélu, mais la découverte du pot-au-rose provoquait un énorme scandale politique. Accusé à la démission, le responsable chrétien-démocrate se suicidait quelques mois plus tard à Genève. De nouvelles élections, en 1988, portaient M. Engholm au pouvoir à Kiel.

L'affaire Barschel avait été déclenchée par *Der Spiegel*. Averti peu avant l'élection par des responsables sociaux démocrates, l'hebdomadaire avait été informé par l'homme lige de M. Barschel, Kai-Inh. Voigt, chargé des machinations montées contre M. Engholm. Le même magazine relançait l'affaire en février dernier, en révélant cette fois que le même Pfeiffer avait reçu ces dernières années 50 000 deutschemarks d'une caisse noire du parti social-démocrate. Y avait-il eu manipulation de l'affaire par l'entourage de M. Engholm qui, au cours des agissements de M. Pfeiffer, aurait attendu le moment propice pour avertir le *Spiegel*? C'est ce que doit éclaircir la commission d'enquête instituée par le parlement du Land. Ces nouvelles révélations avaient déjà provoqué la démission de deux proches de M. Engholm, son porte-parole et le vice-ministre-président du Land, MM. Nilius et Jansen, responsables des versements. M. Engholm avait toujours nié avoir été mis au courant de ce qui se tramait avant le jour de l'élection de 1987, le 13 septembre. Il a été contraint d'admettre ce week-end par *Der Spiegel* qu'il avait menti à ce propos à une première commission d'enquête en 1987 et qu'il

avait bien été informé une semaine avant l'élection.

Après avoir fait part aux dirigeants du SPD de sa décision de démissionner de toutes ses fonctions, M. Engholm a déclaré au cours d'une conférence de presse lundi à Bonn qu'il avait commis «une faute», dont il s'excusait. Il a indiqué qu'il avait agi ainsi parce qu'il avait été informé des agissements de M. Pfeiffer lors d'une conversation qu'il avait jugée trop privée pour être rapportée; il a aussi regretté que la nécessaire recherche de la vérité conduise trop souvent les médias à porter atteinte à l'intimité des dirigeants politiques. Il a justifié son retrait en reconnaissant qu'il ne pouvait plus désormais compter sur le capital de confiance dont il bénéficiait jusqu'à.

Plusieurs candidats à la succession

La succession de M. Engholm à la tête du SPD sera assurée à titre provisoire par le ministre-président de Rhénanie du nord-Westphalie, Johannes Rau, ancien candidat à la chancellerie, qui devra convoquer un congrès anticipé pour élire une nouvelle direction. Dès lundi, les spéculations allaient bon train sur le nom du futur président. M. Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, ancien président des Juges dans les années 70, ne cachait pas qu'il se voyait bien comme l'homme du jour. Il a pour concurrent le jeune ministre-président de Rhénanie-Palatinat, M. Rolf Scharping, qui s'est fait remarquer récemment par son pragmatisme lors de la négociation du pacte de solidarité pour la reconstruction de l'Est, et M. Renate Schmidt, popu-

laire chef de l'opposition social-démocrate en Bavière. Au Schleswig-Holstein, M. Engholm devrait être remplacé par M. Heide Simonis, ministre des finances du Land, qui serait ainsi la première femme à devenir ministre-président.

La chute de Björn Engholm risque d'être difficile à surmonter pour le SPD. Objet de nombreuses critiques au sein de son propre parti, il était néanmoins dans ces temps difficiles l'homme d'un minimum de consensus après le départ de l'ancienne équipe dirigeante. Ses adversaires lui reprochaient son manque de leadership, sa lenteur à trancher les débats. Beaucoup l'accusaient plus ou moins ouvertement de s'être fait mener par le bout du nez par le gouvernement dans tous les grands débats politiques de ces derniers mois, que ce soit sur la question de l'unité politique ou du pacte de solidarité avec l'Est. Mais il avait dirigé une formation politique qui avait du mal à prendre le tournant de l'unification et à prendre en compte la réalité d'une situation politique qui n'avait plus rien à voir avec les années dorées de la fin de l'Allemagne de l'Ouest.

Elu il y a deux ans, en mai 1991, au congrès de Brême, à la succession de Hans-Jochen Vogel, Björn Engholm incarnait la relève de génération au sein de la social-démocratie allemande. Il avait longuement hésité à accepter cette responsabilité, mais s'y était trouvé quasiment contraint après la cuisante défaite du SPD aux premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, en décembre 1990. Son prédécesseur, chassé lors du départ de Willy Brandt en 1987 pour gérer la transition, avait hérité d'une phase critique pour le parti, celle de l'uni-

fication. Celle-ci accomplie, il estimait qu'il était temps de céder la place. Oskar Lafontaine, candidat à la chancellerie face à Helmut Kohl, s'était dérobé après son échec.

Il fallait au nouveau président du SPD faire accepter à son parti les nouvelles priorités de l'heure sans pour autant renoncer aux visions généreuses développées dans les années 80 sous l'effet de la révolution écologique. Les contradictions sont vite apparues. Dirigeant d'un Land, le Schleswig-Holstein, M. Engholm ne pouvait ignorer les nouvelles difficultés auxquelles se trouvaient confrontés tous les gouvernements en Allemagne. Le SPD est un parti d'opposition au niveau fédéral, mais il dirige une majorité de régions allemandes et contrôle à ce titre le Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, ce qui lui donne des responsabilités que M. Engholm a eu le mérite de tenter d'assumer. Avec l'aide du président du groupe parlementaire au Bundestag, Hans-Ulrich Klose, il a été contraint de se battre sur deux fronts à la fois, contre le gouvernement du chancelier Kohl et contre un parti dont la base militante s'est avérée très réticente à transiger sur les principes. Le président du SPD a accepté de faire avec le chancelier Kohl des compromis qu'on lui a reprochés mais qui le désignent en même temps, au cas où les prochaines élections et la montée de l'extrême-droite ne dégageaient aucune majorité pour la droite ou pour la gauche, comme un partenaire potentiel d'une «grande coalition» entre l'aile libérale du parti chrétien-démocrate et les sociaux démocrates.

HENRI DE BRESSON

ITALIE : la crise du régime

Giulio Andreotti veut comparaître devant la justice

ROME

de notre correspondant

«Assuré comme je le suis de l'absence totale de fondement des graves accusations portées contre moi, je désire seulement que la justice établisse la vérité et les responsabilités en cause. Je ne veux pas que mon cas cloUVISSE une atmosphère déjà difficile.» Dans une volte-face un peu inattendue, lundi 3 mai, l'ex-président du conseil Giulio Andreotti, accusé «d'association de type mafieux», accepte de s'en remettre aux juges, lui qui, il y a quelques jours encore, mettait en cause le parquet de Palerme, ce «palais des poisons» dont il semblait se défier.

Mieux, il demande lui-même à aller devant la justice, conseillant aux sénateurs, qui devront se prononcer en dernière instance la semaine prochaine sur la levée de son immunité parlementaire, d'y consentir, la commission ad hoc du Sénat ayant déjà donné son feu vert la semaine dernière. Attitude courageuse, saluée à l'unanimité, mais qui ne fait sans doute qu'anticiper de quelques jours la décision du Sénat.

En réalité, après le déclenchement de protestations qui a accueilli, jeudi dernier, le vote de la Chambre, très favorable à M. Craxi, l'ex-secrétaire du Parti socialiste, pour qui la justice s'est vu dénier le droit d'enquêter sur les dossiers d'accusation les plus épineux (en particulier ceux concernant des affaires de corruption à Milan), les sénateurs se trouvaient devant une situation intenable. Et même si les deux cas n'ont rien à voir, les noms de MM. Andreotti et Craxi sont devenus, dans la vague de protestation actuelle, les symboles d'un passé que l'on voudrait oublier. En acceptant d'aller jusqu'au bout d'un éventuel procès, M. Andreotti facilite donc la tâche à son propre parti, la démocratie chrétienne, et d'une certaine manière calme le jeu politique.

Abstention «bienveillante»

Il était temps. Très affecté par les conséquences de l'affaire Craxi, la DC est l'objet de querelles internes particulièrement destructrices, tandis que le Parti socialiste, lui, est en crise — une crise — est déjà largement ouverte. Le secrétaire, Giorgio Benvenuto, devait mettre sa démission dans la balance à l'occasion d'une réunion, qui s'annonçait bouleuse, mardi : tous ceux qui font l'objet d'une enquête doivent partir, le parti doit se réformer et tout changer, y compris son nom et son symbole. Tout est rouge vif pour Bettino Craxi.

Autre rebondissement du vote favorable à l'ex-secrétaire du PSI : la crise de gouvernement traverse quelques heures à peine après son investiture par le gouvernement Champi. Là aussi, le jeu semble se calmer et, au terme d'une réunion de direction, le PDS (ex-PCI), qui devait être un des garants du nouveau gouvernement mais avait claqué la porte au soir du vote sur M. Craxi, a fait un peu machine arrière. Le PDS ne votera certes pas la confiance jeudi lors de la présentation du gouvernement au Parlement, mais il pourrait s'abstenir. Une abstention «bienveillante» en somme, destinée à soutenir l'effort de changement et dans le seul but, précise-t-on au PDS, d'aller au plus vite aux élections, sans doute à l'automne. Quant aux «quasi-ministres», comme les appelle la presse, qui avaient donné leur démission, libre à eux de la reprendre, le parti ne leur impose aucune condition, le gouvernement s'étant décidé à les remplacer dès mardi s'ils ne revenaient pas à de meilleurs sentiments.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le partage des biens de l'ex-Tchécoslovaquie

Vaclav Klaus et Vladimir Meciar tentent de sortir de l'impasse

PRAGUE

de notre correspondant

Les premiers ministres tchèque et slovaque, Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, ont décidé, lors d'une entrevue vendredi 30 avril à Brno, de reprendre les négociations sur le partage des biens de l'ex-fédération, totalement bloqués depuis plusieurs semaines. Ils ont souhaité donner une dernière chance à une solution de compromis avant d'avoir recours à la solution «super-zéro» de M. Klaus qui consisterait à annuler tout transfert de biens de l'ex-Tchécoslovaquie se trouvant encore en Bohême-Moravie vers la Slovaquie.

La République tchèque disposant de gages non négligeables en cas d'échec de la négociation (une partie de l'ex-slovaque, des avoirs financiers divers et les actions des investisseurs slovaques), M. Klaus a accepté de rediscuter le montant de la dette (24,7 milliards de couronnes, près de 5 milliards de francs) de Bratislava envers la Banque nationale tchèque. Une commission tchéco-slovaque procèdera en mai à une troisième évaluation du bilan de l'ex-Banque d'Etat tchécoslovaque portant sur les deux dernières années, les deux premiers audits du bilan 1992, confirmés par des experts internationaux étant mis en doute par le gouvernement slovaque. Le premier ministre tchèque a, en revanche, rejeté catégoriquement les revendications annexes de Bratislava (le *Monde* du 21 avril). Une réunion de la commission tchéco-slovaque de partition est prévue en fin de semaine.

M. P.

GRANDE-BRETAGNE : une laceration et neuf remises en liberté après les attentats de Londres. — Les neuf personnes interpellées à la suite de l'attentat à la bombe qui avait fait un mort et des dizaines de blessés dans la City de Londres à la mi-avril ont été remises en liberté dimanche 2 et lundi 3 mai. Un chômeur de vingt-deux ans, accusé d'avoir fait exploser un taxi quelques heures après l'attentat, a été inculpé lundi. — (AP, Reuters.)

Le procès de l'ancien chef de l'espionnage est allemand

Markus Wolf est jugé pour haute trahison



Le procès de Markus Wolf, ancien chef des services d'espionnage de la RDA, doit s'ouvrir mardi 4 mai devant le tribunal de Düsseldorf. Accusé de haute trahison, il risque, en théorie, une peine d'emprisonnement perpétuelle. Mais la justice allemande aura bien du mal à fonder la condamnation d'un maître espion qui a toujours affirmé s'être comporté comme n'importe quel chef de service de renseignements d'un Etat internationallement reconnu.

Le procès du siècle pour l'espionnage du siècle? Ou bien l'acte de vengeance mesquin d'une République fédérale qui ne se remet pas d'avoir été bernée si longtemps par un homme entré dans la légende de la guerre froide depuis que John Le Carré s'en inspira pour écrire *«L'agent venu du froid»*. Le procès de Markus «Mischa» Wolf, soixante-dix ans, portant beau et décidé à se défendre à outrance, aura bien besoin de l'expérience du président du tribunal, Klaus Wagner, un magistrat blanchi sous le harnois, pour ne pas tourner à la farce sinistre comme celui d'Erich Honecker.

Il est en effet plus paradoxal d'accuser de haute trahison envers la République fédérale d'Allemagne un homme qui, pendant les treize ans qu'il passa à la tête de l'HVA, la section d'espionnage du ministère de la sécurité d'Etat de la RDA, mit toute son énergie et tout son talent à défendre, sur le front de l'armée des ombres, un Etat reconnu internationalement, et dont les dirigeants étaient repus avec les honneurs à Bonn. Les subtilités du droit international aidant, le parquet fédéral fait valoir que la non-reconnaissance intégrale de la RDA par la RFA, qui se traduisait par exemple par l'échange de «représentations permanentes» et non d'ambassades entre les deux pays, justifie que l'on puisse accuser Markus Wolf d'avoir trahi les intérêts de l'Allemagne tout entière en espionnant pour le compte de la RDA. «Si l'on ne juge, que l'on juge également Klaus Kinkel!», affirmait récemment, non sans logique, Markus Wolf. L'actuel ministre allemand des affaires étrangères fut quelque temps le chef du BND, le service de renseignement ouest-allemand, donc l'adversaire direct de Markus Wolf.

Pour fonder son accusation, le parquet fédéral s'appuie également sur l'argument selon lequel les hauts responsables dans une dictature ne peuvent être mis sur le

meine plan que ceux qui remplissent leur mission, même délicate comme celle des services secrets dans le cadre d'un Etat de droit. Depuis son retour dans l'Allemagne unifiée, après un périple qui le conduisit à Moscou, puis à Vienne, en liberté sous caution de 250 000 deutschemarks, Markus Wolf, dans de multiples ouvrages qu'il a écrits ou fait écrire, dans des entretiens télévisés qu'il accorde volontiers, n'a cessé de proclamer qu'il n'avait «pas de sang sur les mains». Une affirmation contestée aujourd'hui par les familles des agents du HVA «liquides» pour être passés à l'ennemi, comme Horst Garau, agent double passé au BND, retrouvé mort dans sa cellule en 1979.

La «légalité socialiste»

Mais, dans ce domaine aussi, la tâche de l'accusation ne sera pas simple. Il lui faudra tout d'abord démontrer que Markus Wolf a commis des crimes ou des délits au regard de la loi en vigueur en RDA au moment où ces crimes ont été commis. Or, sur ce point, le traité d'unification ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour «concilier» les anciens hiérarques de la RDA, qui ont toujours été soucieux d'agir dans le cadre de la «légalité socialiste». C'est ainsi que les seules condamnations prononcées jusqu'ici contre de hauts dirigeants de la RDA ont été des peines mineures prononcées pour

quelques indolécances commises avec l'argent public. En ce qui concerne Markus Wolf, l'affaire se complique encore du fait que les dossiers «chauds» du HVA ont été détruits, ou mis en sécurité après la chute du mur de Berlin, avec l'accord de la commission pour la dissolution de la Stasi dirigée par les membres des comités de citoyens animateurs du mouvement anti-Honecker. Les responsables du HVA ont réussi à persuader cette commission que l'ouverture de ces dossiers risquait de mettre en danger la vie des agents du HVA travaillant clandestinement à l'étranger.

Il n'empêche : en dépit de toute l'habileté et de la séduction déployées par Markus Wolf pour se présenter, depuis sa démission surprise en 1986, comme un communiste éclairé, gorbachevien, face à des dirigeants est-allemands crispés dans leur viscère hostile à la perestroïka, il lui sera difficile de dégarer totalement sa responsabilité des actions commises par les services qu'il dirigeait. Il devra notamment rendre compte des liens étroits tissés naguère entre le HVA et le terrorisme international. La formation et l'équipement des groupes terroristes proche-orientaux par le HVA sont maintenant établies, tout comme les contacts entretenus à la fin des années 70 avec Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, organisateur de l'attentat contre la conférence de l'OPEP à Vienne en décembre 1975, et meurtrier le 2 juin 1975 de deux policiers français venus l'arrêter dans sa planque parissienne.

L'autre volet de l'activité de Markus Wolf et du HVA, celui qui donna lieu aux «affaires» les plus spectaculaires, fut l'espionnage des milieux dirigeants ouest-allemands. Parmi les quatre-vingt-trois témoins appelés à témoigner au procès de Düsseldorf se trouve Günter Guillaume, la «taupe» infiltrée par le HVA dans l'entourage du chancelier Willy Brandt, et dont la découverte, en 1974, amena ce dernier à démissionner. A la barre défileront également quelques-unes de ces secrétaires, séduites par des «Roses» envoyés tout capot de Berlin-Est, et dont certaines, comme Gabriele Gast, purgent encore des peines de prison pour avoir, un jour où la solitude leur pesait trop à Bonn, cédé aux avances d'un séduisant agent du HVA. En bonne morale, le responsable de ces destins brefs devrait, lui aussi, être condamné. Mais, là encore, Markus Wolf aura beau jeu de rétorquer que, dans le contexte de la guerre froide, les méthodes employées par tous les services de renseignements, même relevant d'un Etat de droit, présentaient quelques libertés avec les normes éthiques généralement admises.

Fils du médecin juif communiste et auteur dramatique à succès Friedrich Wolf, Markus Wolf, qui passa toute sa jeunesse à Moscou avant de rentrer à Berlin sous l'uniforme soviétique, ne pourra pas arguer de son état de santé pour faire capoter son procès. Septuagenaire en pleine forme, il entend se battre et même, si besoin est, lancer au cours du procès quelques révélations sur les liens entretenus par des politiciens de RFA avec ses services. Un procès à haut risque pour une justice ouest-allemande qui n'est parvenue, jusqu'à présent, qu'à faire condamner quelques lampistes, des gardes-frontières qui avaient obéi aux ordres de tir sur les fuyitifs à la frontière interallemande.

Le 4 novembre 1989, Markus Wolf avait pris la parole devant des centaines de milliers de Berlinois de l'Est venus, au lendemain de la chute d'Erich Honecker, réclamer l'accélération des réformes. Il s'était fait copieusement siffler : la foule voyait en lui le représentant de cette Stasi, la police politique bonnie. Il avait alors cité un texte du poète soviétique Tchinguiz Almatov : «Chacun se trouve un jour confronté à un tribunal. C'est alors que sonne l'heure de la vérité».

LUC ROSENZWEIG

NO: 7700 F

DIPLOMATIE

La visite d'Alain Lamassoure à Bruxelles

Paris va faire des propositions pour relancer les négociations sur le volet agricole du GATT

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

«Ce gouvernement souhaite assurer le plus vite possible la libre circulation des personnes entre les pays signataires de la convention de Schengen», a déclaré lundi 3 mai, à Bruxelles, Alain Lamassoure, le ministre français des affaires européennes, qui était venu prendre contact avec plusieurs commissaires.

«La volonté politique est la même», a souligné M. Lamassoure, [mais] les conditions préalables posées depuis l'origine pour la mise en œuvre de la convention de Schengen n'étaient pas réunies et ne le seront pas le 1^{er} juillet [date prévue pour son entrée en vigueur entre les neuf pays signataires]. Je l'ai

déploré. J'ai dit tout haut ce qu'on disait tout bas mais que personne n'osait reconnaître. Les procédures «Schengen» n'ont pas eu l'efficacité que leur prêtait en 1985 les pays signataires; elles n'ont pas permis d'aboutir dans les délais prévus.

D'autre part, au cours de ses entretiens, M. Lamassoure a, une fois de plus, exposé la position de la France à propos des négociations du GATT (Uruguay Round) et en particulier de son volet agricole, mais, semble-t-il, en durcissant quelque peu le ton. Le discours du nouveau gouvernement comportait jusqu'ici une certaine ambiguïté. Certes Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, puis Jean Pouch, le ministre de l'Agriculture, avaient constaté que le pré-accord de Blair House

conclu en novembre par la Commission avec les États-Unis pour essayer de débloquent l'Uruguay Round était inacceptable pour la France.

Mais ils insistent immédiatement sur le fait qu'il fallait parvenir à un accord «global et équilibré», ce qui permettait de gagner du temps et pouvait être interprété comme le fait que la France, si elle obtenait satisfaction sur les autres chapitres de la négociation (libéralisation des échanges de produits industriels et de services notamment), serait alors en mesure de faire preuve de plus de souplesse en matière agricole.

Blair House, un accord «doublement déséquilibré»

La semaine passée, M. Pouch avait été plus loin. Il avait expliqué que sa préoccupation immédiate était d'obtenir un assouplissement de la réforme de la politique agricole commune (PAC), ajoutant que «si les demandes de la France trouvaient un écho favorable, cela pourrait faciliter les choses au cours des mois à venir», autrement dit qu'un accord sur les amendements à apporter à la réforme permettrait d'aborder de façon plus décontractée les dossiers du GATT.

M. Lamassoure a clarifié à Bruxelles la situation en estimant que l'arrangement de Blair House était doublement déséquilibré «au détriment de l'agriculture de la Communauté et, plus particulièrement, de l'agriculture française». Il doit donc, selon lui, être impérativement revu. Il a annoncé pour la semaine prochaine un ensemble de propositions, dont l'objet, si l'on comprend bien, sera d'indiquer comment, selon Paris, il serait possible de parvenir à un accord équilibré. Il ne faut pas confondre les partenaires de la France dans la Communauté, puis les États-Unis, réagissent à cette mise en demeure.

M. Lamassoure a encore indiqué que la France avait l'intention de «donner de la substance au concept de subsidiarité». L'idée est, semble-t-il, d'inviter la Commission à limiter à l'essentiel le travail législatif entrepris au niveau communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE

Le colza de la discorde franco-allemande

FRANCFORT
de notre correspondant

L'Allemagne de l'Est va-t-elle réduire à néant les efforts d'arrangement auxquels s'évertuent les Douze à propos des négociations agricoles du GATT? La question se pose à la lecture des déclarations des responsables du syndicat des agriculteurs allemands, le Deutscher Bauernverband.

Si, sur les négociations du GATT proprement dites, les positions des Douze sont encore éloignées, elles se sont rapprochées en revanche sur le sujet connexe des oléagineux. Il semble que l'arrangement conclu avec les Américains soit finalement considéré comme acceptable par Paris sous certaines conditions.

Le 29 avril, pour préserver les exportations allemandes, cet arrangement limite la surface cultivable en oléagineux en Europe à 12,8 millions d'hectares. Or le Deutscher Bauernverband annonce que le part allemand dans ce total, soit,

780 000 hectares (contre 1,8 million d'hectares pour la France), ne comprend pas une place suffisante pour les productions des nouveaux Länder de l'Est. «On a oublié l'Allemagne de l'Est dans les calculs» qui ont été faits sur les productions de 1988 à 1990, explique le syndicat. En réalité, il semble que cette région eût dû avoir 150 000 hectares de colza avant la réunification et qu'envisagée la surface ait été portée à 480 000 hectares. Quoi qu'il en soit, l'arrangement spécifique n'est pas favorable à l'Allemagne», dit le syndicat, qui réclame une part plus grande «de 200 000 à 250 000 hectares».

La France a besoin de la bonne volonté de l'Allemagne pour le principal dossier du GATT et va se trouver en délicate position face à cette demande. C'est la raison pour laquelle les Allemands pour sauver le reste? Mais dans ce cas où trouver les 200 000 hectares nécessaires?

E. L. B.

Recevant le gouverneur de Hongkong

Bill Clinton appelle Pékin à un «comportement responsable»

Le président américain a reçu, lundi 3 mai, le gouverneur de Hongkong, Chris Patten. «Je pense que les initiatives de M. Patten sont fondées et je les soutiens. Comment les États-Unis pourraient-ils être opposés à la démocratie?», a déclaré M. Clinton, faisant allusion aux réformes politiques proposées par M. Patten et dénoncées par Pékin. M. Patten était venu à Washington défendre la maîtrise de la clause de la nation la plus favorisée à la Chine, dont l'économie est étroitement liée à celle de la colonie britannique, et sur le

renouveau de laquelle les Américains doivent se prononcer, en juin. M. Clinton a répondu qu'il «n'avait aucun intérêt à trahir la Chine», mais que cette dernière devait avoir la «comportement responsable, respecter les droits de l'homme et avancer vers une société plus démocratique». «Des pas encourageants ont été accomplis dans certains domaines par la Chine au cours des dernières semaines», a ajouté M. Clinton, mais je continue de penser qu'il faut faire plus et j'espère que ce sera le cas.

Nouveau plan de paix américano-turco-russe pour mettre fin aux combats dans le Haut-Karabakh

Les États-Unis, la Turquie et la Russie ont remis aux Arméniens et aux Azerbaïdjanais, lundi 3 mai, un plan pour mettre fin aux combats autour du Haut-Karabakh, élaboré fin avril à Moscou par les émissaires des trois pays, MM. John Maresca, Vladimir Kazymirov et Volkan Varal. «On annonce à Ankara et à Erevan, selon un responsable arménien qui a reçu l'annonce, qu'il prévoit un cessez-le-feu le 6 mai, suivi par un retrait, du 9 au 14 mai, des forces arméniennes de la région de Kalbadjan, entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, prise le 2 avril dernier. Cela avait entraîné la suspension par Bakou des négociations menées à Genève entre Arméniens, Azerbaïdjanais, Américains, Turcs et Russes. Le nouveau plan prévoit une reprise de celles-ci, puis une relance à Rome du processus de la CSCE.

A Erevan par ailleurs, le directeur des chemins de fer arméniens, Ambatsour Kandilian, âgé de soixante-six ans, a été tué lundi par des inconnus qui ont tiré sur sa voiture, de même que son passager, le général de réserve et directeur d'une société Jora Issakian, a annoncé la police. — (AFP, Reuters.)

M^{re} Madeleine Albright suggère la création d'une force permanente de l'ONU. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU a suggéré lundi 3 mai la création d'une force militaire permanente pour le maintien de la paix. M^{re} Madeleine Albright, qui s'adressait à des membres du Congrès, a ajouté que l'ONU aura prochainement sous sa banzière 90 000 soldats chargés de treize missions de maintien de la paix dans le monde, et que ce système ne fonctionnera pas. L'idée d'une force permanente de l'ONU est défendue depuis plusieurs années par la France et a le soutien du secrétaire général. — (AFP.)

ASIE

CAMBODGE : près des temples d'Angkor

La première grande attaque des Khmers rouges a été un échec

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Le calme a été rétabli à Siem-Réap, lundi 3 mai en milieu de journée, et l'aéroport devait être rouvert mardi, afin d'évacuer les dizaines de touristes retenus sur place (le Monde du 4 mai). Les forces de Phnom-Penh ont repris rapidement le contrôle de la ville et de ses alentours immédiats. Si les Khmers rouges ont remporté un succès psychologique en menaçant un chef-lieu de province d'autant plus connu qu'il sert de gîte aux visiteurs des temples voisins d'Angkor, ils n'ont eu aucun succès militaire. C'est du moins ce qu'affirment, mardi, des observateurs militaires étrangers à Phnom-Penh.

Depuis des semaines, des regroupements de Khmers rouges étaient signalés aux alentours de Siem-Réap, y entretenant un climat d'insécurité. Lundi avant l'aube, ils ont attaqué le quartier général de la 4^e région militaire des forces de Phnom-Penh, à proximité de l'aéroport. Simultanément, d'autres éléments ont lancé une opération de diversion en ville, aux abords de l'hôtel Ta-Prom, non loin du

Grand Hôtel. L'attaque, apparemment mal coordonnée, a laissé croire que l'aéroport était visé, d'autant que quelques obus sont tombés sur la piste ou en bordure.

L'incursion en ville a fait penser que Siem-Réap était également une cible. Des centaines de civils ont fui momentanément, et les éléments de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies) ont regroupé les touristes dans deux de leurs casernes.

Les forces de Phnom-Penh ont réagi «rapidement» et avec une certaine efficacité, repoussant les assaillants, à 250 à 350 hommes. Une centaine de Khmers rouges ont même été, à un moment, encerclés à proximité du QG de la 4^e région et de l'aéroport, pendant treize heures, un bilan assez confirmé par les mêmes sources. Les Khmers rouges se seraient regroupés, dans la soirée, à une dizaine de kilomètres de la ville, ce qui expliquerait le psychisme de peur qui prévaut encore à Siem-Réap.

De très brèves accrochages ont eu lieu entre des Khmers rouges et des «bérets bleus» : des Polonais ont tiré pour dégager un entrepôt de l'ONU proche de l'aéroport ; des

démocrates néo-zélandais ont également riposté à des tirs d'armes légères. Mais, si des locaux de l'APRONUC ont été saisis, ils ne constituent apparemment pas l'objectif des assaillants.

Accusées par l'APRONUC, le 1^{er} février, d'avoir lancé une «offensive générale» (l'APRONUC devait revenir, quelques jours plus tard, sur ce jugement), les forces de Phnom-Penh ont fait preuve d'une certaine retenue depuis. Mais cette situation pourrait changer, le gouvernement de Hun Sen entendait démontrer, à trois semaines des élections générales, qu'il peut assurer la sécurité des populations qu'il administre.

Depuis septembre, certaines unités de l'armée ont été réorganisées. Ces «forces d'intervention» sont régulièrement payées et mieux équipées. L'attaque de Siem-Réap pourrait offrir l'occasion à Phnom-Penh de prouver qu'il dispose encore d'atouts militaires et que les Khmers rouges, disciplinés et récemment rééquipés mais peu nombreux, ne sont pas aussi dangereux que leur «exploit» de lundi semble l'indiquer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les violences dans les villes

Sommet des gangs à Kansas-City

Des représentants d'une centaine de gangs américains ont conclu un «traité de paix» pour tenter de mettre fin aux violences que connaissent les grandes agglomérations des États-Unis. Réunis du 30 avril au 2 mai à Kansas-City (Missouri), les chefs des «Bloods», «Crips», «Vice Lords» et autres «Pirus» ont, pour la première fois, dialogué autour d'une table pour essayer de régler leurs rivalités.

Si les émeutes sanglantes d'avril 1992 à Los Angeles, auxquelles les membres des gangs avaient pris une part active, semblent être à l'origine de ce sommet, sa tenue peut être aussi attribuée au souci des chefs des gangs de se donner

une nouvelle image inspirant le respect.

Hormis les problèmes de violence, d'autres sujets, comme la brutalité policière, le développement économique et la création d'emplois dans les zones urbaines, ont été débattus par les quelque 200 participants venus de 26 villes des États-Unis.

Dans leurs recommandations finales, les membres des gangs ont aussi demandé la création de 500 000 nouveaux emplois pour les jeunes à risques et invité l'administration fédérale à rendre publics à 15 000 cas de brutalité policière et à mettre en place une commission d'enquête indépendante sur ces affaires. — (AFP.)

EN BREF

■ CANADA : le Parti libéral a remporté un second mandat à Terre-Neuve. Les électeurs de Terre-Neuve, la plus pauvre des dix provinces canadiennes, ont élu pour un second mandat les candidats du Parti libéral de Clyde Wells, lundi 3 mai, à l'occasion du renouvellement de leur assemblée législative provinciale, qui compte 52 sièges. Vainqueur en 1989, le Parti libéral de M. Wells a conforté ses positions, obtenant 35 sièges de députés, soit 2 de plus qu'au dernier scrutin, contre 16 (finch) pour le Parti conservateur et un seul pour le Nouveau Parti démocratique (social-démocrate). — (AFP.)

■ COLOMBIE : Pablo Escobar est prêt à se rendre à la justice sous certaines conditions. — Le chef du cartel de la drogue de Medellín Pablo Escobar, actuellement en fuite, a réaffirmé sa volonté de se rendre à la justice si le gouvernement lui donnait «des garanties écrites et publiques», dans un message daté du 29 avril et adressé aux autorités colombiennes. Le gouvernement a toutefois refusé de se plier aux exigences du «baron» de la cocaïne qui, depuis janvier dernier, a lancé une «lutte armée» contre les autorités, marquée par sept attentats à la voiture piégée à Bogotá. (AFP, Reuters.)

■ CUBA : débat sur la démocratie entre exilés et représentants du régime castriste. — Pour la première fois depuis l'instauration du régime castriste en 1959, des représentants du pouvoir se sont réunis lundi 3 mai à La Havane avec des Cubains exilés aux États-Unis et au Venezuela afin d'entamer un «débat libre et ouvert» sur la démocratie. Ce séminaire est organisé par le mouvement Pro-Homme, et présidé par Amalio Fiallo,

un homme politique cubain ayant quitté l'île en 1960, après le triomphe de la Révolution. Une rencontre similaire pourrait avoir lieu à Miami (États-Unis) en juin ou juillet prochains. — (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS : le genre de Cesar Chavez lui succède à la tête du syndicat des ouvriers agricoles. — Le syndicat des ouvriers agricoles (UFW) fondé en 1962 par Cesar Chavez, décédé le mois dernier, a annoncé, lundi 3 mai, que le genre de ce dernier, avait été choisi pour lui succéder (le Monde du 28 avril). L'UFW, premier syndicat à avoir réussi à rassembler les travailleurs agricoles saisonniers, venus le plus souvent du Mexique, pour la cueillette des fruits et des légumes, a indiqué qu'Arturo Rodriguez, quarante-trois ans, succéderait à son beau-père, mort à l'âge de soixante-six ans. — (Reuters.)

■ Le Pentagone favorable à une reprise temporaire des essais nucléaires. — Le Pentagone est favorable à une reprise «au plus vite» des essais nucléaires, a déclaré, lundi 3 mai, John Deutch, sous-secrétaire américain à la défense et président du conseil des armes nucléaires, qui n'a cependant pas remis en cause l'idée d'un arrêt total en 1996. L'administration Clinton doit décider, avant le 1^{er} juin prochain, de prolonger ou de mettre un terme au moratoire de neuf mois sur les essais nucléaires instauré le 1^{er} septembre dernier. «Nous devons poursuivre ces essais de façon à pouvoir maintenir une dissuasion nucléaire sûre et efficace, une fois les essais définitivement abandonnés», a indiqué M. Deutch devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants. — (AFP.)

CHINE

La maladie de M. Li Peng serait-elle politique?

PÉKIN

de notre correspondant

Le «refroidissement» du premier ministre Li Peng serait-il de nature politique? Absent de la scène depuis qu'il a annulé son rendez-vous avec le président philippin, Fidel Ramos, le 26 avril (le Monde du 2-3 mai), M. Li, officiellement en convalescence après avoir été «sérieusement enrhumé», devait se faire remplacer par le vice-premier ministre Zhu Rongji pour recevoir, mardi 4 mai, le premier ministre mozambicain.

Cette absence serait moins suspecte si le quotidien communiste de Hongkong Wen Wei Po n'avait fait état d'un nouveau partage des tâches à la direction du gouvernement. M. Li aurait perdu le contrôle des «opérations au jour le jour» au profit de M. Zhu, déjà responsable de l'économie. Il ne serait plus chargé que de «veiller à la situation générale» des travaux du gouvernement, ses responsabilités se limitant à la «supervision», aux affaires juridiques, à la comptabilité de l'appareil et aux mouvements de personnel.

Le premier ministre, âgé de soixante-cinq ans, vient d'être cité par les médias, de manière inhabituelle, pour la promulgation d'un texte sur la réorganisation des émissions d'actions en Bourse. Mais cette directive remonte au 22 avril et sa publication tardive ne contribue pas à éclaircir le mystère dont s'est entouré M. Li, communément associé dans l'esprit des Chinois à la répression du mouvement contestataire de Tiananmen en 1989.

F. D.

■ SRI-LANKA : dix-sept morts lors d'accrochages avec la guérilla tamoule. — Trois accrochages ont eu lieu dans le nord-est de Sri-Lanka, samedi 1^{er} et dimanche 2 mai, entre militaires et Tigres de l'Organisation séparatiste tamoule LTTE. Ils ont fait quatre morts chez les gouvernementaux et quinze parmi les guérilleros. Pendant ce temps, des forces de sécurité renforcées patrouillent dans les rues de Colombo après l'assassinat, le 1^{er} mai, du président Premadasa par un adolescent au corps bardé d'explosifs. Des milliers de personnes continuent de défilé, dans la capitale, devant le cercueil du chef de l'État, dont les obsèques doivent avoir lieu jeudi. — (AFP, Reuters.)

TOKYO :
7 JOURS 7.700 F
VOYAGERS
42 86 16 16
VOYAGER PLUS VRAI

Le Monde
HORS-SÉRIE
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
La droite sans partage
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

PROCHE-ORIENT

Les négociations de Washington

Les groupes de travail israélo-palestiniens ont commencé à étudier le problème du contrôle de la terre

Trois groupes de travail israélo-palestiniens se sont réunis, lundi 3 mai, à Washington, dans le cadre des négociations bilatérales de paix, pour commencer à débattre le terrain de l'accord intérimaire sur le Cisjordanie et Gaza, prévu par le processus lancé au mois d'octobre 1991 à Madrid.

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

«Après un an et demi (de face-à-face), les négociations commencent enfin». Le porte-parole de la délégation palestinienne, Hanane Achrouf, ne fait pas mystère de sa satisfaction, mais garde les pieds sur terre. «C'est un travail long et difficile. Il ne faut pas attendre de miracles». Comment, en effet, s'attendre à des miracles lorsque l'on sait, par exemple, combien compliqué est le problème du contrôle de la terre et de l'eau? Vaste sujet où s'imbriquent les questions de propriété, de l'existence de colonies de peuplement israéliennes, de la création en cours de nouvelles colonies. Et ce sans parler du statut de Jérusalem.

A l'heure actuelle, en tout cas, 52 % environ des terres de la Cis-

jordanie et environ la moitié de celles de Gaza ont été confisquées par Israël aux fins de colonisation. Près de 200 000 colons résident déjà dans ces territoires à l'intérieur de plus de 200 colonies de peuplement, dont 147 dans la seule Cisjordanie. Quant aux ressources aquifères, elles sont utilisées, à près de 85 %, au profit des seuls Israéliens.

Les négociateurs israéliens et palestiniens n'en sont certes pas encore à négocier tous ces détails. Selon M. Achrouf, les Palestiniens veulent d'abord confirmer le principe de l'unité de la terre, la juridiction palestinienne. Néanmoins, aussi bien Elakim Rubinstein, le chef de la délégation israélienne, que son vis-à-vis palestinien, Haidar Abdel Chafi, ont jugé que la réunion de lundi a été positive.

Jouer les prolongations?

Le concept d'«autogouvernement» palestinien n'est pas non plus une mince affaire à cerner. Pour les Palestiniens, il devrait anticiper la souveraineté dont ils jouiraient dans l'Etat palestinien auquel ils aspirent et dont Israël continue de refuser le principe. «Nous avons essayé de définir l'objectif de la négociation et d'examiner l'état d'une déclaration de principe», a indiqué M. Rubinstein.

Au sein du groupe de travail sur les droits de l'homme, M. Hussein a soulevé la question du retour dans leurs foyers d'un nouveau groupe de Palestiniens bannis depuis 1967, et celle de l'accélération du retour chez eux des quelque 400 Palestiniens, présumés islamistes, expulsés au mois de décembre dernier par l'Etat juif vers le sud du Liban.

Alors qu'Israéliens et Syriens continuaient de diverger sur la nature du retrait israélien sur le Golan occupé par Israël en 1967 — retrait total ou partiel, disent les Syriens, retrait «sur» ou «dans» le Golan, proposent les Israéliens,

— les Américains ont suggéré que cette nouvelle session de négociations bilatérales, qui devait prendre fin le 6 mai, continue jusqu'au 15.

Les délégués israéliens ont aussitôt donné leur accord. Les Arabes ont décidé, quant à eux, de répondre ensemble, probablement mardi soir. En privé, plusieurs Palestiniens confiaient qu'ils souhaitaient vivement continuer à négocier. Même si, comme le dit un diplomate arabe, «les désirs des Américains sont généralement des ordres», Washington devra encore convaincre Damas de l'utilité de la chose, les Syriens jugeant qu'il est inutile de jouer les prolongations s'il n'y a pas de progrès substantiels.

MOUNA NAIM

YÉMEN : lendemains d'élections législatives

Le nouveau gouvernement devra améliorer le niveau de vie et la sécurité

Une semaine après les élections législatives dont les résultats officiels n'ont pas encore été publiés (le Monde du 4 mai), les trois forces politiques majoritaires, le Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdallah Saleh, le Parti socialiste yéménite (PSY), ancien parti unique du Yémen du Sud, et le Rassemblement pour le réformisme (AR), parti tribalo-islamiste, sont condamnés à s'entendre.

SANAA

de notre envoyée spéciale

Représenté, à part égale avec le CPG, dans toutes les institutions depuis l'unification du pays en mai 1990, le PSY a perdu de son pouvoir mais a réussi à conquérir tous les sièges de l'ancien Yémen du Sud où il avait régné sans partage pendant vingt-trois ans. Il a fait une percée significative dans les gouvernements de l'Azad, Hodeida, Ibb, les plus peuplés et les plus développés. Il apparaît ainsi, face au pouvoir tribal-religieux qui régnait seul au Nord avant l'unification, comme une force de modernisation : les deux seules femmes élues l'ont été sur ses listes.

Malgré son impopularité, M. Saleh se sent bien de l'épreuve, même si son parti, loin de former un bloc uni, peut être contraint d'arbitrer entre les revendications opposées du PSY et d'Al Islah, le parti du puissant chef de la confédération tribale des Houthi, Cheikh Abdallah Bin Hussein Al-Ahmar. Partagé entre sa branche tribale et sa composante Frères musulmans, et adversaire irréductible des socialistes, Al Islah, comme le PSY, conteste les résultats dans une cinquantaine de circonscriptions et le sa participation au prochain gouvernement au règlement de ces litiges.

Ni le PSY ni Al-Islah n'ont encore accepté de former une coalition avec le CPG. M. Saleh souhaiterait garder le secrétariat général du PSY, M. Ali Salem Al-Bid, comme vice-président, tendant ainsi la main aux socialistes, qu'il préfère avoir avec lui plutôt que contre lui. Bien que divisés sur la participation à une équipe au sein de laquelle ils seront minoritaires, les dirigeants du PSY penchent pour un gouvernement d'union. Se placer dans l'opposition les prive de tout moyen d'action, sans compter que se poserait la question cruciale de l'armée du Sud qui leur est fidèle et dont le sort serait alors problématique.

Le salut viendra-t-il de Ryad?

La «fête démocratique» terminée, le nouveau gouvernement devra répondre aux attentes immédiates des Yéménites, c'est-à-dire améliorer le niveau de vie et la sécurité. Les émeutes de décembre dernier ont traduit l'exaspération d'une population qui se voit plus faire face à une inflation qui, cette année, pourrait atteindre 100 %. Les salaires des fonctionnaires, qui «mangent» 60 % du budget, sont réglés avec deux mois de retard. Quant à la banque centrale, elle est, depuis l'automne, en cessation de paiement.

«Sans une aide extérieure rapide et en liquide, qui permette à la banque centrale d'intervenir sur le marché pour arrêter la spirale inflationniste, le pays va au chaos», affirme un homme d'affaires. Officiellement coté à 12 riyals, le dollar s'échange au marché noir à 46 riyals. «Complètement désorganisée, l'économie officielle», souligne un expert, ne représente pas plus de 15 % de l'économie nationale, fondée sur la corruption, la contrebande et une économie parallèle qui entretiennent notamment les 500 000 personnes parties prenantes à la production de cette herbe euphorisante, dont les revenus

échappent à l'Etat. Le mythe du pactole pétrolier a fait long feu. Anxié, le Yémen pourrait produire 300 000 barils/jour à la fin de 1993 au lieu de 170 000 aujourd'hui. Ce qui ne permet pas de répondre aux besoins du pays.

La remise à plat de l'économie exigée par le FMI et les bailleurs de fonds obligera le gouvernement à prendre des mesures qui léseront les intérêts contradictoires des uns et des autres. En fait, pour nombre d'observateurs, le salut du Yémen est entre les mains de l'Arabie saoudite qui peut, à elle seule, remettre complètement le pays à genoux en jouant sur le ryal — Djeddah est la plus grande place financière yéménite — soit, comme l'affirme un banquier, «régler tous les problèmes urgents en un après-midi».

La quasi-capture consécutive à la guerre du Golfe a déjà coûté très cher à Sanaa et, si tous les dirigeants yéménites sont pressés de renouer des relations avec l'Arabie saoudite, celle-ci bénéficie, avec le contentieux frontalier en suspens, d'un évident moyen de pression. L'élection attendue, à la tête du nouveau Parlement, de Cheikh Al-Ahmar, un proche de Ryad, comme l'éviction probable de M. Abdellatif Iryani, le ministre des affaires étrangères, pourraient être les deux premiers signes de la volonté de conciliation du Yémen.

Le nouveau gouvernement devra aussi prouver sa capacité à faire régner la sécurité, à un moment où les tribus, jamais aussi puissantes, hésitent devant aucun moyen — enlèvement d'étrangers ou vol de voitures — pour faire aboutir leurs revendications. Le rétablissement de l'ordre, qui passe par la construction d'un Etat et, au minimum, par l'unification des armées du Sud et du Nord, sera d'autant moins facile à accomplir que la méfiance, demeure entre sudistes et nordistes et que nul n'est pressé de désarmer.

FRANÇOISE CHIPAUX

Naturalisé français

Le délégué général de l'OLP en France devrait abandonner ses fonctions

Délégué général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en France, Ibrahim Souss devrait abandonner ce poste, sa récente obtention de la nationalité française étant liée à son engagement de renoncer à la politique. (Le Monde, daté dimanche 2-1 lundi 3 mai). Beau-frère par alliance de Yasser Arafat, il aurait précisé qu'il entendait désormais se consacrer à des activités universitaires, ou peut-être, il est excellent pianiste, à des études de musicologie au Québec.

Plus qu'à des divergences avec l'OLP, il semble que M. Souss ne soit pas resté insensible aux menaces de groupes extrémistes palestiniens qui le visaient, ainsi que sa famille. Il n'empêche que Jean-Pierre Pierre-Bloch, député UDF-PSD de Paris, s'est déclaré «scandalisé» par cette naturalisation «d'un éminent représentant d'une organisation terroriste», signée par le précédent gouvernement, et a demandé au Garde des sceaux de «revenir sur cette décision qui abaisse la République française au rang de république bananière».

LIBYE : le colonel Kadhafi appelle à la «liquidation» des intégristes musulmans. — Le colonel Muammar Kadhafi a accusé les mouvements intégristes musulmans de mener «un complot colonialiste et démolitionnaire». Dans une allocution retransmise par la télévision libyenne, dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mai, il a qualifié d'«hérétiques» les confréries égyptiennes des Frères musulmans et de Al Takfir wal Higa. S'adressant à des étudiants, à Al-Zintan, à 150 km au sud-ouest de Tripoli, il a appelé ceux qui «connaissent l'un de ces hérétiques» à le «liquider comme un chien, sans jugement». — (AFP)



AFRIQUE

SOMALIE : cinq mois après le début de l'opération «Rendre l'espoir»

L'ONU prend le commandement des forces étrangères

Les Nations unies devaient prendre, mardi 4 mai, le commandement des troupes étrangères en Somalie pour engager l'une de ses plus ambitieuses opérations, cinq mois après le début de «Restore Hope» (Rendre l'espoir), dans un pays dévasté.

NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est

Quelque 200 journalistes assistaient, à l'aube du 9 décembre 1992, au désarmement le plus médiatisé de l'histoire. Les premiers «marines» d'un contingent international qui allait compter jusqu'à 38 000 hommes (dont les deux tiers d'Américains) prenaient pied sur une petite plage de Mogadiscio sous les projecteurs à l'heure des journaux télévisés du soir aux États-Unis. Une poignée de journalistes seulement ont couvert lundi, sur l'aéroport de la capitale somalienne, le départ des derniers soldats américains de l'UNITAF (Force d'intervention unifiée).

Il ne s'agit pas pour autant d'un retrait en estimatif. Du côté américain, on se félicite de ce que l'UNITAF ait «rendu l'espoir» aux Somaliens. Les milieux humanitaires sont unanimes à reconnaître que la famine a été enrayée, même si les statistiques sur la malnutrition ont aussi baissé parce que, dans certaines régions, 80 % des enfants de moins de cinq ans sont morts. Mais les causes de cette hécatombe — 350 000 morts depuis le début de la guerre civile en janvier 1991, selon l'ONU — n'ont pas disparu pour autant. L'insécurité demeure et les rivalités politico-tribales restent vives, illustrées par la lenteur de la mise en application de l'accord d'Addis-Abeba, signé le 27 mars dernier.

Un semblant d'ordre règne de nouveau dans la capitale, où la présence de plusieurs milliers d'expatriés a contribué à la relance de l'économie. Mais les armes légères circulent toujours en grand nombre sous le manteau, et les organisations

humanitaires ont dû conserver les gardes de sécurité qu'elles utilisaient avant l'opération «Rendre l'espoir».

Dans le secteur nord, en passant devant un poste de contrôle italien, l'escorte de l'organisation italienne CISP dissimule les kalachnikovs, dont les canons réappaissent le barrage frontal. La tension monte d'un cran, au passage d'une ligne de démarcation — théoriquement abolie — marquée dans les esprits. Puis les gardes dissimulent une nouvelle fois leurs armes devant les soldats botswanais qui patrouillent dans le quartier de Bermoda. Les fusils ressortent, pour 400 mètres, jusqu'au croisement du «kilomètre 4», strictement surveillé par les soldats nigériens. Ainsi travaillent les «agents de sécurité» des organisations non gouvernementales (ONG) : un cil sur les soldats du contingent étranger, l'autre sur les marines (bandits).

Nombre de ces jeunes hors-la-loi écoutent les campagnes, où il est plus facile de «travailler», au point

que l'Action internationale contre la faim (AICF) équipe ses collaborateurs de gilets pare-balles lorsqu'ils sortent de Mogadiscio. Une infirmière italienne a été tuée sur la route de Baldo, fin février. «Nous n'avons pas assez d'hommes», reconnaît un officier américain de l'UNITAF.

La sécurité repose sur la présence étrangère. Chaque convoi est escorté et la nourriture arrive désormais jusqu'aux nécessiteux. Mais, si les «casques bleus» se retirent avant la distribution, les vivres risquent d'être pillés. Les brigands savent dévaliser les convois armés pour récupérer après leur passage. L'insécurité demeure et, avec elle, le racket à la protection. Dans certaines zones, le forfait «transport et sécurité» exigé par les camionneurs somaliens est prohibitif. L'organisation CARE est restée de l'autre côté de la frontière, le prix de la location des camions devenant insupportable.

L'ONUSOM II dispose de 1 mil-

liard et demi de dollars, sur un an, pour rétablir l'ordre et mettre la Somalie sur la voie du redressement. Mais elle ne peut compter que sur 28 000 hommes (assistés par 2 800 fonctionnaires) pour contrôler l'ensemble du territoire (contre 40 % pour l'UNITAF). Tâche prioritaire : désarmer la population, et notamment des factions qui ont réussi à cacher l'essentiel de leur arsenal. Les Français à Hoddur et les Italiens dans le nord de Mogadiscio ont multiplié les perquisitions, mais le désarmement, faute de stratégie claire, n'a pas été systématique.

La réhabilitation politique du pays est aussi inscrite au calendrier de l'ONUSOM II, commandée par le général turc Çevik Bir. L'accord d'Addis-Abeba signé entre quatorze chefs de faction a fait naître quelques espoirs. Les participants se sont mis d'accord sur la création d'un Conseil national de transition pour une période de douze mois, ainsi que sur le découpage du pays en dix-huit régions. Mais d'autres dis-

positions, portant notamment sur le «désarmement simultané» dans les quatre-vingt-dix jours, tardent à se concrétiser.

Les diplomates étrangers craignent que l'ONUSOM II ne soit pas aussi efficace que l'UNITAF, qui a pourtant montré ses limites à Kismayo, où elle n'a pu empêcher la ville de tomber aux mains du général Morgan, gendre de l'ancien président Siad Barre. Certes, les «casques bleus» pourront désormais recourir à la force, mais la lourdeur bureaucratique de l'ONU semble mal adaptée à la situation somalienne. Pour assurer un semblant de continuité, les États-Unis ne se désengagent pas complètement. Ils laissent 5 000 soldats sur le terrain, qui s'intégreront à l'ONUSOM II, et c'est un Américain, l'amiral Jonathan Howe, qui représente M. Boutros-Ghali en Somalie.

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : l'attentat d'East-London revendiqué par l'AZANLA. — Un interlocuteur anonyme a revendiqué, au nom d'une organisation baptisée AZANLA (Armée de libération nationale d'Azanie), l'attentat au cours duquel cinq Blancs ont été tués le 1^{er} mai à East-London, dans un appel téléphonique, lundi 3 mai, à l'agence de presse sud-africaine SAPA. L'AZANLA, fondée en 1984, est la branche militaire du Mouvement de la conscience noire d'Azanie (ICMNA), l'une des plus petites organisations noires du pays, qui n'a pas renoncé à la lutte armée. Les dernières actions connues de l'AZANLA remontent à 1991. — (AFP, Reuters)

ANGOLA : Médécins sans frontières suspend ses opérations humanitaires. — Médécins sans frontières (MSF) a suspendu, lundi 3 mai, ses activités humanitaires dans toutes les provinces de l'Angola à l'exception de la capitale, Luanda, pour des raisons de sécurité. MSF avait déjà réduit ses opérations, en raison du

refus des autorités angolaises de lui permettre de se rendre dans certaines régions du pays. — (AFP)

CAMEROUN : le débat sur la Constitution aura lieu, selon le président Biya. — Le président Paul Biya, en visite privée en France, a assuré, lundi 3 mai, après un entretien avec le président Mitterrand, qu'il rendrait ses promesses sur «la révision de la Constitution» et qu'un «large débat national» aurait lieu. Le président camerounais avait annulé, vendredi, une conférence constitutionnelle qui devait débiter le mois prochain et déclarer qu'il se chargerait lui-même de rédiger un nouveau projet de loi fondamentale. — (Reuters)

CENTRAFRIQUE : vives réactions de l'opposition au report des élections. — Les dirigeants des partis d'opposition se sont déclarés, jeudi 29 avril, «révoltés et scandalisés» par la décision du gouvernement de reporter au 17 octobre les élections présidentielle et législatives. Après l'échec du premier tour, le 21 octobre 1992, les deux scrutins avaient

d'abord été fixés aux 14 et 28 février avant d'être reportés, par la commission électorale mixte, aux 30 mai et 13 juin. Le général André Kolingba, dont le mandat présidentiel est arrivé à terme en novembre dernier, avait toutefois annoncé son intention d'assurer la continuité de l'État et de «mener à son terme, dans les meilleures conditions, le processus électoral». — (AFP, AP, Reuters)

ÉRYTHRÉE : l'indépendance reconnue par l'Éthiopie. — Addis-Abeba a reconnu, lundi 3 mai, l'indépendance de l'Érythrée, son ancienne province de la mer Rouge. Le gouvernement éthiopien s'est déclaré convaincu que l'indépendance de l'Érythrée, acquise après une guerre sanglante de trente ans, ouvrirait «une nouvelle ère de coopération et de coexistence pacifique entre les deux pays». Le référendum ne changera pas «la nature des liens historiques, culturels, linguistiques et économiques», a notamment déclaré le président Meles Zenawi. L'Érythrée est devenue indépendante le

27 avril, la quasi-totalité des électeurs s'étant prononcée pour l'indépendance lors d'un référendum organisé sous l'égide de l'ONU. — (Reuters)

MALAWI : l'opposition menace de boycotter le référendum sur le multipartisme. — L'opposition boycottera le référendum sur le multipartisme, qui doit être organisé le 14 juin, si le président à vie, Hastings Kamuzu Banda, ne renonce pas à utiliser deux urnes, l'une pour le «oui», l'autre pour le «non», lors du scrutin. Selon l'opposition, ce procédé intimidera les électeurs, qui craignent de subir des représailles s'ils sont vus en train de voter en faveur du multipartisme. Dans ses recommandations sur l'organisation du référendum, l'ONU s'est déclarée hostile à l'utilisation de deux urnes. Les pays donateurs avaient suspendu leur aide non humanitaire au Malawi, l'an dernier, afin de contraindre le régime à introduire des réformes politiques. — (AFP)

POLITIQUE

Au-delà des accusations portées par certains responsables politiques contre la presse, rendu responsable du suicide de Pierre Bérégovoy, c'est un hommage unanime que les dirigeants français s'approprient à rendre à l'ancien premier ministre, au cours des obèques qui doivent être célébrées mardi 4 mai à Nevers. Le président de la République lui rendra «publiquement hommage» à l'issue de la cérémonie religieuse, a annoncé lundi le porte-parole de l'Elysée. Le premier ministre sera aussi présent à ces funérailles, ainsi que le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale, de nombreux membres du gouvernement, des anciens ministres et des élus de tous les partis.

L'ancien ministre des affaires sociales puis de l'économie et des finances s'était attiré des sympathies dans tous les milieux. Ainsi les dirigeants des cinq confédérations syndicales françaises

seront personnellement présents à Nevers : Louis Viannet (CGT), Nicole Notat (CFDT), Marc Blondel (FO) et Alain Delau (CFTC); François Périgot, président du CNPF, fera lui aussi le déplacement, ainsi que Jacques Delors et plusieurs personnalités étrangères.

De nombreuses personnes ont rendu hommage à l'ancien premier ministre lundi au Vel-de-Grèce, où une chapelle ardente avait été dressée. Avant qu'elle soit soulevée, plusieurs personnalités étaient venues se recueillir devant le cercueil de l'ancien chef du gouvernement, notamment François Léotard, Jacques Toubon, Georges Marchais, Édith Cresson, Marie-Claire Mendès France, Elisabeth Guigou, Martine Aubry, Louis Mermaz, Jean-Pierre Chevènement, Michel Charasse, Robert Badinter, Michel Rocard, à la tête d'une délégation du Parti socialiste. En début d'après-midi, François

Mittlerand, accompagné de son épouse, est venu, une nouvelle fois, saluer celui qui fut un de ses principaux collaborateurs.

En début de soirée, le dépouille mortelle de Pierre Bérégozoy a quitté Paris pour être transportée à Nevers par la route. Une chapelle ardente a été installée dans l'ancien palais ducal, qu'il avait fait restaurer. Les membres de son conseil municipal et des employés communaux l'ont veillée toute la nuit, après que sa femme et ses enfants furent venus se recueillir quelques instants. Dans le matin, le public sera à son tour admis dans la salle. Henriette de Clèves où repose le cercueil de l'ancien maire; c'est là qu'il avait remercié ses électeurs après le deuxième tour des élections législatives; c'est là aussi qu'il avait reçu ses administrés après sa nomination à Mazingnon. Puis ce sera à 15 heures les obsèques dans la cathé-

drale de la ville, retransmises en direct sur TF1 et France 3, la messe devant être célébrée par Mgr Michel Mortel, évêque de Nevers, le Père Philippe Vivier, curé de la paroisse, et le Père Maurice Joinet, ami de la famille Bérézgovoy. L'ancien premier ministre doit ensuite être inhumé dans l'intimité.

La décès de Pierre Bérégovoy a conduit le gouvernement à reporter un certain nombre de décisions. La conférence de presse que devait tenir, mardi après-midi, Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, pour présenter son programme, a été reportée à une date ultérieure. Le collectif budgétaire ne sera pas approuvé au conseil des ministres du 5 mai mais le semaine prochaine, sans qu'il soit encore décidé s'il le sera lors d'un conseil des ministres qui se tiendrait lundi ou si ce sera lors de celui du mercredi 12 mai.

L'hommage de Francois Mitterrand

Suite de la première page

Il ne faisait pas partie, non plus, du cercle des amis personnels du chef de l'Etat. Ni « conventionnel » — non dans le sens où il était de la Commission des institutions républicaines des années 60, tels que Louis Mermaz, Charles Hernu, Pierre Jonc, Claude Estier — ni même dans le cercle des intimes, formé dans la Résistance ou à la Libération... les Georges Beauchamp, Georges Dayan, ou François de Grossouvre, — il avait fait la connaissance du député de la Nièvre lorsque celui-ci était encore secrétaire du Parti socialiste, après le congrès d'Epiny, en juin 1971. Partisan d'Alain Savary, Pierre Bérégovoy, qui, avant rejoint lui-même le PS en 1969, était dans la minorité face à l'alliance des conventionnels, du CERES de Jean-Pierre Chevenement et des fédérations socialistes du Nord et des Bouches-du-Rhône, entraînait dans le cercle des amis de Delfandre dans le complot d'Epiny contre Guy Mollet, mais du parti depuis 1946.

Dès l'année suivante, pourtant, François Mitterrand, qui cherche à rassembler les socialistes autour de lui et à réduire encore l'opposition maoïste et savaryste, inclut

Pierre Bérégovoy parmi les responsables de la négociation avec le PCF pour la rédaction de ce qui deviendra le programme commun de gouvernement de la gauche unie. Au congrès suivant, en 1973, Pierre Bérégovoy rejoint la majorité et entre au secrétariat national du parti, où il est chargé des questions sociales, dossier dont il est un spécialiste et sur lequel il a travaillé, notamment, au côté de Pierre Mondes France. Ce passage au PSU, n'est pas vraiment une recommandation aux yeux de François Mitterrand, mais Pierre Bérégovoy s'installe dans le rôle d'homme de « passerelles » et de synthèse : avec ceux qui ont le parti, par les conventions; avec le monde syndical, que le premier secrétaire connaît mal; avec les courants de la gauche qui ont rejoint le PS qu'après l'élection présidentielle de 1974, et avec cette campagne par Michel Rocard.

transpâtissent ses impressions par la capacité de travail du nouveau secrétaire national, par sa connaissance des questions dont il a la charge et par son aptitude à absorber les dossiers. Pierre Bérégovoy occupe une position singulière. Il est un allié, pour le premier secrétaire, mais un allié différent. Il n'est pas un fort bras de son seul travail, de son assiduité et de ses relations. Il devient un collaborateur, mais il ne fait pas partie de ceux qui travaillent continuellement avec le député de la Nièvre, comme Laurent Fabius, qui joue le rôle d'un secrétaire, ou qui jouent juste à son direction de député en Seine-Maritime, en 1978, Jacques Attali, qui est désigné le « conseiller spécial » dont il assure le titre à l'Elysée, ou Jean Gavaney, chef de cabinet. C'est un homme du parti, à qui l'on fait appel, par exemple pour le rôle de médiateur, à l'Assemblée, en l'honneur d'une réunion du comité directeur ou d'un congrès difficile.

François Mitterrand e confiance en Pierre Bérégovoy. Il compte sur lui pour des missions délicates, telles que les rapports avec les communistes à partir de 1975. En 1980-1981, c'est Pierre Bérégovoy qui se rend, mais au premier chef, qui assure les contacts secrets avec les gaullistes et avec l'entourage de Jacques Chirac. C'est tout naturellement lui que le président a nommé en 1984 désigné comme responsable de l'«antenne» qui doit préparer la passation des pouvoirs. Il devient ensuite secrétaire général de la présidence de la République jusqu'en 1988, époque où il est nommé, officieusement, à la place de la «ficatiff» de la confiance du chef de l'Etat et de son souhait d'attribuer les responsabilités premières de l'excusitif, non pas à des proches, mais à des hommes avec lesquels il a une relation avant tout personnelle. C'est Pierre Mauroy, nommé premier ministre, ou de travail, comme Pierre Bérégovoy.

Le chef de l'Etat n'avait pas perçu, semble-t-il, que l'ambition de Pierre Bérégovoy ne se limitait pas à l'exercice d'une responsabilité dans l'ombre ou la pénombre d'un cabinet, fût-il celui où se concentre le plus de pouvoir. Treize mois après son entrée à l'Elysée, le secrétaire général dut de s'essayer aux fonctions ministérielles et d'y faire ses preuves, surtout dans les plus chaudes affaires. Mitterrand lui confia, entre autres, qu'il abandonne Nicolas Questiaux à la politique africaine, hostile à la solidarité nationale, hostile à la rigueur à laquelle la gauche doit alors se résoudre. Une nouvelle carrière commence pour l'ancien ezrizer, ou, moins d'un an après,

tard, apparaît comme un premier ministre possible pour le passage de la rigueur à l'austérité, commandé par la décision de maintenir le franc dans le Système monétaire européen.

Pierre Bérégovoy était, pourtant, de ceux qui croyaient possible une «*entre politique*» mais il était prêt à assumer l'écueil. En mars 1984, lorsqu'il fut élu député, il se réunit à déjeuner Pierre Bérégovoy, Jacques Delors et Laurent Fabius. Faute d'accord entre eux, il décida de reconduire Pierre Menorcy à Matignon. En juillet 1984, lorsqu'il fut élu député, il se réunit à déjeuner Pierre Bérégovoy, Jacques Delors et Laurent Fabius. Faute d'accord entre eux, il décida de reconduire Pierre Menorcy à Matignon. En juillet 1984, lorsqu'il fut élu député, il se réunit à déjeuner Pierre Bérégovoy, Jacques Delors et Laurent Fabius. Faute d'accord entre eux, il décida de reconduire Pierre Menorcy à Matignon.

En juin 1988, il sait qu'il pourrait être l'homme de l'heure, mais que Michel Rocard s'impose davantage. Il le dit à François Mitterrand et s'en va. Il ne veut pas être l'un des « circonstances actuelles, mais voir désigner Rocard ». Lors d'un dîner auquel il a convié les deux hommes le président rétorque : « Si Pierre Bérégovoy, mais que le député des Yvelines est « en saccin », mais il sait que Michel Rocard n'ira pas au bout du mandat. Or, il n'est pas au tour de Rocard, choisit Edith Cresson. Il en sera mortifié. Il est de ceux, en effet, qui pensent que le maître de leur destin est le maître de leur sort. Qu'elle lui soit préférée lui semble presque humiliant.

Une culpabilité indue

Lorsque François Mitterrand se refusait à faire appel aux lois moindres d'un plus tard, après l'échec partiel et probablement irréductible de M^e Cresson, Pierre Bérégovoy soupçonnait qu'il est trop tard pour les faire ne pas servir comme prétexte : l'insuffisance des prestations fiscales, l'aggravation des déficits sociaux, les attaques contre le franc malmenées sa politique. Le régime de la dévaluation n'est que la partie de Roger-Parizès Felat allait être pour lui une sorte de coup de grâce. Il en était littéralement obsédé et ne cessait d'en parler au sein du parti socialiste, président de la République. Celui-ci tentait de le convaincre qu'il exagérait la gravité de cette affaire, qu'il s'agit surtout d'une petite ligne d'ajustement, mais il finit par fléchir, le 9 janvier ministre.

Un autre revolver

Notre article intitulé « Le maire de Nevers, dernier jour » (*le Monde* du 4 mai) comportait une erreur. Nous indiquions que l'arme utilisée par Pierre Bérégovoy pour su se suicider était un Smith et Wesson de type « Bodyguard » qui appartenait au brigadier Sylvain Lesport, le policier chargé de sa protection. Cette information nous avait été confirmée à Paris auprès du ministère de l'Intérieur. Les fonctionnaires des « Voyages officiels », service auquel appartient le garde du corps de l'ancien premier ministre, sont souvent équipés de « Bodyguard », des revolvers considérés comme maniables et discrets. Mais Sylvain Lesport avait très récemment changé cette arme contre un autre gros calibre, un Manurhin 357 Magnum.

il n'est pas parvenu à le rasséré-

Un lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, François Mitterrand, devant quelques proches, ne retenait pas son émotion. Les allégations selon lesquelles il aurait comploté les ponts avec le maire de Nevers lui paraissaient mettre un comble à l'indignité. Les réponses aux questions que pose le sacrifice de celui auquel l'avait été, pendant près de vingt ans, une relation si singulière, se situent ailleurs.

PATRICK JARREAU

Les réactions

o Henri Emmanuelli (PS) : « *Un télé-démocrate* ». — Dans un *« éditorial d'actualité »*, paru dans le *« Journal de Bergeroy »*, l'ancien président de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, rappelle que c'en fin professionnelle et la carrière politique (de l'ancien premier ministre) ne devaient rien à sa naissance et à sa fortune, « car il n'est ni le fils d'un ministre, ni d'un riche, ni d'un pauvre. L'amour du bien, de la justice, de la vérité, de la moralité, de sa famille et de ses amis, la fidélité de ses engagements, la force de son intelligence et son courage étaient, depuis la Résistance et jusqu'à sa nomination comme premier ministre de la France, les seuls traits par lesquels il se distinguait ». Affirme, encore Emmanuelli.

o Antoine Pinay : « *une très grande peine* ». — Aocien président du conseil sous la IV^e République puis ministre des finances du général de Gaulle, Antoine Pinay s'est déclaré « *bouleversé et extrêmement triste* » par la mort de son ami, le général de Gaulle. « J'avais beaucoup apprécié ses méthodes de travail », a ajouté M. Pinay, qui s'exprimait sur Franco-Iraou. J'ai des lettres de lui, émouvantes, qu'il m'avait adressées, jamais m'avoir rencontré, mais une reconnaissance et un sentiment qui me touchent ». C'est, pour moi, une très grande peine.

D. Alain Carignon (RPR): «étro-
d respectueux de la vie d'un
homme». - Le suicide de Pierre
Bérégovoy «ressort de l'intime, du
personnel», a affirmé, lundi
3 mai, le ministre de la communi-
cation, Alain Carignon. «Il y a per-
des choses qu'on ne peut pas per-
cevoir, qu'on ne peut pas com-
prendre», a-t-il ajouté. Le
ministre. Il faut donc être respec-
tueux dans son commentaire de la
vie d'homme de Pierre Bérégovoy.
Pour ma part, je comprends son ac-
tue. Je n'ai pas à commenter la
responsabilité de la presse. Je ne
pense pas qu'il puisse y avoir un
seul responsable dans la décision
qu'un homme lucide prend de met-

o Le Centre d'information civique: «*Le politique peut mourir pour l'honneur*». — Dans un communiqué publié le 3 mai, le Centre d'information civique rappelle que «*la politique est un combat difficile, pas un spectacle*». «*Le politique peut mourir pour l'honneur*, ajoute le CIC. Il est temps que la société dans laquelle nous vivons, surmédianisée, amoralisée qui ne respecte plus rien, prenne conscience. Il en va de l'avenir de notre démocratie.»

L'émotion des Parisiens au Val-de-Grâce

« On ne savait pas
qu'on l'aimait autant »

Quatre mille personnes environ ont pu se recueillir, lundi 3 mai, dans l'épres-midi, à Paris, devant la dépouille mortelle de Pierre Bérégovoy. Parmi de nombreuses personnalités, le président de la République, François Mitterrand, est venu rendre un ultime hommage à son ancien premier ministre, juste avant l'ouverture au public de la chapelle ardente dressée dans l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

Serrée dans son grand manteau noir, avec ses longs cheveux, tout aussi noirs, ses yeux bleus rouges et sa robe rouge à la main, elle était parmi les premières, seule et triste, à vouloir rendre son hommage à celui qui fut premier ministre de la France. « J'ai le feu sacré de chegrin », dit la jeune femme, « j'ai vu Chegrin, j'ai vu Chegrin au château de Grèce, où repose la dépouille mortelle da Pierre Bérégovery. » On na savait pas qu'on l'aimait autant, ajoute-t-elle en pleurant, sinon, on lui aurait dit... Puis elle acquiesce un pas, avant de se retourner : « J'en veux vous dire une chose... Je suis journaliste. Je voudrais que vous la notiez dans votre papier... »

Avant que « le public »
come en dit des citoyens ordi-
naires — soit autorisé, pendant
moins de deux heures et demie,
à pénétrer dans l'enceinte du
Val-de-Grâce, une grosse déléga-
tion de la direction nationale du
Parti socialiste, conduite par
Michel Rocard, étant arrivée à
piet à pied, dans d'opéra-musée,
boulevard de Port-Royal. Devait
suivre, ensuite, la ballade des
groses voitures noires, celles de
Michel Chereassa, da Robert
Badinter, de Georges Marchais et
d'André Lajoie, d'Hubert
Curien, juste avant que n'arrive la
grosse déléga-tion des journalistes.
Cet-
tois, une dame confessait son
impatience devant une caméra :
« Je suis là depuis 9 heures.
C'est la première fois. Je ne
viendrais pour personne d'autre,
sauf, bien sûr, pour François. »
« Ne lui répondez pas », dit-
elle à la journaliste. « C'est la
foule. C'est éné inutile, surtout
pour les journalistes », ajoute la
dame.

La presse invitée à « méditer »

Entre deux cordons de barrières métalliques, on peut enfin se rendre dans cette salle, que l'on appelle ici «le dépôt».

A l'entrée, une affiche proclame : « Photographies et films jamais auparavant interdits » C'est sur cinq genres de fleurs entourent le cercueil. A gauche, l'une d'elles occupe son identité : « Le Parti socialiste ». A droite, un crucifix surmonte un petit port peints de muguet et d'une rose rouge. Le cercueil de Pierre Bérégovoy est recouvert d'un drapeau tricolore. Sur deux coussins bleus, reposent sa croix de l'ordre du Mérite, une médaille du Palais-Bourbon et une autre, plus petite – la seule, sans doute, qui l'aurait voulu garder, – une médaille de Gaz de France. Au bas du cercueil, un tableau, dessiné sur un bout de carton, est dédié à « M. Pierre Bérégovoy et ses proches ». Il est signé hâtivement par un dénommé Vion. Il aurait été choisi par la famille pour

ous les hommages anonymes
près le long du boulevard de
roi-Royal. S'insinue Voi d'roi-
seau étérnel.

U y e pou de monde, à cette
heure-là, des femmes, plutôt
des gens, pas mal
étrangers, mais, surtout, des
gens seuls, venant subrepticement
à l'appel d'un geste soitaire.
e suis venu parce que
non père était autodidacte et
socialiste, dit un étudiant de
École des mines, Bérégovoy
était son modèle, « C'est ça
ui e su le mieux gérer les
contradictions entre les idéaux,
les racines sociales et les
contraintes internationales. Les
sua tragédie, c'est qu'il n'a pas
pu résoudre ça. Il n'a pas
eu choc de plus », concède un
unvétéran socialiste.

« Les roses n'ont pas fait leur
soutif », se plaignit un vieil
homme, les Franciens
l'ont appris que très tard que le
Val-de-Grâce était ouvert. De faire
plus le temps passe et plus le
cœur effrit. En milieu d'après-
midi, montre en main, il faut
compter une heure et dix minutes
pour parcourir les 300 mètres qui
séparent l'entrée du Val-de-Grâce
de la rue de Valenciennes. On repasse
par Bérégovoy, et y a alors, sur
le sol, des dizaines, des centaines,
des centaines, des brassées de roses
coupées. Des roses de mai, de
toute ans d'âge... Dans le parc
de l'hôpital, le fil de das gens
graves, muets, qui se rendent à
la chapelle oratoire et qui se
font accompagner par un soudain
ement libéré, enfin soulagé
d'avoir pu exprimer, en silence,
leurs sentiments de fidélité.

e C'est aujourd'hui la Journée de la presse, je crois. J'espère que vous allez un peu méditer d-dessus, parce que c'était un homme bien, bien qu'il ne soit pas de mon parti», déserte, sèchement, une dame en partie. «Je suis venue, parce que moi aussi, j'ai fait, à un moment de ma vie, j'en suis sûre, le métier de journaliste de Paris-Matrot. Dans la foule, il arrive qu'on croise un ancien député socialiste devenu un Français comme les autres», il était trop facile pour ne pas tout mesurer, affirme Jean Anciant, maire de Paris et ancien député de l'Oise. Pour infliger un drame aussi terrible à sa famille, c'est qu'il a voulu provoquer quelque chose, évidemment.

Devant les tentes dressées à la
sortie de l'hôpital pour abriter les
malades, deux adolescents, un
jeune couple s'embrasse. Elle est
encore lycéenne, il vient de ter-
miner son service national. « Je
suis venue à cause du geste »,
dit-elle. Derrière, des mains, sou-
levées méhébiles à écrire, disent
sur sa peau : « Ta mort m'a beau-
coup touchée, sache que ton
combat continue ». « Pourquoi
étais-tu parti si vite ? Pour qui ?
Et pourquoi ? », demande une rétri-
scée à nous rester le chemin qui
est le plus sûr », et écrit un
autre. « La dernière porte ouvrant
sur la pleine », assure une habi-
tante du cinquième arrondisse-
ment de Paris. Après un long
moment d'hésitation, un jeune
homme noir rend cet hommage,
venu de loin : « Vous avez légué
une France forte, libre et
indigne ». Juste à côté, son
amigo à la main, une petite dame
blonde demande à l'huissier :
« Hérentis, ça prend deux et 75 ».

JEAN-LOUIS SAUX

Prononcé le 8 décembre 1992, le nouveau catéchisme de l'Eglise catholique se veut encore plus tolérant. Le suicide est condamné, écrit-il, parce qu'il est contraire « à l'incarnation de l'être humain à conserver et perpétuer la vie, contraire à l'autour de soi, du prochain, du Dieu vivant ». Mais, ajoute le nouveau catéchisme, « des troubles psychiques graves, l'anxiété, ou la crainte de l'épreuve de la souffrance ou de la torture peuvent diminuer la responsabilité du suicidé. On ne doit pas désemparer du salut éternel des personnes qui se sont données la mort. L'Eglise prie donc pour les personnes qui ont tenté à leur vie ».

HT.

**MEDECINE
PHARMACIE**

Stage de pré-rentree
Encadrement
scientifique annuel
complet ou par matière

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris ☎ 43.25.63.50

POLITIQUE

La polémique sur la responsabilité des médias après la mort de Pierre Bérégovoy

La « machine infernale »

La mise en cause de la télévision met en évidence les erreurs d'appréciation de ses usagers politiques

Faut-il interdire le *Camri* enchaîné? Faut-il imposer à la presse de nouvelles contraintes juridiques? Faut-il censurer les « Guignols » de Canal Plus? Faut-il supprimer le « Bébête Show » de TF1, qui a décliné l'humour, « dans un souci de dignité », de suspendre son émission pendant une semaine? Le procès relayé par le suicide de Pierre Bérégovoy n'est pas nouveau, et il a toujours été passionné. Il s'agit de renvoyer tous ceux qui accusent les médias à ce que l'ancien premier ministre disait lui-même en août 1992 lors d'une « Marche du siècle » : « Des lors qu'on accepte des responsabilités politiques, on doit en assumer toutes les conséquences ». Trop facile. Même si certains des procureurs d'aujourd'hui affaiblissent leurs réquisitoires en y mêlant des règlements de comptes trop personnels, leurs questions n'en sont pas moins légitimes. Il y a du vrai dans ce que dit l'ancien ministre de la justice, Michel Vauzelle : « Nous sommes tous responsables d'une machine médiatique devenue infernale ». Mais un tel débat exige un minimum de sang-froid.

On ne saurait interdire la presse écrite de la même façon que la télévision. La presse constitue aujourd'hui, en France, un havre de vertu et de civilité par rapport au lieu de désinformation et de violence qu'elle fut parfois, au dix-neuvième siècle, et jusqu'à la seconde guerre mondiale, à l'époque où l'argent des

maîtres de forges ou des compagnies de chemins de fer faisait ouvertement la loi dans certaines rédactions. S'il y a des abus, la loi prévoit les moyens d'y remédier, et la justice, encombrée par les procès en diffamation, s'en charge abondamment. Le nouveau code de procédure pénale, qui sanctionne désormais plus sévèrement les atteintes à la présomption d'innocence, encadre déjà strictement le droit à l'information dans les affaires judiciaires. Aller plus loin dans cette voie aboutirait à occulter tout un pan de la vie publique. Si le Parlement retenait, par exemple, la proposition de loi du député RPR de Haute-Savoie, Pierre Mazeaud, qui soumettait d'interdire « aux organes de presse, de radio et de télévision d'indiquer le nom ou de reproduire l'image des magistrats à l'occasion des dossiers dont ils sont chargés », au motif de soustraire les juges « à la pression des médias », cela reviendrait vite, comme l'a souligné le président du syndicat de la presse parisienne, Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, à interdire aux journaux « de parler de l'actualité ».

Le procès fait à la télévision procède de trois erreurs.

Première erreur : condamner au bâillon les caricaturistes et les pasticheurs repose sur une confusion entre l'effet et la cause. Le « Bébête Show » et les « Guignols de l'Info » ne sont que les miroirs de l'air du temps. S'ils amplifient aujourd'hui

l'image du discrédit dont souffre le monde politique, ils ne l'ont pas créé. Ils renvoient à la politique l'image de ses propres outrages. Si ces deux parodies de la comédie du pouvoir « mettent en scène un univers politique corrompu », c'est parce qu'elles reflètent sur des seuls traits de caractère et des ambitions concurrentielles, si la politique y perd toute spécificité, parce que « cette perception, inhérente à la caricature télévisuelle, coïncide avec l'affaiblissement des idéologies et la réduction des différences partitiques à une affaire de sensibilité de ton », comme on peut le lire dans les conclusions d'une judicieuse « recherche en ethnologie appliquée » à ces manifestations parue le 15 avril dans le numéro deux de l'*Observatoire de la télévision* (1), faut-il incriminer les marionnettistes ou leurs modèles?

Si la compétition politique semble se réduire au choc des rivalités individuelles parce que la confrontation des idées est devenue imprécipitable, qui la fustige? Comme l'écrivait Jean-Claude Guillebaud dans *Esprit* de mars-avril, « ce qui importe, c'est de bien voir dans l'omnipotence obsédante du « médiatique » un symptôme de crise. Dans le procès assez vain que la démocratie lui inflige, c'est son propre procès et son propre délabrement qui sont en jeu ».

Deuxième erreur : la personnalisation de plus en plus accentuée de la vie politique, favorisée par l'élection

du président de la République au suffrage universel, a donné l'impression aux chasseurs de suffrages qu'ils pourraient apprivoiser la télévision. C'est elle qui les a déçus. Il y a près de vingt ans, Pierre Mendès France, le premier maître à penser politique de Pierre Bérégovoy, écrivait : « L'usage de la télévision, tel qu'il est pratiqué en France, n'entraîne une dégradation civique supplémentaire. Elle dévalorise le rôle politique, elle a pour contrepartie sur une échelle plus vaste encore les défauts de l'ancien système. Le théâtre politique est plus ouvert mais plus faussé, plus falsifié, plus censuré que jamais. Il est, plus que jamais, un théâtre de vedettes (...). L'insistance de l'image et du son finit par agir indépendamment du contenu des paroles prononcées, par une sorte d'imprégnation, à la manière des slogans publicitaires » (2). Tout le monde est pourtant tombé dans le panneau. Le cri de la médiocratie a balayé tous les autres. Lequel des rigoristes d'aujourd'hui n'est jamais allé « vendre » son image dans une émission de variétés?

La troisième erreur découle directement de la précédente : contrairement à ce que croyait Pierre Mendès France, de même d'ailleurs que Charles de Gaulle, qui y voyait, en 1953, un « instrument magnifique de soutien de l'effort public », la logique brute de la télévision peut être totalement étrangère à toute notion de volonté générale et, a fortiori, de sens

civique. Pour la simple raison qu'elle exacerbe les individualismes. Elle crée l'illusion du groupe, mais quand un homme politique s'exprime à la télévision, il ne s'adresse pas à une collectivité mais à une somme d'individus isolés. Et si, croyant s'adresser à l'ensemble, l'homme politique, de bonne foi, tente de contourner l'obstacle en cherchant à faire appel aux sentiments plutôt qu'à la raison, il retombe dans le même piège. L'auteur de l'*Angélisme exterminateur*, Alain-Gérard Slama, a analysé ce mythe de la transparence : « Au bout du parcours — comme en a témoigné l'ascension de M. Kouchner, le cribe décisif s'élève à juger une politique devient la vertu de celui qui parle, attestée par son authenticité. Il en résulte une conception sentimentale de la politique, aussi éphémère que les émotions qu'elle inspire (...). Un processus instable d'identifications successives se substitue au principe rationnel de l'adhésion (que les sondages s'efforcent à mesurer). C'est le triomphe de l'Abbé Pierre : il n'est plus question de vouloir la justice, mais de l'aimer. La hiérarchie de l'affectif tient lieu de hiérarchie des valeurs. Un hoquet devient un message au même titre que l'agitation d'un discours de Jaurès ou de Clemenceau » (3).

Beaucoup de réactions politiques de ces derniers jours traduisent une profonde méconnaissance des effets pervers de l'outil télévisuel. Sans doute est-ce à l'école et dans la famille que les futurs citoyens-télé-

spectateurs devraient approfondir aujourd'hui l'appréhension de cet instrument qui peut être aussi diabolique que merveilleux.

Enfin, sauf à vouloir, par réflexe utopique, cantonner la télévision dans une fonction de divertissement, il suffit de regarder autour de soi pour comprendre que le chambardement médiatique ne fait que commencer et que les gouvernements de demain, avant même la fin de cette décennie, seront confrontés à des dangers encore plus redoutables. Ce ne sont plus seulement quelques caricatures qui vont déferler dans les récepteurs de télévision mais, avec la vulgarisation des nouvelles technologies électroniques, des milliers d'images imposées à contrôler sans réduire les libertés individuelles. Si les gouvernements d'aujourd'hui ne conçoivent pas cette révolution en termes politiques, qui le fera à leur place?

ALAIN ROLLAT

Lire également nos informations page 26

(1) Enquête sur « l'univers politique en réduction » commentée par Walter Detomasi au nom du Cabinet AREA (action et recherche en ethnologie appliquée).

(2) Préface de la *Vérité guidait leurs pas*, Pierre Mendès France, Gallimard, 1976.

(3) Point de vue paru dans l'*Observatoire de la télévision* numéro 2 (L'ange exterminateur d'Alain-Gérard Slama est paru chez Grasset).

Le bilan économique de l'ancien premier ministre

La modernisation du capitalisme français

par Erik Izraelewicz

Modernisateur du capitalisme français, Pierre Bérégovoy a été, sur le front économique, l'homme d'une double tâche. Il a conduit, avec d'autres et avec difficulté, la gauche française à rompre avec son idéologie nationale, étatiste et égalitariste. Il a ensuite aidé la France à sortir de son modèle colbertiste d'économie d'endettement administratif. Mais cette double mutation, nécessairement douloureuse, reste, après dix ans d'action, inachevée. En pleine transformation, l'économie française se trouve en outre prise, au moment où Bérégovoy quitte le pouvoir, dans une profonde récession européenne qui contribue à masquer les résultats obtenus.

En instantané, le bilan de l'ex-ministre des finances et ex-premier ministre est, certes, bien décevant. Même s'il est profondément injuste de dire que l'économie française se trouve, en ce début des années 90, dans la plus grave situation qu'elle ait jamais connue depuis 1945, il est vrai que la conjoncture est, en 1993, particulièrement dégradée. La réalité est bel et bien faite de récession, de chômage record, d'inégalités croissantes et de déficits prodigieux.

La politique du « franc fort »

Mais, et la droite aujourd'hui au pouvoir devrait davantage le souligner dès aujourd'hui, la crise que traverse l'économie française est largement liée à la profonde récession que connaît l'Europe. Sur les dix dernières années, le bilan « Béré » est plus favorable : la production globale par habitant a constamment progressé, un assainissement profond a été engagé, dont le faible niveau de l'inflation est l'un des signes les plus flagrants. Mais, surtout, attaché à démontrer que la gauche est elle aussi capable de gérer dans la durée, le socialiste Pierre Bérégovoy a beaucoup contribué à de nombreuses transformations structurelles qui seront

essentiels pour le futur. « Finay de gauche », comme on l'a souvent surnommé, Pierre Bérégovoy est, pour l'instant, le seul ministre des finances de la V^e République à n'avoir pas dévalué le franc par rapport au *deutschemark*. Au cœur de sa stratégie économique, la stabilité de la monnaie (la politique dite du franc fort) n'était pas un objectif naturel pour une économie habituée à un dopage régulier à coups de dévaluations successives. Elle n'était pas d'ailleurs non plus une conviction forte du militant socialiste Pierre Bérégovoy : en mars 1983 encore, celui-ci faisait partie des « visionnaires du sort » qui recommandaient à François Mitterrand une sortie du franc du système monétaire européen (SME). Le président ayant niqué, pour des raisons de politique européenne, pour le maintien dans le SME, son fidèle serviteur fait de la stabilité de la parité franc-mark l'élément-clé de sa politique, ce que l'on appellera la « déflation compétitive ».

Convinces que « l'inflation est un impôt sur les pauvres », il mène donc une lutte sans merci contre la

hausse des prix, poursuivant la couragieuse politique de déflation des salaires engagée dès 1983 par Jacques Delors. Paradoxalement, pour un socialiste, il agit avec efficacité pour favoriser une répartition de la valeur ajoutée plus favorable aux entreprises, aux délégués, à court terme, des salariés. « Père la rigueur », il s'efforce de limiter les dépenses des finances publiques, patinairement avec succès. Il est vrai. Une inflation faible, des profits élevés et des finances publiques maîtrisées : la « déflation compétitive » doit permettre un renforcement de la compétitivité internationale de la France et donc une augmentation de l'emploi. Le cercle vertueux en question n'est pas bouclé : le chômage est, il l'avouera en permanence, son principal échec. Un douloureux échec.

Si elle provoque de violentes oppositions parmi ses propres amis politiques, qui, au PS, le traitent, au demeurant à tort, de « monétariste », sa politique du franc fort fait l'admiration des grandes organisations internationales (FMI, OCDE...) et lui donne une crédibi-

lité exceptionnelle dans les milieux financiers français et étrangers. Au sein du G7 — le groupe des sept grands pays industrialisés — le petit ouvrier gazier est très respecté.

Partisan d'une « économie de libertés »

Une fois de plus, Pierre Bérégovoy ne tire pas réellement profit de cet acquis : malgré une économie relativement saine, la France doit supporter au cours des six derniers mois de son « règne » des taux d'intérêt exceptionnellement élevés. S'ils font totalement confiance à Bérégovoy, les investisseurs étrangers ont quelques hésitations quant à la bourse de la stratégie monétaire après les élections de mars 1993 : la se rappeler qu'Édouard Balladur a déjà été l'homme de deux dévaluations (1986 et 1987), et ils s'interrogent des propos de Philippe Séguin. C'est à Béré qui supportera le coût de cette incertitude.

Au-delà, le maire de Nevers

contribue considérablement à modifier les rôles respectifs de l'Etat et de l'entreprise — dans les idées comme dans les réalités. Jeune converti à l'économie libérale, il a parfois les enthousiasmes de tout novice. « L'Etat n'est qu'un « économiseur de libertés », il juge indispensable une intervention de l'Etat visant à limiter les coûts du marché. En outre, comme dit-il, il n'est pas possible de libéralisation sans admettre l'annexion du mouvement vers la liberté des prix, il libéralise totalement les changes après avoir dévalué le système financier français. Il participe activement à la réhabilitation de l'entreprise, créatrice de richesses et d'emplois : la baisse du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises (passé de 50 % à 33,3 %) est l'une de ses grandes fiertés. Avec l'entreprise, l'épargne est l'autre grand bénéficiaire des réformes fiscales de Bérégovoy. La fiscalité en service de l'Europe plutôt que de la lutte contre les inégalités : un autre paradoxe pour les socialistes.

L'évolution personnelle du petit autodidacte est aussi particulière-

ment sensible sur la question du secteur public, sur le vieux débat nationalisme-privatisation. L'affaire de la Société générale — le raid manqué sur une banque privatisée — marque, de ce point de vue, une véritable rupture dans le capitalisme français. Encore imprégné, sous l'influence de François Mitterrand, de l'idéologie traditionnelle selon laquelle l'Etat doit détenir les principaux leviers de la commande de l'économie nationale, le ministre des finances d'alors tente de rompre dans le giron du secteur public l'une des sociétés abandonnées au privé par la droite au cours de la première cohabitation (1986-1988). La maladresse des opérateurs (le directeur de cabinet de Bérégovoy, Alain Boublil, son complice dans le secteur privé, Georges Pébereau, et quelques capitalistes de renom) contribue à provoquer un violent rejet par l'establishment. Mais, surtout, le refus de certaines entreprises publiques de participer au raid est le signal d'un nouveau partage entre l'Etat, régulateur, et les entreprises, publiques ou privées, productrices.

Farouche militant des nationalisations à 100 % jusqu'au début des années 80, Pierre Bérégovoy est à la fin de sa vie un partisan affiché des privatisations à 100 % : une autre de ces mutations profondes qu'il réveille et qu'il favorise. A Bercy (1988-1991) comme à Matignon (1992-1993), il aide le secteur public à surmonter les inconvénients du fameux « qui n'a » (« ni nationalisations ni privatisations ») inscrit par François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français pour toute la durée de la législature. Il multiplie les ententes au dogme, allant jusqu'à ouvrir le capital de Renault à un partenaire privé étranger, Volvo.

Profondément attaché aux valeurs de la gauche (la justice sociale, la solidarité...), le pragmatique Bérégovoy souhaitait mettre l'économie au service du social, une économie qu'il voulait efficace. Porteur de cette double rupture sur cette période d'argent, fluide puis de profonde récession, Pierre Bérégovoy n'a ainsi contribué à accompagner, avec finesse et conviction, la profonde transition dans laquelle l'économie française, et au-delà l'Europe, est engagée. Disposant bien souvent d'une marge de manœuvre très limitée, évitant pas certaines erreurs (une libéralisation des changes trop facilement accordée en 1990, un mauvais diagnostic sur l'ampleur de la récession à venir à l'été 1992), il aura en définitive joué un rôle primordial en faveur de l'instauration en France d'un capitalisme tempéré.

ALAIN VERNHOLLES

Une stratégie bien acceptée par l'opinion publique

La politique économique menée par Pierre Bérégovoy, si elle n'a pas toujours été comprise, n'en a pas moins été assez bien comprise et admise par l'opinion publique. Aux fonctions gouvernementales de plus en plus importantes qu'il occupa par la suite, il a ajouté, à partir de 1982, le ministère des affaires sociales, ministère de l'économie et des finances puis premier ministre — l'ancien secrétaire général de l'Elysée n'a pas renoncé d'opposition systématique à sa politique. Il n'a pas non plus souffert d'impopularité, comme cela avait été le cas pour Raymond Barre entre 1976 et 1980.

L'action de Pierre Bérégovoy aurait pu se heurter à des résistances sociales et politiques beaucoup plus dures. L'ancien premier ministre avait été de ceux qui, à gauche — croyaient que la crise économique pouvait trouver des solutions dans le cadre national : relance de l'activité, créations d'emplois, nationalisations. On retrouve cette croyance dans les positions qu'il prit en 1982 et 1983 sur la réduction du temps de travail sans perte de salaire, puis dans la soumission de voir le franc fort du système monétaire européen.

Quand, en deux étapes, juin 1982-mars 1983, François Mitterrand change de stratégie économique en faisant le choix de l'Europe et de l'alignement sur

l'Allemagne, c'est M. Bérégovoy qui va se faire la champion de ce choix. Non seulement, mais de l'économie et des finances en juillet 1984, il applique sans faiblesse le plan d'austérité lancé avant lui par MM. Mauroy et Delors, un plan qui va progressivement sortir le pays de la crise financière grave dans laquelle il s'était enfoncé, mais va aussi réduire massivement les emplois et faire baisser, deux années durant (1983-1984), le pouvoir d'achat des Français.

Un changement de cap radical

Le changement de cap radical de la politique économique opéré par les socialistes laissera certes des marques puisque la gauche perdra les élections de mars 1986. Mais les graves seront peu nombreuses et, dans l'ensemble, les Français accepteront sans rechigner les efforts qui leur seront demandés, notamment la déréliction des salaires sur les prix.

On retrouve la même acceptation de l'opinion publique lorsque sont mises en place à partir de 1988 les mesures permettant au marché unique de fonctionner. Des mesures qui tranchent singulièrement avec la campagne « protectrice » et égalitaire à laquelle sont habitués les Français. C'est ainsi qu'en juin 1988 une circu-

laire décidée qui seront complètement supprimés en 1993, les contrôles d'exportation de la fiscalité des revenus du capital est-elle singulièrement réduite pour empêcher les capitaux d'aller se placer hors de notre territoire...

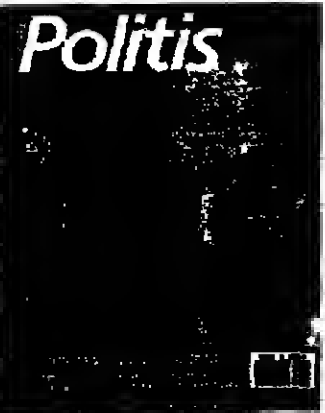
Le reproche d'une fiscalité taillée pour les épargnants fortunés contrastant avec les prélèvements très lourds supportés par les salariés est bien fait au ministre de l'économie et des finances, mais c'est beaucoup plus au sein du Parti socialiste qu'il est exprimé dans l'opinion publique. Ce sont d'ailleurs les propres amis de Pierre Bérégovoy qui critiqueront le plus violemment — au moment de la baisse de l'impôt sur les bénéfices lors de la présentation du budget d'automne — une politique qui fait le pari trop bête des entreprises et de l'épargne.

Avec la croissance retrouvée des années 1988-1990, le gouvernement Rocard devra affronter des grèves parfois dures, mais — à l'exception des mouvements qui agitent en profondeur les agents des impôts fin 1989 — Pierre Bérégovoy ne sera pas vraiment en première ligne. Ni, surtout, se posera en cause.

Le climat se détériorera quand l'activité cessera de progresser et que le pays connaîtra, à partir de l'été 1992, une véritable récession avec de très nombreuses suppressions d'emplois. Pour la

première fois, la politique de franc fort défendue sans relâche par Pierre Bérégovoy sera systématiquement critiquée, les difficultés extrêmes du nombre de petites et moyennes entreprises, viendront surtout des milieux financiers de droite (MM. Séguin et Pasqua, M. Madelin) comme de gauche. Les Français, en votant pour Mitterrand, ont apporté leur caution à l'œuvre de Pierre Bérégovoy. Si l'acceptation fut acquiescente de justice, elle n'avait pas moins la valeur d'un engagement européen renouvelé au moment le plus difficile, celui où le monde des peurs et des difficultés rend toute leur force aux thèses les plus nationalistes.

On la voit, si M. Bérégovoy connut une réelle solitude au sein de son parti, qui n'avait pas complètement adhéré aux idées européennes et à ceux du marché, l'opinion publique n'a presque toujours suivi avec compréhension la longue marche de celui qui fut pour beaucoup dans la très bonne image qu'a maintenant l'économie française à l'étranger. Malgré des déficits financiers graves mais qui ne remettent pas fondamentalement en cause les progrès très importants accomplis depuis dix ans.



Heureusement, le monde possède une ressource qui ne s'épuisera jamais: "l'Esprit d'Entreprise".

Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise ont été créés en 1976 pour soutenir l'action d'hommes et de femmes qui ont fait preuve d'un véritable esprit d'initiative dans le domaine des Sciences appliquées et des inventions, des Explorations et des découvertes, et de l'Environnement. Depuis la création des Prix, chacun des 30 Lauréats a ainsi reçu 50 000 francs suisses et un chronomètre Rolex en or gravé à son intention. Rolex est fier d'annoncer cinq Lauréats pour 1993:



FORREST M. MIMS III, un spécialiste de l'électronique, est totalement autodidacte. Il a conçu un spectro-radiomètre portatif pour le contrôle de l'ozone dans sa totalité.

Cet appareil est environ 500 fois plus léger et 200 fois moins cher que n'importe quel autre appareil similaire. Pourtant, les mesures qu'il effectue sont extrêmement précises et d'une importance vitale en un temps où la couche d'ozone devient une préoccupation croissante.

L'objectif de Mims est de le distribuer à des observateurs dans au moins 10 pays, afin de créer un réseau complétant les données des stations officielles de surveillance sur l'évolution de la couche d'ozone.



ALDO LO CURTO se définit lui-même comme un "médecin bénévole itinérant". Depuis la fin de ses études, il a consacré ses vacances à soigner gratuitement les populations de contrées reculées d'Afrique, d'Asie et des mers du Sud.

En 1981, au Brésil, il travailla avec les Indiens d'Amazonie. Il étudia leurs remèdes à base de plantes et commença la rédaction d'un manuel associant les thérapies occidentale et indienne, destiné au personnel de santé.

Aldo Lo Curto utilisera son Prix Rolex pour publier la première édition de ce livre unique, distribué gratuitement aux équipes soignantes locales. Pour les Indiens des générations futures, ce livre sera la mémoire des connaissances médicales de leurs ancêtres.



STEVEN GARRETT, professeur de physique, a conçu un système révolutionnaire de réfrigération qui n'utilise pas les produits chimiques contenus dans les équipements actuels, dont nous savons maintenant qu'ils endommagent la couche d'ozone.

Cette méthode unique est issue de la science thermoacoustique. Elle fait intervenir le son pour transférer la chaleur et provoquer ainsi la réfrigération. Un prototype a déjà été testé de manière satisfaisante à bord de la navette spatiale Discovery en 1992.

Garrett considère que son Prix Rolex encouragera davantage de physiciens à travailler dans ce domaine largement inconnu et mettra également en lumière l'importance des technologies de remplacement.



NANCY ABEIDERRAHMANE a entrepris la création d'une laiterie en Mauritanie, un pays connu davantage pour ses déserts que pour ses pâturages.

De plus, il ne s'agit pas d'une laiterie ordinaire, car elle se spécialise dans la pasteurisation du lait de chamelle fourni par des bergers semi-nomades. Le lait que traite Nancy Abeiderrahmane est extrêmement nourrissant. Après pasteurisation, il est beaucoup plus sain que le lait cru consommé par la population du pays.

La deuxième étape du projet sera la fabrication de fromage à partir de ce lait de chamelle, une expérience commerciale inédite. Malgré de nombreux obstacles, la détermination de Nancy fera certainement aboutir son projet.



ANTONIO DE VIVO est un professeur d'éducation physique italien et un spéléologue de haut niveau. Lors d'une expédition au Mexique, il a descendu le canyon du Rio de la Venta et fait quelques découvertes extraordinaires de vestiges pré-colombiens, dont un autel maya remarquablement conservé. Au cours de cette expédition, il a entrepris une étude hydrologique et exploré le système de grottes du canyon afin d'aider la population à exploiter les ressources d'eau pour la consommation et l'irrigation.

Son Prix Rolex permettra à Antonio De Vivo de poursuivre son exploration archéologique des grottes et de découvrir peut-être l'entrée d'une cité perdue.



LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1993

Un ouvrage présentant les projets des cinq Lauréats Rolex et de quelque 250 autres participants a été publié par Buri International, Berne, Suisse. Pour plus d'information, écrivez au: Secrétariat des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178, 1211 Genève 26, Suisse.

POLITIQUE

Préparant la « victoire majeure »

La réorganisation du service de presse de l'Élysée

M. Chirac entend occuper toute sa place à côté du gouvernement

Tout en se défendant d'ouvrir une campagne présidentielle à deux ans de l'échéance normale, Jacques Chirac entend occuper toute sa place à côté d'un gouvernement dont il rappelle que l'élection doit permettre à la majorité de ramporter la « victoire majeure ». Parmi les obstacles à franchir, celui des élections européennes de 1994, pour lesquelles la RPR réclame la régionalisation du scrutin, pourrait, à cette réforme n'aboutissant pas, obliger Edouard Balladur à s'engager lui-même afin d'assurer la cohésion de la majorité.

Qui peut dire que Jacques Chirac s'est de nouveau lancé dans une campagne électorale : celle de l'élection présidentielle prévue, constitutionnellement, au terme du second septennat de François Mitterrand, en 1997 ? Pas le maire de Paris, évidemment ! « Je ne voudrais pas que l'on s'imagine que mon intention est d'ouvrir une campagne présidentielle », a-t-il assuré, le 2 mai, lors de son passage au « Grand Jury RTL-Le Monde ». Tout juste M. Chirac a-t-il dit qu'il faut « avoir conscience des échéances ». S'il admet parfaitement que le premier ministre place l'action de son gouvernement dans une perspective quinquennale, correspondant au mandat législatif, le président du RPR n'en souligne pas moins que ces cinq années seront coupées par le « moment très important » qu'est la consultation « suprême », celle qui place un homme seul face au peuple. En conséquence, estime l'ancien premier ministre, « il ne servirait à rien d'engager le redressement de la France si, dans deux ans, l'actuelle majorité devait perdre l'élection présidentielle ».

C'est en ces termes, en tous cas, que M. Chirac a tenté de redresser l'impression d'impénitence qu'il avait donnée, le mardi précédent, 27 avril, devant le conseil national du RPR réuni à Paris pour la première fois depuis la victoire législative de la droite. « A peine n'avez-vous pas le baluchon de la dernière campagne, avait-il lancé aux élus et aux cadres du mouvement néogaulliste, que je vous convie à le reprendre, pour approfondir nos racines et nous préparer à remporter ensemble, dans deux ans, la victoire majeure ».

Seuls les esprits chagrins pouvaient voir, au-delà du soutien « le plus fidèle et le plus actif » apporté, naturellement, à Edouard Balladur, « le meilleur chef de gouvernement possible pour engager le redressement de la France », une invitation à reprendre une marche électorale triomphale. D'autant plus que M. Chirac avait rappelé que sa « seule préoccupation, au cours des mois qui viennent », est de « servir, à la place qui est la sienne ».

« Cohérence et cohésion »

D'aucuns, cependant, avaient remarqué que cette noble abnégation s'accompagnait d'un appel à la « fidélité », à un « attachement » à la personne du président du RPR, et à une « présence » des « chers compagnons » à ses côtés. La difficulté de l'exercice, au cours de cette réunion du conseil national, était de parler de M. Balladur, chef du gouvernement, sans oublier M. Chirac, présidentiable, de telle sorte que le second n'écrase pas le premier, mais en faisant élégamment comprendre que le rôle du premier consiste, essentiellement, à assurer la victoire du second. Il fallait agir avec doigté.

Était-ce pour dissiper un malentendu ? Était-ce pour indiquer clairement sa position dans le jeu politique actuel de la majorité ? Toujours est-il que M. Chirac, probablement conseillé par quelques proches, a jugé utile de venir faire une explication de texte au micro du « Grand Jury », ce qui avait l'avantage, aux yeux de certains, de satisfaire son besoin d'occupation, auquel il fandra pourvoir à intervalles réguliers.

Ensuite, le président du RPR a scoté d'un revers de main fausement dédaigneux la question présidentielle — qui, à l'évidence, ne peut contribuer à faciliter le travail de M. Balladur, — pour mieux mettre en valeur l'action qu'il compte développer au profit du premier ministre, de la majorité et de la France. Au chef du gouvernement,

il assure soutien et confiance, mais il ne s'interdit pas, « en tête à tête » le pays a besoin de « cohérence et de cohésion dans l'effort, et non pas d'étalement d'érôs d'âme personnelle », — de lui faire connaître, le cas échéant, réserves ou critiques. Pour la majorité, il veut être « un élément actif de l'union », face

au premier ministre, que celui d'une liste commune de la majorité, afin d'éviter, tout simplement, MM. Chirac et Giscard d'Estaing ne pouvant passer pour des symboles d'union, lors d'un scrutin qui précéderait d'un an l'échéance présidentielle normale, la solution



aux risques de désunion que recèle la victoire. Quant au pays, il souhaite le faire profiter de sa « réflexion » sur les grands sujets de société.

Régionalisation ou liste commune

Bien décidé à « privilégier tout ce qui rassemble la majorité et, plus généralement, les Français » et à « essayer d'éviter tous les débats qui ne sont pas absolument nécessaires », M. Chirac risque néanmoins de se trouver confronté rapidement à une situation qu'il voulait doublement éviter. En se faisant, en effet, au sein du RPR, l'avocat de la « régionalisation » du mode de scrutin européen, il a privilégié un débat seconditaire, qui divise la majorité. Les Français, quant à eux, ont sans doute pas une opinion très arrêtée sur la question du mode d'élection des députés européens, députés dont l'identité leur échappe totalement.

Certains des interlocuteurs de M. Balladur, ces derniers jours, dans le cadre des rencontres avec les formations politiques ayant une « audience incontestable », ont cru comprendre que le premier ministre accorde une importance très relative à cette réforme du mode de désignation des représentants de la France au Parlement de Strasbourg. Certes, les services de Charles Pasqua, au ministère de l'Intérieur, « planchent » sur un découpage de la France en six à dix « régions », ce correspondant donc pas aux vingt-deux régions administratives de la métropole, mais l'enthousiasme n'est pas le scotement le plus décelable, à ce sujet, dans les sphères gouvernementales.

Et si certains ministres RPR observent avec amusement — et un brin de mauvaise foi — que Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, s'oppose aujourd'hui à la « régionalisation » alors qu'il avait lui-même proposé, il y a quelques mois, une proposition de loi allant dans ce sens, leur argument « technique » sur le rapprochement entre l'électeur et l'élu ou résiste pas longtemps à l'analyse : d'autant moins que, en 1977, les néogaullistes, fraîchement rassemblés sous la bannière chiraquienne, s'étaient vigoureusement opposés à cette approche électorale « euro-régionale ». Il peut, de plus, apparaître étrange à l'opinion publique que la majorité, pour « éviter des risques de division qui sont parfaitement inutiles », selon l'expression de M. Chirac, ne trouve pas de solution plus habile qu'une modification de mode de scrutin. Peut-on recourir, à un an de l'échéance, à un procédé que l'on avait reproché avec véhémence à ses prédécesseurs ?

Bien qu'il ait mis le doigt dans l'engrenage devant le Parlement, M. Balladur peut toujours opérer un retrait stratégique pour, justement, éviter une division inutile. Dans cette hypothèse, sachant que Valéry Giscard d'Estaing s'est déjà présenté en champion d'une liste propre à l'UDF et que certains, au RPR, redoutent la constitution d'une liste concurrente conduite par Philippe Séguin, il ne resterait guère d'autre choix, pour le pre-

mier ministre, que celui d'une liste commune de la majorité, afin d'éviter, tout simplement, MM. Chirac et Giscard d'Estaing ne pouvant passer pour des symboles d'union, lors d'un scrutin qui précéderait d'un an l'échéance présidentielle normale, la solution

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

Dans un entretien à « Politis »

Michel Rocard se propose d'« inventer un programme de transformation sociale »

« Comment peut-on inventer un programme de transformation sociale ? Voilà où nous en sommes », déclare Michel Rocard dans un entretien au mensuel Politis du mois de mai. « C'est extraordinairement étonnant de se trouver en ce moment, dans une situation où il est si difficile d'avoir beaucoup plus sur l'avenir que sur le présent », or « c'est d'avantage d'être que d'avoir dont on a besoin la personne humaine ».

A propos de la gestion socialiste, le maire de Conflans-Sainte-Honorine pense que ce n'étaient pas les thèses de la « deuxième gauche » qui étaient au pouvoir, mais « un aspect seulement, la rigueur de gestion ». Revenant sur le référendum sur Maastricht, l'ancien premier ministre a tenté de justifier la campagne pour le « oui », peinant laquelle un « niveau d'incompréhension terrible » a été atteint : « Maastricht, dit-il, c'est la reconnaissance de ce que les rapports de forces nous obligent à en passer par les outrances et les déviations des autres, notamment l'indépendance des banques centrales ». Pour lui, « l'Europe rassemblée, c'est notre seule chance possible, et cela ne rend fou d'espérer, même si ça doit prendre... trente ans ».

Suicide d'un vice-président du conseil général d'Indre-et-Loire

Jean Roux, RPR, vice-président du conseil général d'Indre-et-Loire, qui était en traitement depuis fin avril dans un centre psychiatrique pour dépression, s'est donné la mort, lundi 3 mai, en se jetant dans la Loire à La Charité-sur-Loire (Nièvre).

[Né le 28 février 1927 à La Guéret, Jean Roux, ancien professeur de mathématiques, était maire de Fontaines depuis 1971. Entré au RPR en 1983, il était élu la même année au conseil général d'Indre-et-Loire dont il était l'un des vice-présidents, chargé des affaires culturelles, depuis 1992.]

M. Mitterrand veut éviter l'isolement de la présidence de la République

Jean-François Mery, chef du Service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre depuis octobre 1991, devrait prochainement quitter ses fonctions. Il sera chargé de coordonner la service de presse de l'Élysée.

Avec la nomination de Jean-François Mery à la tête d'un service de presse chargé de la mission de liaison entre le président de la République (le Monde du 23 avril), M. Mitterrand prend acte de la nécessité de réorganiser son dispositif de communication après la défaite du Parti socialiste aux élections législatives. S'il est vrai qu'à l'heure actuelle le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assurées par Jean Maitelli, de celles de responsable de ce service, le chef de l'État observe une phase de retrait, s'abstenant ostensiblement de tout commentaire sur l'action du gouvernement de toutes interventions dans les affaires politiques, sauf dans le « domaine partagé » de la défense et de la diplomatie, il peut en aller autrement à l'avenir. Aussi le président de la République estime-t-il nécessaire, afin d'échapper aux risques d'isolement, de se doter des moyens dont l'a privé la cohabitation.

En élargissant son service de presse et en séparant les fonctions de porte-parole, qui restent assur

L'affaire du sang contaminé en appel

L'avocat du docteur Allain tente de faire renvoyer le procès de son client

La treizième chambre de la cour d'appel de Paris a consacré la totalité de la première journée du procès de l'affaire du sang contaminé, lundi 3 mai, à un débat de procédure engagé par le défenseur du docteur Jean-Pierre Allain et tendant à faire renvoyer le procès de son client, qui n'aurait pas été convoqué régulièrement. Le président de la chambre criminelle de la Cour de cassation devait se prononcer mardi dans ce litige.

Moquette, mobilier moderne, chaises de bureau, magnétophone : la nouvelle salle construite pour le procès a des faux airs de cour antérieure. Prévenus, défense, parties civiles et publique sont sur le même niveau. Mais la comparaison s'arrête là, car le parquet, perché sur la même estrade que la cour, en est si rapproché que les non-initiés peuvent confondre sa robe noire avec celle des juges.

La confusion disparaît lorsque Christine Thin, avocat général, s'oppose à M. Olivier Schnepf, l'avocat du docteur Allain, l'ancien chef du département de recherche et développement au Centre national de transfusions sanguines (CNTS), relève que son client n'a pas reçu à son domicile de Cambridge (Angleterre) sa citation à comparaître, alors qu'il a bien signé l'accusé de réception d'autres courriers adressés par la présidence de la cour d'appel. Et si le docteur Allain est quand même présent sur le banc des prévenus, c'est seulement pour faire appliquer les dispositions de l'article

553 du code de procédure pénale qui précise quand les délais de citation n'ont pas été respectés : « Dans le cas où la partie citée se présente (...) le tribunal doit (...) ordonner le renvoi à une date ultérieure ».

Ce n'est pas l'avis de M. Thin qui fait une distinction entre l'expédition et la délivrance. La citation est datée du 1^{er} février 1993 et par deux fois les autorités judiciaires britanniques ont répondu que le docteur Allain ne vivait « pas à cette adresse ». Mais le 6 mars, alors que le délai de citation de deux mois avait expiré, le médecin a bien reçu une lettre de la cour d'appel, ce qui fait dire au magistrat : « Il s'est volontairement soustrait à la citation ».

« Quand l'orage sera passé »

Pour M. Thin, ce n'est pas un obstacle, car seule la date de la citation compte quand il s'agit d'un pays étranger où les autorités françaises ne disposent d'aucun pouvoir sur les conditions de délivrance. En outre, l'avocat général constate que le docteur Allain a été le premier à faire appel du jugement du 23 octobre 1992 le condamnant à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, et qu'il n'ignorait rien de la date de l'audience.

Ce débat formaliste étonne. M. Max Lecoq parle de « lâcheté » et de « bassesse » en dénonçant une demande de renvoi « indécente », avant de lancer : « Un renvoi à deux mois ? Chaque semaine, un hémophile meurt du sida. Dans cet espace, huit hémophiles mourront ».

M. Eric Dupont-Moretti avance une explication : « Vous souhaitez revenir seul, quand vous n'aurez plus la proximité gênante de Garreta et quand l'orage sera passé ». Au-delà de la légitime colère des parties civiles, le litige pose de sérieux problèmes juridiques. A tel point que la cour annonce à midi une suspension jusqu'à 17 heures.

Pourtant, à la reprise, le président André Cerdin annonce sèchement : « L'incident est joint au fond. L'audience se poursuit ». En termes clairs, la cour estime qu'elle peut se prononcer sur la validité de la citation en même temps qu'elle rendra son jugement sur l'ensemble de l'affaire. Deux avocats de partie civile se lèvent pour soutenir que les docteurs Michel Garreta et Jean-Pierre Allain, ainsi que les professeurs Jacques Roux et Robert Netter, se seraient rendus coupables d'empoisonnement. Un crime que seule la cour d'assises pourrait juger. Mais les regards sont fixés sur M. Schoerb, devenu brusquement très pâle. Il griffonne, échange quelques mots avec son client, donne des papiers à un collaborateur qui fait des allées et venues. Et soudain l'avocat se lève

pour annoncer qu'il a formé un pourvoi en cassation contre la décision de la cour, accompagné d'une requête au premier président de la chambre criminelle afin que le pourvoi soit immédiatement recevable.

Cette procédure, très rare, impose que l'audience soit suspendue jusqu'à la décision du président de la chambre criminelle qui devrait se prononcer dans la journée du mardi 4 mai. Si le haut magistrat, Christian Le Guehrec, accepte que le pourvoi soit admis immédiatement, l'audience ne pourrait pas reprendre avant que la chambre criminelle ait rendu sa décision. Dans le cas contraire, les débats sur la qualification en crime soulevée par certaines parties civiles pourraient reprendre.

Le visage pâle, le docteur Garreta, détenu depuis six mois, a suivi ce débat de procédure sans aucune réaction. La salle se vide silencieusement. Les hémophiles et leur famille descendent l'escalier lentement, d'un pas découragé.

MAURICE PEYROT

Selon un jugement du tribunal de grande instance de Paris

L'affichage incitant à la consommation de boissons alcoolisées n'est pas illicite

Dans une ordonnance de référé rendue vendredi 30 avril par Louis-Marie Raingeard, premier vice-président, le tribunal de grande instance de Paris a débouté de sa demande l'ANPA (Association nationale de prévention de l'alcoolisme) qui protestait contre une récente campagne d'affichage incitant à la consommation de bière et de whisky.

La loi Evin du 10 janvier 1991 prévoit que la publicité incitant à la consommation de boissons alcoolisées n'est autorisée « sous forme d'affiches et d'enseignes » que dans les « zones de production ». Un décret en Conseil d'Etat devait préciser les conditions dans lesquelles une telle formulation trouverait son application pratique. Mais, plus de deux ans après la promulgation de la loi, ce décret n'a toujours pas été publié. Comment traduire alors la « volonté du législateur » ?

Il y a quelques jours, une campagne d'affichage a été lancée dans l'enceinte du métro parisien en faveur de deux marques de bière (33 Export, Kronenbourg) et d'une marque de whisky (J. B.). L'Association nationale de prévention de l'alcoolisme engageait alors une action en référé devant le tribunal

de grande instance de Paris en estimant : « Pas de décret, pas de publicité ».

Dans son ordonnance de référé en date du 30 avril, Louis-Marie Raingeard, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris, a débouté l'ANPA, condamnant cette association aux dépens, ainsi qu'un versement d'une somme de 2 000 francs (au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile) au bénéfice des sociétés Brasseeries Kronenbourg et Heineken. L'ordonnance précise notamment que le trouble dont se plaint l'ANPA « n'apparaît pas manifestement illicite » et que « la complexité de la notion de zones de production nécessite l'intervention du pouvoir réglementaire ».

L'ANPA, qui a fait appel de ce jugement, estime que celui-ci porte « un rude coup à la loi Evin » en remettant en cause son équilibre et sa cohérence. « Cette loi, rappelle M. Elieau, n'interdit pas la publicité pour les boissons alcoolisées mais limite celle-ci à des supports qui ne s'imposent pas à tous, en particulier aux enfants (1) ».

J.-Y. N.

SCIENCES

A la veille de son bicentenaire

Le Muséum traverse une crise de direction

« Le 16 avril 1993, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a demandé à Jacques Fabrice, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, de surseoir aux élections du conseil scientifique et du conseil d'administration (de cet établissement) prévues les 5 et 12 mai 1993. Le Muséum, en attente d'un nouveau conseil d'administration depuis le 20 janvier, se trouve ainsi dans l'impossibilité de le renouveler ».

Tel est le début du communiqué de presse publié le 30 avril par des associations, des amicales et des syndicats qui regroupent plusieurs catégories des personnels du Muséum. Ce communiqué s'élève contre le « coup de théâtre » qui vient de se produire dans leur établissement. Le communiqué rappelle ensuite l'histoire mouvementée qu'a vécue le Muséum depuis le 4 février 1985, date à laquelle est paru le décret réformant les structures de cet établissement, créé par la Convention le 10 juin 1793 pour prendre la suite du Jardin du roi institué en 1626.

Modification de statuts

An recours présenté en avril 1985 par certains des 26 professeurs titulaires de chaire, le Conseil d'Etat a répondu, le 29 mai 1992, par l'annulation de quatre articles du statut de 1985. Ces articles définissaient la composition des cinq collèges entre lesquels devaient se répartir les différentes catégories des quelque 1 800 personnes travaillant au Muséum et qui devaient élire 16 des 28 membres du conseil d'administration et 19 des 36 membres du conseil scientifique.

Mais un décret a modifié le statut des quelque 230 enseignants-chercheurs du Muséum. Une des plus importantes modifications concerne les 74 sous-directeurs. D'abord, ceux-ci sont devenus professeurs de deuxième classe et sont regroupés dans un corps unique avec les 26 professeurs-directeurs de laboratoire (devenus professeurs de première classe). Ensuite, ces nouveaux professeurs de deuxième classe peuvent devenir directeurs de laboratoire. Etant entendu que les directeurs de laboratoire ne sont plus nommés à vie, comme ils

l'étaient depuis 1793, mais pour un temps qui devait être défini par le futur règlement intérieur de l'établissement. Cette disposition a pour effet de séparer les grades et les fonctions (Le Monde du 30 octobre 1992).

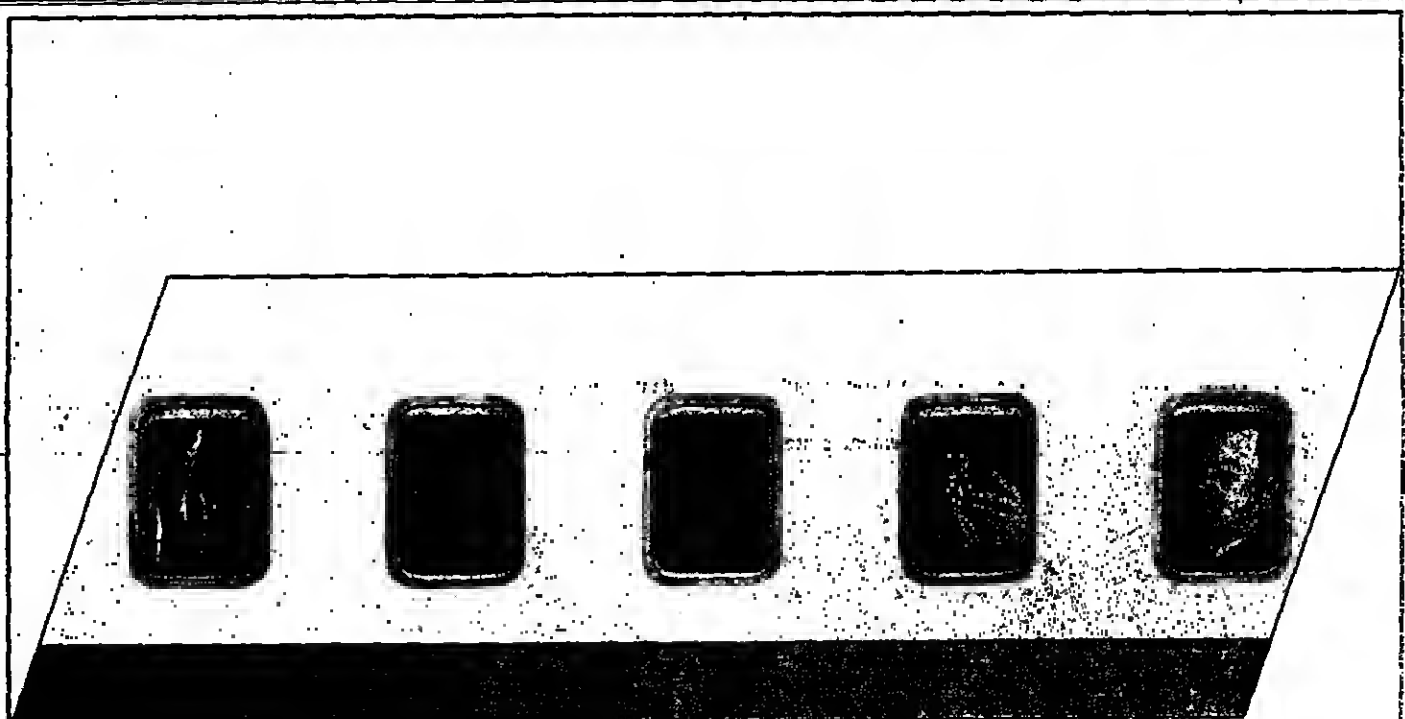
Autre changement, le Muséum était désormais sous une double tutelle : celle du ministère de l'éducation nationale, comme précédemment (maintenant sous celle du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) et aussi sous celle du ministère de l'environnement (ce qui est nouveau). Quant aux deux conseils, leur mode d'élection et leur fonctionnement ont été redéfinis en tenant compte des avis émis par le Conseil d'Etat par le nouveau décret publié le 28 mars dernier (Le Monde du 1^{er} avril).

Le conseil d'administration fixe et répartit le budget. Il donne au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche son avis sur le recrutement et l'avancement des personnels. Le conseil scientifique définit les orientations de la recherche menée au Muséum, prépare le calendrier et le contenu des expositions, est responsable des collections et des banques de données ainsi que des bibliothèques. Rappelons en effet que, depuis 1793, la vocation du Muséum est triple : recherche et enseignement de haut niveau, éducation du grand public, conservation et enrichissement des collections.

Sans les élections prévues pour les 5 et 12 mai, le Muséum est donc totalement bloqué alors que cet établissement unique, au monde, s'apprête à fêter, le mois prochain, son deuxième centenaire.

YVONNE REBEYROL

Le Monde
Pourquoi
présenter aujourd'hui
ce qu'on naturalisait
hier ?
C'est pour
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR
pages 84 à 90



PRENEZ PLACE DANS PLUS D'ESPACE !

TWA reconçoit l'aménagement de tous ses appareils afin d'améliorer votre confort ! Grâce à la suppression d'une rangée entière de sièges en Ambassador Class, vous pourrez dorénavant profiter d'un espace exceptionnel.

D'autre part nos sièges, parmi les plus spacieux et bénéficiant d'une inclinaison maximale vous permettront de travailler, vous étendre ou mieux, dormir en toute quiétude. Conjointement aux 6 sièges de front, cet aménagement vous garantit le meilleur confort, que vous soyez assis côté hublot ou côté couloir.

Après le champagne de bienvenue à bord, vous pourrez sélectionner et déguster votre repas accompagné de vins des meilleurs crus, avant de profiter tout à loisir de notre programme de divertissements.

Si votre destination finale est New York, n'oubliez pas de réserver votre passage en hélicoptère gracieusement offert entre JFK et Manhattan.

De plus notre programme de fidélisation FFB, particulièrement attrayant, vous donnera très vite droit à des surclassements et des billets gratuits.

Si vous avez choisi notre nouvelle Comfort Class, vous constaterez qu'aucune autre compagnie ne vous offre autant en classe économique : espace optimum et repose-pieds* pour le meilleur de votre confort.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez dès maintenant votre agence de voyages, TWA au 49 19 20 00 ou tapez 3615 TWA.

TWA Le meilleur du confort.

* Installation des repose-pieds en cours, effective dès juin 93 (non applicable à certains sièges dont ceux situés aux issues de secours).

SOCIÉTÉ

Les blessures de Furiani

Un an après la catastrophe qui a fait 15 morts et plus de 2 000 blessés lors d'un match de football l'élan de solidarité qui avait réuni les Corses s'est brisé

BASTIA

de nos envoyés spéciaux

La voix du médecin résonne encore dans sa tête de père. « Si elle s'en sort, elle sera à jamais un légume ». Le père pense que le médecin n'aurait jamais dû dire ces mots-là. Même « légume », même morte pour toujours dans le coma, il aurait entouré de tendresse et de chaleur sa Marie-Pierre de vingt-trois ans, sa petite à lui. Des jours durant, de la mort à la vie, de la vie à la mort, elle a oscillé. Quatorze victimes déjà étaient mortes en ce mois de mai, et Claude Clément dans ses prières déchirantes ne trouvait plus de mots pour implorer, si vraiment le sort devait l'exporter, que Marie-Pierre soit la dernière victime. « Que sur elle se ferment enfin les portes de Furiani. »

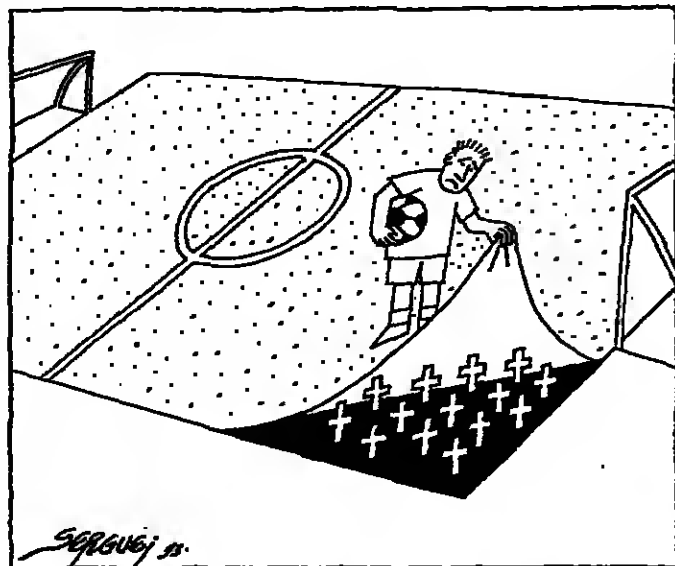
La prière a été, si l'on ose écrire, exaucée. Et les portes sur elle se sont refermées. Mais devant lui, le père, elles restent béantes. Chaque jour, il va en cimetière. « Et je lui parle, comme je vous parle à vous. Je ne peux pas admettre. » Le 3 mai, jour anniversaire du drame de Furiani, ce jour où s'effondra le bricolage insensé du stade de Bastia, Claude Clément partira en balade, la main dans la main de sa filleule, la seule vraiment avec laquelle il se sente un peu moins mal, car la petite fille, à qui l'on s'est refusé à annoncer la mort de Marie-Pierre, continue, comme le vieil homme cassé, à parler de la jeune femme au présent.

La « peur de tomber »

Quinze morts, 2 265 blessés parmi lesquels deux tétraplégiques, quatre parapalés, un hémipalé, un aveugle, des centaines de personnes grièvement blessées qui ont dû rester hospitalisées pendant des mois et dont certaines continuent à recevoir des soins ou à poursuivre de longues et douloureuses rééducations ; le traumatisme de la catastrophe de Furiani n'a pas fini d'empoisonner la Corse.

Les esprits autant que les corps souffrent encore. Jamais les parents n'oublieront cette terrible nuit où, dans une pagaille invraisemblable, ils ont cherché leurs enfants, dans les débris du stade ou dans les hôpitaux et cliniques débordées. Jamais les jeunes n'oublieront la mort ou les souffrances de leurs copains d'enfance. Jamais les sauveteurs n'effaceront de leur mémoire les scènes de guerre auxquelles ils ont dû faire face, d'autant que, depuis, rien n'a été fait pour améliorer les secours d'urgence.

Ceux qui s'en sont sortis indemnes ne parviennent pas à



s'exannér d'un sentiment confus de culpabilité, celle d'être tout bêtement vivants et entiers. Des phobies se sont installées. C'est « peur de tomber » que décrivent les psychiatres, et qui fait redouter de prendre l'avion ou l'ascenseur, ou de descendre un escalier. Cette répulsion devant le métal, comme la ressent par exemple un homme qui ne peut plus se servir de couverts. Cette peur de s'asseoir même, qui pousse cet autre à compiler trois chaises l'une sur l'autre pour parvenir à un vague sentiment de sécurité. Enseignants et parents évoquent l'agressivité d'adolescents qui n'en avaient jamais manifesté, et leurs cauchemars, et des anxiétés même chez de jeunes adultes.

D'abord, dans les premières semaines qui avaient suivi le drame, les Corses avaient réagi par un formidable élan de solidarité. Ils donnaient leur temps, leur argent, ils se donnaient entiers à ceux qui souffraient. Le premier, le docteur Bernard Benedetti, médecin généraliste à Ghisonaccia et membre actif de Médecins du monde, avait canalisé la générosité en créant avec des bouts de ficelle un comité d'aide aux victimes qui a efficacement et rigoureusement distribué l'aide d'urgence. La justice de son côté mettait en place une structure permanente de l'Institut national d'aide aux victimes (INAVEM), sous la houlette d'un magistrat, Alain Damecur. La mairie, la préfecture, faisaient tourner à plein régime leurs services sociaux. Les avocats du barreau de Bastia, conduits par le bâtonnier Charles Santani, offraient leurs conseils et ouvraient des consultations gratuites. Les assureurs, même s'ils se sont bien un peu fait tirer l'oreille, acceptaient d'indemniser les victimes sans attendre l'as-

sue trop lointaine des actions en justice. Cela ne rendrait pas les morts, mais aidait les vivants.

Un an plus tard, l'admiration face à cette solidarité intelligente que les victimes d'autres catastrophes pourraient envier a laissé la place à l'amertume et au malaise. L'aiguillon de la contestation est sans aucun doute le collectif des victimes de Furiani créé au mois de juillet dernier, distinct du comité du docteur Benedetti, et qui lui est farouchement hostile.

Accusé par certains d'être manipulé par les nationalistes, ce collectif a adopté une attitude jusqu'au-boutiste et désespérée.

Préidé par Vanina Giudicelli, une jeune enseignante mère de deux petites filles, dont le mari a agonisé pendant deux semaines après Furiani, le collectif est surtout composé des familles des personnes qui y ont été tuées ou ont été les plus gravement blessées. Son porte-parole, Jean-Michel Pinna, a cru devoir faire appel aux services de M. Jacques Vergès, entré tardivement dans le dossier.

Criminaliser l'affaire

L'avocat, qui fait explicitement un parallèle entre l'affaire du sang contaminé et celle de Furiani, estime que la aussi on se contente de poursuivre les « lampistes », et que les « responsables » ne sont pas considérés comme « coupables ». La démarche qu'il a adoptée, tenter de criminaliser l'affaire et d'élargir le cercle des personnes poursuivies, est juridiquement aléatoire, mais elle a au moins l'avantage d'être populiste. Car ces fous de douleur que sont les membres du collectif

ont trouvé dans l'attaque comme un exutoire à des peines trop lourdes à porter.

L'Etat est, presque plus même que le constructeur de la tribune ou le club de football, en position d'accusé. Des poubelles ont brûlé devant la préfecture et le palais de justice au prononcé de l'arrêt de renvoi en correctionnelle de treize des dix-huit inculpés, selon un tri très discuté (ainsi l'ancien préfet Henri Hurand n'a-t-il pas eu à subir l'attribution d'une inculpation, ce qui n'est pas la moindre des critiques faites à la justice).

Qu'importe que l'instruction — c'est un record — ait été bouclée en huit mois, et l'affaire renvoyée moins d'un an après les faits, la justice est perçue comme suspecte, et à tout le moins imparfaite. Tous les prévenus (barons Bernard Rossi, le directeur de la société de contrôle technique, de nombreuses parties civiles et même le parquet général se sont vus en cassation. De même les rumeurs les plus folles courent-elles sur les indemnités définitives ou provisoires perçues par les victimes ou leurs ayants droit. Sur 2 348 dossiers ouverts, 938 ont été réglés définitivement, et 105 millions de francs versés à titre définitif ou provisoire, sur une enveloppe globale évaluée à 200 millions. Près de 14 millions ont été versés par un fonds commun de solidarité, gestionnaire des dons publics et privés. Ce n'est pas négligeable.

Mais, depuis plusieurs mois, nourrie par des faits parfois réels et parfois par la simple calomnie, une campagne rampante de suspicion gangrène la vie locale. Un val de déshonneur par un bécoté du comité Benedetti (son auteur a été inculpé et écroué) et c'est bien injustement toute l'action du comité qui est vilipendée. Une information judiciaire pour escroquerie aux assurances, visant un membre du collectif, a été ouverte au mois de février : les gendarmes, d'abord alertés par une lettre anonyme sur des détournements de fonds imaginaires, se sont étonnés des prétentions de ce militant partiellement asté qui affirmait avoir perdu dans la catastrophe pour près de 100 000 francs de vêtements et de bijoux (parmi lesquels une montre d'une valeur de 76 000 francs). Ajoutés à cela comédies, ruses, jalousies et même rancunes familiales, le bel esprit de solidarité qui forçait l'admiration vaie un an a laissé la place à une ambiance de cloaque.

« Formidable défaite de la société civile insulaire » pour le docteur Benedetti, l'affaire de Furiani renvoie dans les pires circonstances les Corses à leurs cauchemars.

MICHEL COBACCIONI et AGATHE LOGEART

Président depuis onze ans du Comité national olympique

Nelson Paillou prend sa retraite

Après onze ans de présidence du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), Nelson Paillou, soixante-sept ans, a renoncé à briguer un quatrième mandat. Deux candidats — Alain Danet, ancien président du Racing-Club de France, et Henri Serandour, président de la Fédération de natation — se disputaient, mardi 4 mai, sa succession à la tête d'une organisation devenue incontournable et incontournable.

Nelson Paillou est un homme organisé. Le canevas du discours qu'il tient aux journalistes qui viennent l'interroger sur le bilan de son action à la tête du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) est glissé dans une chemise en plastique transparent et traîne entre dix dossiers sur la table de son bureau. Quand, après une digression, le besoin de retrouver le fil de sa pensée se fait sentir, il peut ainsi consulter son anti-écœbre en faisant semblant d'écarter d'un revers de main les brins de tabac qui se sont échappés de la cigarette qu'il vient de ronler. Le stratagème lui permet de garder l'entretien sous contrôle, de précéder les questions, d'endiguer l'émotion qu'il ne veut pas laisser transparaître.

Nelson Paillou est plus affecté qu'il ne veut l'avouer par la perspective d'une retraite annoncée et préparée. Il finit ainsi de ne pas s'intéresser à la personne qui prendra sa place, accordant des qualités égales aux candidats à son poste. En fait, il souffre d'avoir essayé un refus de l'homme qu'il avait choisi pour être le septième successeur du baron Pierre de Coubertin : Jean-Claude Killy avait toutes les dimensions pour faire mieux que lui. « C'est un champion considérable. Il a réussi une insertion professionnelle exceptionnelle en partant d'un poste de danoisier. Il a acquis, une grande expérience de la vie associative par l'entremise de l'organisation des Jeux d'Albertville. Il a du charisme et il est généreux. Hélas ! il a voulu faire un challenge de plus dans la vie économique. Il aurait fallu que je reste en place quatre ans de plus... »

De cela, il ne pouvait être question. Nelson Paillou est homme de parole. Il a dit qu'il quitterait la présidence du CNOSF en 1993. Il s'y tient. Il classe donc ses dossiers, en même temps que ses souvenirs.

En 1981, Nelson Paillou n'a pas le vent en poupe. Après avoir brillamment dirigé la délégation française aux Jeux olympiques de Montréal (1976), il a été écarté du CNOSF sans ménagement. On lui reproche ses idées de gauche et son hostilité au mercantilisme dans le sport. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le remet en selle. Le

président du Comité national olympique, Claude Collard, s'est engagé en faveur de Valéry Giscard d'Estaing. Nelson Paillou devient un recours pour le mouvement sportif, qui cherche à établir des rapports avec le nouveau pouvoir.

Le 30 mars 1982, on le propose donc à la présidence du CNOSF. Jusque-là, le poste a surtout été honorifique, le Comité ne s'occupant de sa légitimité qu'à l'occasion des Jeux olympiques. Nelson Paillou s'est d'ailleurs imposé. Il se place au-dessus de la mêlée. Il pense que le sport français a besoin d'un grand projet pour sortir du marasme dans lequel il s'enfonçait. Il reprend à son compte l'idée lancée en 1980 de Moscou par Georges Marchais : Paris doit être candidate à l'organisation des Jeux olympiques d'été de 1992. Nelson Paillou parvient à obtenir les soutiens de la mairie de Paris et de l'Élysée. En revanche, il ne peut éviter que la candidature d'Albertville aux Jeux d'hiver ne brulle les cartes en faveur de Barcelone.

La fin des sourires ironiques

Le grand dessein de Nelson Paillou ne se réalise donc pas. Ce n'est pas le seul. Il ne parvient pas à obtenir du ministère de l'éducation nationale les cinq heures d'éducation physique hebdomadaires dans le primaire. Il ne peut empêcher l'érosion de la part des crédits alloués au sport dans le budget de l'Etat.

Son autorité n'en est pas affectée, car il sait faire du mouvement sportif un interlocuteur valable pour les pouvoirs publics comme pour les milieux économiques. Il négocie ainsi le lancement du Loto sportif destiné à procurer un financement extra-budgétaire aux fédérations sportives. Il trouve des commanditaires pour lancer les Jeux de l'avenir, qui concernent un million d'enfants chaque printemps depuis 1985. Et il ne déclenche plus des sourires ironiques quand il oppose le sport au service de l'homme à l'homme au service du sport.

La montée en puissance du CNOSF de Nelson Paillou — mal vécue par un ministre comme Roger Bambuck — est consacrée par la loi sur le sport de 1984 qui en fait le partenaire obligé du ministère de la jeunesse et des sports. C'est le bel héritage qu'il laisse à ses successeurs, avec la nouvelle Maison du sport, inaugurée en 1992 (annexe du centenaire de l'appel de Coubertin pour la rénovation des Jeux), à côté du stade Sébastien-Charléty, porte de Gentilly. Une Maison qu'il ne doit quitter définitivement qu'en 1994, après avoir organisé à Paris un Congrès olympique taillé à sa mesure : le thème de réflexion sera l'avenir d'un sport banniste au troisième millénaire.

ALAIN GIRAUDO

[Né le 6 janvier 1924 à Bordeaux, Nelson Paillou est pupille de la nation. Il fait une double carrière dans l'éducation nationale et dans le mouvement sportif. De 1950 à 1968, il est professeur de lettres au lycée Gustave-Eiffel de Bordeaux, puis il est chargé de mission par le ministère. En 1951, il fonde la section handball du Bordeaux Étudiant Club (BEC). Après avoir été arbitre international, il devient président de la Fédération française de 1964 à 1982. Cette année-là, il prend la présidence du Comité national olympique et sportif français qu'il quitte en 1993 pour préparer le Congrès olympique de 1994.]

Par arrêt en date du 4 avril 1991 la Cour d'Appel de VERSAILLES a condamné : M. ROUSSEAU Jean-Paul demeurant : 25, rue Merlin-de-Tilleville à SURESNES (92), géant statutaire de la SARL ROUSSEAU 24/36, rue Merlin-de-Tilleville SURESNES (mise en règlement judiciaire le 7 février 1984) géant de fait de la SARL « CERP » (règlement judiciaire le 10 juillet 1984) 77, rue de BILLANCOURT à BOULOGNE — directeur commercial — officiellement et géant de fait de la SARL « CMTS » 34/36, rue Merlin-de-Tilleville à SURESNES (jusqu'à 18 décembre 1986 date de la mise en règlement judiciaire) à la peine de 5 ans d'emprisonnement dont 4 ans avec sursis et à titre de peine complémentaire lui a interdit d'exercer directement ou par personne interposée, pour son compte ou pour le compte d'autrui, toute profession industrielle, commerciale ou libérale pendant une durée de 3 ans pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de la T.V.A. et de l'impôt sur les sociétés.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du T.G.I. de VERSAILLES. Par jugement rendu le 21 juin 1990, Arrêt de la Cour d'Appel de Versailles du 29 mars 1991, appel irrévocable, rendu le 12 janvier 1990, le 6^e Chambre correctionnelle a condamné : M. ROCHÉ Rémy, né le 3 janvier 1953 à NEUILLY-SUR-SEINE 92, demeurant : 177, bd Perle 75017 Paris AVOCAT, à la peine de 1 an d'emprisonnement avec sursis, 60 000 francs d'amende pour fraude fiscale.

Extrait des minutes du Secrétariat Greffe du Tribunal de Grande Instance de PAU, le Tribunal Correctionnel de PAU, par jugement rendu le 26 octobre 1992, a condamné M. NDIAYE Sengor, né le 12 décembre 1954 commerçant, à TOULOUSE M'BACKE (Sénégal), demeurant, chemin Ferre 64230 AUSSEVILLE. Pour détention de produits de marque contrefaits. Circulation et détention de marchandises prohibées, faits commis à PAU (64) le 23 octobre 1992, à la peine de cinq mois d'emprisonnement et d'ordonne son maintien en détention. Le Tribunal a ordonné la confiscation des montres saisis et la remise à la SA CARTIER des 826 montres de marque contrefaites et à la SAF ROLEX des 47 montres de marque contrefaites aux fins de destruction en application de l'article 423-2 du Code Pénal. Le Tribunal a également ordonné l'insertion aux fins du contournement du présent dispositif dans les journaux suivants : LE MONDE, LE FIGARO ; sans toutefois que le coût de chaque publication n'exécute la somme de 20 000 francs. Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

La démesure du Sporting

BASTIA

de notre correspondant

Engoncé entre une légume putride et une voie de chemin de fer envahie par des herbes folles, le stade Armand-Cesari offre le spectacle désolé d'un terrain bosselé couvert d'une pelouse ingérée. L'amas de ferraille de la tribune nord effondrée au soir du 5 mai 1992 a été chassé par les bulldozers.

Au prix de cinq millions de francs de travaux, le nouveau propriétaire des lieux, le district urbain de Bastia a obtenu, depuis le 4 avril 1993, la réouverture du stade aux compétitions du championnat de France de deuxième division. L'homologation est provisoire et limitée aux rencontres d'urnes puisque les installations électriques ont été supprimées pour des raisons de sécurité et de coût (le Monde du 2 avril). Une pelouse de tôle métallique marque les limites de la propriété. Un grillage conforme à la réglementation enserme désormais la périphérie du terrain de jeu.

Au sol, sur la côté nord, à la place de la tribune fatale, un a coulé une bande de béton de cent vingt mètres de long sur deux mètres de large et quarante centimètres de hauteur. Là où la demi-finale funeste avait mobilisé plus de quinze mille spectateurs,

dont dix mille sur la tribune provisoire, Armand-Cesari peut accueillir aujourd'hui trois mille deux cents visiteurs, dans un tiers debout.

Un an après la catastrophe, les Corses sont divisés. D'un côté, les supporters veulent voir à tout prix leur équipe jouer à Armand-Cesari. De l'autre, la Collectif des victimes refuse l'idée d'abandonner au plaisir oculaire du jeu un lieu aussi marqué. Le seul point d'accord entre eux semble être l'espoir d'un stade digne de la fois du passé glorieux du club et des victimes qui y ont été fauchés.

L'espoir d'un complément

Bien sûr, on évoque un projet d'édification d'un stade de douze mille places complété d'un centre de formation aux métiers du football. Le district urbain de Bastia vient même de lancer un concours d'architecture, mais aucun plan de financement n'est engagé. Le seul financement assuré resta la promesse faite au lendemain du drame par Frédéric Bredin, alors ministre de la jeunesse et des sports, d'une subvention de cinq millions de francs.

Cette aide a été augmentée d'une rallonge de deux millions de francs. La rumeur d'une pro-

chaine visite à Bastia de Michèle Alliot-Marie, actual ministre, ouvre l'espoir d'un complément de trois millions de francs. La collectivité territoriale, le conseil général de la Haute-Corse et le district urbain de Bastia ne seraient pas opposés à un cofinancement de quinze millions.

Au total, le projet disposerait donc au mieux d'une ressource de vingt-cinq millions de francs, alors qu'un stade de douze mille places devrait revenir à soixante ou soixante-dix millions de francs.

Autre difficulté, le Sporting-club de Bastia (SCB) vient d'acquiescer que René Exbreyet, l'entraîneur de l'équipe, ne renouvellera pas son contrat. A ce coup d'arrêt s'ajoute le fait que sur les seize joueurs professionnels de l'équipe, huit sont en fin de contrat. Même s'ils ne l'évaluent pas, les dirigeants savent qu'à la mi-juin, date officielle des transferts, le SCB perdra les deux figures les plus performantes de son équipe.

La véritable question est maintenant de savoir si, au-delà des conclusions judiciaires de l'affaire de Furiani, le démeure qui a conduit au drame du 5 mai 1992 pourra être évité.

M. C.

FAITS DIVERS

Une jeune fille disparait d'un centre médico-éducatif dans les Landes. — Une jeune fille, Soule Leroux, vingt ans, a disparu, lundi 3 mai, d'un centre médico-éducatif, d'Aire-sur-Adour (Landes). Les recherches menées depuis lundi par la gendarmerie et les pompiers aidés de chiens et d'un hélicoptère n'avaient toujours pas abouti mardi matin. C'est le troisième fuis en un mois que des pensionnaires disparaissent du centre Jean-Sarrailh, un centre « ouvert » qui accueille (à temps plein, en hospitalisation de jour ou de nuit), soixante-quinze jeunes grands dépressifs, mais scolarisés, âgés de quatorze à vingt ans. Un adolescent de dix-sept ans, disparu le 1^{er} avril, avait été retrouvé mort trois jours plus tard alors qu'il s'était suicidé avec des barbituriques. Le 10 avril, une jeune fille de dix-sept ans avait mis fin à ses jours dans des circonstances similaires.

Le cadavre d'un nourrisson découvert dans une décharge. — Le cadavre d'un nourrisson a été découvert, jeudi 29 avril, dans l'usine de retraitement des ordures ménagères de La Voulte (Ardèche) par un employé de l'usine chargé de la sélection manuelle des ordures. Le parquet de Privas a ouvert une enquête. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Mir, un programme pour séduire

Ambitieux mais désargentés, les responsables russes de l'espace espèrent entraîner les Américains et les Européens dans leur projet de station du futur

MOSCOU

de notre envoyé spécial

CINQUANTE-CINQ milliards de roubles se défont de l'année, 80 milliards en mars. Qui ne révérait d'un budget à géométrie variable comme celui de l'Agence spatiale russe ? A Moscou, cela traduit l'ampleur des difficultés économiques du pays. Un seul exemple : le salaire moyen des ingénieurs, qui était de 3 500 roubles l'an dernier, vient de passer de 15 000 à 20 000 roubles, sans vraiment rattraper une inflation galopante.

On comprend, dans ces conditions, l'attitude du responsable du KIS, le centre d'essai et d'intégration du constructeur NPO Energia, qui refuse obstinément de communiquer le nombre de techniciens travaillant dans son service. Un simple coup d'œil montre que ce mutisme n'a pas grand-chose à voir avec le goût du secret, cultivé jadis dans ces lieux. Au fond du vaste hall quasiment désert, la poussière s'accumule sur la maquette électrique de la navette Bourane à laquelle apparemment personne n'a touché depuis plus d'un an. Un peu plus loin, Prirod et Spectre, les deux derniers modules destinés à la station Mir, attendent - « terminés à 80 % » et emballés sous plastique - un hypothétique lancement qui aurait dû avoir lieu il y a deux ans.

Nouveau record de durée en orbite

Seul signe d'activité : deux techniciens s'affairaient doucement autour d'un vaisseau Progress en cours de finition. A la suite de deux autres, déjà expédiés au centre spatial de Baïkonour (Kazakhstan), il sera lancé cette année pour fournir le ravitaillement et du matériel aux cosmonautes de la station Mir. En dépit des pronostics pessimistes de certains experts occidentaux, les Russes parviennent, en effet, à préserver assez bien leur superbe « monde spatial », pour lequel ils annoncent même un plateau d'occupation assez chargé, et très international, jusqu'en 1996.

En tête de liste, la mission franco-russe Altair, dont l'équipage composé de Vassili Tsibliev, commandant de bord, d'Alexandre Sarchov, ingénieur de bord et du Français Jean-Pierre Haigneré, expérimentateur (1), s'envolera du cosmodrome de Baïkonour le 1^{er} juillet à bord d'un vaisseau Soyouz qui s'amarrera

à Mir deux jours plus tard. L'astronaute du CNES séjournera trois semaines à bord de la station, avant de redescendre en compagnie des occupants actuels de Mir, Guennadi Manassov et Alexandre Pouchotkov.

En novembre ou décembre 1993, un autre Soyouz emmènera un médecin-cosmonaute (probablement Valeri Poliakov, qui a déjà volé durant 241 jours en 1989-1990), qui devra séjourner seize mois en orbite, pulvérisant ainsi le record de durée pour un seul vol détenu actuellement par Mossa Manarov (366 jours en 1987-1988). Le docteur Poliakov devra partager la station pendant six mois avec Elena Kondakova, première femme cosmonaute à effectuer un vol de longue durée.

Mais le clou de ce programme spectaculaire sera sans conteste le séjour de trois mois d'un astronaute de la NASA. Arrivé sur Mir en mars 1995 à bord d'un Soyouz, ce dernier repartira en juin avec la navette américaine venue s'amarrer à la station soviétique.

Programmée pour le début de l'année 1996, la mission franco-russe Cassiopée (la cinquième depuis le premier vol de Jean-Loup Chrétien en juin 1987) clôturera la liste. Son équipage comportera la première femme astronaute française, Claudie André-Deshays. « Nous pensons aussi pouvoir lancer un ou deux astronautes de l'Agence spatiale européenne (ESA). Sans doute un l'un américain, et un second après le vol américain », déclare Vladimir Soloviev, ancien cosmonaute et directeur des vols au TSOP (centre de contrôle des vols). Ces missions sont actuellement en cours de négociation. Ni leurs modalités ni leur durée ne sont définies pour l'instant. « Cela dépend de l'attitude », comme beaucoup de choses chez nous désormais », précise en souriant M. Soloviev.

Un euphémisme. En fait, l'essentiel du programme spatial russe se survit que grâce aux contrats passés avec l'Occident. « L'Etat finance 65 à 70 % de nos besoins. Le reste provient de la commercialisation de nos moyens spatiaux », reconnaît volontiers le directeur des vols du TSOP. On comprend que, dans ces conditions, les Russes négocient pied à pied. Officiellement, le séjour d'une semaine sur Mir coûte 20 millions de dollars. Mais ce tarif s'applique qu'aux « touristes » dont le vol se représente pour Moscou aucun intérêt scientifique ou politique. C'est ainsi que le CNES paie



Les astronautes français, Jean-Pierre Haigneré et Claudie André-Deshays, dans le simulateur du vaisseau Soyouz lors de leur entraînement à la « Cité des Etoiles », près de Moscou (Photo CNES).

165 millions de francs (31,2 millions de dollars) pour les deux missions Altair et Cassiopée, qui représentent, au total, un séjour de cinq semaines (2). Les Français récoltent ainsi le bénéfice d'une longue coopération engagée avec les Russes dès 1982 dès les années 60.

Mission américano-russe critiquée

Pour le contrat passé avec les Américains, les choses sont beaucoup plus louches. Signé en juillet 1991 à Moscou par les présidents George Bush et Boris Eltsine, il est, bien sûr, avant tout politique. Avant le séjour de l'astronaute de la NASA sur Mir et l'amarrage de la navette à la station russe, le cosmonaute Sergueï Krikoune participera à une mission à bord de Discovery, et nous ne tirons aucun bénéfice financier de cet échange. Cela signifie qu'une semaine de vol d'un de nos pays suffit à payer trois mois de séjour en orbite d'un Américain, lance, amer, Vladimir Soloviev.

Plus critique, la presse moscovite

accuse le gouvernement de « brader les technologies spatiales » du pays et affirme, citant un expert anonyme de l'Agence spatiale russe (RKA), que le rendez-vous orbital américano-russe devrait coûter près de 12,5 milliards de roubles au contribuable russe. « Nous n'avons pas fait d'évaluation précise. Mais, selon nos prévisions, ce projet entre tout à fait dans la ligne de crédits prévue pour les vols habités, sans aucun crédit complémentaire », affirme Mikhaïl Sinechikhov, responsable des vols habités et des lanceurs à la RKA. Le budget spatial russe n'étant défilé que pour 1993 et révisable tous les trimestres, cette déclaration n'engage guère son auteur.

Le premier (et unique jusqu'à présent) rendez-vous spatial américano-soviétique Apollo-Soyouz n'avait été, en juillet 1975, qu'un geste politique, spectaculaire certes, mais sans suite concrète. En septembre 1993, cette fois ? L'effrayante complexité technique de cette opération pourrait permettre d'en douter. La navette et Mir ne sont en rien compatibles et leur accouplement exige

un énorme travail d'harmonisation auquel se sont déjà attelés les techniciens russes et américains.

Sans doute, rétorque Vladimir Soloviev. Mais, après cette opération, la station Mir et la navette seront dotées d'un système d'amarrage « androgynous » qui rendra possibles d'autres rendez-vous : « Il suffirait, explique le directeur des vols, d'en équiper tous les vaisseaux pour résoudre les problèmes de sauvetage dans l'espace. » Dans le cadre de ce projet, le TSOP et le centre de contrôle de la NASA à Houston (Texas) devront travailler de concert, en liaison constante. « Ce système assez complexe pourrait préfigurer le futur port spatial mondial, poursuit M. Soloviev. Pour cela, il suffirait que le centre du CNES à Toulouse et celui de l'ESA à Darmstadt (Allemagne) s'intègrent au fait, l'offensive de charme des Russes vise « l'Apex-Mir ». En orbite depuis février 1986, leur station spatiale est à bout de souffle et ne devrait plus guère être utilisable après 1996. « Le lancement du module de base de la future station Mir-2 est toujours

prévu pour 1996, affirme Vladimir Nikitski, directeur des laboratoires de recherche (NITS) de NPO Energia. Nous commencerons ensuite la construction des autres éléments. Par mesure d'économie, les modules Spectre et Priroda pourraient, éventuellement, être gardés en réserve et utilisés sur le nouveau « train spatial ». Mais, même dans ces conditions, les experts occidentaux doutent que Moscou trouve les moyens financiers de ses ambitions.

L'ambassadeur spatial de la France

Tout en affichant un optimisme sans faille quant à leurs possibilités, les responsables russes ne cachent pas qu'ils préféreraient partager avec l'Europe et les Etats-Unis la construction de la station spatiale du futur. « Nous examinons la possibilité de développer en commun avec les Etats-Unis un système Freedom/Mir-2, reconnaît Vladimir Nikitski. Il ne s'agit, pour l'instant, que de discussions préliminaires, pas d'un véritable projet. Mais le programme Freedom semble de plus en plus menacé et cela pourrait bien rendre les Américains subitement plus coopératifs. »

Les responsables européens doutent qu'un tel projet puisse voir le jour avant le prochain millénaire, mais, devant une telle perspective, Jean-Pierre Haigneré est enthousiaste. L'astronaute français, qui s'entraîne depuis novembre dernier à la « Cité des Etoiles », près de Moscou, avec sa doubleur, Claudie André-Deshays, voudrait devenir, après la mission Altair, une sorte d'« ambassadeur spatial » de la France dans la capitale russe. « Il ne faut pas se limiter à older les Russes d sauvegarder leur potentiel, mais développer des projets communs avec eux. C'est notre intérêt commun, dit-il. Croyez-moi : en matière spatiale, c'est ici que les choses se passent. »

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) L'équipage suppléant est composé de Victor Aboassir, commandant de bord, Youri Oussatchov, ingénieur de bord et de la Française Claudie André-Deshays.

(2) 125 MF payés en liquide ; 20 MF représentant la valeur des instruments scientifiques français embarqués et cédés aux Russes après le vol ; 15 MF de matériel électronique ; 5 MF en « engagements de contrats » à passer ultérieurement avec la firme NPO Energia.

Les voies de la biologie

Le département des sciences de la vie du CNRS définit trois nouvelles priorités de recherche : la biologie cellulaire, l'environnement et la biologie du vieillissement

Plus de 300 laboratoires, 5 700 personnes parmi lesquelles plus de 3 000 chercheurs, un budget de 2,2 milliards de francs pour l'année en cours : à elles seules, les sciences de la vie regroupent un quart des moyens consacrés aux sept départements scientifiques du CNRS. En présentant, mercredi 28 avril, les axes stratégiques de son département, le nouveau directeur des sciences de la vie du CNRS, Pierre Tambourin, qui succède à ce poste à Claude Pasolenti depuis décembre 1992, a souligné la difficulté des choix dans un domaine en pleine évolution. Au point, souligne M. Tambourin, qu'« il est presque impossible de prévoir quels en seront les secteurs prépondérants dans deux ou trois ans ».

Certes, les grands thèmes prioritaires mis en œuvre ces dernières années seront toujours maintenus : le programme interdisciplinaire IMABIO (ingénierie des macromolécules biologiques), qui représente actuellement 13 % du budget global du département ; le programme Cognisances (7 %), dont l'objet est l'étude du fonctionne-

ment des ensembles neuronaux et des processus cognitifs ; enfin, la biologie du développement (13 %), axe de recherche « qui fournit un outil de plus en plus performant pour comprendre les mécanismes de l'expression génétique », et pour lequel « un effort supplémentaire » est en conséquence nécessaire.

Mais, évoquant les nouveaux axes de recherche à privilégier, le directeur des sciences de la vie du CNRS insiste particulièrement sur la biologie cellulaire, ou « dynamique moléculaire intégrée ». « Ce dernier demi-siècle a d'abord connu l'époque du gène, puis celle de la protéine et de la biologie structurale. Mais pour comprendre les mécanismes d'action de ces biomolécules, pour saisir les liens qui unissent leur structure et leur fonction, il faut les replacer dans un contexte plus global encore, celui de la cellule et des systèmes multi-cellulaires », dit-il.

Devront également être renforcées, « en partenariat avec d'autres organismes publics et privés » : les recherches menées sur l'environnement (écosystèmes, ressources, risques), sur la biodiversité (« concept qu'il

nous faudra définir plus précisément) et sur la biologie du vieillissement, thème pour lequel un groupe de réflexion stratégique a récemment été constitué au sein du CNRS.

Des programmes coûteux

A trop soutenir ces disciplines néo-sciences, ne risque-t-on pas d'en négliger de plus anciennes ? « Nous avons le devoir de conserver tous les secteurs de la biologie, y compris ceux qui paraissent actuellement les moins porteurs », répond M. Tambourin. Il rappelle que la France, quelques années avant la découverte du virus du sida, « avait failli stopper ses recherches en rétrovirologie humaine parce que l'on croyait les rétrovirus inoffensifs pour l'homme ». Estimant qu'il faut « au moins quinze ans pour réaliser un secteur de recherche trop délaissé », le directeur des sciences de la vie entend donc préserver, dans des domaines quelque peu passés de mode comme la psychologie, la biologie végétale, l'étude des glyco-

protéines ou le microbiologie, « une masse critique suffisante grâce à un recrutement accru de jeunes chercheurs ».

Enfin, M. Tambourin a insisté sur le coût croissant des programmes biologiques, « aujourd'hui du même ordre de grandeur que celui des très grands Instruments de la physique ». « L'expérience et les succès du Génethon l'ont montré, de nouveaux modes de gestion sont désormais nécessaires à la bonne marche de la biologie moderne, précise M. Tambourin. Le pays qui ne sera pas capable de s'adapter à cette évolution perdra rapidement sa compétitivité. » La part du budget que le département des sciences de la vie attribue à l'équipement de ses laboratoires, actuellement de 11 % (1), pourrait donc bien augmenter dans un proche avenir.

CATHERINE VINCENT

(1) Contre 75 % attribués au soutien reconductible des laboratoires, 9 % aux actions d'incitation pluriannuelles, et 5 % à des actions diverses, parmi lesquelles la coopération internationale.

La science en débat

dans le cadre de l'exposition

L'HOMME ET LA SANTE

Conférence mercredi 12 mai à 17h

Maladies génétiques, décrypter le génome humain.

Comment, pourquoi ?

Bertrand Jordan, directeur de recherches au CNRS, Marseille.

Ségolène Aymé, directeur de l'unité Cartographie du génome humain à des fins de recherches cliniques, Inserm SCII, Paris.

Animation : Paul Caro, délégué aux Affaires scientifiques, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris.
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

En vente chez votre marchand de journaux

SCIENCES • MEDECINE

Sida en blouse blanche

Le personnel de santé est particulièrement exposé au risque de contamination par le virus.
Une association de soignants en appelle au législateur

MÉTIER à risques, celui de soignant ? Sans aucun doute. L'hebdomadaire médical *The Lancet* vient de publier le dernier recensement du centre londonien de surveillance des maladies transmissibles : dans le monde entier, en mai 1992, cinquante-neuf membres du personnel médical ont été victimes d'une contamination accidentelle par le virus du sida (1). Le chiffre mondial des professionnels de santé contaminés paraît bien faible face aux nombreux dangers inhérents à l'exercice de la profession, en particulier dans l'enceinte des hôpitaux (*Le Monde* du 10 juin 1992).

L'été dernier, un congrès organisé à Washington par les Centers for Diseases Control (CDC) américains sur la prévention des infections professionnelles avait révélé que les séroconvertisseurs de soignants aux États-Unis seraient dix fois supérieurs aux données officielles. Un décalage formidable dont le docteur Francis Cheilan, chirurgien vasculaire, fondateur de l'Union pour la protection des soignants et de leurs patients (UPSP) (2), pense qu'il est transposable en France : « Tout le monde a intérêt à minimiser le problème, dit-il. En porter largement pourrait générer des angoisses et nuire, par exemple, au recrutement des infirmières ».

Dans un rapport « sur la nécessité d'une loi de protection des soignants et des soignés » remis au début de l'année au professeur Luc Montagnier, les membres de l'UPSP dénoncent une « sous-déclaration des risques » en l'absence de « procédure globale d'évaluation », face à la lourdeur du dispositif administratif, ou, par souci de « rentabilité à court terme », chez « certains gestionnaires de santé ».

En France, vingt-huit cas de séroconvertisseurs professionnels ont été recensés depuis l'apparition de l'épidémie, dont neuf seulement répondent aux critères de déclaration des accidents du travail (3).

Une procédure très stricte

Car les cas de sida contractés à l'hôpital ne deviennent officiels et n'ouvrent donc droit à indemnisation qu'au terme d'une procédure très stricte : l'accident du travail doit tout d'abord être consigné par un cadre hospitalier sur le « registre des accidents bénins », appelé « cahier d'infirmerie » à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). La victime doit ensuite formuler une demande de reconnaissance en accident du travail, quarante-huit heures au maximum après les faits.

Les médecins du travail octroient alors au ou à l'événement, sur la base des critères légaux, la qualification d'accident du travail. Le processus a été complété à l'arrêté sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy : une sérologie négative doit être constatée dans les huit jours suivant l'accident (décret du 18 janvier 1993, qui accorde aux personnels contaminés une pension d'invalidité comprise entre 20 % et 40 % du salaire), et un suivi sérologique de la victime assuré (arrêté du 18 janvier 1993, qui prévoit des tests de dépistage à pratiquer aux troisième et sixième mois à compter de la date de l'accident). Dès lors, la personne infectée peut prétendre à être indemnisée.

Mais de la théorie à la pratique, il y a un pas qui n'a, semble-t-il, pas toujours été franchi. Et témoigne le cas de cette infirmière contaminée par les virus du sida et de l'hépatite C en septembre 1985

alors qu'elle effectuait une ponction pleurale sur un patient, et qui, malgré la reconnaissance de l'accident du travail, n'a toujours pas perçu d'indemnité. Et avant d'en arriver là, les zones d'ombre subsistent : comment, en situation, faire la part entre un accident et un incident, et en évaluer les conséquences ? Un soignant qui se blesse légèrement aura-t-il le réflexe de le signaler, et ce dans le délai imparti ? S'il se découvre un jour séropositif, se souviendra-t-il de l'origine de sa contamination ? Plus délicat encore, comment apporter la preuve que l'infection est survenue sur le lieu de travail ?

Jean-Pierre Cendron, directeur du personnel et des relations sociales à l'AP-HP, reconnaît le caractère « très subjectif » de l'appréciation par la victime de la gravité de l'incident et le rôle majeur, à ce stade, de l'enquête de la médecine du travail. « En cas de doute, la tranche toujours en faveur de l'agent », assure M. Cendron, qui insiste sur l'effort fourni par l'AP-HP en matière de prévention, citant notamment les campagnes d'affichage interne, la mise au point de protocoles de distribution rapide d'AZT en cas d'accident. Il

se félicite de n'avoir eu à connaître aucun nouveau cas de contamination professionnelle à l'AP-HP « depuis un an et demi ».

Protection égale pour tous

« La notion d'accident du travail appliquée à la contamination par le virus du sida nous paraît beaucoup trop restrictive, commente pour sa part le docteur Cheilan. L'accident du travail évolue vers la guérison ou laisse des séquelles visibles, la séropositivité en revanche, qui ne provoque pas nécessairement d'arrêt de travail, conduit inéluctablement vers la mort. » Francis Cheilan explique qu'entre « l'accident du travail » et la maladie professionnelle — dont la victime n'a pas à faire la preuve, — il existe sûrement une place pour le risque de contamination par le VIH chez les soignants. Sur cet espace intermédiaire, l'UPSP a son idée.

L'association, créée en février 1992 à l'initiative de ce chirurgien, en appelle directement au législateur. Elle anticipe « les avantages d'une loi de protection » : l'indemnisation des soignants infectés dans l'exercice de leurs fonctions

devrait être « comparable » à celle des personnes contaminées à la suite d'une transfusion (loi du 31 décembre 1991), un fonds de garantie pour les indemnités pourrait être créé, le sida pourrait être reconnu en tant que maladie professionnelle « permettant une protection égale pour les soignants, qu'ils soient salariés ou libéraux ». D'autre part, « obligation serait faite aux gestionnaires de santé d'utiliser les fiches d'enregistrement, seul moyen d'avoir une connaissance exacte du risque et de fournir le matériel le plus protecteur au regard du risque de contamination ». Le non-respect de cette obligation serait assorti d'une sanction pénale à l'encontre du responsable de l'établissement.

Cette ébauche de projet de loi, qui risque de prêter à controverse, mentionne enfin la « reconnaissance d'un pouvoir décisionnel des soignants » pour le choix du matériel, et « l'établissement de normes pour le matériel de protection » (gants chirurgicaux, casques...). Du côté de l'AP-HP, M. Cendron estime que « la meilleure prévention est d'avoir le souci du geste sûr ». Il ne voit pas la nécessité de requadrifier la contamination par le VIH en milieu de travail en mala-

die professionnelle, considère que les récents aménagements législatifs vont dans le bon sens. Ce sont pourtant les préoccupations quotidiennes des acteurs de terrain qui ont présidé à la rédaction des propositions de l'UPSP. « Nous sommes juste des remueurs d'idées qui proposons des choses concrètes, affirme le docteur Cheilan. Nous cristallisons les questions et les angoisses des soignants. » Si tous s'accordent à rejeter l'idée d'un quelconque dépitage à l'émbranchement, le dialogue sur la prévention s'impose.

LAURENCE FOLLÉA

- (1) « HIV seroconversion after occupational exposure despite early prophylactic zidovudine therapy », Anonymous, *Lancet*, date 24 avril 1993.
- (2) Union pour la protection des soignants et de leurs patients (UPSP), 10, square Charles-Baudelaire, 91450 Soisy-sur-Seine. Tél. : 60-75-87-15.
- (3) « Infections professionnelles par le VIH en France », F. Lot, D. Abiteboul, « Sida et personnel soignant », F. Lot, A. Laporte, in *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* daté 29 juin 1992.

Les souffrances d'un jeune séropositif

Rodolphe Soligny tient à ce que l'on devienne son identité. Il ne porte plus aujourd'hui qu'une étiquette : « séropositif ». Ce fils non désiré, né à La Rochelle en 1969 d'une mère de seize ans, trimballé de tante en grand-mère dans sa jeunesse et monté à Paris pour se faire une vie, affirme avoir été contaminé par le virus du sida alors qu'il travaillait comme agent de ménage à l'hôpital Tenon à Paris.

Il raconte. Après avoir postulé par courrier dans tous les établissements de l'Assistance publique de Paris, il reçoit une réponse favorable de l'hôpital Tenon, rue de la Chine, dans le vingtième arrondissement. Il signe le 28 août 1992 un contrat emploi solidaire (CES) d'une durée de six mois pour un poste de « CES ménage ». Rodolphe Soligny explique que le lendemain de son arrivée, le 2 septembre, le surveillant du service de biochimie lui a demandé d'aller aider les laborantines à classer et étiqueter des tubes de sang livrés pour analyses au laboratoire de l'hôpital. Il se souvient de s'être coupé le doigt sur un tube ébréché. Le sang aurait coulé sur sa main, il l'aurait porté au visage par mégarde, effrayant ainsi une collègue. Jusque-là, personne n'a témoigné formellement de l'incident.

Le jeune garçon, bi-sexuel, a la hanche du sida depuis plusieurs années déjà. Il jure ses grands dieux qu'il n'a jamais « fait ça » sans protection, et va régulièrement se faire dépister parce qu'il aime se sentir « soigné ». Le 9 septembre, il subit un test de dépistage. Son résultat est négatif. Le 22 octobre, de nouveaux examens sanguins révèlent une sérologie positive. A cet instant, Rodolphe Soligny veut croire que « si le virus vient de rentrer, on peut peut-être le faire sortir » et il se croit malgré tout à l'abri en milieu hospitalier. « A l'hôpital, confie-t-il, je me disais que c'était peut-être une chance de travailler là, que j'avais déjà eu trop de malheurs ».

Las ! A l'hôpital, il vit un drame. Il voit ses collègues se détourner, le toiser, les entendre se moquer. Il dit même avoir été obligé d'écrire son nom sur son verre. Rien ne va plus en bloc-

mie. La directrice des ressources humaines décide de le muter dans un autre service, où le personnel se montrera plus patient et compréhensif. Elle parle d'un « climat guère favorable à son maintien sur le même lieu de travail » pour justifier sa nouvelle affectation, à la lingerie. Le 7 décembre, Rodolphe Soligny se retrouve dans une pièce en sous-sol, sans fenêtre, au milieu de piles de cartons. Il se souvient y avoir fait plusieurs crises, de nerfs ou de spasmes, qui lui ont valu de brefs séjours en psychiatrie.

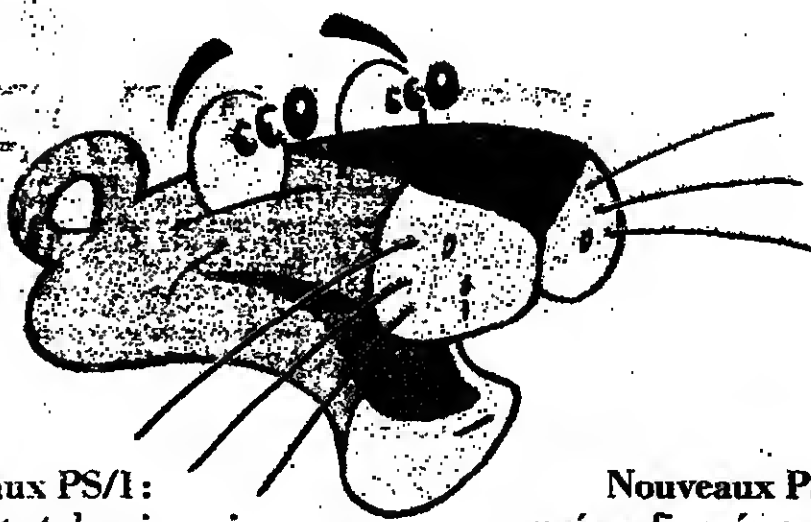
« Psychologiquement fragile »

Il entame alors un combat désespéré. Fin novembre, il a commencé à appeler les journalistes pour crier l'injustice dont il s'estime victime. Il continue de travailler et d'empêcher de recueillir des témoignages, à trouver de l'aide. Le 23 février, alors que son contrat de travail prend fin cinq jours plus tard, la caisse primaire d'assurance maladie de Paris, qui gère en médecine du travail la région des CES, refuse, « en l'absence de témoignage concordant », de reconnaître l'accident du travail. Rodolphe Soligny ne peut rien prouver. Mais il a déjà attaqué l'hôpital sur un autre terrain en déposant une plainte contre X, pour discrimination, qui est déclarée recevable en mars.

« Il est très perturbant et effrayant, pour qui que ce soit, d'apprendre l'existence de sa mort », affirme-t-on à la direction de l'AP-HP, ajoutant que « M. Soligny est psychologiquement fragile ». On ajoute qu'effectivement il a pu se faire une coupure, « comme il y en a 80 000 par an dans les hôpitaux parisiens ». Pour le jeune séropositif, il s'agit aujourd'hui de faire la preuve que son changement de service a eu lieu en raison et exclusivement en raison de sa séropositivité, et que sa mutation a revêtu un caractère dégradant. L'instruction est en cours, qui dira s'il y a lieu de poursuivre.

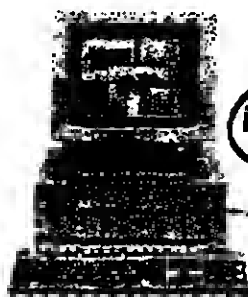
L. F.

Micro IBM. On n'en fera pas La



Nouveaux PS/1 : choix, confort et dernier cri.

Nouveaux PS/VP : préconfigurés ou à la carte.



A partir de 7990 F TTC, facilité, confort d'utilisation et puissance accrue pour les 8 nouveaux PS/1, tous équipés de processeurs au standard du marché.



Côté technologie, ils sont au plus haut niveau : Multimédia, DOS 6 et Bus local sur les nouveaux i486. Enfin, tous les PS/1 offrent des écrans couleur, des sécurités et le Microtel en option.

A partir de 7960 F TTC. Pour le PS/VP, nouveau signifie encore plus puissant, plus performant, plus accessible. Par exemple : - Bus local sur tous les modèles - meilleures performances

graphiques en Bus AT - puissances évolutives, du i486 SX à 25 MHz au i486 DX/2 à 33 ou 66 MHz, - socle pour l'OverDrive Pentium d'Intel ! - enfin possibilité de choisir sa configuration à la carte.

OFFRE SPÉCIALE PS/1*

PS/1 Multimédia modèle 8111 / 1366 SX à 25 MHz / 4 Mo RAM 85 Mo disque / Ecran VGA 14" 256 couleurs / 512 Ko vidéo RAM 11796 F TTC (33990 F TTC)

* Tous les composants : DOS 5 et Windows 3.11 + WinFont 2 + "Cahier Multimédia" + "Photo Gallery LS" (norme Kodak) + nombreux logiciels et utilitaires + lecteur CD ROM Philips 305 + Carte Multisystème Pro Audio Spectrum 16 + 2 x HP externes + Cdfire 6 x CD ROM comprenant jeux et applications éducatives.

* Dans la limite des stocks disponibles.

* Offres valables jusqu'au 31.07.93.

Prix généralement constatés pour varier avec les promotions offertes.

IBM se réserve le droit de modifier ou d'arrêter ces offres spéciales à tout moment. IBM, i486 et Pentium sont des marques de Intel Corp. PS/1, PS/VP (PS/ValuePoint), ThinkPad, OS/2 et MCA sont des marques de IBM Corp. Heptaware est une marque déposée d'IBM Corp. Windows est une marque de Microsoft Corp. Lotus SmartSuite, Lotus i-5, AmiPro, Freelance Graphics et cdfire sont des marques de Lotus.

Parmi les offres spéciales PS/VP**

PS/VP 6363 FSC / 486 SX à 25 MHz / 4 Mo RAM 120 Mo disque / Ecran couleur SVGA 14" / Clavier et souris IBM / DOS 5 et Windows 3.11 préinstallés + Lotus SmartSuite + Lotus Organizer + imprimante LaserJet 4020/20 20333 F TTC (24115 F TTC)

Lotus SmartSuite, l'environnement bureautique de Windows, inclut : Lotus i-5-S : le tableur par excellence. Lotus AmiPro : le meilleur traitement de texte.

Lotus Freelance Graphics : le logiciel des présentations qui gagnent. Lotus e-Mail : la messagerie universelle. Lotus Organizer : pour mieux gérer son temps.

CULTURE

MUSIQUES

Les malheurs du bon goût

Sade donne un spectacle impeccable auquel il ne manque que des chansons

SADE

au Zénith de la porte de Pantin

En première partie de Sade, Me Phi Me a dressé sans égard le catalogue de tout ce qui manque à la chanteuse et à ses musiciens. Le jeu de rappeur-chanteur, accompagné comme aux dernières Transmusicales de Rennes par un groupe au professionnalisme irréprochable, a varié les tempos, a fait l'effort de secouer un public qui était loin de lui être acquis. On peut toujours reprocher à Me Phi Me de se soucier plus de la satisfaction du client que de la quête du rap parfait, il faut se rendre à l'évidence: l'homme a décidé d'aller loin et de ne reculer devant rien pour tracer son chemin.

Sade Adu, chanteuse britannique d'origine nigérienne, au contraire de sa première partie, a porté la réticence au rang d'art majeur. Pour ce premier concert parisien, le lundi 3 mai, elle apparaît au milieu de draperies au plissé impeccable, entourée de musiciens vêtus de blanc et de noir. En robe moulante blanche à sequins, pieds nus, on la croirait sortie d'une comédie musicale 1950, elle est d'une beauté parfaite. Le moindre de ses mouvements provoque un concert de sifflements admiratifs, un peu déplacé si on considère la grâce toujours ou peu hésitante de Sade quand elle se meut sur scène. Elle a l'air de s'en amuser, ce n'est pas pour ça qu'elle changera quoi que ce soit à sa musique.

Sade est de ces artistes dont le style a été défini une fois pour toutes à la sortie du premier album. En 1984, *Diamond Life* apportait une respiration bienvenue à une scène anglaise épuisée par sept ans de défilé de modes musicales. Comme, en plus, *Smooth Operator*, histoire d'amour pourrie par l'argent, seyait au fond de l'air thésaurien, la pop suave habillée de «jazz» de Sade fut l'otroisième bande originale du moment. Depuis, Sade a connu des fortunes critiques et commerciales diverses. *Love Deluxe*, le dernier album du groupe - Sade Adu, chant; Stuart Matthewman, guitare et saxophone; Paul Stuart Deoman, basse et Andrew Hale, claviers - l'a ramené au sommet



Sade en répétition.

de la hiérarchie. C'est d'ailleurs ce succès qui a provoqué le report de la plupart des concerts de la tournée françaises qui s'auront lieu qu'une fois que Sade aura terminé une tournée aux États-Unis qui durera aussi longtemps que le public américain sera prêt à sacrifier ses dollars. Mais cette réussite

commerciale ne cache aucune invention musicale. La prévisibilité d'un concert, toutes les chansons semblent sortir du même album. Toutes sont parcourues de cette mélancolie qui est l'unique sésame du registre de Sade. Quand elle essaie d'être dramati-

que (*Pearls*), ou la seot enlevée, incapable de faire plus que de forcer sa voix un peu (beau-comp, ce soir-là au Zénith) volée. C'est au groupe qu'il incombe la tâche de moduler le rythme du concert. Les musiciens sont inventifs (même s'il faut faire une fois pour toutes son deuil de la carrière de saxophoniste de Stuart Matthewman) et trouvent parfois un rythme qui serait irrésistible s'il ne laissait pas la chanteuse sur le bord de la route. Ce n'est pas seulement une question de voix. A chaque fois que le concert menace de trouver sa respiration, il bute toujours sur les limites de chansons qui se ressemblent, trop pour ne pas induire un ennui générique soporifique.

On ne s'agace pas de ces répétitions, mais on préférerait se trouver dans le milieu naturel de ce type de musique polie jusqu'à faire disparaître la moindre aspérité: un bar d'hôtel ou un cabaret chic où l'on peut accorder un instant son attention à la musique avant de la consommer exclusivement à la conversation, ou à son verre.

THOMAS SOTINEL

La mort de Mick Ronson

Le guitariste britannique Mick Ronson est mort lundi 3 mai des suites d'un cancer. Il était âgé de quarante-six ans.

Mick Ronson restera dans l'iconographie du rock pour cette image: debout, il jouait de la guitare, tandis que David Bowie s'agenouillait devant lui, ce qui était sans ambiguïté. C'était au début des années 70, au temps où le rock connaissait une «décadence» qui était en fait une renaissance. Mick Ronson, provincial originaire de Hull, s'était associé avec David Bowie, chanteur à succès qui voulait devenir un rockstar.

On ne pourrait jamais sous-estimer la capacité de David Bowie à tirer le meilleur de ses compagnons. Avant Mick Ronson, il y eut le même Lindsay Kemp, après vint Eno ou Nile Rodgers. Mais le guitariste eut la chance, et le malheur de participer à la naissance de la première incarnation réussie de David Bowie: Ziggy Stardust, l'extraterrestre androgyne. Ziggy Stardust avait besoin de l'électricité sensuelle du jeu de Ronson, qui devait beaucoup à Jeff Beck, mais avait trouvé rapidement une tonalité originale. De *The Man Who Sold the World* à

Aladdin Sane, en passant par *Hunky Dory* et *The Rise and Fall of Ziggy Stardust*, Mick Ronson a laissé son empreinte sur quelques-uns des albums qui ont défini le rock des années 70.

Lorsqu'en 1973 Bowie décide de ce plus se produire sur scène, Ronson tente une carrière solo qui donnera deux albums, dont l'un - *Slaughter on Tenth Avenue* - méritait une réédition. Ensuite le guitariste s'associe avec Mott the Hoople, éternels seconds de David Bowie, puis forme un duo avec Ian Hunter, le chanteur du groupe, une collaboration qui se poursuivra sans grand succès, malgré quelques beaux moments, jusqu'à la fin des années 80. En 1975, Ronson avait fait une extension de l'autre côté de l'Atlantique, lorsque Bob Dylan (qui venait de découvrir le maquillage) lui demanda de faire partie de la *Rolling Thunder Review*, aux côtés de Joan Baez, Sam Shepard, Roger McGuinn et Allen Ginsberg.

Mick Ronson avait déjà subi un traitement anticancéreux en 1991. Depuis, il avait renoué avec David Bowie et participé à l'enregistrement de *Black Tie White Noise*, le dernier album du chanteur.

T. S.

La guitare au-delà des chapelles

Un festival pour célébrer l'instrument dans tous ses registres

CANNES

de notre correspondant régional

Canoe guitares passion est devenu le rendez-vous annuel des guitaristes de toute obédience, gagnant ainsi son pari: être un lieu d'échanges et de confrontation entre tous les styles et tous les musiciens, sans exclusive. La huitième édition de la manifestation (1) a confirmé qu'il était possible de décloisonner les différentes écoles de la guitare, mais, mieux encore, de rapprocher, effectivement, leurs publics. Après des soirées consacrées à la country music, au jazz (avec Scott Henderson, Bunny Brunel et Pascal Mulot) et à la guitare flamenco (avec Oscar Luis Herrero Trio), Roland Dyens a créé l'événement classique de Cannes guitares passion, mercredi 28 avril.

En duo avec Alberto Poce, Espagnol dont il fut l'élève à l'Ecole normale de musique de Paris, Dyens a créé *Côté nord*, une œuvre en trois mouvements qui marque une rupture dans le travail d'écriture du guitariste-compositeur. Considéré comme l'un des instrumentistes les plus doués de sa génération, Roland Dyens avait déjà donné à Cannes, en 1990, la première d'un *Concerto méli* chatoyant où s'exprimait son goût pour le mélange des courants musicaux. Avec *Côté nord*, Dyens fait, à nouveau, la démonstration de son éclectisme et de son art en explorant, cette fois, d'autres univers musicaux.

Dans le premier mouvement, entièrement atonal, il a recherché des couleurs et des timbres originaux alors qu'il a privilégié, dans le second, le jeu bisonal entre les deux guitares qui se poursuit dans le troisième - polyphonique - par des rencontres de notes et de rythmes inopiniées. Une œuvre hérissée de difficultés techniques, dans laquelle les deux interprètes - pour la première fois réunis - ont fait étalage de leur virtuosité devant un témoin enthousiaste: le guitariste cubain Leo Brouwer, maître spirituel en composition de Roland Dyens.

Le festival proposait également des stages et un séminaire de la coqueluche actuelle du hard rock, l'Américain Steve Vai, qui a attiré plus de cent participants, et devait se terminer le 3 mai par une soirée animée par le groupe vocal I Muvrini.

GUY PORTE

(1) Organisé par la ville de Cannes avec le concours du ministère de la culture et du conseil général des Alpes-Maritimes.

Le concert du groupe The Goats transféré au Gibus. - Initialement programmé le 7 mai au New Morning, le premier concert parisien de The Goats, groupe de rap américain très prometteur, vient d'être transféré au Gibus, où il aura lieu le jeudi 6 mai, à 21 heures, au Gibus, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11. Tél.: 40-70-78-88. 80 F.

PHOTOGRAPHIE

En attendant plus

LAURIE SIMMONS
à la galerie Rizzo

Qui aura la bonne idée de présenter enfin à Paris une grande rétrospective Laurie Simmons? Quand Paris aura-t-elle droit à une exposition d'un des plus importants courants de la photographie, apparu aux États-Unis au début des années 80, et qui rassemble, outre Laurie Simmons, Cindy Sherman, Richard Prince, Sherrie Levine et quelques autres? Tous ont été rassemblés sous la bannière du postmodernisme, tous travaillent sur le détournement et la consommation d'images, sur les stéréotypes de comportements tels qu'ils apparaissent au cinéma, en vidéo, dans la publicité, et sur les affiches de la rue.

Cindy Sherman est, de loin, la plus connue en France, grâce à quelques expositions. Laurie Simmons est de même importance, aux États-Unis en tout cas. Les quelques images que présente Philippe Rizzo sont là pour nous le rappeler. Sur fonds bicolores d'un kitcho poisseux ou acidulé (rose et violet, violet et vert), des jambes de poupées Barbie sont surmontées de têtes, douces nappées de sucre à glace encore plus ébouriffées qu'un bonbon chimique. Dans un extrait

d'une autre série - des grands formats, en noir et blanc cette fois - les mêmes jolies jambes de jeune fille sont allongées, écartées, le corps écarté par des objets aussi utilitaires que symboliques: un microscope, un accordéon, un sablier, un revolver. Des objets conçus par l'homme et qui écartent la femme? Peut-être. Il faut surtout rapprocher ces images des autres séries de Laurie Simmons: reconstitutions minutieuses et miniatures d'intérieurs petit-bourgeois, poupées dans la piscine ou plaquées devant des hauts lieux du tourisme populaire (tour Eiffel, Christ de Rio). Laurie Simmons dresse un portrait par l'absurde - sans oublier l'humour et la sexualité - des habitudes de consommation.

M. G.

Galerie Rizzo, 37, rue de Lepe, 75011, Paris. Tél.: 47-00-91-12. Jusqu'au 15 mai.

Rectificatif. - Le thème des prochaines Rencontres internationales de la photographie d'Arles, qui auront lieu du 6 au 10 juillet, est «Visions d'artistes» et non «Visions d'artistes», comme nous l'avions écrit par erreur (*Le Monde* daté 2-3 mai).

BERCY
4 au 19 mai

BNP

AIDA
Opéra de VERDI

Direction musicale : Enrico DE MORI
L'Orchestre Symphonique de la Ville de Vérone
Le Chœur de la Ville de Vérone

Mise en scène, décors et costumes : Vittorio ROSSI
Le Chœur de l'Armée Française
Directeur : Yves PARMENTIER
Le Ballet de l'Opéra de Krevan

LOCATIONS
44 68 44 68
9 h à 19 h sauf dimanche

Minitel : 3615 code LOCVITE
2615 code BERCY

BERCY
11 h à 18 h sauf dimanche
PALAIS DES SPORTS
Porte de Versailles
13 h 30 à 19 h sauf dimanche

FNAC, VIRGIN MEGASTORE, AGENCES

RENSEIGNEMENTS :
40 02 60 20

CULTURE

Sous le signe du thé

Le premier grand festival culturel du Japon s'est ouvert à Paris

Organisé par l'UNESCO, l'ambassade du Japon en France, la délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO et la Fondation du Japon à Paris, le premier grand festival, en France, consacré à la culture japonaise s'est ouvert le lundi 3 mai, en présence du directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor.

Placé sous le signe du « dialogue des cultures », la manifestation invite le public, jusqu'au 15 mai, à découvrir, à travers des expositions — photographie, peinture, Ikebana (art de la composition florale) —, des représentations de théâtre nô ou de danse butô, ou encore le cinéma et la musique, l'identité culturelle du Japon. L'objectif est de « montrer combien sa modernité est porteuse de civilisation, dans la société du XXI^e siècle ».

Illustration de cette interaction des cultures, la grande cérémonie du thé, qui s'est déroulée hier, sur la piazza de l'UNESCO. Art global, qui réunit dans un espace méticuleusement orchestré — le pavillon de thé — des domaines artistiques tels que l'architecture, la peinture,

l'art du jardin, la calligraphie et l'Ikebana, elle fait partie intégrante de la culture japonaise.

Pour la cérémonie du thé à Paris, les organisateurs ont fait appel à des artistes contemporains. Dans la conception de leur pavillon respectif, les architectes Tadao Ando (Japon), Charlotte Perriand (France), Jae Eun Choi (République de Corée) et Etienne Sottsass (Italie) y ont apporté leur interprétation personnelle, pour contribuer à l'« esprit de thé ». Chaque construction est une découverte. L'espace est minuscule. A l'intérieur, officie le maître de cérémonie : gestes méthodiques, précis, précis.

La cérémonie du thé se distingue des autres arts, car elle fait appel à la contribution des invités. Ils ne sont pas là simplement pour regarder, passifs, mais participent en donnant leur avis sur la cérémonie elle-même, ou sur l'espace qui les entoure. L'art doit naître de l'échange. « L'essence même de la cérémonie, selon Hiroshi Teshigahara, concepteur de l'événement, est d'échapper à la vie quotidienne, en partageant un instant de calme et de sérénité ». Les pavillons seront ouverts au public le mardi 4 mai et le jeudi 6 au samedi 15 mai, sauf dimanche. Les démonstrations publiques de cérémonie du thé auront lieu les 8, 10, 13 et 14 mai, de 16 heures à 19 heures.

Jean-Jacques Aillagon nouveau directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris

Succédant à Bruno Racine, appelé au cabinet du nouveau ministre des affaires étrangères, Jean-Jacques Aillagon vient d'être nommé directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris. En dépit de ses 58 ans, il n'est pas étranger à la culture parisienne. Directeur du Théâtre du Châtelet, le Théâtre de la Ville, le Musée du Petit Palais ou le Musée d'art moderne de la Ville, responsable depuis l'an passé de la Vidéo-thèque des Halles, autre fleuron de la municipalité parisiennaise, Jean-Jacques Aillagon est également chargé de la préservation de la future Ecole des beaux-arts de la Ville, dont la naissance semble difficile. Un partenariat sans doute plus aisé avec les services du nouveau ministre de la culture, Jacques Toubon, pourrait contribuer à harmoniser la vie culturelle de la capitale.

Né en 1946, ancien professeur d'histoire et de géographie, Jean-Jacques Aillagon s'est tourné vers l'histoire de l'architecture avant d'occuper divers postes à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, dont celui de directeur adjoint (1977-1981). Administrateur du Musée national d'art moderne au Centre Pompidou (1982), il rejoint, comme adjoint, la direction des affaires culturelles de la Ville (1985) avant de devenir directeur général aux manifestations culturelles de la Ville (1989) et enfin directeur général de la Vidéo-thèque de Paris (1992).

MUSIQUE
75^e

THEATRE DE LA VILLE DE PARIS

LUNDI 10 MAI 20H30
LILYA ZILBERSTEIN
piano
SCHUBERT - SCHUMANN
RAVEL

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

CINÉMA

Les images de Vichy

Suite de la première page

Prenons le Pétain de Marceau Lévy. En quoi se distingue-t-il des films précédents sur l'Occupation ?

« La volonté de reconstruire historiquement et sous forme de fiction le cœur du problème — c'est-à-dire l'analyse de l'Etat français et de ses principaux protagonistes — est nouvelle. Même concernant la Résistance, abondamment présente dans le cinéma français, il n'y a pas eu par exemple de tentative aboutie de porter à l'écran l'histoire de Jean Moulin, de raconter ce qu'a été le Comité national de la Résistance depuis l'Armée des ombres (1970), de Jean-Pierre Melville. De Gaulle, à ma connaissance, n'apparaît jamais dans un film, si ce n'est de manière fugitive. On voit alors un revers de manche ou une silhouette. Mais on n'a pas traité l'homme du 18 juin 1940.

« Le véritable intérêt de l'évolution en cours est donc autant culturel et cinématographique qu'historique. La rupture, avec Pétain, c'est le choix de faire un film de fiction. C'est aussi de rompre un tabou du cinéma français, celui de la représentation des grands hommes contemporains à l'écran. Marceau Lévy et l'équipe du film ont pris le sujet le plus difficile qui soit. Ils ont fait la preuve que c'est possible, voire souhaitable. Contrairement à un cliché répandu, Vichy n'est plus un sujet tabou — un sujet tabou. Alors qu'un Pétain complètement reconstruit, en 1971, était impensable.

« Etait-ce impossible ou préférait-on le documenter ?

« L'objectif de beaucoup de films, dans les années 70, c'est de rétablir une vérité historique occultée. Cela ne pouvait alors se réaliser que sur un plan documentaire, c'est-à-dire en étant au plus près de la vérité historique. Toute tentative de fiction posait des problèmes. Trois films le montrent bien : le Chagrin et la Pitié (1970), Lacombe Lucien (1973) et Section spéciale (1974).

« Le Chagrin et la Pitié, de Marcel Ophüls, a bouleversé les représentations de l'époque. Il a pris le contre-pied de l'histoire officielle qui surélevait alors la Résistance et montrait qu'il existait aussi, sous l'Occupation, une France vérole, antisémite, prônant la collaboration. Sans conteste, c'est un film-clé. Son impact et l'effet de scandale qu'il a provoqué, résident dans le fait

même qu'il mettait le doigt sur une blessure de mémoire. Au sens noble du terme, c'est un documentaire, et même un modèle fondateur du genre en France, mais qui vise à une vérité historique positive, le cinéaste semblant s'effacer derrière les témoignages et les images d'archives, même si c'est une pure illusion.

« Lacombe Lucien, de Louis Malle, est au contraire une vraie fiction, qui aborde de plein-pied la question centrale qui s'est posée à la génération de la guerre : l'engagement, donc les hésitations, les ambiguïtés, la difficulté de prendre la mesure des enjeux de l'époque. C'est à mon sens un autre film marquant, mais qui n'a pas cherché à faire œuvre d'histoire. Quant à Section spéciale, de Costa-Gavras, l'une des rares tentatives de reconstitution historique, c'est une caricature trop marquée pour être crédible, les personnages étant davantage des archétypes que de véritables personnes.

« On observe aujourd'hui que les cinéastes ne réalisent plus de films sur Vichy sans conseils historiques. Robert O. Paxton et Jean-Pierre Azéma ont participé à l'élaboration de l'Œil de Vichy, Marc Ferro à celle de Pétain, Daniel Lindenberg et Denis Peschanski à celle d'Hôtel du Parc. Sont-ils des garants, des cautions, des faux-velours ?

« Nous sommes dans un entre-deux. Dans les années 70, l'historien était complètement écarté. Marcel Ophüls, pour le Chagrin et la Pitié, n'a pas consulté d'historiens ou très peu. C'est à présent le cas inverse, avec, parfois, une ambiguïté. Concernant l'Œil de Vichy, est-ce le film des historiens ou le film de Chabrol ? S'agit-il d'une chronologie mise en images ou bien Chabrol, avec la caution d'historiens, fait-il passer sa vision toute personnelle des choses ?

« Tout cinéaste sait qu'il s'agit d'une période plénière, où l'on ne peut discerner immédiatement tous les traquenards, toutes les ambiguïtés. Je vais pourtant plaider contre ma chapelette... Je crois que ces films s'appuient trop sur les historiens, et c'est un déclinisme du soufflet. Les réalisateurs n'arrivent pas suffisamment à se libérer de la volonté d'expliquer, de nuancer. Le souci est louable, mais il faut aussi que la subjectivité du cinéaste prenne le dessus sur l'aspect pédagogique.

« Il y a une obligation sur la chronologie dans l'Œil de Vichy qui fausse le film à force d'être positiviste. Un film, ce n'est pas un cours d'histoire. Pétain évite largement ce défaut, mais reste didactique. Ce qui manque, c'est la tragédie de l'époque. Car tous ces personnages, y compris les plus vils, traversent une époque terrible. Le désespoir de cette période n'y est pas assez sensible. Tout le personnel politique de Vichy vivait en permanence sous la pression de l'Occupation, la pression des événements, l'incertitude. C'est une époque qui va très vite.

« Pour la restituer, l'historien n'est pas toujours le bon recours. Il permet d'éviter des erreurs. Mais il faut le génie d'un cinéaste qui sente les choses avec sa sensibilité plutôt qu'avec son intellect. Je ne sais si l'on y viendra. Le cinéma français

de fiction n'a jamais produit un véritable chef-d'œuvre sur cette époque, un film-fondateur, un film-référence. Comme si l'on avait peur de faire des choix de créateur sur cette époque.

« L'Œil de Vichy s'attaque à un problème d'aujourd'hui : l'image.

« C'était du moins l'ambition affichée. Il s'inscrit dans un débat très actuel : qu'est-ce qu'une image d'actualité ? une image de propagande ? Un public peut-il réagir face à des images mensongères ? Après la couverture médiatique de la chute du communisme en Roumanie et de la guerre du Golfe, où la vision de l'événement est médiatisée par l'image et presque uniquement par l'image, cela offre au moins matière à réflexion.

« Les historiens sont-ils sensibles à l'image ? Eproutent-ils un respect identique à l'égard des images d'archives et des documents écrits ?

« Si on met à part quelques pionniers (Marc Ferro, Pierre Sorlin, Jean-Noël Jeanneney) qui ont prouvé depuis longtemps leur intérêt pour les rapports entre l'histoire et l'image, la plupart des historiens ne sont pas assez sensibles à cette question. Or il faut bien comprendre qu'on ne peut traiter les archives filmées comme les archives écrites. Ces dernières sont produites en situation. Les archives du cabinet de Pétain, par exemple, ont une vocation immédiate. Elles ne sont pas destinées à être divulguées. Les images d'archives, ce qu'on appelle les images d'actualité, ont une vocation opposée. Ce sont déjà des représentations publiques de l'événement.

« Le premier devoir de l'historien est donc de se demander : qu'est-ce que cette image nous dit du passé, qu'on veut dire ceux qui l'ont utilisée. Cela semble une évidence, mais on le fait rarement. Du coup, on s'intéresse peu, ou pas du tout, aux « fabricants » de ces images, à la manière dont elles sont montées, à ce qu'on a éliminé et retenu, et à leur accueil par le public. C'est le défaut majeur, à mon sens, de l'Œil de Vichy.

« Prenons la poignée de main de Pétain et Hitler, le 20 octobre 1940, devenue symbole de la collaboration entre la France et l'Allemagne.

« C'est très simple. Il existe deux représentations de cette scène : un film qui a été tourné par un Allemand et les photos de presse. Il se trouve que l'Allemand n'a pas filmé la poignée de mains proprement dite. Nous n'en avons donc trace que sur les photos de presse.

« A la Libération, des résistants ont réalisé un petit documentaire sur Vichy qui retrace ce que fut la collaboration. Pour y donner la rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire, ils ont ajouté une poignée de main fictive. C'est un montage, comme on en fait aujourd'hui à la télévision. Mais sur le fond cela ne change pas grand-chose puisque, cette poignée de main à véritément existé.

« Il est plus important de savoir qu'une bonne partie des images des actualités françaises de l'époque étaient tournées par les Allemands, qui avaient un objectif très différent de celui de Vichy. Pour Vichy, Pétain était central, tout s'organisait autour de lui, et l'on trouvait au besoin les images. Quand on analyse finement les actualités de l'époque, on observe qu'il y a des montages différents selon les versions, des recadrages. Il s'agissait de mettre en

scène Pétain, notamment au détriment des autres protagonistes, en particulier Laval.

« Pour les Allemands, la perspective était tout autre. Leur objectif était le maintien de l'ordre, le calme en France. Les péripéties de la politique française ne les intéressaient pas. Ils concédèrent tout juste dix-sept secondes à la poignée de main de Montoire dans leurs actualités. Pour eux, ce n'était pas un événement. Pour Vichy, tribunaire des images allemandes, c'en était un. Les historiens doivent en tenir compte. Vouloir utiliser l'image comme une source directe qui nous parlerait de l'époque est dangereux.

« Du point de vue de l'historien, quelle est la nouveauté de ces deux films ?

« Ils se démarquent de la manière dont la question de Vichy resurgit dans l'actualité au travers des affaires judiciaires (Tonvler, Bouquet, Papou) ou au moment des commémorations, comme celle de la rafle du Vel d'Hiv. La question de Vichy et des juifs est devenue si centrale dans cette actualité que beaucoup d'historiens estiment qu'il y a un danger à ne plus consacrer cette période de notre histoire que sous l'angle de l'antisémitisme. Le risque serait de donner l'impression aux jeunes générations que l'antisémitisme occupait à Vichy la même place qu'il a pu occuper dans le régime nazi, ce qui est complètement faux, et surtout que les juifs auraient été les principaux ennemis du régime, et donc ses principales victimes. Sans vouloir relativiser quoi que ce soit, la première victime de Vichy, c'était la République, plus exactement ses valeurs essentielles.

« Vichy est une dictature oppressive dont la politique antisémite meurtrière n'est qu'un des aspects. Qu'elle ait pris dans la mémoire une importance considérable et légitime ne doit pas effacer cette vérité première. Dans leur projet initial, l'intérêt de ces deux films est de replacer implicitement cette question-là dans le contexte général.

Propos recueillis par LAURENT GREILSAMER

Voyages

Séjours 1 semaine

IRLANDE : 2530 F*
ECOSSE : 2980 F*
NORVEGE : 3800 F*

Réervations : 40 53 07 11
181, Bd Pereire - 75017 PARIS
M^e Perche ou Ports Mailloz
(* Prix en euros dans)

Les voyages
version originale

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET
Théâtre
Musical
de Paris
Mercredi
5 mai
20 h 30
J.-M. Fournier
Kriegel

Ensemble Inter Contemporain
Dir. : Pierre
BOULEZ
SCHUBERT
BIRWISTE
STRAVINSKY

CHATELET
Théâtre
Musical
de Paris
Mercredi
6 mai
20 h 30
J.-M. Fournier
Kriegel

LES MUSIQUES MONDIALES
le 5 : C. DOURTHE
violin
W. CIVITAREALE
DEBUSSY, BRAHMS
le 7 : PETRA LANG
soprano
S. SCHAEFFER
clavier
MAHLER, STRAUSS

CONCERTS DIMANCHE
MATIN
Théâtre
CHAMPELLE
LYSSES
Dimanche
9 mai
11 heures
J.-M. Fournier
Kriegel

ERGER
piano
Olivier
CHARLIER
violin
Gary
HOFFMAN
violoncelle
DVORAK
SCHUBERT

Salle GAVEAU
Lundi
10 mai
20 h 30
J.-M. Fournier
Kriegel

LUNDIS MUSICAUX
J.-M. FOURNIER Prod.
Brynard
JONES
Gustave
PARSONS
piano
WAGNER, STRAUSS
SIBELIUS

Salle GAVEAU
Mardi
11 mai
20 h 30
Kriegel

J.-M. FOURNIER Prod.
Le pianiste Dominique
MERLET
Debussy-Leguy 1^{er} audi.

Le TEFLON de vos ustensiles de cuisine est le corps solide le plus lisse qui soit. Qui l'a découvert ?

DuPont de Nemours. Surpris ?

DUPONT

Tous les jours de nos vies

*Marque déposée de DuPont de Nemours

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI
Séance spéciale jeune public : Oliver Twist, v.f., de David Lean, 14 h 30 ; Hommage à Frank Borzage : les Sept Amoureux (1942, v.o. traduction simultanée par casqué, de Frank Borzage, 18 h 15 ; la Cabaret des étoiles (1943, v.o. traduction simultanée par casqué, de Frank Borzage, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI
J. M. Straub et D. Huillet : le Maître du logis (1982, v.o. e.t.f.), de Carl Th. Dreyer, 18 h ; Othon (1989), de Jean-Marc Straub et Danièle Huillet, 21 h.

CENTRE GEORGES-POPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI
Les Chénas du Canada : l'ul (1978, v.o. e.t.f.), de Jean-François Pouliot et Robert Bédard, les Ordres (1974, v.o. e.t.f.), de Michel Brault, 14 h 30 ; Sphères (1989, v.o. e.t.f.), de Norman McLaren, Trouble-fête (1964, v.o. e.t.f.), de Pierre Patry, 17 h 30 ; Zee (1981, v.o. e.t.f.), d'André et Jean-Jacques Leduc, v.o. e.t.f. (1974, v.o. e.t.f.), de Pierre Hault, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie
port Saint-Eustache
Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI
Ritratti di Roma : Ex-soubans-huitards : Génération (1988) de Daniel Edgüzar et François Perle, Nous l'avons tant aimé la révolution (1988) de S. de Winter et O. Cohn-Bendit, 16 h 30 ; Mal 68 et les TV d'Europe : De l'Odéon à l'Elysée-Montmartre (1988) de Jean-Claude Deschamps, les Granges de Belleville (1988) de Raoul Goulet, le Pouvoir dans la rue (1988) d'Alain Tanner, 18 h 30 ; Couleurs : Spot Schick (1988) de Jean-Luc Godard, Camarades (1989) de Marin Karmiz, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ; Studio 28, 18 (45-06-38-07).

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Racine Odéon, 8 (43-26-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00).

AGAGUK (Fr.-Can., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14 (36-65-70-74).

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-67-34).

LES AMIES DE COEUR (It., v.o.) : Letina, 4 (42-78-47-06).

ANTONIA & JANE (Br., v.o.) : Studio des Ursulines, 14 (45-26-19-09) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-65-70-74).

L'ARRÊT, LE MAÎTRE ET LA MÉDIA-THÈQUE (Fr.) : La Saint-Germain-des-Près, Salle de Beaugrenelle, 6 (42-22-67-23) ; Le Balzac, 6 (45-61-10-20).

ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 36-65-70-74 ; Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; 36-65-70-74 ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; 36-65-70-74 ; BAD LUTERNAIRE (Fr., v.o.) : Clichy, 19 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-28-64-65) ; v.f. : Montparnasse, 14 (36-65-70-74).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 5 MAI

« Les passages couverts du Santier ou se réalise la mode féminine. Esquisse et dépeyement assurés » (Jouffroy parcoure), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris extérieur).

« De la Madeleine aux jardins des Champs-Élysées », 14 h 30, façade de la Madeleine (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voisages », 14 h 30, rue du Saint-Paul (Musée du passé).

« Cambodge : le temps des conquêtes », 14 h 30, hall du Musée Quai de la Seine (Le Cavalier bleu).

« Versailles : les collections du Musée de la Ville », 14 h 30, 54, boulevard de la Reine (Office de tourisme de Versailles).

« Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saints-simoniens au petit cimetière », 14 h 30, métro Pyrénées devant Twenty (C. Maréchal).

« Jardins et ruelles méconnaues du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M. Cazes).

« L'île Saint-Louis peu à peu », 14 h 45, sortie métro Pont-Marie (D. Fleuriot).

« Les Halles d'hier et d'aujourd'hui : le Bourse du commerce et le jardin des Halles observés depuis la Bourse », 15 heures, entrée de la Bourse, rue de Viarmes (Monuments historiques).

« Prototype de l'œuvre de la Corbusier : la ville Laroché dans son cadre de verdure », 15 heures, sortie métro Jeanmin Monuments historiques.

« Saint-Pétersbourg vu par ses architectes », 15 heures, entrée de

BASIC INSTINCT (*) (A., v.o.) : Studio

Galante, 5 (43-54-72-71) ; 36-65-70-74 ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 36-65-70-74 ;

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Clichy, 19 (45-74-83-50) ; 36-65-70-74 ; Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

BENNY'S VIDEO (Aur., v.o.) : 14 Juliette Odéon, 8 (43-25-89-83) ;

BLADE RUNNER VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicité Matignon), 9 (42-56-52-78) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (*) (Bel.), 1 (45-74-83-50) ;

LE CAHIER VOLÉ (Fr.) : Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-60) ; Gaumont Ambassade, 8 (38-68-75-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : (43-87-35-43) ; 36-65-70-74 ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CAVALE SANS ISSUE (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 6 (38-68-75-55) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (42-38-63-93) ; 36-65-70-74 ; Montparnasse, 14 (36-65-70-74) ;

CERCLE DE FEU (A., v.o.) : La Gode, 19 (40-55-90-00) ;

CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE SÈRE (A., v.o.) : Clichy, 19 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

LA CRIBRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ;

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 18 (45-54-46-55) ;

COEUR DE MÉTISSE (Can.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-78-16-09) ;

Coup de Jeune (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (45-74-83-50) ;

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

mont Marignan-Concorde, 6 (38-68-75-55) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14 (36-65-70-74) ; UGC Odéon, 8 (43-25-89-83) ; 36-65-70-74 ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ; UGC Triomphe, 6 (45-74-83-50) ; 36-65-70-74 ;

LES FILMS NOUVEAUX

LA DIFFÉRENCE. Film américain de Robert Mandel, v.o. : Clichy, 19 (45-74-83-50) ;

Opéra, 2 (38-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (38-68-75-55) ;

36-65-70-74 ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

let Odéon, 8 (43-25-89-83) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-74 ;

14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ;

Escorial, 13 (47-07-55-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ; v.f. : Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ;

14 Juliette Beaugrenelle, 15 (45-75-73-79) ;

SISTER ACT (A., v.o.) : Clichy, 19 (45-74-83-50) ;

Opéra, 2 (38-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (38-68-75-55) ;

36-65-70-74 ; v.f. : Paramount Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT GLOBELINE, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 2 (38-68-75-55) ;

75-55) ; UGC Normandie, 2 (45-53-16-18) ; 36-65-70-74 ;

GAUMONT

ÉCONOMIE

• Le Monde • Mercredi 5 mai 1993 19

Les perspectives de reprise en Grande-Bretagne et la confirmation de la récession en France et en Allemagne en 1993

Optimisme de commande

On comprend à la fois la surprise et l'agacement de certains économistes britanniques à la suite de l'annonce officielle de la fin de la récession en Grande-Bretagne (le *Monde* des 28 et 29 avril). Comment justifier, en effet, cette affirmation du chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont, pour qui la crise économique, comme par décret gouvernemental, a pris fin le 26 avril? John Major a certes bien des raisons de convaincre l'opinion qu'il a repris les rênes d'une politique économique jusqu'à l'imposée par les événements. La plus immédiate est cette élection législative partielle du 6 mai, incertaine pour le parti tory.

Les signes attestant le retour tant attendu de la croissance se multiplient, mais ils ne sauraient être dissociés d'indices économiques n'annonçant aucune manifestation d'euphorie. Le fort niveau de chômage, les risques de dérapage inflationniste, l'endettement de l'Etat, de l'industrie et des ménages, l'horizon économique assombri de l'Europe peuvent-ils ainsi, par un coup de baguette magique, être ignorés? Un simple souci d'équilibre et le rappel de tant de prédictions erronées devraient inciter M. Lamont à plus de prudence.

Le chancelier britannique croit-il à son propre discours quand il affirme que la Grande-Bretagne va pouvoir goûter à la récompense des politiques que le gouvernement a suivies ces dernières années, alors que chacun se rappelle que les fruits de cette «évaluation comparative» de la livre sterling ont mûri à la suite de la sortie de la monnaie nationale du système monétaire européen, celle-ci ayant été forcée par les événements et le réajustement d'un équilibre national? Le gouvernement de M. Major s'est fait 1993, s'acheminant à l'ordre par le Fonds monétaire international, qui souligne que la Grande-Bretagne doit rapidement allonger sa fiscalité et réduire ses dépenses si elle veut être en mesure de stopper le déficit budgétaire de ses finances publiques.

Un autre rappel à l'ordre est venu du très conservateur Institut des directeurs (IOD), les chefs de cette association des dirigeants d'entreprise n'ayant pas de mots assez durs pour stigmatiser les errements passés. Ainsi, selon Peter Morgan, si la reprise est en chemin, c'est plus ou moins sur «les cadavres de la Banque d'Angleterre et du Trésor», une manière de dire que le gouvernement s'est lourdement trompé. Aujourd'hui encore, cette propension à pécher par excès d'optimisme pourrait se révéler tout aussi funeste. «Le patient est toujours en soins intensifs», insiste lord Young, le nouveau président de l'IOD. On ne saurait mieux dire.

LAURENT ZECCHINI

Annulée en raison des obsèques de Pierre Bérégovoy

La réunion des partenaires sociaux pour le bilan de l'UNEDIC est reportée au 12 mai

Prévue par l'accord du 18 juillet 1992, la rencontre de bilan de l'UNEDIC avait été fixée au mardi 4 mai par les partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage. En raison des obsèques de Pierre Bérégovoy, le même jour à Nevers, la réunion a été annulée et reportée au mercredi 12 mai à 9 heures.

Selon les estimations officielles, le déficit de l'UNEDIC pourrait atteindre 12 milliards de francs à la fin de 1993 et serait, en cumulé, de 36 milliards de francs. Pour respecter la procédure, les syndicats et le patronat doivent d'abord faire le point avant d'envisager des solutions. Ensuite, ils poursuivront des tractations avec le gouvernement, qui est déjà intervenu pour soulager la trésorerie. Tous s'accordent pour demander une contribution supérieure de l'Etat, en raison de l'augmentation du chômage.

La croissance de l'économie française sera négative (-0,4%)

L'économie française sera en récession en 1993 pour la première fois depuis 1975, selon les hypothèses de travail du gouvernement qui table sur une croissance négative de -0,4% pour le produit intérieur brut (PIB) marchand, ce qui entraînera mécaniquement une augmentation du chômage.

La faiblesse de l'activité, qui se traduit par une baisse des rentrées fiscales par rapport aux prévisions de l'automne, ne permettra pas au gouvernement de commencer à combler les déficits budgétaires même si le deuxième semestre de l'année offre des perspectives de croissance meilleures.

Après un recul du PIB marchand de 0,6% au dernier trimestre 1992, le ministère de l'Economie a indiqué lundi 3 mai, devant le groupe technique de la Commission des comptes de la nation, qu'il s'attendait à un premier semestre 1993 négatif. Il a ainsi confirmé que l'économie française est entrée en récession à l'automne dernier et qu'elle ne devrait pas en sortir avant juin. A l'exception de la consommation des ménages qui augmentera de 1,1%, et d'un léger repli du taux d'épargne (12,7% contre 12,8%), tous les autres moteurs de la croissance seront en panne.

Ainsi, l'investissement des entre-

prises continuera à diminuer (-3,7%), de même que l'investissement total (-1,4%). Les exportations n'augmenteront que de 1,7%, tandis que les importations grimperont de 2,7%. Au total, le solde commercial de la France restera nettement positif (+26 milliards de francs) mais cependant insuffisant pour influencer positivement sur la croissance.

Dans ces conditions, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles devrait se replier de 1,1%, pratiquement comme en 1992 (-1%). Mécaniquement, cette baisse devrait se traduire par un chômage aggravé que le ministre du travail,

Michel Giraud, n'abaisse à la mi-avril à 150 000 à 200 000 chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de l'année.

Cependant le tableau brossé lundi présente quelques heures d'espoir pour la deuxième partie de l'année. La demande des entreprises cessera de se contracter au deuxième semestre dans un contexte plus favorable aux exportations, grâce notamment à la baisse des taux d'intérêt à court terme et à l'amélioration du climat. Pour les mêmes raisons, les ménages consommeront davantage en fin d'année qu'au début, ce qui favorisera la croissance.

La chute du PIB allemand sera de 1,5%

FRANCFORT

de notre correspondant

Plus les semaines passent et plus les pronostics sur l'économie allemande s'assombrissent. Dans leur rapport traditionnel de printemps, qui devait être publié mardi 4 mai, les six principaux instituts économiques prévoient une chute du produit intérieur brut de 2% pour l'ouest de l'Allemagne et de 1,5% pour l'Allemagne tout entière. L'est bénéficierait d'un regain de 5,5%, mais à partir d'une situation qualifiée de «critique». A l'Ouest, la reprise n'interviendrait pas avant la fin de l'année.

«Malgré la longue et grave récession, le pessimisme fondamental n'est pas de mise quant à l'évolution future de l'Allemagne occidentale», écrivent cependant les six instituts. Mais ils attaquent la Bundesbank pour n'avoir pas abaissé ses taux d'intérêt assez vite et assez fort. Ce reproche, qui rejoint celui entendu à l'étranger, risque de faire du bruit en Allemagne, même si la banque centrale allemande semble désormais avoir pris en compte l'ampleur de la récession. Il reste qu'elle «n'a pas encore infléchi son cap de manière énergique», selon les instituts.

Le chômage toucherait 2,3 millions de personnes à l'Ouest (soit 7,5% de la population active) à la fin de 1993 et 1,25 million à l'est (soit un taux officiel de 16,5%). Au total l'Allemagne compterait donc 3,55 millions de chômeurs.

Les prix grimperaient de 4,5%, moyenne d'une hausse de 4% à l'Ouest et de 13% à l'Est. Ces mauvais résultats cacheraient toutefois une amélioration dans la seconde partie de l'année.

Selon les instituts, seuls le bâtiment et les travaux publics connaîtraient des jours heureux avec une croissance de 18% à l'Est et de 1,5% à l'Ouest. La consommation privée chuterait de 1% à l'Ouest et resterait stable dans les nouveaux Länder. Les investissements reculeraient de 7% à l'Ouest et gagneraient 10% à l'Est.

Ces perspectives inquiétantes feraient de 1993 l'année de plus forte récession depuis la fin de la guerre. Les plus notables reculs jusqu'ici avaient été celui de 1,3% enregistré en 1975 (pour le produit national brut) et celui de 1,1% en 1982.

ÉRIC LE BOUCHER

Plus de 15 000 métallurgistes en grève dans l'ex-RDA

FRANCFORT

de notre correspondant

Entre 15 000 et 20 000 métallurgistes et sidérurgistes de l'est de l'Allemagne ont entamé la première vague de grève lundi 3 mai à l'appel du syndicat IG Metall. Une trentaine d'entreprises de Saxe et du Brandebourg étaient concernées. La grève devait s'étendre progressivement, selon la tactique du syndicat, et toucher, mardi, le Mecklembourg occidental. Il s'agit de la première grève organisée à l'Est depuis 1932.

Les grévistes réclament un alignement rapide des salaires de l'Est sur ceux de l'Ouest, conformément aux accords conclus en 1991 avec le patronat. Selon ces accords, une hausse de 26% était prévue le 1^{er} avril. Elle devait porter le niveau salarial de l'Est à 80% de celui de l'Ouest. Mais les patrons de la branche ont dénoncé leur signature à cause des difficultés économiques et de la faible productivité des usines. Ils ont en général augmenté les salaires de 9%.

Franz Steinkühler, président d'IG Metall, menace de provoquer une grève générale à l'Est et à l'Ouest, dans trois semaines, si le patronat ne cède pas. Pourtant, les deux parties se sont dites prêtes, lundi, à renouer le dialogue, aucune n'ayant intérêt à ce que le mouvement s'éternise.

E. L. B.

Tout en respectant les engagements des gouvernements précédents

Edouard Balladur gèle les augmentations générales de traitement des fonctionnaires pour l'année en cours

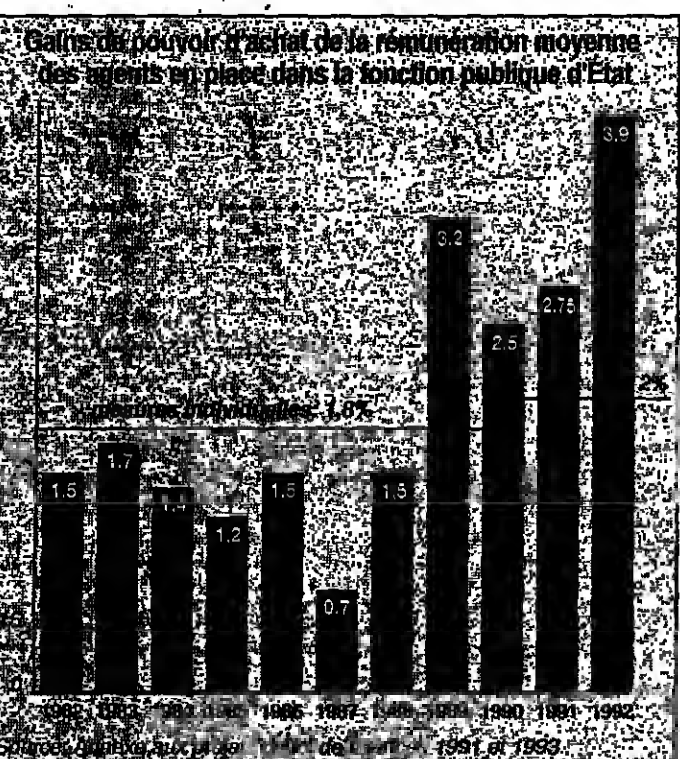
Edouard Balladur a reçu lundi 3 mai à l'Hôtel Matignon les responsables des sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FEN, FO et FGAF). Entouré de quatre membres du gouvernement, dont André Rossinot, ministre de la fonction publique, le premier ministre leur a annoncé que, si les engagements déjà pris vis-à-vis des 4,5 millions d'agents seront intégralement respectés, aucune mesure salariale supplémentaire n'interviendrait en 1993.

L'Histoire légèr-elle? En annonçant, «au regard de la situation économique de la France», le gel pour cette année de toute nouvelle mesure salariale dans la fonction publique, Edouard Balladur n'empêchera pas les agents de se soulever du sort que leur avait réservé le gouvernement de Jacques Chirac lors de son accession au pouvoir en 1986. La première décision annoncée alors par Hervé de Charette, ministre de la fonction publique, avait en effet été de geler pour l'année en cours les traitements des fonctionnaires et des agents du secteur public et national. Le gouvernement de l'époque avait, en outre, et comme aujourd'hui, justifié ce choix de la rigueur par la mauvaise conjoncture économique alors attestée par la dévaluation du franc.

Ni nantis ni boucs émissaires

Mais le parallèle s'arrête là car, contrairement à l'histoire, M. Balladur n'a pas l'idéologie libérale. M. Balladur a aussi tenu à donner aux syndicats des pages de sa volonté de préserver un véritable dialogue social dans la fonction publique. Ne serait-ce que dans le principe de cette invitation lancée aux fédérations de fonctionnaires. C'est en effet, la première fois depuis 1982 qu'un premier ministre prend la peine de recevoir publiquement les représentants syndicaux des agents pour leur expliquer la politique d'austérité les concernant.

Sur le fond, Edouard Balladur a, comme Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la FGAF (autonomes), «la crédibilité de la politique contractuelle dans la fonction publique» en donnant pleine satisfaction aux syndicats signataires de l'accord relatif à la refonte de la grille des classifications des fonctionnaires et du «plan de la presse» de renouveau des carrières des enseignants. Le «groupe des cinq» signataires du protocole Durafoir (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGAF) n'avait, en effet, pas manqué ces dernières semaines de mettre en garde le



gouvernement contre toute entorse au calendrier de mise en œuvre de ces accords, qui courent respectivement jusqu'en 1997 et 1999 (le 1^{er} janvier 2000). L'ensemble des accords catégoriels déjà signés seront respectés dans le collectif budgétaire», a assuré André Rossinot à l'issue de la réunion. Auparavant, le ministre de la fonction publique avait affirmé que «les fonctionnaires ne sont pas des agents et ils ne doivent pas devenir des boucs émissaires».

Edouard Balladur a, de plus, également pris date pour l'avenir. Non seulement il a confirmé l'ouverture de nouveaux champs de négociation (hygiène et sécurité, travail à temps partiel) ou de réflexion (haute fonction publique), mais il a laissé aussi

annoncer encore plus dégradée que celle de l'économie française.

C'est donc au moment où l'état de grâce dont a bénéficié M. Balladur apparaît déjà moins idyllique que le premier ministre annonce un gel du traitement des fonctionnaires. L'annonce a été faite avec habileté : les fonctionnaires paieront leur tribut au plan de redressement, mais, en même temps, l'Etat libéral respectera la parole de l'Etat socialiste en honorant les revalorisations prévues par les accords Durafoir et Jospin. L'avantage de la mesure est double : l'Etat réalise une économie en n'accordant pas de nouvelle augmentation générale pour 1993 après celle qui est intervenue le 1^{er} février (+1,8%). Mais le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne devrait pas trop souffrir puisque, mécaniquement, la masse salariale de la fonction publique augmentera de près de 6%.

Le problème est que les autres décisions en préparation risquent d'être plus douloureuses, voire d'alimenter la récession. La majoration de la contribution sociale généralisée (CSG) touchera tous les Français et devra être forte — 60% de la part de 1,1% à 2,4%, le déficit n'étant pas achevé sur sa déductibilité — du revenu imposable, — ce qui signifie qu'elle amputera d'autant en 1993 un pouvoir d'achat qu'il devrait être, selon les hypothèses des comptes de la nation, progresser moins cette année qu'en 1992 (+1% contre 1,5%). L'effet risque d'être d'autant moins négligeable que la

entendre que le gouvernement examinera à l'automne les conditions de l'ouverture d'une «négociation salariale pluriannuelle sur 1994 et 1995». Le premier ministre a, du reste, proposé aux fédérations de fonctionnaires de se voir à la rentrée pour en discuter.

Si le groupe des cinq a relevé avec satisfaction les signes de cette bonne volonté gouvernementale, toutes les fédérations de fonctionnaires n'en ont pas moins affirmé leur déception sur la suspension de toute nouvelle mesure salariale au titre de 1993. «Nous n'échangerons pas l'application du protocole Durafoir contre la non-augmentation des fonctionnaires», s'est insurgé Roland Gaillard, secrétaire général de la fédération FO, «l'Etat ne peut pas reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre», a observé Michel Agostini au nom de la CFDT, tandis que les représentants de la CFTC et de la FEN ont insisté sur le fait que «les fonctionnaires ne peuvent pas être pénalisés deux fois : en qualité de salariés et en tant que citoyens».

Si la CGT et FO ont d'ores et déjà appelé les agents à se mobiliser pour «réclamer ce qui leur est dû», les autres fédérations ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas se prononcer sur le résultat d'un tel appel. D'autant qu'avec une augmentation mécanique prévisible de 5% à 6% de la masse salariale de la fonction publique (pour une hausse des prix estimée à 2,8%), 1993 ne devrait pas apparaître comme une année totalement blanche en matière salariale. Outre les 1,8% de la revalorisation générale acquise dans le précédent accord salarial, mais intervenue au 1^{er} février, quelque 300 000 des 2,1 millions d'agents de la seule fonction publique d'Etat sont d'ores et déjà assurés de bénéficier à compter du 1^{er} août de la quatrième tranche du protocole Durafoir. Sans compter les bénéficiaires des promotions individuelles, le fameux glissement, vieillissement-technicité, qui entraîne une augmentation annuelle de 1% à 2% de la masse salariale, selon les modalités de calcul. Autant d'éléments qui pourraient inciter les fonctionnaires à faire preuve de patience quelques mois.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

consommation est présentée comme le seul moteur possible de la croissance cette année...

S'il est toujours excessif de dire que l'économie française affronte la situation la plus grave depuis la fin de la dernière guerre, il n'est pas acquis, malgré l'amélioration qui se profile pour le second semestre, que, pour la première fois depuis 1975, elle sera en récession. Le produit intérieur brut marchand devrait baisser de 0,4% cette année, après une hausse de 1,1% en 1992. On est décidément bien loin des 2,6% de croissance sur lesquels Michel Charasse avait bâti le budget de 1993! L'investissement des entreprises va de nouveau diminuer cette année (-3,7%) et le salut ne viendra pas des exportations, qui ne devraient progresser que de 1,7%, après +7% en 1992. Le seul espoir pourrait donc venir de la consommation des ménages qui devrait augmenter de 1,1% (+1,5% en 1992). Mais le défi pourra-t-il être relevé si les positions sur les revenus sont trop fortes et si, globalement, les ménages continuent à se constituer une épargne de précaution? La perspective de voir le chômage croître encore très fortement — de 200 000 à peut-être même 300 000 chômeurs de plus selon l'ampleur de cette récession — ne peut qu'inciter les ménages à conserver un comportement prudent. Elle rend aussi d'autant plus difficile l'action du gouvernement.

MICHEL NOBLECOURT

ÉCONOMIE

FINANCES

Un entretien avec le directeur général de la Banque mondiale

«L'aide à l'ex-URSS ne se fera pas au détriment des pays les plus pauvres», affirme Ernest Stern

Dans un entretien au *Monde*, Ernest Stern, directeur général de la Banque mondiale, estime qu'il ne faut surestimer ni la rapidité de l'aide économique accordée aux pays de l'ex-Union soviétique ni les effets de la lutte contre la pauvreté, un objectif que la banque «place au centre de ses stratégies d'assistance» aux pays les plus démunis.

WASHINGTON

de nos envoyés spéciaux

Installé au deuxième étage de l'immeuble principal de la Banque mondiale, Ernest Stern est un pilier de l'institution. Transfuge du département américain du commerce puis de la Maison Blanche, où il siégeait au Conseil de politique internationale jusqu'en 1971, ce spécialiste de l'aide aux pays en voie de développement (il a notamment servi en Inde et au Pakistan pour le compte de l'administration américaine) a rejoint l'année suivante la Banque mondiale en tant que conseiller économique auprès du président de l'époque. Succèsivement responsable de l'activité de la banque en Asie du Sud puis des politiques d'ajustement structurel en général, en tant que vice-président, il a songé à l'été 1990, à rejoindre le BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Choissant finalement de rester à Washington, M. Stern a été nommé en décembre 1991 directeur général. L'ancien directeur de l'institution présidée par Lewis Preston. A ce titre, M. Stern supervise les questions internes à la banque, le budget, mais aussi l'ensemble des opérations de prêt en Asie du Sud, en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-Union soviétique.

Sur ce dernier chapitre — la Fédération de Russie et les nouveaux États indépendants, un sujet abordé lors des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale ainsi que du G7 à Washington — le directeur général de la Banque mondiale ne partage pas l'enthousiasme démesuré parfois manifesté par certains de ses collègues. Il rappelle que l'action de la Banque mondiale a été beaucoup plus rapide à l'égard des pays baltes, «où la situation politique a toujours été plus stable», qu'en faveur de la Russie. Le déblocage des crédits internationaux destinés à ce pays a été bien plus lent que prévu, en

raison des troubles politiques à Moscou, et des difficultés de mise en œuvre de la politique de stabilisation de l'économie. A ce jour, la Banque mondiale a engagé 700 millions de dollars (3,75 milliards de francs) environ en Russie, mais elle n'a versé effectivement que moins de 100 millions sur cette somme.

«Pas un distributeur automatique de billets!»

A cet égard, la réunion des sept principaux pays industrialisés à la mi-avril à Tokyo n'a fait que confirmer l'engagement déjà pris par la Banque mondiale d'apporter 4 milliards de dollars à la Russie, sous forme de prêts structurels et sectoriels (soutien aux importations, à l'investissement, à la mise en place d'institutions financières nouvelles, prêts au secteur énergétique, agricole...), rappelle M. Stern. D'ailleurs, la Banque a approuvé il y a quelques jours un crédit de 500 millions de dollars, en coopé-

ration avec la BERD, en faveur du secteur pétrolier. Mais, «pour que les crédits à la Russie et aux autres pays de l'ex-URSS puissent être déblocqués rapidement, il faudra d'abord qu'interviennent d'importantes réformes économiques dans les pays. Nous ne sommes pas un distributeur automatique de billets!», s'exclame le directeur général. Dans la meilleure des hypothèses, combien de temps prendra le déblocage des sommes promises à la Russie? «Peut-être douze à dix-huit mois, mais en réalité personne ne sait», répond M. Stern.

La très grande attention accordée par les principaux organismes internationaux à la transformation de l'économie russe, l'empressement souvent manifesté par les Sept à annoncer de nouveaux crédits, dénotent souvent une impression de désordre et de concurrence entre les principaux organismes (principalement la Banque mondiale, le FMI et la BERD) intéressés par les pays

«en transition». M. Stern s'en défend. «Le problème du développement des infrastructures est tellement vaste dans cette partie du monde qu'il n'y a pas de risque de concurrence», assure-t-il. De plus en plus, la BERD travaille en liaison avec le secteur privé pour la modernisation des infrastructures en Europe centrale et orientale, que ce soit des concessions autoroutières ou des usines de traitement des eaux. De tels projets sont bien éloignés du financement traditionnel des grands travaux publics. Un revers pour la Banque mondiale? M. Stern reconnaît que «de plus en plus les infrastructures à travers le monde seront financées de cette manière, en raison du déclin du financement public». Il rappelle que la Banque a elle aussi mis en œuvre des partenariats public-privé. Alors, la BERD est-elle bien utile? «C'est une question académique», estime-t-il, ajoutant que «l'idée était de créer une institution européenne,

pour s'attaquer à des problèmes jugés très importants, et pas de faire face à un manque de capitaux».

Cet appel d'air — et d'argent — en faveur de l'Est inquiète en plus haut point les pays en voie de développement qui craignent que les nouveaux concours financiers apportés ne se fassent à leur détriment. C'est à un moment où, ainsi que l'atteste le rapport sur la *Lutte contre la pauvreté* publié le 28 avril par la Banque mondiale, «la pauvreté s'est aggravée au cours des années 80 dans les pays où le cadre de politique économique n'était pas propice à la croissance». Selon M. Stern, il y a «une évidente concurrence pour les ressources de l'Association internationale de développement» (AID), le programme de la Banque mondiale qui accorde des prêts à taux préférentiels aux pays les plus pauvres: l'Ukraine et la Russie ne seront pas éligibles aux ressources de l'AID, en revanche, certains États d'Asie centrale le

seront, le Kirghizistan ou l'Ouzbékistan. Mais certainement pas le Kazakhstan. L'Afrique reçoit 50 % des concours de l'AID, dont l'augmentation des ressources, adoptée l'an dernier par la Banque, est actuellement en discussion au Congrès américain.

Des critiques s'y sont élevées récemment contre le gaspillage de l'aide au développement. «Mais le Congrès a toujours fini par voter les crédits», rappelle M. Stern. Et puis, souligne le rapport sur la pauvreté, en 1992, plus de la moitié des prêts émis par la Banque mondiale (les prêts dits d'ajustement) ont été ciblés précisément sur la réduction de la pauvreté, contre moins de 5 % en milieu des années 80.

Pour les opérations ordinaires de la Banque, M. Stern estime que la banque «dispose d'un capital adéquat» et qu'il n'y a pas de risque de restriction du niveau des prêts. Certains reprochent à la Banque d'avoir limité ses interventions au cours des dernières années, par conservatisme, ou de ne pas avoir bien assuré le suivi des projets. Le conseil d'administration de l'institution doit discuter dans les prochains jours des moyens d'améliorer l'efficacité des actions de la banque, en réponse à un rapport très critique présenté à l'automne 1992 par Willi Wapenhans, ancien responsable de la Banque.

La pauvreté est partout, rappelle M. Stern. «Si vous habitez à New York, par exemple, vous savez qu'il y a aujourd'hui plus de misère qu'il y a quelques années». Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. «La lutte contre la pauvreté est une œuvre de longue haleine, mais elle est possible. En Inde, par exemple, il y a eu des changements profonds. La mortalité infantile a été considérablement réduite. En revanche, dans certaines autres régions, il faut encore des décennies pour diminuer la pauvreté. En Afrique, la croissance de la population reste de 3 % par an. Le monde en développement est de plus en plus disparité et cela n'est pas encore dans l'esprit des gens», conclut M. Stern. La preuve en est que, pour la première fois une partie du tiers-monde n'a pas souffert de la récession enregistrée dans les pays industrialisés. Certains pays d'Asie affichent en effet une croissance annuelle proche de 10 %. Si cette tendance continue, la traditionnelle distinction entre pays industrialisés et monde en développement perdrait toute justification.

FRANÇOISE LAZARE
et SERGE MARIT

Une décennie de pauvreté et d'inégalité croissantes

La décennie 80 n'a pas été perdue seulement pour l'Afrique: une étude réalisée pour le département Amérique latine et Caraïbes de la Banque mondiale (1) montre que, au cours de la période, la pauvreté s'est accrue et les inégalités aggravées dans la plupart des pays de cette région. Le nombre de pauvres (le «seuil» est fixé à 321 francs par mois en parité de pouvoir d'achat) y est, en effet, passé de 91,4 millions à 132,7 millions, soit de 26,5 % à 31,5 % de la population totale au cours de la décennie. Surtout, la pauvreté est devenue massivement un phénomène urbain, les villes étant en 1989 52 % des pauvres, contre 16,8 % dix ans plus tôt: la situation des campagnes ne s'est pas améliorée mais les paysans sans terre ou sans travail venus s'installer dans les villes n'ont pas échappé à la pauvreté.

Dans une poignée de pays seulement, la pauvreté n'a pas augmenté: en Uruguay, pays à revenu élevé, mais en baisse sur la période, l'on ne comptait plus que 5,3 % de pauvres en 1989

(et 0,7 % d'extrêmement pauvres, dépassant de moins de 30 dollars par mois); au Costa-Rica, pays à revenu moyen, où il n'y avait plus que 3,4 % de pauvres (et 1,1 % d'extrêmement pauvres), au Paraguay, (7,6 % et 0,6 %) et en Colombie, où le revenu par tête a un peu progressé.

En revanche, elle s'est accrue fortement au Brésil, où en 1989 40 % des habitants vivaient dans la pauvreté — et près de 19 % dans l'extrême pauvreté — au Pérou, au Mexique, mais aussi au Venezuela, où la proportion de pauvres est passée, de 4 % à 13 % sur la décennie, celle de très pauvres de 0,7 % à plus de 3 %. Le phénomène a touché aussi bien des pays où le revenu moyen a décliné (Panama, Pérou) — parfois fortement (Venezuela, Argentine) — sur la période, que d'autres où il a seulement stagné, voire légèrement progressé, comme le Mexique ou le Brésil. En 1989, ce dernier pays «abritait» 44 % des pauvres de la région, le Pérou 9 %, l'Amérique centrale (Coste-Rica excepté) 19 %: le Guatemala — avec 67 % de pauvres (et près de

40 % d'extrêmement pauvres) — et le Honduras détenaient toujours le record de la misère sur le continent.

Les écarts
se sont élargis

Parallèlement, l'inégalité sociale, déjà plus forte en Amérique latine que dans le reste du monde, s'est encore aggravée pendant la décennie, sauf dans le poignée de pays déjà cités: Uruguay, où la part du revenu national détenue par les 10 % les plus riches était «seulement» seize fois celle des 10 % les plus pauvres, Costa-Rica (vingt-huit fois) ou Paraguay (treize fois). Partout ailleurs, les écarts se sont élargis, dans des pays déjà relativement riches et où l'inégalité était faible auparavant, comme l'Argentine et le Venezuela, aussi bien que dans des pays à revenus faibles ou moyens, mais déjà fort inégalitaires, comme le Brésil ou le Guatemala, où les parts du revenu national détenues par les plus riches et les plus pauvres vont de 1 à 72 et de 1 à 77 en 1989.

Selon l'étude, ces évolutions

sont fortement liées à la récession traversée par la majorité des pays latino-américains, qui au cours des années 80, ont dû affronter la crise de la dette, une hausse du chômage et une baisse des salaires réels, les périodes de rétablissement économique favorisant au contraire une réduction de la pauvreté et des inégalités. Mais certains pays ont réussi à réduire la pauvreté malgré une croissance faible, voire nulle. Les politiques d'ajustement ont eu aussi des effets différents selon les structures économiques: au Costa-Rica ou en Colombie, les dévaluations ont eu des effets favorables pour l'emploi et les salaires alors qu'au Venezuela, les pauvres ont été touchés en tant que consommateurs, en Argentine, à la fois comme consommateurs et comme producteurs. Mais les structures sociales n'ont-elles pas joué aussi?

GUY HERZLICH

(1) *Poverty and Income Distribution in Latin America: the Story of the 1980s*.

Tiens, encore quelqu'un qui a décidé de partir sur un coup de tête.



Prix Coup de Cœur Air France Paris/Miami: 3190 F*A.R.

Mais aussi Boston, Miami, Amsterdam, Berlin, Thessalonique et beaucoup d'autres destinations à prix Coup de Cœur. Alors, pour partir sur des vols réguliers Air France en ne payant qu'un prix charter, tapez 3615 Air France ou renseignez-vous auprès de votre agence habituelle.

AIR FRANCE
DEMANDEZ-NOUS LE MONDE

* Tarifs à durée limitée soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEUTSCHE BANK
Aktiengesellschaft
Frankfurt am Main

En vertu de l'autorisation qui lui avait été donnée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 1991, le Directeur de la Deutsche Bank AG a décidé en date du 29 mars 1993, avec l'accord du Conseil de Surveillance, de relever le capital social de DM 7.000.000, pour le porter à DM 2.323.559.450, par l'émission de 140.000 actions nouvelles de DM 50, avec droit en dividende pour l'exercice 1993 (coupon no. 59 attaché) et au prix de DM 686,- par action. Ces actions ont été exclusivement réparties entre les employés et filiales allemandes de la Deutsche Bank qui avaient accepté l'offre d'achat d'actions de sous 1993. Les nouvelles actions sont cotées au Bourse de Luxembourg à partir du 5 mai 1993. La notice légale ainsi que les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal de Luxembourg.

Le Directeur

GENEFIM

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 1992 se tiendra le mercredi 26 mai 1993 à 11 heures, au Centre d'Affaires PARIS-TROCADÉRO, 112, avenue Kléber - 75016 PARIS - Salle de Conférences. Les documents relatifs à cette Assemblée pourront être obtenus par les actionnaires sur demande adressée à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Service Assemblées Générales, BP 1135 - 44024 NANTES CEDEX 01.

Le Monde
éditions
Social
Par ici la sortie!
Alain Lebaube
EN VENTE EN LIBRAIRIE

سكز من لامل

ÉCONOMIE

FINANCES

Pour renforcer la solidité du système mondial

Le Comité de Bâle propose d'élargir aux risques de marché les exigences internationales de capitaux des banques

Quatre mois à peine après l'entrée en vigueur pour les banques internationales d'un niveau minimum de fonds propres à mettre en face de leurs risques de crédit, baptisé ratio Cooke, le Comité de Bâle - qui a élaboré cette norme - propose de l'élargir. Le Comité, qui regroupe les autorités bancaires des pays du groupe des Dix (1), vient de rendre publiques trois nouvelles propositions afin de renforcer la solidité du système financier mondial. Il s'agit notamment d'élargir aux risques pris par les banques sur les marchés de changes, de taux d'intérêt et de valeurs mobilières, les contraintes du ratio Cooke. Des contraintes jugées pourtant déjà excessives par certains experts et responsables pour partie de la grande prudence des établissements de crédit, d'autant plus néfaste qu'elle intervient dans un contexte de récession.

Les nouvelles propositions du Comité de Bâle ne sont pas à proprement parler une surprise. Elles recourent aux directives de la Communauté européenne applicables au 31 décembre 1995 sur les services d'investissement, et sur l'adéquation des fonds propres. Les trois propositions se sont en outre pas destinées à être appliquées immédiatement. Une période de consultation est ouverte jusqu'en décembre 1993. C'est la façon de procéder du Comité de Bâle, qui a émis d'ailleurs que des recommandations. Elles n'ont devenues pas moins chaque fois incontournables. D'abord, parce qu'elles sont élabo-

rées par les gouverneurs des banques centrales des onze pays les plus riches. Ensuite, parce que les marchés boursiers, ébranlés par le krach d'octobre 1987 et la faillite des caisses d'épargne américaines, leur accordent une importance croissante comme critère de solidité des banques. Les agences de notation financière font aujourd'hui systématiquement référence au ratio Cooke qui recommande aux banques internationales de disposer sous forme de capitaux propres d'au moins 8 % de leurs engagements de crédit à risques. Enfin, les exigences européennes de solvabilité (obligatoires, celle-ci) sont à chaque fois et à peu de choses près identiques à celles du Comité de Bâle.

Dans le sens préconisé par M. Alphandéry

La première proposition nouvelle et de loin la plus lourde de conséquences concerne la mesure du risque pris par les établissements bancaires sur les marchés. Sa mise en place se traduirait par des exigences nouvelles de fonds propres appliquées aux positions considérées comme dangereuses. Une extension du ratio Cooke jugée indispensable face au développement de plus en plus rapide des opérations de négociation des banques notamment sur les marchés à terme. Il s'agit d'éviter que les établissements prennent « des risques inconsidérés ». Cette proposition va en tout cas dans un sens préconisé par le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry. Il avait regretté, après la publication d'un rapport élaboré au sein du FMI (Fonds monétaire international) sur les mouvements internationaux de capitaux (le Monde du 4 mai), que cette étude ne souligne pas davantage la nécessité « d'élaborer des règles prudentielles applicables aux opérations de change qui sont logées en dehors des bilans des banques ».

La deuxième proposition concerne spécifiquement les risques de taux d'intérêt. Elle vise à mettre en place une méthodologie unique « permettant d'estimer dans quelle proportion la solidité financière d'une banque sera compromise par des évolutions défavorables de taux d'intérêt ». Enfin, la dernière proposition - plus technique - devrait permettre aux banques d'effectuer sous certaines conditions des compensations entre leurs opérations de marché et de réduire ainsi l'importance de leurs engagements et donc de leurs besoins en fonds propres pour les couvrir.

Au total, les propositions du Comité risquent sans doute d'augmenter pour les banques le coût en capitaux propres de leurs activités et de relancer ainsi les critiques contre le ratio Cooke accusé notamment d'avoir accéléré le ralentissement de la distribution de crédit aux États-Unis, au Japon, mais également en Europe. Selon le président du Comité de Bâle et président de la Réserve fédérale de New-York, Gerald Corrigan, « l'impact des nouvelles mesures variera selon chaque institution bancaire. Au plus leur prise en compte pourra se traduire par une augmentation d'un point de pourcentage des capitaux exigés. Celui-ci pourrait donc passer à 9 % des engagements dans certains cas ».

Une évolution qui est loin d'être insignifiante. Passer de 8 % à 9 % des engagements à risques sous forme de capitaux propres représente une augmentation de 12,5 %. Or le capital est une denrée rare, surtout en période de crise et de taux d'intérêt élevés. Les établissements bancaires en ont pris conscience depuis plusieurs années et risquent d'accentuer encore ce comportement qui consiste à affecter les fonds propres en fonction uniquement de la perception des risques. Condamnées à économiser encore un peu plus de précieux fonds propres, les banques ne seront pas dans la meilleure des positions pour faciliter les investissements des entreprises et la reprise économique tant espérée.

ERIC LESER

PARIS

Le Conseil des Bourses de valeurs et le dividende majoré

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a décidé de « suggérer » aux sociétés qui ont l'intention de distribuer un dividende majoré de « sursoir » à cette décision jusqu'à ce que la commission animée par Bruno de Maudslayi, président du CBV, ait rendu ses conclusions au ministre de l'économie.

L'idée d'un superdividende a été lancée par SEB. Pour stabiliser son capital, le groupe de petit électroménager a proposé aux actionnaires gardant leurs titres pendant deux ans de percevoir un dividende augmenté de

10 % par rapport au montant du dividende « net » versé (le Monde du 6 mai). Cette proposition a été adoptée lors de l'assemblée générale de SEB le 28 avril. D'autres groupes, comme L'Air liquide, De Dietrich et Sipaer, ont décidé de reprendre cette idée et de la soumettre à leurs actionnaires dans les semaines à venir.

Critiqué par le sénateur de Seine-et-Marne Étienne Dailly (RPR), ce superdividende a entraîné la mise en place d'un comité d'étude par les autorités boursières.

(1) Le groupe des Dix comprend en fait onze pays : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Dans le cadre d'un litige opposant les PRODUCTIONS INTERNATIONALES ALBERT SARFATI et MICHEL ALGAY, respectivement producteur et tournéur en FRANCE des CHEURS ET DANSES DE L'ARMÉE ROUGE - ALEXANDROV, à la société GRANDS SPECTACLES PRODUCTIONS, la cour d'appel de LYON a jugé, par un arrêt en date du 11 mai 1992, que l'utilisation par la société GRANDS SPECTACLES PRODUCTIONS de l'appellation ARMÉE ROUGE est constitutive de concurrence déloyale et de publicité mensongère au sens de l'article 44 de la loi du 27 décembre 1973 et a condamné en conséquence la société GRANDS SPECTACLES PRODUCTIONS.

La cour a retenu que la promotion de L'ENSEMBLE DE CHANTS ET DANSES DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE DE KIEV, sous la dénomination CHEURS DE L'ARMÉE ROUGE provoque dans l'esprit du public moyennement averti, et même des journalistes et des distributeurs, une confusion avec L'ENSEMBLE DES CHANTS ET DANSES ALEXANDROV, représenté par les PRODUCTIONS INTERNATIONALES ALBERT SARFATI.

Patricia MOYERSON, avocat au barreau de PARIS.
Jean-Pierre JOSEPH, avocat au barreau de GRENOBLE.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements
ventes

5^e arrdt

MONTAIGNE-STE GENEVIÈVE, 2 P.
7^e St. Innocent XIV, Centre.
480 000 F. 43-20-77-47

CLAUDE-BERARD, 2 P.
Ch. Cond. des. Centre, Vue
dég. 850 000 F. 43-25-87-16

7^e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE

Studio, coin, bme. État neuf.
29 m² avec petit terr. calme.
850 000 F. 40-23-04-55

9^e arrdt

CHAUSSÉE-D'ANTIN

De bon bon. 2 P., 40 m², dé.
bains. 80 m². Balc., terr. de
gar. 500 F. 43-23-04-55

SQUARE MONTMARTRE, 2 P.
40 m², 4^e ét. vue. Terr.
850 000 F. 43-20-77-47

20^e arrdt

PTÉ DE BAGNOLET. Centre
propre à rénover. 60 m².
Int. 4/5 P. 2 330 000 F.

LEIMS. 40-30-39-69

92

Hauts-de-Seine

BOULOGNE. 4 P. Billerouet.
2 pers. 43 m². Cave. 850 000 F.
SOMOGER : 48-21-12-63.

BOULOGNE-PORT DE SEVRES

Égout. modern. 110 m² + 2 ch. + petit
jardin. 843 000 F.

1780 000 F. 43-24-80-88

VOUS VENDEZ

un appartement ou un autre confort,
adressez-vous à un professionnel
FPAJAF

1780 000 F. 43-24-80-88

IMMOBILIER

INFORMATION

1780 000 F. 43-24-80-88

locations
non meublées
offres

MONTMARTRE. Vue sur
tout Paris. 2 P., 40 m². Aménage-
ment. 400 000 F. 40-24-74-71

IMMOBILIER

INFORMATION

1780 000 F. 43-24-80-88

VOUS VENDEZ

un appartement ou un autre confort,
adressez-vous à un professionnel
FPAJAF

1780 000 F. 43-24-80-88

IMMOBILIER

INFORMATION

1780 000 F. 43-24-80-88

IMMOBILIER

INFORMATION

1780 000 F. 43-24-80-88

IMMOBILIER

locaux
commerciaux

Ventes

VINCENNES 5^e P.
470 m². Propriétaire : 42-80-30-15

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50

DEMANDES
D'EMPLOI

Jeune femme, 22 ans,
baccalauréat, 100 F. 43-55-17-50

URGENT. Paris, région parisienne
et tout le monde.

M. BRU JOL. (18) 71-64-79-23

IMMOBILIER

INFORMATION

1780 000 F. 43-24-80-88

COMMUNICATION

Les difficultés d'une chaîne locale

La Dordogne se mobilise pour sauver AQUI-TV

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

La Dordogne se passionne depuis plusieurs semaines pour l'avenir de sa télévision locale AQUI-TV, placée en redressement judiciaire dans le courant de l'automne dernier. Lancée il y a à peine deux ans, la chaîne accuse aujourd'hui un passif voisin de 3,5 millions de francs. Ses responsables n'ont eu d'autre solution que d'appeler le conseil général à la rescousse pour éviter la liquidation.

Réunie le 13 avril en session extraordinaire, l'assemblée départementale a décidé d'accorder 3 millions de francs par an et pendant trois ans à cette station, sans réserve qu'elle trouve des partenaires pour assurer une exploitation lourdement déficitaire. Cette perfusion d'argent public est accueillie diversement par l'opinion comme en témoigne le courrier des lecteurs du quotidien Sud-Ouest, où le débat a été dominé. Certains, qui captent mal certaines chaînes nationales, ne viennent pas pour autant aider une télévision qu'ils ne reçoivent pas. D'autres, qui ont accueilli avec intérêt « une radio libre à la télé », s'imaginent pas qu'on puisse couper court aux espoirs suscités par cette télévision, malgré le rapport peu flatteur établi par Jean-Claude Bourret.

Chargé par les élus d'expertiser la station, le présentateur qui personnalise la chaîne. Cinq a constaté ce que tout le monde savait déjà au terme d'un audit rapide : meurt et facturait 100 000 francs à savoir qu'AQUI-TV doit impérativement modifier son organisation, améliorer sa diffusion et transférer son siège de Proissan, village perdu du Sarladais, à Périgueux, point central du département. Autant de handicaps qu'un tel exécutif pouvait déjà remarquer en octobre 1991 lors de l'inauguration de la chaîne.

« Un tel projet est un défi et le CSA en attend beaucoup », avait déclaré le représentant de la plus haute autorité de l'audiovisuel. Mais, au milieu des champs, cette télé locale, à l'univers de ses concurrens des grandes villes, finde

son identité sur une certaine idée de la ruralité. Elle incarne le rêve de toute une vie d'un ancien réalisateur de cinéma, Georges Derocles, qui a pris l'antenne à l'orée de ses soixante-dix ans, en espérant que les annonceurs suivraient. Tel n'a pas été le cas.

Exemple vraisemblablement unique dans le paysage audiovisuel français : AQUI-TV, pour survivre, doit intéresser dans les semaines qui viennent collectivités locales, banques, chambres consulaires, sans pour autant perdre son indépendance. La chaîne ne dispose que de peu de temps pour examiner une véritable révolution culturelle : tailler dans les effectifs au nom de la rentabilité et de la compétence, couper le cordon ombilical avec le père fondateur, ne plus dépenser l'argent qu'elle n'a pas et commencer à fonctionner comme une véritable entreprise soumise à l'obligation de résultats, le caractère débridé et autogestionnaire de la chaîne doit-il en souffrir.

Rien ne dit encore que les salariés sauront passer le cap. Celui-ci conditionne pourtant des lendemains que ne pourront pas éternellement assurer les contribuables locaux.

DOMINIQUE RICHARD

« Astérix en Corse va paraître en langue corse. - L'un des vingt-neuf albums des aventures d'Astérix, Astérix en Corse, paraîtra en version corse, en juin. L'album, intitulé Astérix en Corsica, dont la traduction est supervisée par des spécialistes du corse, sera d'abord tiré à 5 000 exemplaires qui seront diffusés dans l'île. Si cette initiative connaît un succès, il sera ensuite diffusé dans l'Hexagone. Les aventures d'Astérix - 24 albums édités chez Pargaud et 5 aux éditions Albert-René dirigées par Albert Uderzo - ont déjà été traduites en cinquante-sept langues ou dialectes, de l'arabe au groenlandais, et du gallois au slovène. Un septième film d'Astérix, Astérix en Amérique, est prévu pour octobre 1994 tandis qu'Albert Uderzo, seul auteur d'Astérix depuis la mort de René Goscinny en novembre 1977, prépare le trentième album du petit Gaulois, dont la publication doit avoir lieu en 1995.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de la Société Générale, le 27 mai, nous serons heureux de vous retrouver.

Nous vous donnons rendez-vous jeudi 27 mai à 10 h 00 au Palais des Congrès (Salle Bleue - niveau 5) 2, place de la Porte Maillot, Paris 17^e, pour participer à notre Assemblée Générale mixte*.

Vous y prononcerez notamment sur :

- la distribution d'un dividende net de 15 F par action (soit un revenu global par action, après fiscal compris, de 22,50 F) ;
- l'institution d'un droit de vote double pour les actions détenues sous forme nominative par un même actionnaire depuis au moins deux ans à compter du 1^{er} janvier 1993.

Vous pouvez obtenir une carte d'admission et un dossier d'information auprès de l'intermédiaire financier qui assure le dépôt de vos actions. Prenez

contact avec lui avant le 21 mai, date à laquelle vous devez avoir justifié de votre qualité d'actionnaire pour voter.

Sachez que vous pouvez également voter par correspondance ou par procuration. Les documents sont disponibles auprès de votre intermédiaire financier et devront nous être renvoyés au plus tard le 25 mai.

Pour tout complément d'information, nous vous invitons à consulter notre service Relations Actionnaires.

INFORMATION
DES ACTIONNAIRES
PAR MINTEL :
3614 GÉNÉRALE
PAR TÉLÉPHONE :
(1) 40.98.52.16

3614
GÉNÉRALE
PAR TÉLÉPHONE :
(1) 40.98.52.16

* Une première Assemblée Générale mixte, convoquée le 19 mai 1993, ne pourra selon toute vraisemblance délibérer valablement, faute de quorum.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

REC. FINANCES

VIE DES ENTREPRISES

Dans l'attente d'une décision de la Commission européenne

Le sort de Klöckner Werke en balance

En dépit de bilan depuis décembre dernier, le sidérurgiste allemand Klöckner Werke va-t-il devoir rembourser les prêts que lui avait consentis la CECA (Communauté européenne pour le charbon et l'acier) au milieu des années 80? Ce dossier extrêmement délicat embarrasse et divise les commissaires européens depuis plusieurs semaines. Une réunion est prévue mercredi 5 mai pour trancher. Le

plan de sauvetage négocié entre le groupe allemand et ses banquiers prévoit un important effort des français, qui doivent renouer à 40 % de leurs créances.

Le gouvernement allemand et les financiers de Klöckner n'ont cessé de faire le siège de Bruxelles pour que la CECA, engagée à hauteur de 175 millions de marks auprès du sidérurgiste, et l'un des plus gros créanciers de Klöckner Werke, accepte de renouer à une partie des dettes du groupe. De leur côté, les sidérurgistes français et britanniques soulignent qu'un tel abandon de créances mettrait à mal toute la légitimité de la politique communautaire en matière d'acier, puisque la CECA subventionnerait ainsi Klöckner Werke de manière déguisée.

Avec l'arrivée d'intérimaires

Nouveaux incidents à l'usine Kimberly-Clark-Sopalin

Trois policiers et deux grévistes ont été légèrement blessés, lundi 3 mai, devant l'usine Kimberly-Clark-Sopalin de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), au cours d'un bref accrochage qui a suivi l'entrée sur le site de camionnettes d'entreprises d'intérim.

Les salariés licenciés, présents aux abords de l'usine, et qui protestent depuis le mois de novembre contre la suppression de 312 des 465 emplois du site, ont déclenché ces incidents en estimant que l'arrivée de ces intérimaires constituait une rupture de la trêve conclue avec la direction de l'établissement.

Cette trêve avait été proposée par la préfecture, à la suite de l'évacuation, le 28 avril, par les forces de l'ordre, de l'établissement occupé depuis la mi-février (le Monde daté 2-3 mai). Elle aurait dû courir jusqu'à la réunion de conciliation organisée, lundi soir, entre la direction et la CGT, sous l'égide de l'Inspection du travail. Cette réunion, qui devait reprendre mardi matin 4 mai, n'avait toujours pas abouti.

Une troisième option

Dans son édition du mardi 4 mai, le quotidien britannique Financial Times affirme que les commissaires s'apprécient à rendre une décision défavorable au groupe allemand. En fait, confirme-t-on à Bruxelles, le jeu reste extrêmement ouvert. «Aucune position dominante n'est apparue lors de la réunion des directeurs de cabinet des commissaires lundi dernier», souligne-t-on à la Commission.

Les deux commissaires britanniques - hostiles à l'abandon de créances - s'opposent à leurs deux homologues allemands, qui font valoir qu'une décision négative risquerait de provoquer la liquidation pure et simple de Klöckner. Une troisième option, plus «politique», pourrait l'emporter. La CECA renoncera à certaines de ses créances mais exigera, en contrepartie, que Klöckner réduise de façon importante ses capacités de production.

Invitant d'autres partenaires à les rejoindre

Matra et British Aerospace vont créer une société commune de missiles

Avec le «feu vert» implicite de leurs gouvernements, le groupe français Matra-Hachette et le groupe britannique British Aerospace (BAe) devraient annoncer mardi 4 mai, à Paris et à Londres, leur intention de créer une société commune qui regrouperait leurs activités dans le domaine des missiles. Cet accord, qui veut donner ses chances à un projet européen à terme, est ouvert à une participation du groupe allemand DASA - dont l'actionnaire principal Daimler-Benz détient déjà 6 % du capital du groupe Lagardère - et du groupe français Aerospatiale, qui couvrait le missile Apache à égalité avec Matra-Défense-Espace, dont le PDG est Noël Forgeard.

C'est au Salon aéronautique de Farnborough (Angleterre), en septembre 1992, que les deux groupes avaient commencé leurs négociations, après une rupture des discussions entre BAe et Thomson-CSF, qui, depuis, s'est rapproché de l'entreprise britannique Short Brothers. Les activités «missiles» de BAe occupent 5 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 500 millions de livres (environ 4,25 milliards de francs) et celles de Matra-Défense-Espace emploient 3 200 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards de francs.

Les activités de BAe et de Matra sont, dans ce secteur des missiles, très tactiques, relativement complètes dans le domaine des engins sol-air (avec une prédominance du groupe français pour les missiles à courte portée, comme le

Mistral, et de son partenaire britannique pour les missiles à moyenne portée, comme le Rapier), mais davantage concurrentes dans le domaine des missiles air-air (avec le MICA ou le Magic chez Matra et avec le Skyflash ou l'ASRAAM chez BAe). La nouvelle société commune créée par les deux groupes associés devra rationaliser les produits actuels et les capacités à venir.

De source britannique, on laisse entendre que la société commune serait l'occasion d'intégrer les gammes respectives des deux groupes en matière de missiles sol-air, depuis le Mistral à courte portée (qui est un succès commercial de Matra, puisqu'il lui assure un carnet de commandes évalué à quelque 19 milliards de francs jusqu'au Rapier-2000 à longue portée (qui est le grand programme encore en préparation chez BAe).

Le rapprochement Matra-BAe, s'il s'étendait à Aerospatiale et DASA avant la fin de cette année, comme il en est question, aboutirait à mettre sur pied, en Europe, une industrie du missile susceptible de rivaliser avec les grands groupes qui se constituent aux Etats-Unis, depuis un an, et qui représentent des chiffres d'affaires de 15 à 17 milliards de francs. Ainsi, Loral a acquis LTV, après avoir absorbé Ford Aerospace; Hughes Aircraft a acheté les activités «missiles» de General Dynamics; et Martin Marietta a repris celles de GE Aerospace.

JACQUES ISNARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Le groupe Soctra (SNCF) maintient des bénéfices en 1992 et prend 20 % du transporteur espagnol Transfesa. Le groupe Soctra, filiale de la SNCF spécialisée dans le transport et le tourisme, a déposé en 1992 un résultat net (part du groupe) de 157 millions de francs, en chute de 38 % par rapport à 1991. Premier groupe dans sa catégorie (330 sociétés consolidées et 26 300 salariés), la société Soctra a dû faire face à une conjonction de facteurs très dégradés en 1992. Le chiffre d'affaires a progressé de 3,9 % à 21,3 milliards de francs en raison pour moitié d'une modification du périmètre. Sa filiale Calberson, numéro un du transport routier, a renoué avec les bénéfices en 1992 (40 millions de francs). En outre, le groupe a déposé en 1992 un résultat net de 2,7 milliards de francs, selon le bilan approuvé lundi 3 mai par le conseil d'administration présidé par Blagim Agnes. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 043 milliards de francs. Les résultats favorables se confirment au niveau du groupe entier : le bilan consolidé laisse apparaître un bénéfice net de 1 425 millions de francs et un chiffre d'affaires de 27 167 milliards de francs. Sur les trois dernières années (1990-1992), le volume d'investissement réalisé a été de près de 120 milliards de francs, qui font du groupe le plus grand investisseur italien et le second en Europe dans le secteur des télécommunications.

Matra Communications a retrouvé l'équilibre en 1992. - Matra Communications a retrouvé l'équilibre des comptes en 1992 avec un bénéfice net part du groupe de 68 millions de francs contre une perte de 9 millions en 1991, selon un communiqué du groupe. Ce résultat a été obtenu «malgré d'importantes charges de restructuration provisionnées, supérieures à 100 millions de francs», indique la filiale du groupe Matra-Hachette spécialisée dans les équipements de télécommunications. Matra Communications, qui employait 7 800 personnes à la fin 1992, a annoncé au début de l'année des suppressions d'emplois qui devaient toucher à terme 10 % des effectifs. Northern Telecom a pris 20 % du capital de Matra Communications au terme d'un accord annoncé en juillet 1992, rappelé-t-on. Le canadien a la possibilité de passer à 39 % du capital d'ici 1995.

Adidas Sarragat France : Olivier Boulet nommé gérant. - La société Adidas Sarragat France aura Olivier Boulet comme nouveau gérant à partir du 1^{er} juillet. M. Boulet, âgé de quarante-trois ans, succédera à Gerbard Prochaska, qui occupe depuis octobre dernier la fonction de directeur des ventes pour la région Europe, Afrique et Proche-Orient du groupe Adidas AG. M. Boulet était depuis 1992 président du directoire de Tomka France (jouets).

Il avait aidé à assainir les finances de Chrysler «pendant plusieurs années difficiles». Arrivé chez Chrysler en 1979, M. York a travaillé sous la direction de Lee Iacocca, alors patron du groupe automobile. Il a contribué à faire faire près de 4,6 milliards de dollars d'économies en quatre ans au troisième constructeur américain, IBM, a perdu 285 millions de dollars au premier trimestre de cette année et a prévu de supprimer des dizaines de milliers d'emplois.

Eastman Kodak nomme un directeur financier par intérim. - Eastman Kodak a nommé, lundi 3 mai, Michael Hamilton directeur financier par intérim du groupe en remplacement de Christopher Steffen (le Monde du 4 mai). Michael Hamilton était jusqu'ici directeur financier de la division Imaging de Kodak pour l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient. La démission de M. Steffen, quelques semaines seulement après sa nomination, avait fait baisser le titre à la Bourse. Il avait expliqué son départ par un «désaccord (avec la direction de Kodak) sur l'approche à suivre pour résoudre les problèmes du groupe». Eastman Kodak a annoncé la semaine dernière une perte de 1,85 milliards de dollars au premier trimestre 1993.

Adidas Sarragat France : Olivier Boulet nommé gérant. - La société Adidas Sarragat France aura Olivier Boulet comme nouveau gérant à partir du 1^{er} juillet. M. Boulet, âgé de quarante-trois ans, succédera à Gerbard Prochaska, qui occupe depuis octobre dernier la fonction de directeur des ventes pour la région Europe, Afrique et Proche-Orient du groupe Adidas AG. M. Boulet était depuis 1992 président du directoire de Tomka France (jouets).

Capital. - La Société générale achète des titres Yves Saint Laurent en Bourse. - La Société générale a franchi en hausse le seuil de 5 % des droits de vote de la société Yves Saint Laurent et détient désormais 6,49 % des droits de vote du groupe de luxe, a indiqué, lundi 3 mai, un communiqué de la Société des Bourses françaises. A la veille de la ratification de la fusion de Yves Saint Laurent avec Elf-Sanofi, ce «cransac» n'est qu'une simple opération de trading (achats et ventes d'actions à court terme), a précisé la banque, en assurant qu'il ne s'agit pas d'une prise de participation durable.

Bernard Tapie Finance : reclassement des actions. - La société en com collectif Groupe Bernard Tapie a acquis 29 994 actions Bernard Tapie Finance SA, au prix unitaire de 100 francs, portant sa participation à 99,61 % du capital et des droits de vote. L'opération a été réalisée du 30 mars au 28 avril, a annoncé lundi la Société des Bourses françaises. La SNC Groupe Bernard Tapie détient désormais 9 978 068 actions Bernard Tapie Finance SA inscrites au hors cote.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 mai ↓ Inquiétude

Après avoir entamé la séance du mardi 4 mai en hausse, la Bourse de Paris a rapidement replongé à la baisse, victime de ventes d'investisseurs étrangers. Dans un volume de transactions réduit, l'indice CAC 40 qui avait commencé la journée sur une progression de 0,21 %, perdait en début d'après-midi 0,82 % à 1 821,08 points.

Les boursiers ont notamment fait état de ventes dérivées d'investisseurs étrangers qui n'avaient pu être réalisées lundi alors que les Bourses de Londres et de Tokyo étaient fermées. Le recul de 0,4 % du PIB attendu en 1993 après une hausse de 1,1 % en 1992 pesait également sur le marché. Cette estimation, qui a été discutée lundi 3 mai entre la direction de la prévision du ministère de l'économie et l'ensemble des instituts de conjoncture, ne constitue pas une pré-

vision officielle. Mais, alors que l'évolution des taux avait dominé l'actualité économique ces derniers temps, «plus aucun discours ne fait référence au foyer de l'argent», soulignent un opérateur. L'attention s'est reportée sur les estimations de croissance. «Or, les prévisions annoncent une récession en 1993 s'accroissant et incitent les investisseurs à la prudence», explique un gérant. «De nombreux acheteurs potentiels attendent que l'indice CAC 40 descende à 1 800 points pour intervenir», ajoutait-il.

Par ailleurs, la société de Bourse UBS Philippe et Drew a décidé de suspendre son activité de 15 heures à 15 h 10 mardi après-midi en hommage à Pierre Bédaride, espérant que d'autres sociétés de Bourse se joindraient à cette action.

NEW-YORK, 3 mai ↑ Calme

Wall Street a connu lundi 3 mai une séance calme qui s'est brusquement terminée dans la dernière demi-heure pour tourner sur un gain de près de 20 points. A l'origine de ce regain, un net recul des taux d'intérêt à long terme après la publication de statistiques économiques modestes. L'indice Dow Jones des valeurs vendettes a clôturé à 3 446,48 points, en hausse de 18,91 points (+0,55 %). L'activité a été modeste avec quelque 220 millions d'op-

érations échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 058 contre 788; 814 titres ont été touchés.

Les experts prévoient un taux de chômage inchangé à 7 % et 150 000 créations d'emplois contre 22 000 suppressions en mars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, est descendu à 8,27 % contre 8,32 % vendredi.

LONDRES, 3 mai

Clos

La Bourse de Londres était fermée lundi 3 mai, en raison du May Day.

TOKYO, 4 mai

Clos

Déjà fermée lundi 3 mai en raison de la journée de la Constitution, la Bourse et les marchés financiers de Tokyo sont clos le mardi 4 (fête nationale) et le mercredi 5 mai (journée des enfants).

CHANGES

Dollar : 5,3033 F ↓

Le dollar s'affaiblit mardi 4 mai en début d'après-midi à 5,3033 francs, contre 5,3371 francs lundi (5,3530 francs au cours de la Banque de France), après une vente du dollar lundi soir à New-York en raison de la publication de mauvais indicateurs économiques aux Etats-Unis. Le franc se maintient, toujours fermement à 3,700 francs pour 1 dollar, mais, tous quasiment inchangés par rapport à la veille.

FRANCOFONIE 3 mai 4 mai
Dollar (en DM) 1,9865 1,9737
TOKYO 3 mai 4 mai
Dollar (en yen) Clos Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (4 mai) 8 516-8 716 F
New-York (3 mai) 2 151/6 F

BOURSES

30 avril 3 mai
Indice général CAC 521,14 522,6
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice CAC 40 1 839,83 1 836,97

NEW-YORK (indice Dow Jones)
30 avril 3 mai
Industrielles 3 427,55 3 447,25
(CONFER, base 100 : 31-12-81)
Indice CAC 40 1 839,83 1 836,97

30 avril 3 mai
100 valeurs 2 813,10 Clos
30 valeurs 2 221,28 Clos
Mises d'or 146,98 Clos
Fonds d'Etat 94,70 Clos

FRANCOFONIE
30 avril 3 mai
Dex 1 627,19 1 629,16
TOKYO
3 mai 4 mai
Nikkei Dow Jones Clos Clos
Indice général Clos Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3175	5,3185	5,3790	5,3800
Yen (100)	4,8143	4,8175	4,8294	4,8372
En	6,9830	6,9850	6,9727	6,9796
Deutschmark	3,3493	3,3498	3,3498	3,3475
Libra (100)	16,7312	16,7346	16,7351	16,7361
Libra (100)	16,7312	16,7346	16,7351	16,7361
Libra (100)	16,7312	16,7346	16,7351	16,7361
Franc suisse	5,1716	5,1716	5,1716	5,1716
Franc suisse (100)	11,1414	11,1414	11,1414	11,1414
Franc suisse (100)	11,1414	11,1414	11,1414	11,1414
Franc suisse (100)	11,1414	11,1414	11,1414	11,1414

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4
En	8 5/16	8 7/16	8 1/4	8 5/8	8 1/16	8 3/16
Deutschmark	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4
Franc suisse	5 1/8	5 1/4	5	5 1/8	4 3/4	4 7/8
Libra (100)	11	11 1/4	10 13/16	11 1/16	10 13/16	11 1/16
Libra (100)	11 1/16	11 1/4	10 13/16	11 1/16	10 13/16	11 1/16
Libra (100)	11 1/16	11 1/4	10 13/16	11 1/16	10 13/16	11 1/16
Libra (100)	11 1/16	11 1/4	10 13/16	11 1/16	10 13/16	11 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

En raison de désaccords avec l'actionnaire principal

Démission surprise du président d'Allianz Via

Nouveau rebondissement dans l'histoire mouvementée de la compagnie d'assurance Allianz Via.

Initiale à 66 % de l'allemand Allianz et à 34 % de la Compagnie de navigation mixte, Roland Jolivet, son président, a démissionné moins d'un an après sa nomination. Une décision qui intervient à la suite de désaccords avec l'actionnaire principal «sur la stratégie» de la société française, selon un communiqué publié lundi 3 mai par Allianz Via. Il devrait être remplacé provisoirement par Roberto Gavazzi, responsable des activités en Europe du Sud du numéro un européen de l'assurance Allianz.

Le départ de M. Jolivet pourrait être lié à des désaccords sur l'élaboration des comptes pour l'exercice 1992. Allianz Via a enregistré l'an dernier (le Monde du 24 avril) une perte nette très lourde de

1,088 milliard de francs, près du double de celle subie en 1991 (559 millions).

La démission de M. Jolivet intervient également sur fond de conflit entre les deux actionnaires d'Allianz Via, l'allemand Allianz et le français Navigation mixte. Marc Fournier, le président de la Mixte, a entamé plusieurs procédures judiciaires contre Allianz, lui reprochant d'avoir retiré son soutien en réassurance à leur filiale commune, lui causant ainsi un préjudice de plusieurs centaines de millions de francs. Il y a moins d'un an, Emmanuel Gautier, président d'Allianz Via et ancien responsable du pôle d'assurances de la Mixte, avait été remplacé sous la pression d'Allianz par Roland Jolivet avec pour mission de remettre la compagnie sur pied. Il n'en a, semble-t-il, pas eu le temps.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
«Les rédacteurs du Monde»,
«Association Hubert-Beuve-Méry»,
Société anonyme
des instituteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
de «Le Monde»
12, r. M. Gomboust
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-0397
PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cops
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardit
15-17, rue de la Colonne-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télax MONDOPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-72-72
de la SARL Le Monde et de Médias et Images Europe SA.

Le Monde

TELEMAQUE
Composant 36-15 - TAPAS LEMONDE
sur 36-15 - TAPAS LEM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie aérospatiale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

«LE MONDE» (ISSN : 0395-0397) is published daily for 355 francs per year by «LE MONDE» 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes in US of IVY Box 151A, Champlain, N.Y. 12919 - 151A.
For the subscription services in USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 250 Pacific Avenue Suite 404 Fairfield, Conn. 06424 - 263 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris PP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BOURSE DE PARIS DU 4 MAI

Cours relevés à 13 h 30

COMPANIES					Réglement mensuel					COMPANIES					Réglement mensuel						
COMPANIES	VALUES	Cours précédent	Précédent cours	%	COMPANIES	VALUES	Cours précédent	Précédent cours	%	COMPANIES	VALUES	Cours précédent	Précédent cours	%	COMPANIES	VALUES	Cours précédent	Précédent cours	%		
5420	CLNE 3%	5430	5440	5440	+ 0.18	1110	CLIC Framer	1070	1088	+ 1.68	1550	S.I.T.A.	640	640	587	- 0.47	280	Ford Motor	257	258.80	+ 0.04
5420	B.A.P. T.P.	1030	1030	1030	- 0.97	1120	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1560	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1130	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1570	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1140	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1580	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1150	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1590	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1160	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1600	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1170	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1610	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1180	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1620	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1190	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1630	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1200	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1640	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1210	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1650	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1220	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1660	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1230	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1670	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1240	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1680	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1250	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1690	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1260	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1700	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1270	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1710	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1280	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1720	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1290	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1730	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1300	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1740	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1310	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1750	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1320	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1760	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1330	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1770	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1340	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1780	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1350	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1790	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1360	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1800	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1370	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1810	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1380	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1820	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1390	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1830	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1400	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1840	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1410	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1850	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1420	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1860	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1430	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1870	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1440	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1880	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1450	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1890	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1460	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1900	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1470	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1910	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1480	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1920	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1490	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1930	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1500	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1940	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1510	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1950	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1520	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1960	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1530	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1970	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1540	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1980	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1550	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	1990	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1560	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2000	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1570	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2010	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1580	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2020	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1590	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2030	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1600	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2040	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1610	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2050	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1620	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2060	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1630	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2070	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1640	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2080	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1650	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2090	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1660	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2100	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1670	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2110	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1680	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2120	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1690	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2130	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58
5420	CLNE 3%	1030	1030	1030	- 0.97	1700	Colfax Loo Paro	407	410	+ 0.75	2140	S. Remington	1070	1070	1070	0.00	280	Gen. Elec.	487	484.10	- 0.58

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

3/5

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS					
	% du mois	% du compte		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Evolution Frais	Rachet net		Evolution Frais	Rachet net		Evolution Frais	Rachet net			
Obligations						Etrangères																	
Emp. Det. 5 1/2 % 78	100	7.14	Finland	348	...	A.E.S.	480	...	Alcatel NV	110	145	Asahi	222.05	215.15	288.54	268.54	1720.50	1695.15					
10.00% 2004	102.20	7.94	F.I.P.P.	2388	2370	Ally Air S.A.	494	...	Belchem	311.74	313.40	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
10.25% 2004	103.32	4.91	Fondex E.M.	88	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
DAT 10% 5/2007	119.63	3.87	Fonds L.A.R.D.	804	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
DAT 9.5% 12/2007	112.14	3.66	Fonds S.A. E.M.	7856	1070	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
DAT 9.5% 11/2008	107.81	2.52	Fonds S.A. E.M.	7856	1070	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
PT 11.25% 05	109.80	4.41	G.F.C.	429.50	424	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CF 10.25% 50% 90	115.55	1.40	G.F.C.	429.50	424	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA 10% 1879	...	1.82	G.T.T. (Transport)	225	225	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA Bepex 2000	100	3.92	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA Pabon 5000	...	2.92	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA Sae 5000	...	2.92	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA U22 5000	100	2.92	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA 10% 0%	104	0.52	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA 10.00% 0%	114.60	3.30	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
CNA RCE 3% 100	...	...	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00			
CHCA	1040	...	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
Cas	...	...	Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00			
L'Es. cas 0.5%	130		Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
Thema. 0.25% 0%	808		Immoval	420	...	Ally Air S.A.	494	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	477.87	477.87	121.00	121.00					
VALEURS						Hors-cote																	
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Evolution Frais <th>Rachet net</th> <td></td> <td>Evolution Frais<th>Rachet net</th><td></td><td>Evolution Frais<th>Rachet net</th></td></td>	Rachet net		Evolution Frais <th>Rachet net</th> <td></td> <td>Evolution Frais<th>Rachet net</th></td>	Rachet net		Evolution Frais <th>Rachet net</th>	Rachet net			
Orléans	685	679	Alcatel NV	110	145	Alcatel NV	110	145	Alcatel NV	110	145	Alcatel NV	110	145	Alcatel NV	110	145	Alcatel NV	110	145			
Dijon-Denis	700	773	Belchem	311.74	313.40	Belchem	311.74	313.40	Belchem	311.74	313.40	Belchem	311.74	313.40	Belchem	311.74	313.40	Belchem	311.74	313.40			
Dijon-Denis	1271	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	400	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Perfection	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	238	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74			
Petit Montecro	190	...	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74	Belchem C.	311.74	311.74</			

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Marché libre de l'or

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 4/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/5
Euro Unif (1 unit.)	5 363	.....	8 1	6 9	Or fin (à la vente)	61800	60500
Euro	5 363	.....	.....	.....	Or fin (en lingot)	61800	60500
Alemagna (100 dm)	337 026	.....	348	19 9	Récession (10%)	358	348
Boulette (100 f)	10 332	.....	289	309	Prix Pz (10 f)	394	.....
Pays-Bas (100 f)	300 000	.....	3 3	8 8	Prix Suisse (20 f)	356	347
Italie (1000 lire)	8 613	.....	89	62	Prix Latine (20 f)	362	347
Danemark (100 kr)	67 880	.....	7 9	8 6	Sourcilier	440	438
Généraliste (1 l)	6 215	.....	7 9	8 7	Prix 20 dollars	2380	2300
Gde-Bretagne (1 l)	9 399	.....	2 6	3 1	Prix 5 dollars	1180	1180
Grèce (100 drachmes)	5 482	.....	300	380	Prix 5 dollars	680	.....
Norvège (100 kroner)	372 000	.....	75	84	Prix 50 pesos	2316	2280
Suède (100 kron)	75 700	.....	48	49 9	Prix 10 florins	375	360
Norvège (100 l)	75 700	.....	4 3	4 8			
Autriche (100 sch)	427 410	.....	3 6	4 1			
Espagne (100 pes)	4 821	.....	4	4 4			
Portugal (100 esc)	3 650	.....	4	4 4			
Canada (1 \$ can)	4 215	.....	.....	.....

LA BOURSE SUR MINUTEL

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 3 mai 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 58 321				Volume : 6 146			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Juin 93
Dernier	117,26	117,10	116,70	Dernier	1 950	1 935	1 924
Précédent	116,90	116,76	116,50	Précédent	1 910,50	1 947	1 929

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Claude COHEN,
M. et M^{me} Raymond H. LÉVY
laissent à
Juscha et Ariel
la joie d'annoncer la naissance de

Daniel,
le 13 avril 1993, chez
Laurence et David LÉVY.

Chaz-Bee et Solal
sont heureux d'annoncer la naissance
de leur petite sœur

Emma.

Véronique
LE JEUNE d'ALLEGERSHECQUE,
Philippe ELIAKIM.

7, rue Sainte-Luce,
75018 Paris.

Anniversaires de naissance

Anne-Lise
est très heureuse de souhaiter à son cher
Papi Roger
sa quatre-vingt-unième année.

Décès

M. et M^{me} Robert Ancel,
M. et M^{me} Henri Ancel,
ont l'immeuble de faire part du décès de

M. Erik ANCEL,

leur fils et petit-fils.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 5 mai 1993, à 14 heures, en
l'église Saint-Leu-Saint-Gilles, à
Paris-1^{er}.

Ni fleurs ni couronnes.

60, rue de la Madeleine,
60000 Beauvais.

Liliane et Guy Godbout,
Marie-Sylvie et Marie Benaïm,
sont parents,
Muriel et Olivier de Pierrehurt,
et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère et ses neveux,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre-Marie BEUNAT,

survenu le 27 avril 1993.

Les obsèques ont été célébrées dans
l'intimité, à Nico.

M. et M^{me} Pierre Robert Bouny,
M. Alain Bouny,
Leurs familles,
font part du décès de

M. Michel BOUNY,

survenu à l'âge de cinquante et un ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées
le mercredi 5 mai 1993, à
11 heures, en l'église Sainte-Croix, à
Bordeaux, suivies de l'inhumation au
cimetière de la Chartronne.

La famille remercie toutes les per-
sonnes qui s'associeront à sa peine.

Ni fleurs ni couronnes; par contre
seront bienvenus les dons pour l'ARC.

206, rue de Charenton,
75012 Paris.
Résidence Ampère,
31, rue Gabriel-Léglise,
33200 Bordeaux-Mérignac.

La direction générale du CNRS,
Les personnels de l'institut Charles-
Sadron.

Les personnels de l'institut de physi-
que et chimie des matériaux,
ont la tristesse de faire part de la dispari-
tion dans l'accident du Boeing d'in-
dian Air Lines à Aurangabad (Inde), au
retour d'un congrès, le 26 avril 1993,
de leurs collègues et amis.

Gilbert CLOUET,

directeur de recherche au CNRS,

et son épouse,

Françoise CLOUET,

chargée de recherche au CNRS.

Leur vitalité, leur énergie, leur pas-
sion de la recherche resteront pour tous
exemplaires.

M. Guy Dodrumez,
M. et M^{me} Alain Grégoire,
Virginie,
M. et M^{me} Jean-Pierre Dodrumez,
Julie, Jean-Christophe,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. Guy DODRUMEZ,

née Solange Guy-Mala,

survenu le 1^{er} mai 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 6 mai, à 11 h 15, en l'église de
la Rédemption.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Casin (ville).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Condoléances sur registres.

M. et M^{me} Emilie Ellenberger,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Ellenberger,
M. et M^{me} Huguette Ellenberger,
M. et M^{me} Irène Ellenberger,
sont parents,
Alain, Tati, Claire, Anne, Martin,
Lydie, Karlo, Corinne, Judith et
Camille, Suzanne,
sont petits-enfants et arrière-petits-
enfants.

M. et M^{me} Marie Roussy,

M. et M^{me} André Barand,

M. et M^{me} François Ellenberger,

M. et M^{me} Paul Ellenberger,

M. et M^{me} Maurice Martin,

ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-
sœurs.

Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri ELLENBERGER,

professeur émérite
de l'université de Montréal,

survenu à Montréal, le samedi 1^{er} mai
1993, dans sa quatre-vingt-huitième
année.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées dans l'intimité à Montréal.

249, rue du Faubourg-Saint-Martin,
75010 Paris.
935, rue Eschmann,
Outremont,
Montréal H2V 3C9.

La Société internationale d'his-
toire de la psychiatrie et de la psychana-
lyse

a la douleur d'annoncer la mort de

Henri ELLENBERGER,

membre fondateur,

de l'histoire de la psychanalyse,

professeur émérite
de l'université de Montréal,

survenu le samedi 1^{er} mai 1993, dans
sa quatre-vingt-huitième année.

La SHIPP a inauguré l'année der-
nière, dans les locaux de l'hôpital
Sainte-Anne, un centre de documenta-
tion et de recherche qui porte son nom
et où sont déposées ses archives.

(Suisse d'origine, né le 6 novembre 1906 au
Roudet, Henri Ellenberger, après des études de
médecine et de psychiatrie à Paris, exerça à
Paris jusqu'en 1941. Revenu de l'exil, il s'installa
à la fin de la guerre à la clinique de la Suisse.
Après 1945, il s'installa à l'Université de
Montréal où il fut professeur de psychiatrie
et d'histoire de la psychiatrie. Il fut directeur
de l'Institut de psychiatrie et de psychanalyse
de l'Université de Montréal. Il fut président
de la Société internationale d'histoire de la
psychiatrie et de la psychanalyse. Il fut
président de la Société canadienne de
psychiatrie. Il fut président de la Société
internationale de psychiatrie. Il fut président
de la Société internationale de psychiatrie.)

Paris, Lyon, Madrid, Saint-Denis
de la Réunion.

Dr. François, Jean-Pascal, Maricette et
Stéphane Guioy,

font part, en associant toute leur
famille, de la mort de leur grand-père,

Louis GUIOT,

officier de la Grande Guerre,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945.

Il est décédé le 29 avril 1993.

Les obsèques ont eu lieu le 29 avril
1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

Elle est décédée le 29 avril 1993.

M. et M^{me} Georges Rastel,
M. et M^{me} Guido Gattari
et leurs enfants,
M. et M^{me} Yves Rastel
et leurs enfants,
M. et M^{me} Franklin Rastel
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges RASTEL,
officier de la Légion d'honneur,
ancien ministre,
ancien député,
trésorier-payeur général honoraire,
ancien conseiller général,
ancien maire de Dreux,

survenu le 27 avril 1993, dans sa qua-
tre-vingt-troisième année.

« Bien Nous Vivons »,

28410 Saint-Lubin-de-Le-Haye.

(Né le 28 octobre 1910 à Montargis (Seine-et-
Marne), Georges Rastel, docteur en droit, a été
professeur de droit à la faculté de droit de
Montargis (Seine-et-Marne) en 1945. Directeur
des services des études au ministère des Finances
en 1946. Il a été nommé trésorier-payeur gé-
néral honoraire en 1947, puis préfet d'Essonne
de 1948 à 1951. Député (UDSR) d'Essonne et
de 1951 à 1957, il a été élu conseiller général
dans le canton de Dreux en 1955, puis maire
de cette ville en 1959, mandat qu'il a exercé
jusqu'en 1965. Trésorier général de l'Algérie
de 1966 à 1967, puis du conseil général
d'Essonne de 1968 à 1973, il a été nommé
trésorier-payeur général honoraire pour
la région Centre de 1973 à 1980, puis trésorier-
payeur général de Paris-de-Seine de 1980 à
1982.)

M. et M^{me} Nicole Habib-Landau,

sa fille,
M. Eric Landau,

son petit-fils,
M. et M^{me} Michel Habib,

sa belle-fille,
M. et M^{me} Michel Rozenthal,

Et les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Victor REYKENBERG,

née Blanche Rozenthal,

survenu le 27 avril 1993, dans sa qua-
tre-vingt-dixième année, en son domicile,
5, rue de Lille, Paris-7.

Les obsèques ont eu lieu le mardi
4 mai, au cimetière du Montparnasse.

5, rue de Lille,
75007 Paris.
12, rue du Pré-aux-Clères,
75007 Paris.

M. et M^{me} Bertrand Schneider
et leurs enfants,
M. et M^{me} Armand Schneider
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Schneider
et leurs enfants,
M. et M^{me} Martine Schneider
(sœur Myriam des Ermites de Marie),
ont la tristesse de faire part du décès de

Georges SCHNEIDER,

ingénieur général des mines,
vice-président honoraire
du conseil général des mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918.

à Paris, le 29 avril 1993, dans sa
quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

a quitté ceux qu'il aimait, le 27 avril
1993.

Brigitte Baert

Et ses enfants,
vous invitent à participer à la messe
qui sera célébrée en sa mémoire, le
mercredi 5 mai, à 15 heures, en l'église
orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet,
Paris-16.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.

5, square Lamartine,
75116 Paris.

Nicolas TRAD

Remerciements

M. et M

Les difficultés économiques des journaux

Le gouvernement débloque 200 millions de francs pour la presse écrite

Alerté par les difficultés des journaux, le gouvernement a accordé une aide immédiate de 200 millions de francs à la presse écrite et pris diverses autres mesures, dont la mise à l'étude des conditions d'application des lois Evin et Sapin.

Le nouveau ministre de la communication, Alain Carignon, a placé, lundi 3 mai, la journée consacrée à la liberté de la presse par l'association Reporters sans frontières (RSF) sous le signe d'un geste de l'Etat à la presse écrite. Un geste fait dans l'urgence, accélééré par l'annonce de la disparition prochaine du *Quotidien de Paris* (le Monde du 30 avril).

En rappelant le poids économique et social de la presse écrite - 56 milliards de francs de chiffre d'affaires, 56 000 emplois directs et 200 000 indirects - mais aussi son rôle de « baromètre de notre démocratie », M. Carignon a annoncé deux mesures à court terme à la quinzaine d'éditeurs de la presse quotidienne et périodique (du Monde et de l'Humanité à l'Express et au Meilleur) conviés à une « table ronde » réunie dans l'après-midi sur son initiative.

Le ministre de la communication a d'abord confirmé que le premier ministre, Edouard Balladur, avec lequel il s'était entretenu dans l'après-midi du vendredi 30 avril, avait accepté que l'Etat accorde « un fonds de soutien, à hauteur de 200 millions de francs sur la période 1993-1994 », à la presse écrite. Cette aide s'ajoute au dispositif d'aides publiques, directes et indirectes, à la presse écrite - allègements fiscaux, réductions des coûts postaux et télégraphiques,

etc. - qui s'élève, en 1993, à 6,2 milliards de francs. Ces 200 millions de francs correspondent selon M. Carignon à « un point de TVA » (le taux affecté aux journaux est en France de 2,1 %), dossier qui a été évoqué sans être réglé. Ils seront répartis entre les « supports dont les ressources de publicité ont été les plus sévèrement affectées », a précisé le ministre.

Mais les critères comme les destinataires n'ont pas été définis. « Il reste à faire toute la cuisine administrative », confie un des conseillers du ministre. Les fonds seront versés, après « pré-évaluation » des dossiers par le Service juridique et technique de l'information (STJI), dépendant du premier ministre, selon trois mécanismes.

Des subventions compléteront les aides traditionnellement versées par l'Etat aux quotidiens à faibles ressources publicitaires (actuellement l'Humanité, le Croix, l'Echo du Centre, la Marseillaise et la Liberté de l'Est, qui se sont partagés 18,6 millions de francs en 1993). Ces subventions devraient bénéficier en priorité à des journaux en difficulté comme le *Quotidien de Paris* et l'Humanité, mais aussi, et pour la première fois, aux hebdomadaires nationaux ou régionaux.

Le versement pourra aussi prendre la forme du financement de garanties complémentaires auprès d'institutions comme la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital-risque des PME) ou l'IFCIC (Institut français de crédit aux industries). Mais, prévient le ministre, « l'Etat entend ne pas être le seul dans ce combat en faveur du maintien du pluralisme et de l'emploi ». Il souhaite donc que « les banques, les fédérations profession-

nelles, les syndicats, etc. prêtent leur concours actif au redressement des entreprises de presse en difficulté », et attend faire participer le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) à ce dossier. Le ministre de la communication a indiqué, en guise de seconde mesure à court terme, que 50 % des investissements publicitaires des futures sociétés privatisées seraient « obligatoirement affectés, par priorité, aux quotidiens et hebdomadaires nationaux et régionaux d'information générale et politique, en répartissant leurs commandes sur le nombre le plus élevé de supports ».

Batailles futures

Selon M. Carignon, le total de ces investissements devrait atteindre « 200 à 300 millions de francs ». Il a notamment cité l'exemple de la privatisation de Saint-Gobain, dont la campagne publicitaire, organisée en 1987 par Publicis Conseil, a représenté 40 millions de francs. En plus de ces deux mesures, Alain Carignon a noté qu'il étudierait, « en concertation avec l'ensemble des professionnels », les conditions d'application des lois Evin et Sapin, respectivement destinées à lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme, et à clarifier les flux financiers de la publicité.

En outre, M. Carignon a souhaité éviter que des procédures judiciaires soient engagées contre des journaux « du fait du caractère imprécis de ces lois ». Le ministre lancera les associations anti-tabagiques ou anti-alcooliques qui auraient eu gain de cause dans des procès - ce qui représenterait, selon M. Carignon, « une véritable catastrophe de millions de francs » - à ces deux campagnes de prévention à la presse écrite.

Claude Pabli, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), a toutefois remarqué que « la loi Evin avait coûté 500 millions de francs à la presse ».

Ces mesures d'aide immédiate à la presse écrite ont certes été jugées « positives » par l'ensemble des éditeurs. Mais leur annonce est que le préjudice des batailles futures entre journaux pour le bénéfice de cette somme de 200 millions. « Pour être justes, les soutiens pris par le gouvernement doivent être inégalitaires pour favoriser ceux qui connaissent les plus grandes difficultés », écrit par exemple Roland Leroy, directeur de l'Humanité, en ouvrant le feu dans son édition du 4 mai.

« Je souhaite que les pouvoirs publics aillent jusqu'au bout », a confié pour sa part Philippe Tesson, qui réserve à la semaine prochaine sa décision sur le sort du *Quotidien de Paris*. Plusieurs éditeurs ont souligné la nécessité d'une baisse du taux de TVA, « mesure automatique et simple », et ont proposé que les 200 millions de francs soient répartis entre 0,5 % de baisse du taux de TVA pour l'ensemble de la presse écrite et 100 millions environ à des aides particulières. D'autres problèmes structurels propres à la presse - distribution, fabrication, etc. - restent en suspens et devraient, selon M. Carignon, faire l'objet de prochaines « réflexions » entre le gouvernement et la profession.

YVES-MARIE LABÉ

La polémique sur la responsabilité des médias après la mort de Pierre Bérégovoy

A la journée de la presse

« Bonne conscience »

La Journée internationale de la liberté de la presse a donné lieu, lundi 3 mai, à diverses manifestations. A l'occasion de la présentation, au siège des Nouvelles messages de la presse française (NMFP), d'un magazine rassemblant « 100 photos pour la liberté de la presse », le président de la Fédération nationale de la presse française, Claude Pabli, a évoqué la polémique sur la responsabilité des médias dans les causes supposées du suicide de Pierre Bérégovoy, et en particulier l'affaire du prêt de 1 million sans intérêt, en disant : « La grande presse a parfaitement bonne conscience. L'information a été traitée de façon tout à fait loyale et c'était le devoir des journalistes de la porter à la connaissance de l'opinion ».

En fin de journée, à l'Arche de la Défense, le président de la fondation de l'Arche de la fraternité, Javier Perez de Cuellar, a inauguré une exposition « Médias et démocratie » et en cette circonstance il a rendu hommage à l'ancien premier ministre, en soulignant que celui-ci avait lutté, au cours de sa vie, « pour la défense et la promotion des droits de l'homme et de la liberté de la presse ».

Cette manifestation a toutefois été marquée par une fausse note : sur les récepteurs de télévision qui diffusaient l'entrevue des émissions les plus diverses on pouvait voir des extraits des *Guignols de l'Info* sur lesquels la marionnette Mitterrand faisait subir à ses premiers ministres successifs un « crash test » à bord d'une voiture. On pouvait les voir victimes d'un « crash test » à bord d'une voiture. On pouvait les voir victimes d'un « crash test » à bord d'une voiture. On pouvait les voir victimes d'un « crash test » à bord d'une voiture.

EN BREF

► Bertrand Delanoë élu président du groupe socialiste au Conseil de Paris. Bertrand Delanoë, conseiller de Paris (XVII^e arrondissement), a été élu, lundi 3 mai, président du groupe socialiste de l'assemblée municipale parisienne. Il remplace Georges Sarre, qui a quitté ce poste en démissionnant du PS mais qui reste conseiller de Paris. Proche de Lionel Jospin, M. Delanoë a été député de Paris de 1981 à 1986.

► Vente de canons français de 105 mm à Singapour. Le groupe français GIAT Industrie a vendu, pour la première fois, à l'étranger son système d'artillerie tracté 105 LGI qui équipe désormais deux bataillons des armées de Singapour, selon le mensuel du ministère de la Défense *Armées d'aujourd'hui*. Chaque bataillon d'artillerie singapourien dispose de trois batteries de canons de 105 mm, chaque batterie comptant un détachement de six canons et une batterie pour les quartiers généraux, précise le magazine. Le groupe français s'est refusé à tout commentaire sur ce contrat. GIAT Industrie a livré, dans le passé, des chars AMX-13 qui ont été modernisés, en 1988, par le groupe industriel local Singapore Technologies.

► Un nouvel envoyé spécial de HCR pour l'ex-Yougoslavie. M. José-Marie Mendiluce, envoyé spécial du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en ex-Yougoslavie, quittera le 25 mai cette fonction, qu'il exerce depuis dix-huit mois, et sera remplacé par le Britannique Nicholas Morris, a-t-on appris lundi au siège du HCR à Zagreb. M. Morris dirige actuellement la mission du HCR au Pakistan et le programme de rapatriement des réfugiés afghans. M. Mendiluce doit prendre les fonctions de représentant du HCR auprès des institutions européennes à Bruxelles. (AFP)

► RUSSIE : les suites des affrontements du 1^{er} mai - M. Keiko, le chef des OMON (forces spéciales de la police) de Moscou a déclaré, lundi 3 mai à l'AFP, que « la coordination des actions » des manifestants procommunistes du 1^{er} mai contre ses hommes « a été préparée

Le point de vue de François Léotard provoque de nombreux commentaires

De nombreux journaux citent et commentent le point de vue exprimé dans nos colonnes (le Monde du 4 mai) par François Léotard selon lequel il y a eu « meurtre non signé » de la part des médias.

Le *Parisien* comme *France-Soir* relèvent les attaques contre le « Bébête Show » ou les « Guignols ». Après la « réquisitoire », *France-Soir* donne la parole à la défense en la personne de Stéphane Collaro et du directeur des programmes de Canal Plus, Alain de Groot. Celui-ci défend la prestation des « Guignols » en expliquant : « C'est un faux procès, Léotard profite de l'occasion pour prêcher pour sa chapelle ».

C'est aussi ce que semble dire Philippe Tesson dans le *Quotidien de Paris*, qui ne cite pas le ministre de la Défense, mais écrit en élargissant le débat : « Les voix qui s'élèvent pour rendre cette justice expéditive ne sont pas innocentes : elles sont pour la plupart celles d'hommes politiques qui des accidents survenus au cours de leur vie politique ont exposés au jugement de l'opinion, et qui sont tentés

aujourd'hui de projeter leurs propres fantasmes (...). »

« M. Léotard perd à la fois les pédales, le sens de la mesure et ce qui lui restait de dignité », estime pour sa part Claude Cahanes dans l'Humanité, sous le titre « Les mots de trop ».

« Que ceux qui utilisent sa mort pour nous égarer de propos vengés sur la presse baissent un peu la ton. Le suicide d'un autre ne peut rien pour eux », écrit dans le *Jour Christian Perrot*.

« En accusant, selon une ritournelle usée, la presse ou les médias, Fabius ou Léotard - entre autres - ont montré que cet événement ne les incitait pas trop à réfléchir, affirme Gérard Dupuy dans Libération. Le suicide de Bérégovoy a ouvert un filet de lumière sur la réalité politique. Domage que certains s'activent déjà auprès de l'électeur ».

Dans le *Figaro*, Jean d'Ormesson estime qu'« aucun adversaire politique de M. Bérégovoy n'a essayé d'exploiter le drame humain que constitue son suicide ».

Pendant l'arrêt du « Bébête Show » les « Guignols » continuent

Y a-t-il une limite à la satire politique ? Après la mort de Pierre Bérégovoy, la question s'est posée à TF1 et à Canal Plus. Et chacune de ces deux chaînes y a répondu dans le style qui lui est propre.

TF1 a annoncé lundi matin 3 mai qu'elle suspendait son « Bébête Show » pendant une semaine, jusqu'au lundi 10 mai. « Dans un souci de dignité qu'elle n'a jamais jugé incompatible avec l'exercice indispensable de la satire », les animateurs de l'émission ont estimé qu'ils « n'avaient pas le droit de rire de la politique cette semaine ». Stéphane Collaro, l'un des trois créateurs du show avec Jean Roucas et Jean

Amadou, s'est néanmoins élevé fermement contre les critiques issues des milieux politiques. « Comme d'habitude, on cherche de fausses raisons », a-t-il estimé. « Les hommes politiques ne sont pas persécutés, au contraire. Ils abusent d'une façon honteuse de la mort de l'un des leurs en attaquant les émissions satiriques. Leurs emboîs de boomerang se retourneront un jour contre eux ».

Les « Guignols de l'Info » en revanche étaient présents lundi soir à 20 heures sur Canal Plus. « Notre absence aurait pu vouloir dire que l'on se reconnaissait une certaine culpabilité. Or ce n'est pas le cas, même si les auteurs des *Guignols* se sentaient par jeter », a expliqué Alain de Groot, directeur de l'antenne. Les marionnettes ont donc évoqué le suicide de l'ancien premier ministre, mais de manière très indirecte. Ils ont parodié la couverture médiatique, par TF1, d'un départ d'Edouard Balladur du plateau de Patrick Poivre d'Arvor : marionnettes du footballeur qui s'en va, du présentateur qui interroge divers intervenants sur ce « départ », marionnettes de Claire Chazal, Gérard Correyrou, de Michel Platini, Jean-Pierre Papin, du gardien du parking (« le dernier à avoir vu Candiane »), de la sage-femme qui l'a mis au monde, de Bernard-Henri Lévy. Conclusion de la marionnette PPD : « Quand il n'y a rien à dire d'un événement, le plus important c'est d'en parler ».

Lire également l'article d'ALAIN ROLLAT page 8 et la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 25

Dans « le Monde diplomatique » de mai

Temps nouveaux

Il y a exactement soixante ans, le nazisme s'effondre dans une Allemagne en désarroi, profitant de l'impact de la dépression économique, de la mutation convulsive du capitalisme et du traumatisme national. C'est l'explosion mélangée duquel l'Europe est de nouveau confrontée. Ignazio Ramonet, Alain Groot, Philippe Vidéot et François Brune s'interrogent sur ces mutations et leur portée, notamment en France après le défilé des socialistes. Bernard Cassen et Jean-Louis Levat dénoncent l'idéologie du libre-échange, machine à détruire les solidarités, et appellent à « vivre sans le GATT ». Ingrid Carlander et Thierry Malrék montrent les ravages de l'ultra-libéralisme au Danemark - qui vota le 18 mai sur Maastricht - et en Espagne, où les socialistes sont menacés de perdre le pouvoir.

D'autre part, le *Monde diplomatique* publie un dossier de huit pages intitulé « Afrique des mécontentements, espoirs des Africains ». Mal conseillé, mal aidé, mal gouverné, le continent a dissipé trente-cinq années d'indépendance, mais il peut et il doit retrouver le monde. Ignazio Ramonet, Philippe Leymarie,

Christian de Brie, Bernard Degioanni, Achille Mbembe, Catherine Coquery-Vidrovitch, Adérito Alain Sanchés, Colette Braeckman, Charles Harvey, Annar Cassam et Carlos Pardo lancent un appel au renouveau et à la renaissance.

Dans ce même numéro : « La force et les heimes en Bosnie », par Paul-Marie de la Gorce ; « La Hongrie n'est plus une « fa haur » », par Jean-Yves Potel ; « Douze paris sur les « combattants de la liberté », par Mariano Aguirre ; « Dans une Russie affaiblie, la tentation régionaliste », par Jean Radvanyi ; « Colteux succès arméniens contre l'Azerbaïdjan », par Tamara Dragadze ; « Trente-cinq ans d'effervescence à Gaza, baccus de la résistance palestinienne », par Nadine Floucaud ; « Hamas, de l'islamisme radical à la logique nationaliste », par Wendy Kristiansen Levit ; « Pékin-Rangon, nouvel axe asiatique », par André et Louis Boucaud ; « Elections minées au Cambodge », par Raoul Jarnar ; « Crimes et vérité au Salvador » ; « Informatique et utopie », par Philippe Breton.

► En vente chez votre marchand de journaux, 20 F.

SOMMAIRE

DÉBATS

Immigration : « Intégration et nationalité », par Marceau Long. Bosnie : « Pendant le messager, le spectacle continue », par Denis Langlois. Sécurité : « Une police mal formée », par Daniel Feixas... 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie. 3 La démission de Björn Engholm, président du SPD... 4 Cambodge : échec de la première grande attaque des Khmers rouges... 5 Les négociations israélo-palestiniennes à Washington... 6

POLITIQUE

Après la mort de Pierre Bérégovoy : un hommage public de François Mitterrand ; la polémique sur la responsabilité des médias ; le bilan économique de l'ancien premier ministre... 7 et 8 M. Mitterrand veut éviter l'isolement de la présidence de la République... 10 Jacques Chirac entend occuper toute sa place à côté du gouvernement... 10

SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé devant le cour d'appel de Paris... 11 Président du Comité national olympique depuis onze ans, Nelson Piqui prend sa retraite... 12

SCIENCES • MÉDECINE

« Mir », un programme pour séduire « Les voies de la biologie » et « Sida » sous blous blancs... 13 et 15 Un entretien avec le professeur Luc Montagnier... 13 à 15

CULTURE

Musiques : Sade ou les malheurs du bon goût... 16

Sous le signe du thé : ouverture du Festival culturel du Japon à Paris. 17

ÉCONOMIE

Edouard Balladur gèle les augmentations générales de salaires des fonctionnaires en 1993... 19 L'économie française en récession en 1993... 19 1993 sera la plus mauvaise année depuis la fin de la guerre pour l'économie allemande... 19 Un entretien avec le directeur général de la Banque mondiale. 20 D'ici à 1995, 100 000 suppressions d'emplois sont attendues dans l'armement... 22 Vie des entreprises... 22

INITIATIVES

« La cuisine technologique » et « Cuisine de la mer » Les franchises McDonald's « La qualité coûte que coûte » La diététique sort de l'hôpital « Les plateaux des airs » Tribune : « La région, un espoir pour l'emploi », par Jacques Jeantour... 27 à 28

Services

Abonnements... 22 Annonces classées... 21 Carnet... 24 Marchés financiers... 22 et 23 Météorologie... 24 Mots croisés... 24 Radio-télévision... 25 Spectacles... 28 La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1993

a été tiré à 605 019 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Arts-Spectacles » : Grands travaux en région

Deux établissements culturels s'ouvrent en région : Lyon inaugure son opéra reconstruit de fond en comble sur les plans de Jean Nouvel, tandis que Nîmes présente sa nouvelle médiathèque, doublée d'un musée d'art contemporain, imaginée par Norman Foster.

« Education-campus » : les mauvais comptes de l'illettrisme

« Un tiers des élèves de 6^e ne savent pas lire », Martelli depuis des années par le nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Bayrou, ce diagnostic ne se retrouve pas dans les études scientifiques sur ce sujet.

Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

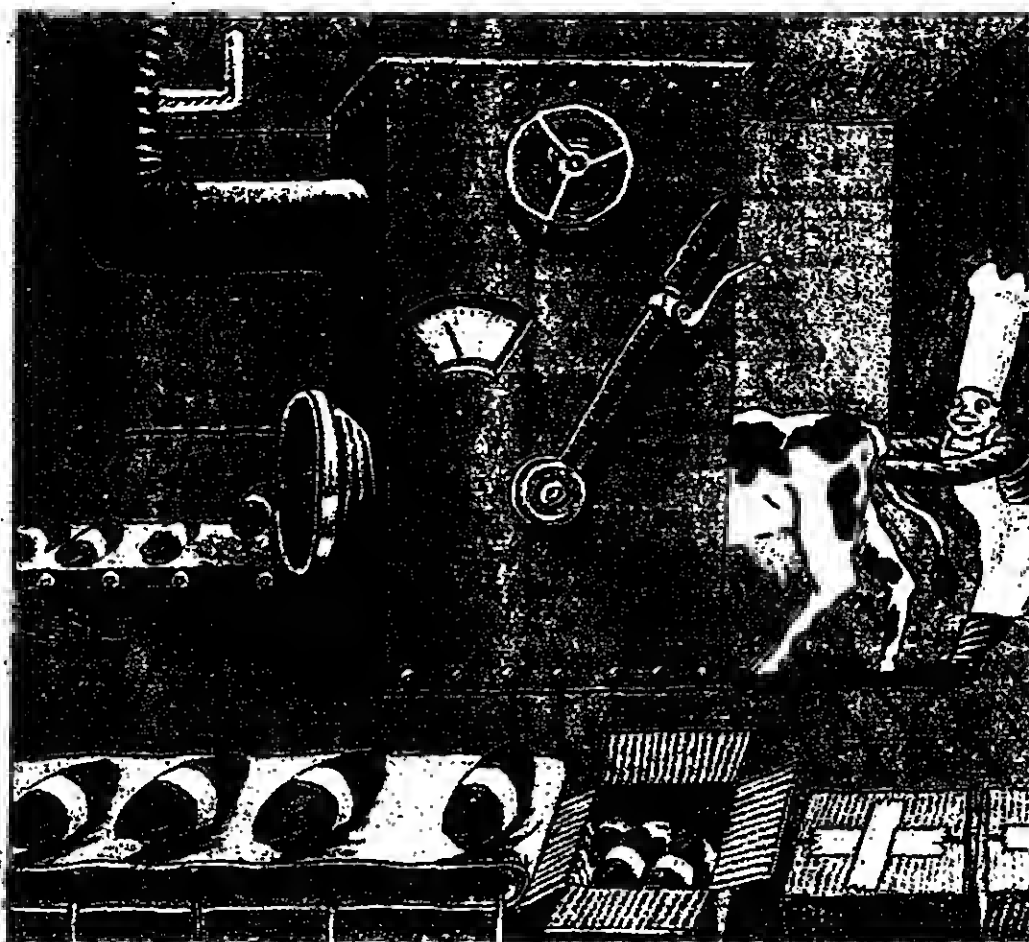
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

INITIATIVES

La cuisine technologique

Avec les bouleversements des modes alimentaires et des comportements de consommation, la « bouffe » évolue. Et ses métiers avec.



■ Cuisinier de la mer
De la toque aux surgelés
par Jean Menanteau

■ Les franchisés McDonald's
Devenir son propre patron
par Olivier Plot

■ La qualité coûte que coûte
Les « bibles » de la restauration
par Marie-Béatrice Baudot

page 28

■ La diététique sort de l'hôpital
Une ouverture sur l'extérieur
par Marie-Claude Bethader

■ Christian, artisan des fourneaux
« On ne compte pas son temps »

■ Les plateaux des airs
La restauration du transport aérien
par Liliane Delvasse

page 29

ACCUEIL
□ Visiteurs s'abstenir
SERVICE
□ L'ANPE fait peau neuve
PRESSE
□ Le journal des RMistes

page 30

TRIBUNE
□ Région,
un espoir pour l'emploi
par Jacques Jeanteur

page 31

ENCORE des changements. Aussi traditionnels soient-ils, au moins dans l'image populaire, les métiers de la restauration — de la « bouffe », quoi — connaissent à leur tour des bouleversements. Eux aussi s'alignent sur les tendances à l'œuvre, du fait des nouvelles technologies et, tout autant, des contraintes économiques. Comme partout, on assiste à des regroupements, à des rationalisations, et à des modernisations qui engagent un processus permanent d'évolution comparable à ce qui se produit dans d'autres secteurs d'activité.

Qu'on se comprenne bien. Il n'est pas ici question de porter un quelconque jugement de valeur, de dire que cette mutation est condamnable, de regretter le bon vieux temps des marmittes ou de crier au crime de lèse-majesté pour une culture gastronomique bien française qui serait, par suite, menacée. Là n'est pas l'objet, même si, pour la référence, Fernand, cuisinier hors des modes de Chez Yvette, témoigne du plaisir procuré par le bel ouvrage, réalisé selon des règles immuables, sans se poser de questions. Eloigné des saintes colères d'un Jean-Pierre Coffe, il ignore superbement le congelé, le micro-ondes, les produits sous vide et, en artisan, affirme tranquillement « faire comme j'ai toujours fait ». Simplement parce que se retrouver devant ses fourneaux, « c'est du bonheur ».

Non, il s'agit cette fois de prendre en compte les conséquences professionnelles de l'émergence de pratiques nouvelles. Et de montrer qu'ainsi des métiers inconnus apparaissent ou, encore, que des compétences extérieures au milieu sont désormais nécessaires à la performance de la restauration moderne.

On le voit bien dans les statistiques de l'INSEE — par exemple dans « Données sociales 1993 » — les habitudes des Français bougent. Du fait de la modification des familles, de la place prise par le travail, et de la vie dans de grandes agglomérations urbaines, la proportion de repas pris à l'extérieur du foyer est en constante augmentation, et les comportements culinaires doivent s'adapter aux contraintes du temps. Qu'elle soit scolaire, d'entreprise, collective et même « rapide », la restauration qu'on pourrait dire de masse se développe. Parallèlement, pour ces besoins-là comme pour les gens pressés que nous sommes tous devenus, le recours à des technologies innovantes ne cesse de progresser. On parle couramment maintenant de chaîne du froid, de surgélation, de produits « calibrés » et assujettis à des normes de plus en plus strictes.

Logiquement, cette tendance qui s'est accélérée ces dernières années a débouché sur un stade quasi industriel. Des groupes se sont constitués qui interviennent sur chacun des segments de marché et qui se sont progressivement spécialisés à mesure que cette branche d'activité se structurait. Il y a maintenant des poids lourds, tels que la SODEXHO, qui interviennent dans la restauration collective. Mais il y a aussi ceux qui se limitent à la fourniture de plats cuisinés pour les avions ou les trains, et des chaînes comme McDonald's ou Quick, qui en sont venues à une conception standardisée du repas. Même les enseignes plus traditionnelles, mais à lieux de vente multiples, ont dû adopter des modes d'organisation extrêmement précis, avec des cuisines, usines ou laboratoires qui confectionnent et distribuent des plats aux normes de qualité invariables qui feront la réputation de la « marque ». C'est le cas aussi bien du pâtissier et traiteur Lénôtre que du groupe Flo, de Batifol ou de Oh! Poivrier, etc. En amont, des filières se sont

constituées. Entre la pêche en haute mer et le distributeur de poisson surgelé prêt à cuire, il y a plus de rupture. Toutes les phases ont été intégrées. Et ainsi de suite.

DÈS lors de nouveaux métiers entrent dans la ronde. Il faut des gestionnaires spécialisés qui assurent la continuité d'un label qualité et mènent la politique des achats de produits. Aux côtés des cuisiniers en cohorte, des techniciens en tout genre interviennent, dont le rôle s'avère indispensable dans la chaîne de production. Pour rythmer le ballet des livraisons et des approvisionnements, pour « lister » les plans de charge et orchestrer les succès, des logisticiens s'affairent. Peu à peu arrivent les diététiciens, qui viennent épauler les responsables de laboratoire d'analyse.

Mais ces bouleversements en cours apportent aussi leur lot de surprises. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les franchisés de McDo ne sont pas issus de la profession mais provien-

Alain Lebaube

Réussir votre outplacement ?

Choisissez vous-même, en particulier lors de la négociation de votre départ, le cabinet qui vous aidera à retrouver une situation et à réussir votre vie professionnelle.

Nous avons démontré notre efficacité dans ces situations délicates, aidant nos clients à titre personnel à obtenir un meilleur confort moral et financier.

Depuis 18 ans, les consultants de Forgeot, Weeks ont conseillé et suivi plus de 8000 dirigeants et cadres supérieurs, y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fbg St-Honoré - 75008. Tél. : (1) 42.63.42.00
Genève : 9, route des Jeunes - 1227. Tél. : 022.342.32.49.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
IUA
SAN FRANCISCO 220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration
for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : ABAA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

Cuisinier de la mer

Pour développer ses produits, la société Davigel fait appel à une grande toque

« JAMAIS je ne me compromettais pas que mes collègues puissent dire de moi : « Il vient ici pour la paie. » Ancien de l'Ecole hôtelière de Paris, meilleur ouvrier de France en 1979, meilleur sommelier aussi, ayant à ces titres promu la cuisine française au Japon, à Singapour, en Amérique du Nord, membre encore de l'Association des maîtres cuisiniers de France, Pierre Portier n'a plus rien à prouver quant à son art.

Propriétaire à Laval (Mayenne) d'un restaurant réputé, il reçoit, début 1992, un appel téléphonique inhabituel : « Accepteriez-vous de rejoindre la PDG d'une importante société spécialisée dans les produits surgelés, et notamment le poisson ? » « J'ai donné mon accord, dit aujourd'hui Pierre Portier. J'ai rencontré à Dieppe Jean-Charles David, PDG de la société Davigel. Depuis, à raison de trois jours par semaine, je fais la route entre Laval et Dieppe. Je travaille dans une cuisine expérimentale mise à ma disposition. »

Pourquoi une toque dans cette entreprise de 1 400 personnes (dont 450 à Dieppe), possédant 22 sites de distribution en France, 3 de production, leader sur son marché, appartenant depuis 1989 au groupe Nestlé ? Dieppois d'origine, issu de l'Ecole supérieure de commerce de Rouen, Jean-Charles David en donne la raison : « Depuis trente ans, nous avions du mal à expliquer notre métier ou monde de la restauration auquel, avec les collectivités, nos produits sont destinés. Nous ne possédions pas leur langage. Ils ne comprenaient pas le nôtre. D'où notre appel à un cuisinier professionnel. »

Au pied du mur

« Pierre Portier est un traditionaliste, un adepte d'Escoffier et de Carême, ajoute Antoine Boiscelle, directeur adjoint de Davigel. Avant de collaborer avec nous, il n'avait jamais « touché » au « 18°C. »

De fait, comme l'affirment les dirigeants de la société, le restaurateur de Laval, loin de servir de caution, de « soutien communication », comme on dit aujourd'hui, fut d'emblée placé au pied du mur. « Nous ne lui avons donné aucune directive, précise Jean-Charles David. Nous lui avons dit : « Voici nos produits bruts. Nous sommes certains de leur qualité intrinsèque. Testez-les, trouvez-les à votre goût, adaptez-les à l'usage de vos collègues. »

Ce faisant, chez Davigel, on avait conscience de procéder à

une petite révolution interne, tant les préjugés en matière de surgelés sont encore grands dans le monde de la restauration. Pierre Portier a joué le jeu. Lui qui élève encore ses brebis en Mayenne, gave ses oies à l'ancienne, récolte son miel, est devenu « cuisinier de la mer ». Et aujourd'hui, ayant adapté ses recettes à quelques deux cents produits, il peut jurer : « Je vous défie de reconnaître à la dégustation une coquille saint-jacques fraîche de la baie de Saint-Brieuc d'une coquille surgelée de même provenance. » Il ajoute toutefois un correctif : « L'essentiel ou départ est de congeler un produit irréfutuable quant à sa fraîcheur. »

Ce sont trois échaliers surgelés

agronome issu de l'Ecole de Rennes (spécialité halieutique) et directeur-qualité. Il a initié Pierre Portier aux secrets du laboratoire de bactériologie (4 000 analyses par an) de l'entreprise, où travaillent 10 personnes.

Un investissement de 4 millions de francs en 1986. Le travail du laboratoire consiste, pour l'essentiel, au contrôle en amont de la fraîcheur du poisson (taux d'ABVT, azote basique volatil total). Depuis peu, on utilise à cet effet un test enzymatique très performant. L'identification des espèces - le poisson est acheté sous forme de plaques surgelées non identifiées à la vue - se fait à l'aide d'une méthode électro-



teurs - les « nekka » - qui, en mer du Nord, assurent une partie des prises pour le compte de Davigel. En matière de fraîcheur du poisson, un cahier des charges stipule que cabillauds et aiglefin doivent être, après filetage, « plongés » à - 40°C, quatre à cinq heures maximum après le trait d'échalot. Mais comme la pêche dans les eaux communautaires est loin de satisfaire la demande, la société, de fait, procède à des achats dans le monde entier. Ce qui exige un strict contrôle de la qualité.

Ce contrôle est le travail de Jean-Yves Gagnepain, ingénieur

chimique d'origine médicale. Elle se révèle précieuse pour détecter les fraudes : « Substituer à la lotte une autre espèce proche dont la texture est la même peut être tentant », commente le responsable du laboratoire.

Détecter les arêtes

Le contrôle du poids net déplacé permet de mesurer la teneur en eau : un produit peut être « mouillé » intentionnellement. Le dosage des protéines, des sels minéraux mais aussi du mercure, la détection de certaines toxines thermorésistantes propres au poisson sont encore effectués. Enfin, un matériel de radiologie vétérinaire a été installé : il permet de détecter... les arêtes. « Nous n'avons pas d'historique des produits, explique Jean-Yves Gagnepain. Qui aujourd'hui peut connaître les circuits des bœufs ? »

Tel est l'univers que Pierre Portier, qui fut également dans sa jeunesse aux fourneaux de Maxima, Drouant et du Normandy-Deauville, a découvert, à soixante-deux ans, en devenant conseiller-restauration de Davigel, chargé de créer une gamme « terre et mer ». Car ce qui vaut pour le turbot n'a la pince de crabe vaut aussi pour le veau ou le gibier.

Mais au-delà du débat purement organoleptique, c'est en fait une stratégie que la société a développée. Bien implantée dans les collectivités et la restauration commerciale, elle s'est montrée soucieuse de développer sans offre. Vis-à-vis de la restauration indépendante. Mais aussi - « segment » manquant - vis-à-vis de la restauration gastronomique. Et là, le paradoxe veut que l'ingénieur du froid ne pouvait à l'art empirique d'un maître cuisinier.

Jean Menanteau

Les franchisés McDonald's

La formule séduit de plus en plus de cadres soucieux de devenir leur propre patron

Le dispositif est au cœur de la stratégie McDonald's. Enrichir le groupe de l'expérience de cadres venus d'horizons différents tout en leur proposant de réaliser le vieux rêve de travailler enfin pour eux-mêmes : telle est l'un des secrets de la réussite McDonald's dans le monde. Gérés sous forme de franchises, la grande majorité des restaurants de la célèbre enseigne sont dirigés par d'anciens cadres séduits par l'opportunité de devenir leur propre patron.

En France comme ailleurs, la formule a connu un succès grandissant. La généralisation des franchises McDonald's a suivi le rythme de l'implantation de la marque dans l'Hexagone. Le premier restaurant McDonald's ouvre à Strasbourg en 1979, rattaché au bureau allemand du groupe.

En 1983, la filiale McDonald's France est créée alors que la société ne compte encore que quinze établissements. En 1990, le 150^e restaurant est inauguré et, deux ans plus tard, à la fin 1992, la marque compte 240 enseignes réparties sur tout le territoire. A cette même date, 114 franchises exploitent 190 restaurants, certains gérant jusqu'à quatre établissements.

« Nous offrons à nos franchisés la possibilité d'être les partenaires d'un groupe mondial, explique Laurent Liautaud, directeur français de McDonald's France. Nous leur proposons en fait de devenir de véritables chefs d'entreprise indépendants. » Signé pour vingt ans, le contrat de franchise repose sur un partage des risques et de l'investissement. Si le groupe décide du choix de l'emplacement et finance l'achat immobilier, le candidat à la franchise prend à sa charge l'investissement des mobiliers, équipements et enseignes.

Au total sa participation financière s'élève à une enveloppe comprise entre 4 et 5 millions de francs dont 20 à 25 % doivent être couverts par ses ressources personnelles (fonds propres). Le retour sur l'investissement est

ensuite partagé entre McDonald's et le franchisé, ce dernier versant au groupe environ 23,5 % de son chiffre d'affaires (HT) au titre de diverses redevances (loyer, participation aux opérations de communication, utilisation des services). « En investissant personnellement au travers de ce contrat de location-gérance, le franchisé devient un libre entrepreneur, responsable de la gestion de son établissement, précise Laurent Liautaud. Il peut alors capitaliser et le revenu de son travail et la revenu de son investissement. »

Une sélection de plus en plus sévère

Responsable du recrutement, Laurent Liautaud reconnaît que cette possibilité de devenir un patron de PME en se constituant un patrimoine - lors de la cession de la société d'exploitation - est au centre de la motivation des nombreuses candidatures qu'il reçoit chaque année issues de la majorité de directions commerciales ou de marketing : « Il s'agit surtout de cadres supérieurs (49 %) et de cadres dirigeants (44 %) arrivés vers la quarantaine à un tournant de leur carrière de salarié, explique-t-il. A ces niveaux de responsabilité, l'engagement est de toute façon très fort et l'on sent nettement chez eux l'envie de contrôler le fruit de leur travail et de s'épanouir pour leur propre compte. »

Signe des temps : la crise n'épargnant guère les cadres, le nombre de postulants n'a cessé d'augmenter ces dernières années : 1 129 candidatures reçues au siège de McDonald's France en 1989, 1 506 en 1990, 2 200 en 1991 et 3 505 en 1992. La sélection devient de plus en plus sévère. « En 1992, nous avons d'abord demandé à 50 % des candidats de nous envoyer un dossier complémentaire. Trois cents ont ensuite été sélectionnés pour suivre un stage de cinq jours en restaurant. Une façon de

mettre à l'épreuve l'enthousiasme des postulants. Vingt-cinq d'entre eux seulement ont finalement été retenus, qui ont dû par la suite suivre une formation d'environ un an avant de se lancer à la tête de leur propre restaurant.

C'est le cas de Pascal Bihel, trente-huit ans, ancien directeur marketing-vente d'une filiale de Lesieur. En janvier 1992, il inaugure son restaurant à Périgueux, le seul McDonald's de toute la Dordogne. « Après treize ans passés dans des sociétés d'agroalimentaire, j'ai fini par me poser des questions, précise-t-il. On travaille beaucoup avec le sentiment de frustration d'avoir à appliquer des décisions qui sont prises par d'autres. Tout cela m'a donné envie de créer ma propre société, d'être en quelque sorte maître de ma destinée. »

En 1992, en même temps qu'il suit la formation McDonald's, il vend sa maison en région parisienne et fait « les fonds de tiroirs » pour réunir la somme - 1,25 million de francs - qu'il doit apporter de sa poche. Son investissement personnel global est cependant plus de trois fois supérieur à ce montant : il emprunte donc le reste des fonds nécessaires auprès des banques. « L'image de McDonald's a bien sûr aidé, reconnaît-il, mais moins que pour d'autres franchisés installés dans des régions où l'enseigne est déjà présente. La nouveauté de la marque en Dordogne a été un léger handicap : deux banques seulement sur quatre ont « baillé » pour honorer l'emprunt.

Regretté, son ancien salarié ? Il pense retrouver ce niveau de rémunération dès la première année positive du compte d'exploitation de son restaurant : « soit en 1994, soit en 1995 », précise-t-il, confiant. Perdu, l'emploi de son épouse ? « Elle n'avait pas de travail en région parisienne. Maintenant elle en a » elle s'occupe de tâches administratives dans le restaurant. »

Olivier Piot

La qualité coûte que coûte

De la restauration rapide aux tables de référence la règle d'or consiste à former les responsables

VISIBLEMENT, c'est une statistique que Pierre Treillard, directeur achats-qualité chez Spizza 30, garde toujours à l'esprit : « Le client déçu par nos services en parle à quinze personnes, un client content le dit seulement à trois personnes. »

Les faiblesses ne pardonnent pas dans l'alimentaire. Il est facile d'imaginer que le chef d'un restaurant s'assure naturellement que ses menus soient d'égal qualité. Cela devient un métier à part entière quand, comme pour

que Michel Roffé. Mon travail consiste donc d'abord à former les chefs à savoir choisir leurs produits. Un gigot d'agneau ne doit pas, par exemple, dépasser les deux kilos cinq cents grammes, sinon c'est peut-être du mouton. Les pointes des asperges doivent rester blanches, violettes elles ont pris trop de soleil... »

Le moule indispensable

Deuxième maillon de la chaîne, la transformation des produits. Règle majeure : former les responsables. Au cours des quatre fois trois jours de stage obligatoire avant qu'un jeune « assistant manager » puisse prendre la direction d'un magasin Spizza 30, il apprend, par exemple, à manier la pâte de la pizza, non pas à l'étrier, mais à la « sapper ». Fin à sa propre école de formation. Il faut en moyenne cinq à six ans pour qu'un second de cuisine porte la toque de chef. Le moule est, quoi qu'il en soit, indispensable. « Nous ne pouvons pas nous permettre de déroger vis-à-vis de notre concept, insiste Frédéric Delarmel, directeur général du groupe Flo. La clientèle attend ce type de garantie. »

Les deux entreprises ont donc leur « bible ». Chez Flo, c'est un classeur bien mariné épais ; chez Spizza 30, il est orange. Chacun d'entre eux renferme des fiches techniques. Plus de huit cents recettes de cuisine pour Flo avec photos à l'appui expliquant la disposition du plat dans l'assiette. Moins épais chez Spizza 30, l'ouvrage de référence indi-

que, lui, un montage du plan de table des ingrédients et précise également la marche à suivre pour réaliser chacune des pizzas inscrites au comptoir. « Nous ne voulons aucun élément de subjectivité. Un pizzaino qui ome le fromage risque d'en mettre deux fois plus, explique Pierre Treillard. Ce serait une erreur car ses goûts ne sont pas forcément ceux de nos clients. Nous avons élaboré un standard qui convient. Il faut s'y tenir. »

Cette vigilance implique nécessairement des contrôles. Un gestionnaire de la qualité passe une grande partie de son temps sur le terrain. Michel Roffé, considéré chez Flo comme le chef des chefs, va de brasserie en brasserie, essentiellement pour contrôler, régler des problèmes urgents ou donner un coup de main en cuisine. Parfois, il arrivera à l'improviste sans pour autant se considérer comme un gendarme : « Je suis plutôt là pour offrir un appui. Chaque chef le sait. »

Pierre Treillard dispose, lui, d'ambassadeurs. Six superviseurs responsables chacun de huit magasins sillonnent ainsi Paris, aidant et conseillant les responsables, mais les notant aussi sur l'ensemble des services offerts. Sans oublier, bien sûr, ce « client mystère » recruté hors de la société pour une mission d'espionnage qui l'amène à rendre compte très précisément au siège de Spizza 30 de la manière dont il a été traité. 20 % de la rémunération d'un responsable d'un magasin dépend ainsi de l'ensemble de ces contrôles.

Marie-Béatrice Baudet

CHEFS D'ENTREPRISE, DRH,

L'EFFICACITE DE VOS COLLABORATEURS PASSE PAR UNE FORMATION DE QUALITE.

Nous vous proposons deux formations diplômantes agréées au titre du congé individuel de formation.

DIPLOME PREPARATOIRE AUX ETUDES COMPTABLES ET FINANCIERES (D.P.E.C.F.) - 5 U.V.

- 7 mois à temps plein : 8/11/93 au 30/06/94 + séquence de révision intensive : 29/08 au 9/09/94.
- Session destinée aux titulaires BAC au diplôme admis en dispense.
- Droit de l'entreprise, économique, comptabilité, communication, etc.

DIPLOME D'ETUDES COMPTABLES ET FINANCIERES (D.E.C.F.) - 7 U.V.

- 10 mois à temps plein : 18/10/93 au 16/09/94.
- Session destinée aux titulaires D.P.E.C.F. ou équivalent.
- Droit sociétés, fiscal, pénal, du travail, social, organisation/gestion de l'entreprise, révision, contrôle de gestion, etc.

UNIVERSITE PARIS-SUD
FACULTE JEAN MONNET
DROIT/GESTION/ECONOMIE

RENSEIGNEMENTS/INSCRIPTIONS : Formation Permanente
54, Bd Desgranges - 92331 SCEAUX Cedex - Tél. (1) 40.91.18.20

INITIATIVES

DOSSIER • La cuisine technologique

La diététique sort de l'hôpital

Cultiver le goût, le bien-être et le plaisir après avoir soigné les malades

LES diététiciens (en réalité des diététiciennes à 98 %) sont fort sympathiques mais leur métier continue à évoquer pour beaucoup un je-ne-sais-quoi de morose, de contraint, d'odeurs de pharmacie, l'obligation de prendre ses distances avec une gourmandise et une convivialité joyeuses et sans souci. Ils n'y sont pour rien. Le métier est bel et bien né pour et dans les hôpitaux : 100 % des premières promotions du BTS de diététicien, puis du DUT de biologie appliquée, option diététique - voies d'accès obligatoires à la profession - y ont trouvé leur unique débouché.

Même si 70 % des diététiciens travaillent encore aujourd'hui dans l'univers hospitalier, l'histoire de leur métier est celle d'une prise de distance progressive par rapport à ce point de départ. De plus en plus souvent, ils ont pour tâche de développer le bien-être et la qualité de vie des bien-portants autant que des malades. « Partis de l'idée que l'alimentation était seulement une réalité physiologique, une affaire de tube digestif, reconnaît Marie-Renée Huteau, déléguée générale de l'Association des diététiciens de langue française (ADLF), nous en sommes venus à prendre en compte des éléments comme le goût, le bien-être, le plaisir... »

C'est le cas, par exemple, pour Jany Vaccari qui « supervise l'ensemble de la chaîne alimentaire du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Grenoble » : avec des activités de diététique thérapeu-

que très pointue pour quelque cinq cents malades mais aussi la fourniture de repas courants pour les mille cinq cents autres malades. L'évolution de la façon de concevoir les menus lui apparaît comme l'une de ses principales missions : « Nous avons beaucoup travaillé sur la qualité des repas, la convivialité, le confort hôtelier du malade, la communication entre le service de restauration et les autres services, le souci de répondre à leurs besoins. Nous essayons d'évoluer en permanence ».

Un long et patient travail

Faisant un pas de plus dans cette voie, Michèle Cabanel a carrément quitté l'hôpital. Le service municipal des cantines scolaires de Bordeaux faisait, voilà quelques années, l'objet de nombreuses critiques. Il fut décidé de le recréer entièrement sur des bases nouvelles qui furent élaborées dans le cadre d'une large et authentique concertation. Michèle Cabanel s'y trouva associée, y prit une part très active et, devenue « diététicienne de la ville de Bordeaux », elle consacre désormais tout son temps à transformer des restaurants scolaires - en lieux où les enfants vont avec plaisir et se nourrissent de manière équilibrée : « Ma joie, c'est d'aller dans une école maternelle et d'y découvrir mes tout-petits en train de manger

pamplemousses, carottes râpées, kiwis... Et de voir qu'ils le font avec plaisir ! » C'est le fruit d'un long et très patient travail auprès du personnel des cantines, formé à « une approche en douceur des enfants et à une qualité de relations avec eux », de rencontres avec les parents, d'actions menées dans les écoles en concertation avec les enseignants volontaires, où la gastronomie tient autant de place que la découverte des règles de la nutrition.

Directrice de Flo-Passy, « traiteur de prestige » à Paris, Nathalie Herment est surtout une gestionnaire. Mais son ancienne spécialité continue de l'intéresser beaucoup. Elle l'associe à l'idée de qualité : « Si les diététiciens jouent à fond cette carte de la qualité, ils peuvent trouver des débouchés dans un grand nombre de métiers ». Franck Boissin, lui, s'est dès le début consacré à des activités purement commerciales au laboratoire Nutricia dont la plupart des cadres et dirigeants sont, eux aussi, des diététiciens. D'autres, comme Jeannine Ollivier à Nantes, exercent leur métier sous forme libérale : recevant des bien-portants soucieux de se nourrir correctement, des personnes désireuses de maigrir, voire de grossir, aussi bien que des malades ; donnant des conseils à des collectivités, faisant de la formation... Profession récente, la diététique est encore largement à inventer.

Marie-Claude Berbeder

Les plateaux des airs

Servir assure une production annuelle de quinze millions de repas

« Le gâteau de légumes aux pruneaux n'est pas réalisé comme il convient, 30 % de pruneaux c'est trois fois trop : ça ne tient pas. Voilà ce qui arrive quand on ne respecte pas la recette. Recommencez toute la série. » Christian Picard, le responsable du département Produits et recherche du groupe Servair, n'est pas content : des centaines de barquettes vont aller à la poubelle parce que les tranches s'émiettent : à refaire ! Il régit sans partage sur les trois unités de fabrication de Servair, quatrième société européenne de restauration du transport aérien.

Celle-ci sert chaque année quinze millions de repas pour Air France, son principal actionnaire, et quatre-vingts compagnies aériennes clientes ; deux cent cinquante menus différents sont préparés dans les deux unités. Servair 1, l'ainée, âgée de vingt ans, a vu bâtir ses 30 000 mètres carrés en même temps que l'aéroport Charles-de-Gaulle. On y maitonne les menus chauds des long-courriers et les premières classes des moyen-courriers. D'immenses cuisines abritent des marmittes, des fait-tout et des fours qui ont l'air d'avoir été conçus par des titans pour un peuple de géants. Quarante-cinq tonnes de vivres débarquent chaque matin dans les magasins d'approvisionnement. « C'est du sur-mesure ici, du haut de gamme, s'orgueille Christian Picard. Nous traitons tous les repas spéciaux. Ils représentent 4 % de notre activité quoti-

dienne. » Vingt-cinq mille « couverts » sortent tous les jours des mains gantées de quatre cents cuisiniers, pâtisseries, commis de cuisine. « Repas cashers ou végétariens, menus de régimes sans sel ou bien sans graisse, tout est possible : il suffit de le préciser en achetant son billet. »

Douze mille analyses par an

Dans une salle spéciale, trois chefs nippons s'affairent à la préparation des cinq cents repas quotidiens japonais commandés par ANA et par Air France pour ses vols vers Tokyo. Dans la salle voisine, deux chefs indiens mijotent le traditionnel curry des long-courriers de Bombay et Delhi. Une cuisine pilote s'occupe exclusivement de tester de nouvelles recettes : adapter la cuisine traditionnelle au transport aérien est un des soucis principaux des chefs. Les recettes doivent être faciles à réaliser en grandes quantités et pas trop coûteuses. Un plateau-repas en classe touristique ne doit pas revenir à plus de 50 F à la compagnie, entre le tiers et le quart du prix de revient en première classe. Et pour profiter des 8 kilos quotidiens de caviar ou des 500 kilos annuels de truffes consommés dans les airs, mieux vaut prendre le Concorde que le Paris-Londres.

Autour des tapis roulants, les agents de montage dressent les barquettes sorties des cuisines : longe de veau au citron garnie de baricots verts et profiteroles au chocolat pour le 747 de Buenos-Aires. Le commandant de bord a obligatoirement droit à un menu différent du reste de l'équipage, en particulier du copilote, pour des raisons de sécurité.

Sécurité et hygiène sont ici les maîtres mots. Suivant une législation très stricte, les plats doivent être réfrigérés deux heures au maximum après leur cuisson à moins 10 degrés dans de gigantesques armoires de refroidissement. Ils seront réchauffés dans les avions. Au bout de la chaîne, les cinq biologistes du Laboratoire d'hygiène alimentaire vérifient la conformité microbiologique des aliments. Les prélèvements exercés tous les jours (12 000 analyses par an sont effectuées) visent à éliminer en priorité les germes les plus graves : staphylocoques dorés et salmonelles. Avant d'être bémoliquement réfrigérés, les « trolleys », ou chariots chargés de plateaux sont bonifiés de carboglace, afin de ne pas casser la chaîne du froid. Et si les 15 millions de petits pains

annuels et les 12 000 sandwiches quotidiens gagnaient en saveur à être servis à température ambiante, ils y perdraient sûrement en sécurité.

A l'autre bout du site de Roissy, Servair 2 est l'unité d'assemblage des produits froids qui arrivent sous vide de la CPA, Compagnie de production alimentaire. Ici, pas de cuisine à proprement parler : c'est le royaume des plateaux-repas froids réservés à la classe économique sur les moyen-courriers. Des tonnes de charcuterie et de terrines sous vide débarquent sur les quais de transbordement et sont tranchées au gramme près. Un ordinateur vérifie soigneusement que le cahier des charges imposé par chaque compagnie en ce qui concerne le poids et la taille des mets soit scrupuleusement respecté.

Quatre règles d'hygiène

Première règle d'hygiène dans cette usine glaciale : la température ne monte jamais au-dessus de 12 degrés, pour éviter la prolifération bactérienne. Deuxième règle, la marchandise, après avoir subi une transformation, ne doit jamais revenir en arrière : mais toujours avancer vers le conditionnement final. La troisième règle est de ne jamais mélanger les produits. Les chambres froides sont séparées par catégories : produits carnés, crèmerie, légumes ; les salles de tranchage sont éloignées des salles de conditionnement. Quatrième règle : tout se passe à flux tendu, aucun stock ne séjourne, et les immenses bacs à julienne de légumes sous film plastique disparaissent aussitôt enfilés dans les pibos frigorifiques.

Tous les soirs, Air France envoie sur écran les listes de vols pour le lendemain, avec les horaires et le nombre de passagers prévus.

L'unité de production estime et prépare les plateaux correspondants.

Dans l'immense hangar de transit entièrement automatisé, deux kilomètres de bandes convoyeuses et mille nacelles suspendues remplissent en plateaux-repas et boissons les trallays fraîchement sortis des gigantesques laveries industrielles. Ces machines savent, elles, que le passager du vol 624 AF pour Le Caire goûte à 16 h 08 un sandwich concombre-œuf dur et un café. Elles savent même qui a raté son avion et n'a pas consommé son sandwich.

Lillane Delhousse

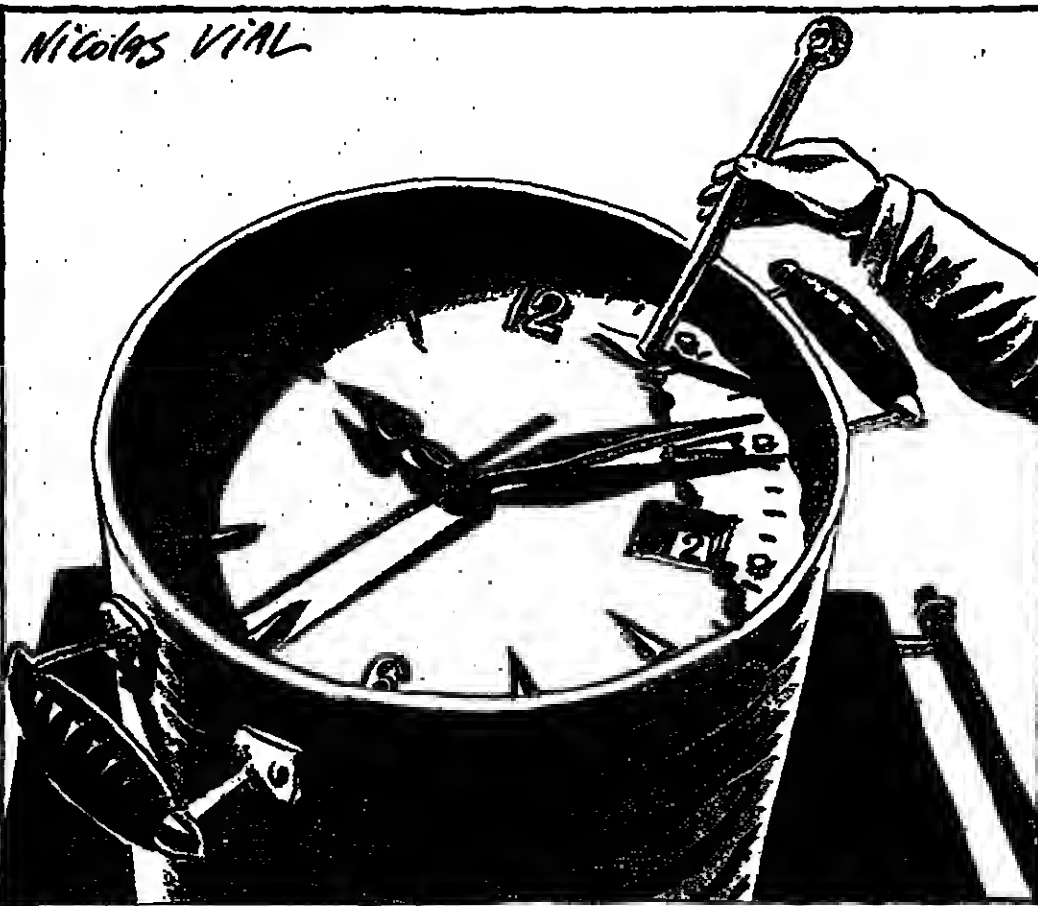
Christian, artisan des fourneaux

« On ne compte pas son temps, pas question de céder à la facilité »

CHRISTIAN PINEAU n'aimerait pas que l'on qualifie sa cuisine de classique, et sa manière de faire de traditionaliste. Il ne pratique pas le « retour aux sources » avec tapage, ni ne part en guerre de manière tonitruante contre le jambon polyphosphaté. Tout simplement Christian est un artisan des fourneaux. « Je fais comme j'ai toujours fait », telle est sa formule.

Le restaurant qu'il a créé au cœur de Montparnasse il y a vingt-sept ans, Chez Yvette, est un peu à l'image de ce chef conformiste. Tendues et larges banquettes confortables de velours ocre, comptoir de bois sombre issu de mobilier campagnard, convert simple et sans fioritures, c'est là que ce petit homme aux cheveux blancs officie en famille. Chaque midi et chaque soir, Janine, sa femme, est à l'accueil, son frère Louis en salle, lui en cuisine. Des journées, comme dit ce Poitevin « monté à Paris » en 1964 « où on ne compte pas son temps ». Ne commencent-elles pas à 6 h 30 du matin pour finir, le plus souvent, après minuit ? « On est habitué comme ça », lâche-t-il, sans plus de commentaires.

Car tout est de simple évidence chez ce classique qui, sans être une grande table, est mentionné dans les guides - Michelin, Gault-Millau, Lebeys. Evident pour lui, sans qu'il songe à le crier sur les toits, de pratiquer la cuisine du marché. Deux ou trois fois par semaine, il traverse la Seine, tôt le matin, tournant le dos à un Rungis « trop loin, trop grand, ne convenant pas aux besoins d'une petite maison ». De fait ce sont les rues des anciennes Halles - la rue Montorgueil en priorité - qu'il continue de venir ravitailler. Il y a ses habitudes. Quelques irréductibles - poissonniers, bouchers, maraîchers - sont en effet restés à l'ombre de Saint-Eustache. « Comprenez, mes filets de bar, mes lapins, mes poissons, mes légumes, c'est au coup d'œil que je les apprécie. Quitte à payer plus cher, j'achète en fonction de la qualité du produit, de la saison. Je suis intraitable avec mes



fournisseurs qui sont pourtant des copains, car c'est à mes clients - ils me sont fidèles - que je pense. Mais les achats faits, on va boire un petit coup de blanc ensemble. »

Foin du surgelé et de la diététique

Christian refuse de se faire livrer, accorde la préférence aux produits hexagonaux et surtout jure qu'il n'a jamais acheté un produit surgelé de sa vie. Pourquoi ? « Pas question de céder à la facilité ! » Mais encore ? « Vous ne voyez servir une coquille saint-jacques aux fibres cassées par le froid ? » A la limite, il admettra que ce procédé, c'est bon pour les grandes surfaces.

De même qu'il refuse catégoriquement l'introduction de produits sous vide, du micro-ondes, des produits nouveaux qui fleurissent au Salon international de l'alimentation (SIAL), Christian se moque des modes : « J'ai toujours pensé que la nouvelle cuisine - Ah ! la sole cuite rose à l'arête que la fourchette ne détache pas - ne durerait pas. D'ailleurs, de plus en plus de jeunes fréquentent mon restaurant. »

Une redécouverte et une réhabilitation donc, à ses yeux, des bienfaits de son boudin, ses rillettes de canard, ses fines gras qu'il prépare lui-même. « Souvent le dimanche matin, seul dans ma cuisine, je travaille mes foies. Je ne vois pas le temps passer. Et c'est du bonheur. »

Foin encore de diététique, du débat sur le gras et l'allégé, des cuisines minceur pour cet instinctif, peut-être fondamentaliste, de la casserole et qui a du mal à plaider la cause du classicisme. Il a appris son métier « sur le tas », voilà tout. Il se refuse encore à prendre un apprenti : « Croyez-vous que les mêmes de seize ans accepteraient ce métier de fou ? Imaginez que le gamin parte lorsque je déverse un foie, en me disant : « Monsieur, j'ai fait mes heures. » Impensable ! »

Pour l'instant, la préoccupation du restaurateur de Montparnasse est sa carte de demain. Lapin aux herbes ou coq au vin ? Cela dépendra du marché. Et de l'humeur du moment.

J. M.

MASTERS DE FINANCE

Mastère Spécialisé en Ingénierie et Gestion Internationale de Patrimoine
SOPHIA - ANTIPOLIS

Mastère Spécialisé en Back-Office

Traitement, contrôle et audit des opérations financières
PARIS - SOPHIA - ANTIPOLIS

Profils : diplômés d'une grande école, détenteurs d'un diplôme universitaire équivalent ou cadres en activité

Renseignements : Masters de Finance - B.P. 085
06902 Sophia-Antipolis Cedex - Tél. : (16) 92 94 22 90



INITIATIVES
EXPERIENCES

ACCUEIL

Visiteurs s'abstenir

Les entreprises négligent encore ce service comme si la politesse était une « marque de faiblesse »...

COULOIR sombre, ébaies piteuses, vieilles revues. Si cette image d'Epinal de l'entrée fournisseurs a franchement jauni, sauf pour certaines enseignes de la distribution et dans maintes administrations, l'accueil des visiteurs dans les entreprises françaises laisse trop souvent à désirer. Certes, dans de nombreuses sociétés prestigieuses, plantes vertes, hôtesse rouge à lèvres et fauxcils design ont pris la relève. Mais le décor est figé. N'attendez ni chaleur humaine ni prise en charge personnalisée, et surtout ne vous avisez pas de demander un renseignement quelconque sur l'entreprise, la durée d'attente et encore moins des services inconnus comme une tasse de café ou un plat pour rejoindre votre bête. Transformée soudainement en cèdre, la réceptionniste au regard glacé vous répondra que ce n'est pas de son ressort.

Depuis que les préoccupations de sécurité sont venues se greffer sur l'accueil, on assiste même dans de nombreux cas à des scènes dignes du vrai vaudeville. En l'espace de trente secondes, le temps de contrôler votre pièce d'identité et de vous « badger », l'hôtesse passe du fil à l'aiguille à la beauté plantée verte tout sourire. Parfois, les responsables de la sécurité en tenue tiennent même timidement et maladroitement le gilet pour combler des absences provisoires ou des manques d'efficacité. Dans tous les cas de figure, estimez-vous heureux si vous ne

restez pas bloqué dans le sas de sécurité faute d'avoir respecté à la lettre les consignes magnétiques de passage.

Ce n'est pas un hasard si l'accueil est encore aussi pauvre et rétrograde en France. « La politesse est encore considérée comme une marque de faiblesse », souligne Jean-Charles Fauque, auteur d'un ouvrage sur l'accueil des clients (1). Certains y voient même plus ou moins consciemment une mise en condition pour la négociation commerciale. Do coup, riez d'étonnant à ce que l'accueil soit bécoté et le métier d'hôtesse considéré comme une fonction marginale. Pourtant, certains partent en guerre contre toutes ces pratiques et les idées reçues qui les sous-tendent.

Associer discrétion et efficacité

En fait, un mauvais accueil porte un tort considérable à l'image de marque de l'entreprise, car il incommoder, voire choquer, les visiteurs qui ne manqueront pas de garder en mémoire ces moments désagréables. « A contrario, un bon accueil met le client dans de bonnes dispositions. Il est même possible d'utiliser le temps mort de l'attente pour lui fournir les premières informations et commencer le travail commercial », met en avant Jean-Charles Fauque. Et pour Sophie de Menthon,

de Multilignes, il n'est plus question de faire de différence entre les publics reçus. « Aujourd'hui, dit-elle, tout le monde est client de l'entreprise y compris les fournisseurs ».

Inversant la vapeur, certains, encore peu nombreux, cherchent à faire de l'accueil un atout de communication et même de vente. Si la sécurité est un passage incontournable pour le siège d'Alcatel à Paris, rue Emériau, il est oéanunims indispensable d'assurer un accueil compatible avec le standing international de l'entreprise. Pour y parvenir, le contrôle a été séparé géographiquement de l'accueil traditionnel. Tenue civile, deux langues parlées, amabilité et sourire, le contrôleur est d'abord là pour rassurer les visiteurs. Quant aux responsables de la sécurité eux-mêmes, ils ont pour mission d'associer discrétion et efficacité. En marge des préoccupations de sécurité, certains raisonnent même en termes de cohérence et de communication globale en associant l'image de leur accueil à celle de l'entreprise. Ainsi, rapporte Sophie de Menthon, « chez Decaux [matériel urbain et entretien], on vous prend systématiquement vos clés de voiture à l'arrivée pour avoir le plaisir de laver votre véhicule ».

Catherine Lévi

(1) Accueillir ses clients, de Jean-Charles Fauque, Nathan, 95 p., 1993

SERVICE

L'ANPE fait peau neuve

Le secteur d'activité remplace le territoire géographique

ELLE n'a que vingt-six ans mais la vague des trois millions de chômeurs lui a donné de vilaines rides. Bref, on lifting s'imposait! L'Agence nationale pour l'emploi a choisi 1993 pour mettre la dernière main à son plan interne de développement, autrement dit PID, nom de code officiel de la modernisation de son réseau. Destinée à mieux répondre aux attentes des employeurs et à celles des demandeurs d'emploi, ce plan s'est fixé un double objectif (conforme aux engagements pris dans le contrat de progrès signé avec l'Etat en juillet 1990) : d'une part, améliorer les relations avec les entreprises; et d'autre part, améliorer les relations avec les demandeurs d'emploi. En 1993, les 716 agences locales de France se sont dotées d'un nouveau visage. (actuellement, 350 agences ont été réaménagées).

Au nom du premier objectif, le travail au sein des ANPE a été complètement repensé : alors qu'auparavant, dans les agences, les prospecteurs travaillaient chacun sur un territoire géographique bien défini, ils vont désormais repérer par secteur d'activité. Au passage, ils gagnent le titre de « conseillers à l'emploi ». L'objectif, affirme Guy Lemarié, chef de PID à l'ANPE, est de mettre en place des équipes de conseillers professionnels spécialisés sur leur créneau respectif : banque, bâtiment et travaux publics, sidérurgie... Une petite révolution dans les méthodes de travail de l'ANPE, qui repose sur un postulat frappé au coin du bon sens : au lieu de s'éparpiller constamment parmi toutes les activités de sa « zone de compétence », le conseiller sera plus efficace s'il se spécialise sur un secteur d'activité.

Quant au second objectif (améliorer l'accueil des demandeurs d'emploi), c'est à la fois le plus coûteux et le plus spectaculaire. Il est vrai qu'en engageant 510 millions de francs sur trois ans dans la modernisation des agences, la direction de l'ANPE n'a pas lésiné sur les moyens... et s'est même offert, via un appel d'offres lancé en octobre 1990, le cocon d'une agence de design spécialisée dans l'identité graphique, filiale d'Euro-RSCG : Agora.

Sopha, qui a déjà réaménagé les succursales de la Société générale, du GAN, d'Air Inter sans oublier les stations-service Total et la boutique d'Inès de la Fressange! La méthode Agora Sophia? « On ne travaille pas sur un site mais sur des éléments architecturaux qui doivent pouvoir s'adapter dans toutes les agences », précise Emmanuel Champenois, directeur conseil chargé du PID à Agora Sophia. Tout un programme destiné à remplacer d'un seul coup d'un seul - un peu comme la citrouille de Cendrillon se change en carrosse - le mobilier vétuste et disparate des agences par du matériel uniformisé flamant neuf de Lille à Marseille.

En deux temps trois espaces

Coopération, les agences « nouvelle génération », selon la terminologie officielle, s'organisent autour de trois espaces bien distincts. Directement accessible à l'usager, un espace de « service immédiat » qui regroupe l'ensemble des services délivrés sans rendez-vous et concentre toute l'information en libre accès : formulaires d'inscription; panneaux d'affichage des offres d'emploi; informations pratiques sur les droits et les stages de formation; coin presse... A cela s'ajoute toute la logistique de base généralement mise à disposition : téléphone, Minitel, machine à écrire et photocopieur. Sans oublier les bureaux des agents formés pour recevoir spontanément les candidats qui le souhaitent en entretien individuel. Un espace conçu pour être « attractif et clair » dont les différentes zones sont matérialisées par quatre couleurs que l'on retrouve sur tous les panneaux : bleu pour les offres d'emploi, orange pour la formation, rose pour l'accompagnement à la recherche d'emploi et blanc pour les « droits, démarches et adresses utiles ».

En retrait par rapport au « service immédiat », l'espace de « service programmé » accueille aussi bien les chômeurs sur rendez-vous (entretiens d'orientation plus approfondis...) que les employeurs, une salle de réunion

doit être prévue. Enfin, réservé au personnel, l'espace de « traitement technique », véritable centre névralgique de l'agence, gère les offres d'emploi, prospecte auprès des entreprises ou des organismes de formation. Ici prend place le bureau du directeur de l'agence.

En deux temps trois espaces, Agora Sophia a prescrit à des agences pour l'emploi trop souvent perçues comme vieillottes, bureaucratiques et peu accueillantes, une véritable cure de jeunesse. En termes d'image, les effets de la thérapie ne devaient pas tarder à se faire sentir. Pour preuve, les réactions des demandeurs d'emploi bénéficiant des services des agences « nouvelle génération » : « Avant, il fallait venir certains jours précis dans la semaine pour consulter les offres d'emploi tandis que maintenant, on vient quand on veut », explique Jean-Marc, vingt-deux ans, inscrit à l'agence de Belleville (XIX^e arrondissement), réaménagée l'été dernier. « C'est plus agréable et plus convivial », renchérit Claudine, à la recherche d'un poste de secrétaire commerciale, même si un esprit chagrin (ou écolo?) regrette que les petits arbustes qui agrémentent les espaces soient « en synthétique ».

Quoi qu'il en soit, depuis sa réouverture, la fréquentation de l'agence de Belleville a augmenté de 30 %, alors que le taux de chômage est resté relativement stable dans le quartier (autour de 4,000 inscrits). Le succès est tel, ajoute Abdelkrim Khomani, directeur adjoint de l'agence, qu'on draine maintenant un public inscrit ailleurs, dans le XVIII^e ou le XX^e arrondissement, voire en banlieue. Même satisfait à l'agence « new look » de La Courneuve où le taux de chômage atteint 18 % : « Le contact est plus facile avec les demandeurs d'emploi parce que nous sommes maintenant en mesure d'offrir un accueil de qualité », assure sa directrice, Brigitte Leroy, qui, par la seule grâce du PID, a vu ses effectifs passer de onze à quatorze agents et a même, insigne privilège! obtenu un fax (dont elle était dépourvue jusqu'en octobre dernier). Comme quoi, le plan interne de développement, ça s'est pas do luxe!

Philippe Baverel

Téléphone : alerte rouge

Depuis l'introduction des lignes directes, les règles du savoir-vivre téléphonique sont sérieusement mises à mal

STANDARDS au disque rayé, Berger allemand ou histoires « perses » en transit, sonneries dans le vide interminables, renvois inopportuns, coupures maladroites, l'accueil téléphonique est massacré par une majorité d'entreprises et de grandes administrations françaises. Pourtant ces standards des dérangements des standards engorgés et personnalisés la relation, les lignes directes n'ont fait qu'amplifier les carences nationales. Directrice de la société Multilignes Coscail, Sophie de Menthon qualifie même le système (1) de « sida » de la communication. L'anecdote véridique qui suit s'a rien d'exceptionnel.

L'été dernier, elle a composé le numéro direct de son correspondant, cadre supérieur chez un grand constructeur informatique. Après d'interminables sonneries, ce dernier s'ayant plus de secrétaire (les économies font loi), elle fut revoquée sur un « centre de transit » aussi aimable qu'une porte de prison (une intermédiaire bouffée les « trous du mois d'août » vraisemblablement) et surtout incapable de préciser si ledit correspondant était en congé ou non. Devait l'urgence de la demande, l'opératrice, dans son extrême clémence, a consenti à la diriger sur la comptable du bureau d'à côté, oscillant par sa part entre l'indifférence la plus totale et l'hospitalité larvée. Elle n'en savait évidemment rien. Après vingt minutes de tractations, la conversation fut coupée par une manipulation malheureuse de la gestionnaire de bureau exacerbée par ces coups de fil où la concentration en rien.

Comment est-on arrivé à une telle gabegie téléphonique en France? Privilegeant surtout l'aspect automatisé et ses éventuels gains de productivité, les entreprises ne se sont ni embarrassées à expliciter aux salariés les potentialités riches mais complexes des postes multifonctions ou interrogées sur les bouleversements des règles de communication entraînées. Comme le souligne Sophie de Menthon, « tous les collaborateurs sont maintenant le standard de l'entreprise ». Pourtant, la notice de France Télécom est sans ambiguïté sur le sujet : « Son

Installation doit s'accompagner d'un plan de communication interne et externe. Il est essentiel d'informer les collaborateurs de la stratégie de réponse aux appels et de les faire adhérer à l'objectif d'amélioration de l'accueil ».

Les lignes directes butent également sur des problèmes de management et de motivation individuelle. Au pays du « chacun pour soi » et des services cloisonnés, il est sans doute utopique de croire qu'un zèle collaborateur va s'émuler à décrocher le poste du voisin s'il n'y trouve pas un intérêt particulier. Quant aux secrétaires, elles ne se lèvent plus volontiers de leur chaise. Certes, il existe bien des systèmes de revoi et des messageries vocales. Mais, même lorsqu'ils sont proposés, rares sont ceux qui font l'effort de les brancher.

Une affaire sur quatre se perd au standard

Délégué à des télé-bottes, techniquement performantes mais dont le turnover est généralement trop rapide pour leur permettre d'assimiler les rouages de l'entreprise, le standard, de son côté, fait figure de parent pauvre. Il faut dire que celui-ci est toujours considéré comme la cinquième roue du carrosse, et les télé-bottes sont mal-aimées et coupées de la plupart des salariés. Leur mission est d'ailleurs ingrate. On leur demande de faire barrage, de jouer les aiguilleurs, mais rarement de donner un premier conseil. Difficile, dans un tel contexte, de faire de l'accueil téléphonique une vitrine de l'entreprise. La démarche serait-elle superflue?

Communiquant l'image de la société et s'intégrant dans le concept de qualité totale, les spécialistes s'accordent pourtant à dire qu'il est primordial. C'est même le premier vendeur. Or, selon une étude de Multilignes, une affaire sur quatre se perd encore au standard. En période de vaches maigres, cette perte de contact représente un réel manque à gagner. Paradoxalement, les entreprises sont convaincues du

bien-fondé d'un accueil convivial. Une étude réalisée en 1992 dans la région Rhône-Alpes pour France Télécom montre que 93 % d'entre elles le considèrent comme important ou très important.

Comment alors déceler les fils du problème téléphonique? D'abord, en prenant en compte les attentes élémentaires du correspondant. Délai d'attente court, accueil aimable, prise en charge personnalisée, au mieux réponse satisfaisante à la démarche. Marie-Hélène Ravel, de France Télécom, n'a pas hésité à rappeler les éléments-clés du savoir-vivre téléphonique à la Semaine du marketing direct en janvier. D'autre part, un audit téléphonique portant aussi bien sur les aspects quantitatifs (nombre d'appels reçus, traités, durée, etc.) que qualitatifs permettra de diagnostiquer les points d'engorgement afin de rechercher les solutions techniques et prévoir les actions de sensibilisation et de formation adéquates.

La société Ois s'est ainsi lancée à la reconquête de son territoire téléphonique. Objectif prioritaire : diminuer le taux anormalement élevé - environ 40% - de retombées d'appels au standard suite à l'absence de réponse des salariés appelés directement. Un plan d'organisation téléphonique a été réalisé pour recenser qui fait quoi et qui possède quoi.

Parallèlement, un audit a mis à plat les difficultés et les besoins des différents services. Formation technique, installation de messageries vocales et signaux d'alerte en cas d'occupation de la ligne, création de cellules de solidarité téléphonique, journée standard portes ouvertes, etc., aucune piste n'a été négligée. Aujourd'hui, les progrès sont sensibles puisque le taux de retombées au standard est passé à 20 %. Pour aller plus loin, il faudrait maintenant que les salariés renvoient l'ascenseur à l'entreprise en faisant évoluer en profondeur leurs attitudes vis-à-vis du téléphone. La vraie difficulté est sans doute là...

C. L.

(1) Business Oblige, de Sophie de Menthon, InterEditions, 195 pages, 1990.

PRESSE

Le journal des RMistes

« Le Bon Plan » est diffusé depuis plus d'un an sur vingt communes autour de Grenoble

AU rez-de-chaussée de la maison cantonale d'Eybans, dans la proche banlieue grenobloise, l'équipe du Bon Plan plane sur le prochain sommaire. Sur les quatre personnes qui le composent, trois sont des bénéficiaires du RMI, employés au journal ou tant que CES (contrats emploi-solidarité). Seul Philippe n'est pas au chômage. Objecteur de conscience, il a choisi le journal pour effectuer son service civil. La moyenne d'âge dépasse la trentaine et le niveau celui du bac. « Les gens seraient étonnés de savoir qu'on est au RMI », balance Jean-Marc, secrétaire de rédaction à la recherche d'un emploi. « Preuve qu'il n'y a pas que des « sans-domicile fixe » (SDF) qui touchent le RMI », renchérit Manuel. Celui-ci dirigeait il y a dix ans une petite entreprise de chemiserie. Un accident et sa vie avait basculé. Le RMI, pour lui, est « comme une maladie honteuse qu'on cache ». Seulement, comme il l'a écrit en février dernier, il n'y a « rien de mieux dans l'immédiat ». Ance, la secrétaire, avait initialement « édité » : « RMI : on s'est donné bonne conscience ». « C'est quoi, interrogeait-elle, le minimum pour vivre? (...) En plus, on ajoutait l'insertion. Pas très joli, ça

encore! Ça fait prison. » Le mot ne passe pas mal au sein de l'équipe, comme auprès des lecteurs. « Le RMI, ce n'est pas pour moi, écrit un diplômé de littérature au chômage. C'est pour des gens qui n'arrivent pas à s'intégrer ».

Lancé en novembre 1991 pour répondre à un besoin d'information sur les contrats emploi-solidarité, le Bon Plan (1) s'est senti de cette évolution, qui s'est traduite par une augmentation générale du niveau de ses lecteurs. Son ton est plus mordant, ses sujets traitent mieux les préoccupations du moment. Ainsi, parce que « les RMistes, aussi, ont le droit de se défendre », le numéro de mars a-t-il été consacré aux insinuations. Sous le titre, Comment s'oxygéner, la rédaction livre quelques bonnes adresses pour se distraire sans trop dépenser. D'une façon générale, le journal s'efforce de jouer le rôle d'un guide pratique pour la vie de tous les jours. Il aide également les bénéficiaires dans leurs démarches, leur fournit des conseils - il a par exemple récemment consacré un article sur les attitudes qu'il convenait d'adopter face aux créanciers, bref, tente de répondre aux questions qu'ils se posent et, parfois, lui posent.

Mais le Bon Plan est aussi un espace d'expression où chacun peut parler de ses bleus à l'âme ou pousser ses coups de colère. Comme cette jeune femme qui, dans le numéro de novembre, s'en était prise à la caisse d'allocation familiale. Celle-ci lui avait reproché d'avoir préféré des cours au CUEFA à un stage. « Dans mon cas, faire des études, ça ne me va pas », raconte comment ses collègues de travail lui « font la tête quand [il] ose prendre des vacances », tandis qu'une femme sculpteur, rapporte les propos tenus par son assistante sociale : « Vous ne croyez pas que l'Etat va vous donner de l'argent pour faire vos trucs? » Reste que quatre pages, c'est peu quand on a le cœur gros. « Si tu n'as pas le journal, tu ne peux pas le lire », concède Philippe. Ils comprennent peut-être la chance qu'ils ont et seraient plus tolérants.

Nicole Cabret

(1) Lancé à l'initiative d'une entreprise d'insertion de Pont-de-Clair (Isère), le Bon Plan est financé par le département et diffusé par voie postale à 2 300 exemplaires sur 20 communes périphériques de Grenoble.

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

La région, un espoir pour l'emploi

par Jacques Jeanteur

TOUT le monde considère actuellement que la croissance du chômage va encore se poursuivre pendant plusieurs mois avec comme seule perspective à terme sa stabilisation. Ce fatalisme devant ce phénomène porte en lui les germes d'une explosion sociale. Une chose est certaine, les politiques successives de l'emploi mises en œuvre par les pouvoirs centraux ont toutes échoué, et cela malgré la bonne volonté de leurs auteurs et les énormes moyens financiers déployés.

Nous ne pouvons accepter que les valeurs du travail se perdent durablement dans des milliers de familles touchées par la non-qualification et le chômage de longue durée. Il faut lutter avec patience contre la marginalisation, il faut toutefois veiller à ce que les revenus de l'assistance ne dépassent jamais les revenus du travail. Chacun de nous est responsable de cette situation de l'emploi mais, en même temps, nous sommes tous porteurs d'une nouvelle espérance. Elle consiste à inventer de nouvelles relations, à découvrir de nouveaux modes de fonctionnement et à vivre de nouveaux partenariats.

Pour cela, nous devons développer en chacun de nous une véritable éthique de comportement et de relation, qui replace l'homme au cœur de l'économie de nos démocraties. Si l'outil économique doit être sans cesse modernisé et entretenu, il ne restera jamais qu'un outil. Or l'homme doit toujours primer sur l'outil, sachant qu'il est toujours plus grand que ce qu'il produit. Un proverbe chinois dit : « Quand les riches souffrent, les pauvres meurent. » Nous avons actuellement un réel besoin que les riches en culture, en savoir-faire, en maîtrise des outils modernes, se sentent concernés par la transmission et le partage de leurs acquis et de leurs valeurs. Il nous faut, d'une part, créer une nouvelle dynamique pour l'emploi et pour la formation et, d'autre part, inventer un véritable partenariat entre tous les acteurs de l'entreprise, de la formation et de

la politique. Au moment où chacun parle de subsidiarité, il est temps de la mettre en œuvre sur le terrain et de la vivre concrètement dans un partenariat dynamique, qui pourrait être le partenariat régional.

En France, comme dans la plupart des pays européens, l'échelon régional est reconnu comme celui de la pertinence et de l'efficacité en matière de formation et d'aménagement économique du territoire. Il n'est donc pas utopique de réfléchir à une cohérence dynamique de politiques régionales de formation, d'action économique et donc d'emploi.

La première cohérence, possible grâce au partenariat régional, est la mise en œuvre d'un schéma unique des formations qui inclurait : les formations initiales, générales et techniques, l'apprentissage, la formation professionnelle et les contrats de qualification. Cette démarche est amorcée en Champagne-Ardenne avec la participation active du rectorat, de la région, du comité économique et social, des partenaires sociaux et consulaires.

La deuxième cohérence concerne le programme régional de formation professionnelle. La compétence en la matière est dévolue par la loi aux régions, mais l'Etat central a conservé la quasi-totalité des actions de formation vers les demandeurs d'emploi ou les publics en difficulté. Il faut absolument que sur le plan régional nous puissions ensemble proposer une politique qui tienne compte à la fois du niveau actuel des demandeurs d'emploi et des besoins des entreprises.

Si l'on veut obtenir une véritable cohérence et une bonne complémentarité entre toutes les actions de formation, il est souhaitable que soit élaboré un seul et unique programme régional annuel de formation professionnelle pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il doit inclure toutes les actions et tous les moyens financiers actuels de l'Etat déconcentré, de la région et des

branches professionnelles régionales. C'est ce que la région Champagne-Ardenne réclame en demandant, dans le prochain contrat de plan, une contractualisation totale des formations pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Elle est bien sûr largement favorable à une décision du législateur concernant l'achèvement de la décentralisation de la formation professionnelle.

La troisième cohérence concerne l'emploi. Pour qu'une politique régionale partenariale en matière de formation soit pleinement efficace, il faut qu'elle puisse s'articuler avec une politique régionale autonome de l'emploi et de l'action économique. Il faut pouvoir réunir tous les maillons de la réussite sociale et économique : formation, emploi, aménagement économique de la région.

Pour réussir, une telle dynamique partenariale et transversale au niveau de la région ne doit pas s'opposer à la rigidité de mesures verticales décidées par le pouvoir central parisien pour application uniforme sur l'ensemble du territoire. Là aussi, la région Champagne-Ardenne, par souci de cohérence et d'efficacité, souhaite pouvoir être choisie comme région pilote pour expérimenter pendant les cinq ans du contrat de plan une gestion partenariale régionale de l'emploi, et donc du chômage, entre l'Etat déconcentré, le rectorat, les partenaires économiques et sociaux, l'ANPE, l'ASSEDIC et le conseil régional.

Il est donc temps d'oser la confiance, de vivre la subsidiarité active et de laisser le partenariat régional assumer ses responsabilités. Le seul risque, dans cette expérience régionale, est de réduire le chômage et la non-qualification. Au risque de réussir, osons engager ensemble et solidairement cette expérience régionale.

► Jacques Jeanteur (UDF) est vice-président du conseil régional de Champagne-Ardenne (CDS).

LIBRAIRIE

Ecole et entreprises

■ Cinquième ouvrage de l'Association jeunesse et entreprises (AJE), fondée en 1986 par Yvon Gattaz, le livre se présente à la fois comme une réflexion et un guide sur « les formations en alternance 1993 ». Dans l'esprit des précédentes publications de l'association - toutes consacrées à l'emploi et à la formation des jeunes - il fait la tour des diverses modalités du rapprochement entre le monde éducatif et le monde économique : historique de la formation en alternance, analyse des « pratiques étrangères », évolution et résultats des contrats au cours des cinq dernières années, rôle des stages, formalités administratives, ainsi que les principales conclusions d'une enquête réalisée en 1992 auprès de 250 entreprises.

► Ecole et entreprises, édité par l'Association jeunesse et entreprises : 44, avenue d'Iéna, 75116 Paris, 392 p., 150 F.

Les entreprises et l'Europe

■ Dernier-né de la collection « Agir en connaissance de cause » des éditions Lamy, l'ouvrage de Martine Raynaud, juriste au Centre français du commerce extérieur (CFCE), présente de façon détaillée les nouvelles règles européennes entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Le nouvel espace européen : comment les entreprises peuvent-elles s'adapter ? De l'harmonisation de la TVA et du droit des sociétés aux nouvelles règles de la concurrence, en passant par les « avantages » et les « incitations » de l'entreprise, le livre offre une synthèse de l'ensemble du dispositif communautaire lié à la vie des affaires.

► L'Europe : quels changements pour les entreprises, de Martine Raynaud. Collection « Agir en connaissance de cause », éditions Lamy (avec les Echos) : 187/189, quai de Valmy, 75490 Paris, 177 pages, 120 francs.

ÉCHOS

Dix ans de missions locales

■ Créées à la suite du rapport du professeur Bertrand Schwartz sur les difficultés d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales ont, elles aussi, dix ans d'existence.

De 50 à l'origine, elles sont passées à 277, après une parenthèse un peu délicate entre 1986 et 1988. Avec les 460 PAIO (permanences d'accueil, d'information et d'orientation) puis les carrefours-jeunes souhaités par M^{me} Martine Aubry, elles font désormais partie d'un réseau de 3 000 points d'accueil. En 1982, 150 000 jeunes, dont 10 % ont moins de dix-huit ans, ont pu utiliser leurs services. Ils ont été 600 000 dans le même cas en 1992. La presque-totalité d'entre eux (88 %) sont dépourvus de qualification professionnelle et, pour certains, de la moindre expérience professionnelle. 15 % font partie du noyau dur du chômage et ils sont chômeurs de longue durée. Selon le ministère du travail, ce dispositif a permis de trouver une solution dans sept cas sur dix. Plus de la moitié (60 %) ont obtenu un contrat de travail, en comptant l'apprentissage, mais seulement un tiers pour une durée indéterminée.

Structure originale, les missions locales privilégient le partenariat puisque les collectivités locales sont associées à leur fonctionnement. En 1989, a été créée une commission nationale qui rassemble les élus et les pouvoirs publics. Depuis 1991, les missions locales se sont rapprochées de l'ANPE afin d'améliorer leur efficacité.

Travailler et vivre autrement au XXI^e siècle

■ Dans le cadre de la huitième édition de la Semaine ESCP, qui s'organise du 10 au 15 mai, les professeurs et les étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Paris ont prévu une journée particulière, le 12 mai. Autour du thème « travailler et vivre autrement au XXI^e siècle », ils proposent un débat avec plusieurs personnalités, dont Yoland Bresson, doyen de la faculté des sciences de gestion de l'université Paris-XII, et Bernard Galambaud, consultant à l'entreprise et personnel. Un sondage réalisé auprès des élèves sera à cette occasion commenté.

► ESCP, 79, avenue de la République, 75443 Paris Cedex 11. Contact : Yvane Pillet. Tél. : 49-23-20-17.

STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stage et plus de 5 000 autres (Bac + 6), tenez directement : 3615 LEMONDE. Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le service des stages de la MNEF au 45-48-18-20. Les entreprises souhaitant passer une annonce sont priées de contacter le même numéro.

COMMERCIAL INTERNATIONAL

o Secteur : maritime. Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2 minimum, connaissance du milieu maritime souhaitée et anglais souhaités, utilisation du Macintosh avec Intégral, avec convention de stage. Mission : assurer la logistique des opérations, import-export et facturation. Traitement d'informations tant en France qu'à l'étranger. Offre réf. : 04696.

LOGISTIQUE

o Secteur : distribution. Lieu : Villeneuve-d'Ascq (59). Date : juin. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, avec convention de stage. Mission : optimiser le circuit logistique intrasociétés et le stockage. Offre réf. : 04704.

PRODUCTION

o Secteur : distribution. Lieu : Lesquin (59). Date : immédiat. Durée : 8 mois (dans le cadre d'un VSN). Ind. : à définir. Formation : bac + 4, dernière année d'école d'ingénieur. Textile, avec convention de stage. Mission : organiser et gérer la production d'une gamme de produits de sport de la commande à la livraison avec l'aide d'un réseau de sous-traitants à l'étranger. Offre réf. : 04705.

GESTION

o Secteur : électroménager. Lieu : Courbevoie (92). Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC. Formation : bac +2, gestion, connaissances en comptabilité. Mission : gérer les comptes clients : saisie des règlements, relance téléphonique, classement. Offre réf. : 04663. o Secteur : distribution. Lieu : Lomme (59). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, gestion, connais-

sances commerciales et des statistiques, avec convention de stage. Mission : réaliser une étude sur la structure de l'assortiment avec propositions d'outils de gestion pour certains produits. Offre réf. : 04660.

AUDIT

o Secteur : travail temporaire. Lieu : Nantes et Tours. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : non rémunéré. Formation : bac + 2, gestion, avec convention de stage. Mission : effectuer un audit complet de la qualité de l'accueil dans les agences de la région, en ayant auparavant réalisé les outils d'évaluation et établir la synthèse des résultats. Offre réf. : 04693.

COMPTABILITÉ

o Secteur : climatization. Lieu : Marseille. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : non prévue. Formation : bac + 2, comptabilité, travail sur informatique, avec convention de stage. Mission : comptabilité analytique, gestion des comptes clients, payables. Offre réf. : 04708. o Secteur : informatique. Lieu : Merco-en-Barrois (58). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, comptabilité, connaissances du tableau Excel et des techniques de consolidation, avec convention de stage. Mission : concevoir un système de consolidation comptable. 04652.

o Secteur : distribution. Lieu : Chassagny-sur-Rhône (38). Date : août. Durée : 1 mois. Ind. : non rémunéré. Formation : bac + 1, comptabilité, avec convention de stage. Mission : gérer la trésorerie et suivre les dossiers de crédit et de gestion. Offre réf. : 04669.

MARKETING

o Secteur : édition musicale. Lieu : Boulogne. Date : 15 mai. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Formation : bac +2, école de commerce, expérience ou connaissance musicale, connaissance du Macintosh appréciée, avec convention de stage. Mission : aider au développement d'un catalogue musical, à la recherche de clientèle : assistance commerciale. Offre réf. : 004703.

VENTE

o Secteur : promotion. Lieu : Boulogne. Date du stage : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 200 F/mois minimum. Formation : bac + 2, BTS action commerciale, avec convention de stage. Mission : assister les

responsables clients dans la gestion des dossiers opérationnels. Offre réf. : 04701. o Secteur : bureautique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, BTS action commerciale, avec convention de stage. Mission : faire de la prospection téléphonique, relances sur fichier déjà existant, déplacements sur le terrain. Offre réf. : 04696.

INFORMATIQUE

o Secteur : infographie. Lieu : Aix-en-Provence (13). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 3 000 F. Formation : bac + 5, informatique, connaissance de hard et soft PC et de Mécanorma (soft), avec convention de stage. Mission : mise en place d'un système infographique sur PC et connexion avec système vidéo. Offre réf. : 04707.

COMMUNICATION

o Secteur : formation/conseil. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 4, ingénierie des médias, aptitudes techniques, connaissance du marketing, de la micro-informatique PC, avec convention de stage. Mission : assister à la réalisation des applications multimédia et participer à la promotion des stages de l'Espace multimédia. Offre réf. : 04702. o Secteur : audiovisuel. Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, audiovisuel, connaissances techniques. Mission : assister la réalisation et le montage de film. Offre réf. : 04695.

o Secteur : agriculture. Lieu : Laval (53). Date : immédiat. Durée : 20 mois (pour un objectif de consécration). Ind. : 2 700 F/mois. Formation : bac + 2, BTS ou BTS ACSE si possible. Mission : préparer et animer des réunions, rédiger et diffuser de l'information sur le milieu agricole. Offre réf. : 04594. o Secteur : informatique. Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Formation : bac + 3, marketing, communication, goût pour la rédaction, avec convention de stage. Mission : participer au lancement d'une nouvelle publication sur le matériel de la marque, réaliser des études marketing sur plusieurs publications existantes. Offre réf. : 04640.

o Secteur : communication événementielle. Lieu : Sagny-le-Marché. Date : juillet. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % SMIC. Formation : bac + 2, communication et/ou marketing, avec convention de stage. Mission : assister la chef de produit événementiel dans le lancement de pro-

duits, recherche et documentation. Offre réf. : 04658. o Secteur : audiovisuel. Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, communication, connaissance du milieu du spectacle, avec convention de stage. Mission : assister le régisseur général du cinéma village et le jury. Offre réf. : 04676.

RELATIONS PUBLIQUES

o Secteur : communication culturelle. Lieu : Bourgogne, Bordeaux. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : 1 700 F/mois. Formation : bac + 1, marketing, commercial, permis de conduire, avec convention de stage. Mission : vendre dans votre région un événement culturel d'importance nationale. Mener des actions auprès des journalistes, des offices de tourisme, des collectivités. Offre réf. : 04654.

o Secteur : communication culturelle. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 700 F/mois. Formation : bac + 3, marketing commercial et micro-informatique appréciée, permis de conduire et véhicule, avec convention de stage. Mission : assister l'organisation d'une action de communication nationale en relation avec des équipes régionales, assurer les relations presse et relations publiques. Offre réf. : 04653.

SECRÉTARIAT

o Secteur : édition. Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : 1 700 F/mois. Formation : bac + 1/2, bac G1, connaissance de l'informatique, logiciel courrier, Word 5, avec convention de stage. Mission : secrétariat export avec utilisation d'un ordinateur HP logiciel Word 5. Offre réf. : 04607.

o Secteur : finance. Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 5 700 F brut. Formation : bac + 1, secrétariat, connaissance micro TTX et Word Perfect. Mission : suivi d'une base de données clients. Relance téléphonique et courrier. Offre réf. : 04881.

o Secteur : communication. Lieu : Metz (57). Date : juillet. Durée : 2 mois. Ind. : non rémunéré. Formation : Bac + 2, secrétariat, avec convention de stage. Mission : assurer le secrétariat technique et commercial pour l'antenne régionale d'une société nationale. Offre réf. : 04674.

o Secteur : édition. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Formation : bac + 1, secrétariat. Mission : hôte d'accueil avec secrétariat et téléphone. Offre réf. : 04700.

L'UNIVERSITÉ PARIS X NANTERRE

FORMATION CONTINUE

Notre choix : répondre à la demande de qualification des salariés ou des demandeurs d'emploi.

■ Nos domaines : Communication multimédia, gestion, droit, langues, informatique, ressources humaines.

■ Nos diplômes : nationaux ou d'université : licence, maîtrise, 3^{ème} cycle.

■ Notre méthode : le partenariat de professionnels et d'universitaires.

Pour tous renseignements : CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE 200 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 92001 NANTERRE CEDEX TEL. 40.97.78.66 - FAX 40.97.71.81.

CEP

mal des RMistes

falt peau neuve

LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

ENSEMBLE DANS LE FUTUR

La Caisse d'Epargne de Picardie se place au premier rang des établissements financiers de sa région : plus de 1 000 collaborateurs, des fonds propres de 1,3 milliard de francs et un total bilan de 28 milliards. Avec son siège basé à Amiens et ses 9 groupes solidement implantés sur les pôles économiques de l'Aisne, l'Oise et la Somme, elle est un acteur important du développement de la région.

Rattaché au Président du Directoire, vous êtes membre du Comité de Direction et participez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique générale de la Caisse.

Vous assurez le développement optimal du Groupe qui vous est confié, en déclinant à ce niveau le Plan de Développement Stratégique et en garantissant la réalisation des objectifs.

Cette mission fait de vous le représentant local de la Caisse d'Epargne de Picardie, garant de sa notoriété et de son image.

Responsable d'un véritable centre de profit,

DIRECTEUR DE GROUPE

vous veillez à la mise en œuvre des moyens, à la qualité et rentabilité des actions et assumez la direction et l'animation des équipes.

Pour réussir dans ce poste ambitieux, vous alliez à une expérience de banquier des capacités de management et d'homme de développement.

Vous êtes en mesure d'animer une équipe de plus de 100 personnes et d'assurer l'exploitation d'un marché à fort potentiel de développement.

Ce poste est basé à Senlis (Oise).



CAISSE D'EPARGNE
DE PICARDIE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DGL/MS1 à la Direction des Ressources Humaines, Caisse d'Epargne de Picardie - 2, boulevard Jules Verne - BP 0727 - 80007 Amiens Cedex 1.

EXECUTIVE DIRECTOR Brussels

CEFIC, the European Chemical Industry Council, is the Brussels-based organisation representing national chemical federations and chemical companies of Europe. This organisation represents an industry which employs over 2 million people and accounts for approximately 30% of world chemical production. Due to their further expansion, they are looking for an Executive Director for their Euro Chlor federation. He will have direction over the policy and strategic matters relating to the Euro Chlor's activities and will define and implement its work programme in order to achieve the

objectives specified by the Management Committee. In order to accomplish this task successfully, the person we are looking for will have a considerable executive experience in the chemical industry and will be familiar with the European Community and governmental operations. A fluent command of English, French and German is required as well as excellent negotiation and communication capabilities. To apply, please send your CV to Marie-Christine Peynsaert - PA Consulting Group, Avenue Louise 390/3 - B-1050 Brussels. (Réf. A/2118M)

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

DIRECTEUR DES VENTES

pour l'EUROPE

► Important Groupe International situé en proche banlieue parisienne (est), recherche Directeur des Ventes pour l'Europe.

► Homme de terrain, vous êtes rompu aux négociations de très haut niveau et maîtrisez impérativement l'anglais et l'allemand.

► Vous possédez une expérience d'au moins 10 ans du marché européen dans la vente de produits industriels et justifiez d'une pratique de l'animation qui vous permette de manager, à terme, une trentaine de personnes dans différents pays.

► Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 6009 à EUROMESSAGES BP 80 92514 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

OCE CONTEXTE

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

JEUNES INGENIEURS GABONAIS,
BIEN DANS LA TECHNIQUE,
LES CLES DE VOTRE REUSSITE : SHELL GABON !



Shell Gabon, société d'exploitation et de production de pétrole, est une des plus importantes entreprises du pays : 800 cadres, techniciens et ouvriers, résolument tournés vers l'avenir, contribuent à mettre en valeur les ressources pétrolières nationales. La gestion des ressources humaines est dynamique. La formation poussée, le système de mobilité, qui permet d'évoluer tous les 3 à 4 ans, assurent aux cadres performants une carrière riche et évolutive à la mesure de leurs talents.

Pour renforcer les équipes d'exploration, de production ou d'ingénierie, Shell Gabon offre plusieurs opportunités. Elles concernent des jeunes ingénieurs de nationalité gabonaise, débutants ou ayant une première expérience professionnelle réussie.

Vous avez été formé dans une bonne école d'ingénieur ou dans une université scientifique réputée - niveau DESS/Doctorat - et votre anglais est un atout supplémentaire. Vous êtes mobile. Vos qualités de motivation, d'esprit de décision, votre capacité d'analyse et de synthèse, votre sens des affaires, votre aptitude à communiquer pourront s'exprimer pleinement à Shell Gabon. Si vous êtes motivé par une carrière au sein d'une entreprise très performante, filiale d'un des premiers groupes internationaux, alors prenez contact avec nous : envoyez un dossier complet - CV et lettre de motivation - sous référence 530 352 LM à SIRCA, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera toutes les candidatures de façon strictement confidentielle.

SIRCA
ANTICIPER LA REUSSITE

مركز من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 5 mai 1993 33

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

CONSEILLERS JURIDIQUES REGIONAUX

Banque
Bordeaux - Grenoble - Rouen

Un des tout premiers groupes bancaires internationaux recherche, pour trois de ses directions régionales, un conseiller juridique. Placés sous l'autorité hiérarchique du directeur régional et rattachés fonctionnellement à la direction juridique centrale, ces collaborateurs auront une double mission. Ils devront, d'une part, assurer la tutelle fonctionnelle de l'activité juridique et contentieuse exercée dans les services juridiques locaux. D'autre part, ils auront un rôle de conseil juridique du directeur régional pour l'ensemble des activités de la direction. Dans le cadre de leur fonction, ils devront saisir de

manière appropriée les services juridiques centraux pour les dossiers les plus complexes. Ces postes s'adressent à des candidats âgés d'au moins 32 ans, possédant une bonne formation juridique supérieure et ayant acquis une expérience de 6 années minimum dans une banque leur ayant permis de bien maîtriser les questions juridiques liées au droit bancaire (contrats, garanties, procédures judiciaires...). Ecrire à Hugues CELERIER, en précisant la ville choisie et la référence R/0440M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Place aux Hommes !

Implanté au carrefour de l'Europe informatique et technologique, notre groupe a bâti sa réussite mondiale sur une capacité d'innovation constante. Parce qu'à l'origine de toute innovation technologique il y a les hommes, la fonction Ressources Humaines est au cœur de notre développement. Son rôle : intégrer la dimension humaine dans les réflexions stratégiques des directions fonctionnelles en contribuant à la réalisation de leurs objectifs.

Qu'il s'agisse de recruter et former les hommes, d'élaborer et gérer les outils, de mobiliser et coordonner les talents, l'audace et la qualité de notre démarche nous ont permis de donner à la fonction Ressources Humaines toute sa dimension.

Diplômé Bac + 5 en ressources humaines ou psychologie du travail, Sciences-Po, Celsa vous pensez qu'efficacité et qualité sont étroitement liées ?

Selon votre expérience, vous nous rejoindrez comme :

- **Responsable gestion du personnel**
(4 à 7 ans d'expérience)
- **Responsable du recrutement**
(3 à 5 ans d'expérience).
- **Consultant en formation**
(4 à 7 ans d'expérience).

Votre aisance relationnelle et votre capacité à innover feront la différence.

Pour ces postes basés dans notre unité de Grenoble (1400 personnes), merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la fonction choisie sous référence 14 73 93 M à notre conseil, Elisabeth HURBIN, Cabinet Chantal Baudron : 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

hp HEWLETT PACKARD

BANQUE D'AFFAIRES NEUILLY
recherche pour son Département Affaires Juridiques et Contentieuses

JURISTE

Vous aurez notamment pour mission :

- le suivi des dossiers contentieux soumis au Droit anglais ainsi que les procédures collectives dans les pays anglo-saxons,
- l'émission des avis juridiques internes.

De formation Juridique Supérieure (DEA, DESS...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine bancaire.

Langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 2326 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.

ORL. CONTESE

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La Délégation générale pour l'armement, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies de 52 000 collaborateurs réunis pour animer l'un des domaines les plus innovants : l'industrie française de défense. En coordonnant l'activité des entreprises du secteur, la DGA constitue notamment un partenaire privilégié des grands groupes liés à la défense.

Débutant(e) ou première expérience.

Au sein de la DGA et en liaison avec les directions financières des entreprises du secteur de la défense, vous aurez pour mission :

- d'analyser financièrement et stratégiquement ces entreprises,
- d'expertiser/montier des opérations d'ingénierie financière,
- de déterminer les besoins de financement des sociétés.

Dynamique et rigoureuse, apte à nouer des relations de haut niveau, vous êtes diplômé(e) d'HEC, ESSEC, ESCP, ISA, HEP de Paris ou d'une grande école d'ingénieur avec une formation financière de haut niveau.

DGA

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE AVEC CV DÉTAILLÉ À : M. GÉRARD GRIGOT DGA/CA - 14, RUE SAINT-DOMINIQUE 75007 PARIS

Chargé de Clientèle Assurances

Paris

Rattaché au Directeur d'une division d'un groupe de courtage d'assurances, vous aurez à développer et à suivre une très importante clientèle de professions libérales répartie sur toute la France.

Vous animerez également une petite équipe chargée de la gestion des sinistres et en contrôlerez l'organisation.

Agé de 30-35 ans, vous avez contribué, au cours d'une première expérience dans notre secteur, au développement d'un portefeuille clients et avez pu ainsi affirmer votre talent commercial et votre sens du conseil.

De formation juridique (DEA ou DESS), vous avez une parfaite maîtrise du droit des assurances et de la responsabilité.

Au-delà de vos qualités relationnelles et commerciales, votre capacité à animer une équipe et à vous adapter rapidement à notre culture d'entreprise est indispensable.

Par ailleurs, une bonne connaissance de notre domaine d'activité est un "plus".

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence 6016.

ORION

31-33 rue de la Boue, 75008 Paris

Adjoint au département fiduciaire, du mécénat et des fondations

FONDATION DE FRANCE

Vous participerez à l'instruction des dossiers de création des fondations et assurerez le suivi financier et l'analyse des projets de subventions de ces organisations, en étroite relation avec les autres départements de la Fondation de France.

Interlocuteur privilégié des fondateurs, donateurs et prescripteurs, vous leur apporterez un réel conseil technique. Vos qualités relationnelles favoriseront vos contacts à tous niveaux.

A 28/30 ans, votre formation (Droit, IEP, Gestion) et une première expérience dans un métier de conseil ou de services vous rendront rapidement opérationnel.

La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est vivement souhaitée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous référence ADJ, à Fondation de France, 40 avenue Hoche, 75008 Paris.

NEBIA-UTYEN

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Leader mondial des radiocommunications, Motorola commercialise les systèmes les plus performants du marché. Pour accompagner son développement, Motorola recherche deux

CONTROLEURS DE GESTION SENIOR

De formation école de commerce, vous disposez d'une expérience de 3/4 ans en contrôle de gestion, de préférence dans un environnement comptable anglo-saxon et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous prendrez en charge l'analyse et le reporting des activités de distribution et, en fonction de votre spécialité :

- Vous élaborerez les budgets et les prévisions en coordination avec les opérations France et le siège européen ainsi que les procédures d'audit interne pour les activités de vente et les stocks. Vous assurerez également le support aux opérationnels. (Réf. CGS 1)

- Vous serez responsable de la valorisation des stocks de fin d'année et des provisions correspondantes. Vous interviendrez également en support du contrôleur Europe du Sud et superviserez les travaux de clôture de la comptabilité analytique. (Réf. CGS 2)

Autonome, rigoureux et respectueux des délais et des procédures, vos qualités relationnelles feront la différence. La connaissance des gros systèmes IBM serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MOTOROLA SA, Direction du Personnel : 1, rue Jacques Rueff - 92182 Antony Cedex.



MOTOROLA
Radiocommunications

JURISTE

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
EUROPÉEN RECHERCHE UN
JURISTE.

DIPLÔMÉ D'UN DEA, DESS,

DJCE, VOUS JUSTIFIEZ DE 3 À

4 ANS D'EXPÉRIENCE ACQUISE

SI POSSIBLE EN DROIT DE LA

CONCURRENCE (FRANÇAIS ET

EUROPÉEN), VOUS ÊTES PRÊT À

VOUS IMPLIQUER DANS UNE

MISSION DE CDD DE 18 MOIS.

LA MAÎTRISE DU TRAITEMENT DE

TEXTE EST NÉCESSAIRE.

MERCI D'ADRESSER LETTRE,

CV ET PHOTO, SOUS RÉFÉ-

RENCE 42421 A MEDIA-SYSTEM,

6 IMPASSE DES DEUX COUSINS,

75849 PARIS CEDEX 17.

C'est à
l'Homme que
notre banque
accorde le plus
de crédit



JURISTE CONTENTIEUX BANCAIRE

Banque à taille humaine présente dans toutes les régions, le Crédit Coopératif met sa compétence au service des organismes d'intérêt collectif et des entreprises de taille moyenne.

Nous recherchons pour notre département contentieux à notre siège social un Cadre Confirmé qui aura en charge l'instruction et le suivi des dossiers de recouvrement.

Ce poste requiert une expérience d'une dizaine d'années en contentieux dans un environnement informatisé, avec une bonne pratique des procédures collectives et des mesures d'exécution.

Une solide formation en droit des affaires (bac + 4, + 5) est nécessaire pour mener à bien ces missions qui impliquent également une grande disponibilité et une forte capacité relationnelle.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf. CIX à B.F.C.C./DRH - BP 211 - 92002 NANTERRE CEDEX

CREDIT COOPÉRATIF
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Chargé d'Etudes Juridiques

Nous sommes un Organisme Paritaire ayant pour mission la gestion et la promotion de la formation continue dans le BTP. Pour renforcer notre équipe juridique et financière, nous recherchons pour notre siège à Paris, un Chargé d'Etudes.

Juriste de formation, vous vous êtes spécialisé en droit social. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience. Vous participerez activement à la mise en place de la gestion administrative, juridique et financière de la formation ainsi qu'à la réalisation et au suivi des études.

Nous souhaitons rencontrer des candidats sérieux, rigoureux, disponibles et ayant de réelles qualités relationnelles. La pratique de la médiation serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec CV et photo sous réf. CEJ/45 à notre conseil THALMA KESSERLY, 10 rue de Constantinople - 75008 Paris, qui vous transmettra votre dossier.



Aujourd'hui l'expansion
c'est possible ...
Notre groupe en témoigne

Nous sommes une entreprise française, internationale, spécialisée dans la vente de produits de grande consommation. Notre chiffre d'affaires passe de 15 milliards à 20 milliards à l'étranger. Notre expansion se fait par croissance interne et externe, nous sommes en pleine croissance. Notre développement nous conduit à recruter un

JURISTE INTERNATIONAL

DROIT DES AFFAIRES - FISCALITE

Intégré à la Holding du groupe, interloqué par la Direction Générale et des Directeurs de Sociétés en France et à l'étranger, il mettra en œuvre ses compétences de JURISTE ET DE FISCALISTE et ses qualités d'opérateur commercial et de négociateur.

De formation D.E.A. ou D.E.S. Droit des affaires, il aura acquis une solide expérience internationale une solide expérience (minimum 5 ans) particulièrement développée en droit des sociétés et fiscales (acquisitions, fusions, création de filiales, joint venture...), en droit des contrats et des assurances, si possible, en droit des marques et des consommations. Il maîtrisera l'anglais.

Nos résultats prouvent l'efficacité de nos équipes, vos talents personnels s'y exprimeront.

Poste à Paris.

Envoyer sous réf.
17A/25573M
Discrétion absolue



71, rue d'Antenne
75016 Paris

Jeanne Comptable

Notre Groupe, C.I.T. S.A.P.A., est une entreprise d'importance internationale, basée à Paris. Elle crée un poste de :

Jeanne Comptable

La candidate idéale sera une femme comptable des sociétés, capable de travailler en équipe, rigoureuse, dynamique, avec une bonne maîtrise de l'anglais. Elle aura une expérience de 3 à 5 ans en comptabilité des sociétés et en gestion administrative, juridique et financière. Elle devra être capable de travailler en autonomie et de gérer des dossiers complexes.

Une fois recrutée, elle sera rattachée au service de comptabilité et de gestion administrative, juridique et financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV sous réf. 17A/25573M à notre conseil, C.I.T. S.A.P.A., Centre d'Affaires Paroisse - 6 Bd de la Liberté - 92284 St Denis Cedex.

D

Rattaché au Secrétaire Général vous avez la responsabilité d'un département d'une cinquantaine de personnes regroupant l'ensemble des équipes comptables, y compris la comptabilité de certaines de nos filiales, la consolidation et la fiscalité.

Notre société connaît actuellement une mutation profonde et le degré d'informatisation de nos systèmes comptables progresse fortement.

Vous avez la mission d'accompagner cette évolution, êtes responsable de la bonne application des principes comptables et veillez à la qualité des informations produites.

De formation supérieure (ESC ou maîtrise, complétée par l'expertise comptable), vous avez une quinzaine d'années d'expérience professionnelle, dont au moins dix ans d'expérience de la comptabilité bancaire au sein d'un établissement financier ou à travers des missions d'audit ou d'organisation.

Votre aptitude à l'animation d'équipes sera déterminante pour réussir dans ce poste. Enfin, vous avez idéalement déjà été associé à la mise en place de la "BAFI".

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et indication de votre rémunération actuelle sous la référence 9214 à l'Agence Carré Turenne, 129 rue de Turenne 75003 PARIS qui transmettra.

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Filiale commune de la Caisse des Dépôts et Consignations et des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, investie de responsabilités de Caisse Centrale, la Société Centrale de Trésorerie se définit aussi comme une plate-forme de services à destination du réseau des Caisses d'Epargne.

Ses ambitions d'efficacité et de performance la conduisent aujourd'hui à renforcer ses équipes.

TRÉSORIER-DEVISES

La Direction des Opérations avec l'Etranger de la SCTCEP a pour vocation d'assurer la centralisation du traitement des ordres étrangers pour le compte des Caisses d'Epargne.

A ce titre, elle tient les comptes des correspondants étrangers, gère la messagerie SWIFT, assure le traitement post-marché des ordres et centralise la gestion de la trésorerie-devise.

Pour assurer sa mission, la Direction des Opérations avec l'Etranger crée la fonction de responsable trésorerie-devise. Le titulaire du poste, rattaché au Directeur, est chargé de :

- définir les procédures de remonétisation d'informations;
- effectuer les opérations sur le marché (comptant, terme, gré à gré et de financement), en relation avec le back-office;
- optimiser la gestion de trésorerie sur les comptes nostri des correspondants étrangers.

Il encadre un assistant.

Pour ce poste qui exige autant de rigueur que de dynamisme, nous recherchons un jeune financier, d'un niveau Bac + 5 en économie, finance ou gestion, riche d'une première expérience de cambiste.

Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Poste basé à Paris (La Défense).



SOCIÉTÉ CENTRALE DE TRÉSORERIE
CAISSE D'ÉPARGNE

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) à : Société Centrale de Trésorerie Service des Ressources Humaines - 254, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.

52 من الإجمالي

REPRODUCTION INTERDITE

• La Monde • Mercredi 5 mai 1993 35

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication

Importante Compagnie
recherche pour gérer et optimiser sa flotte
de conteneurs un :

D

Sous la responsabilité du
Directeur du Département,
entouré d'une soixantaine
de personnes, vous aurez
conquis vos "galons" en
optimisant au maximum
les flux grâce à votre
rigueur, vos idées, votre
capacité à les faire passer
concrètement sur le terrain.

L'informatique vous sert
d'instrument de travail,
votre expérience, à
40 ans environ, se situe
comme Responsable
Logistique dans un
contexte similaire. Vous
parlez anglais, aimez
voyager.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser
votre dossier de candidature (lettre
manuscrite + CV) sous réf. A3 05 02
à notre Conseil Madame Claude FAVEREAU
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 Paris



FAVEREAU
CONSULTANTS

ULTANT

Vous êtes Ingénieur ou
Diplômé Grande Ecole,
pourvu de solides
compétences
complémentaires, par
exemple en comptabilité,
informatique, ou
bureautique.

Intervenant déjà - ou pas encore - en tant que consultant, vous
maîtrisez l'un au moins des grands domaines de gestion de
l'entreprise, à la suite d'une expérience réussie de 3 à 5 ans
dans une importante organisation industrielle ou de services.

Vous recherchez une structure pouvant satisfaire votre éthique
personnelle et professionnelle, qui se traduit notamment par :
- un travail de haute qualité, avec ouverture d'esprit et une
exigence de rigueur,
- une polyvalence dans les approches, et l'actualisation
constante de méthodologies de pointe,
- la volonté d'accroître votre autonomie, en même temps
que vos capacités.

Nous sommes un cabinet dont la dimension et l'état d'esprit
permettent la confiance réciproque.
Vous pourrez faire partie d'une véritable équipe, où les
performances de chacun alimentent et soutiennent l'action de
tous, avec un esprit de corps assurant à la fois les
développements individuels et l'essor collectif.

La base du poste est à Paris.
Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier
(C.V., photo, lettre manuscrite, prétentions) - qui sera
traité en toute confidentialité - à Jacqueline BAC -
OIM Consultants, 42 avenue Kléber 75116 Paris.

Filière Française d'un Groupe
Européen - 1 Md de CA
700 personnes leader dans le
domaine de l'hygiène :
Restauration - Textiles -
Surfaces - Industries Agro-
alimentaires recherche un

Consultant Distribution

Rattaché au Directeur Commercial France, vous
participez à la mise en œuvre de la stratégie distributive de
notre société. Vous intervenez auprès de nos distributeurs
pour les conseiller dans des opérations de gestion,
d'organisation, dans les orientations commerciales et pour
des plans de développement ou de restructuration.

A partir de vos analyses et de vos diagnostics, vous serez
une véritable force de propositions capable d'assurer le
suivi de vos réalisations.

Cette mission polyvalente vous amènera à travailler en
collaboration avec nos services financiers, commerciaux,
marketing et informatique.

A 28-32 ans, de formation Sup de CO, Sciences Po ou
DESS Economie Financière, vous avez acquis une
expérience de 3 à 5 ans d'audit ou de conseil ou en
cabinet. Votre sens relationnel, la rigueur de votre
démarche, votre aisance et votre sens du concret
contribueront au succès de votre parcours au sein de notre
société.

Merci d'adresser sous réf. 93/15/M à :
HENKEL HYGIENE - 8 Rue Rouget de Lisle
92137 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX

Henkel Hygiène

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE ÉVOLUTION...

LE GROUPE
GMF EST UN
DES PREMIERS
GROUPES
FRANÇAIS
DE SERVICES.
PRINCIPALEMENT
PRÉSENT DANS
L'ASSURANCE
ET LA FINANCE
(GMF-IARD,
GMF-VIE,
LA GMF-PJ,
LA SAUVEGARDE
GMF-BANQUE...)
ET DANS LA
DISTRIBUTION
(LA FNAC...)

Chargé
d'Études
Statistiques
Calculs et
Recherches

De formation supérieure
en statistiques
(bac +4 ou 5) avec une
expérience
professionnelle de 5 ans
dans le domaine de
l'Assurance, vous avez le
goût des études
techniques avancées.
Venez valoriser ces
compétences en
rejoignant la Direction
Technique de notre
Secteur Assurances
IARD. Vous intégrerez
notre Département Calcul
et Recherche pour
participer à l'élaboration
de nos futurs systèmes de
tarification et à la mise en
place de nouveaux outils
d'analyse. Spécialiste de l'analyse
de données, des
techniques de scoring et
de segmentation, vous
maîtrisez la micro-
informatique et les
langages informatiques
(SAS).

Merci
d'adresser
votre dossier
(C.V., photo
et prétentions)
sous réf. 93/15/M
à Madame DESJARDIS
GMF
Service Ressources
2, rue Henri-Rochester
75017 PARIS



LEVALLOIS-PERRET

VILLE UNIVERSITAIRE
DU CENTRE-OUEST

DIRECTION DU SERVICE MÉDICAL
INTERPROFESSIONNEL D'UN DÉPARTEMENT
(40 PERSONNES)

Le Service Médical Interprofessionnel d'un Département du Centre-Ouest, dont la vocation est
d'agir auprès des entreprises et des salariés au titre de la prévention et du conseil dans le
domaine exclusif de la médecine du travail, recherche, en raison du départ à la retraite de son
titulaire actuel, son

Directeur

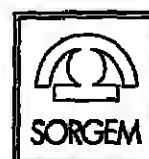
Dans le cadre des objectifs définis par le
Conseil d'Administration et son Président, il
assure l'animation du service, ainsi que la
gestion administrative et financière.
Il est responsable de la communication
interne et externe. C'est dire qu'il est en
contact avec les entreprises adhérentes et
qu'il est impliqué dans les instances de
concertation locales et nationales relevant de
sa compétence.
Pour être candidat à ce poste, il faut impérativement être doté d'une formation

supérieure (minimum Bac + 4), posséder
une expérience de plusieurs années de
gestion et d'animation d'équipe (8 à 10 ans).
Il n'est pas souhaitable que le candidat soit
lui-même médecin. Mais il a dû intervenir
comme Responsable des Ressources
Humaines dans une entreprise ou comme
Directeur d'un Centre Médico-Social. Ouvert,
très diplomate, rigoureux, il aura à diriger une
équipe d'une vingtaine de médecins dont il
devra respecter l'autonomie et la déontologie.
Le salaire est attractif et évolutif.



Guy Postel

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions),
en précisant un numéro de téléphone et la référence 793 à : Guy Postel
Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Confidentialité assurée.



CABINET D'ÉTUDES EN MARKETING ET COMMUNICATION

RECHERCHE

CHARGÉS D'ÉTUDES

Niveau doctorat : sociologie, anthropologie, linguistique, sémiotique
ou agrégation : philosophie ou lettres

Première expérience appréciée

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV à YVES KRIEF
SORGEM, 11, rue Leroux - 75116 Paris

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations

Vous voulez participer à UN GRAND PROGRAMME NATIONAL alliant l'efficacité économique et la solidarité.

Dans le cadre d'un accord passé entre l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Fonds d'Action Sociale et l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes HLM, celle-ci s'est vu confier la poursuite de ce programme ayant pour but de faciliter l'insertion des personnes en difficulté et de promouvoir le développement économique et urbain.

Le Mouvement HLM crée pour ce programme 17 nouveaux postes de :

CHARGES DE MISSION "insertion par l'économie"

Départements : 06 - 14 - 17 - 25 - 29 - 30 - 38 - 42 - 60 - 68 - 76 - 77 - 81 - 89 - 92 - 94

Rattachés aux directions des Organismes HLM, ils auront, durant une période d'au moins 18 mois pour fonction de :

- développer les relations des Organismes HLM avec le tissu économique local et faciliter l'implantation d'entreprises dans le patrimoine HLM ;
- concevoir et mettre en œuvre des actions multipartites favorisant l'emploi des demandeurs d'emploi des quartiers d'habitat social.

Ces postes exigent une approche économique et sociale, un sens aigu de la négociation, le goût de la mise en œuvre, de l'animation et de la coordination.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation supérieure et pouvant justifier d'une expérience réussie dans l'un des domaines suivants : développement social et urbain, insertion par l'emploi et la formation, création ou direction d'entreprise.

Nous vous remercions d'adresser (ne pas téléphoner) votre lettre de candidature + CV en précisant votre salaire actuel et vos préférences géographiques et en indiquant sur enveloppe et lettre la réf. CM/HLM/M à notre conseil :

Richard Bénéatou - GROUPE BBC - 1 bis, place de Volots - 75001 Paris.

Discrétion absolue et réponse assurée.

LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG

Recrute

pour son Service Communal d'Hygiène et de Santé

Un ingénieur sanitaire selon conditions statutaires ou contractuelles

• Missions :

Il secondera le médecin directeur dans les domaines relevant de la compétence des services communaux d'Hygiène et de Santé, et sera notamment chargé du bruit, du suivi technique du traitement des plaintes en insalubrité ainsi que de la création et du développement d'une brigade de l'environnement.

• Profil souhaité :

diplômé de l'Ecole Nationale de Santé Publique

Un technicien territorial faisant fonction d'inspecteur de salubrité, selon conditions statutaires (liste d'aptitude ou mutation)

• Missions :

- contrôles administratifs et techniques des règles d'hygiène : nuisances sonores, habitat, hygiène alimentaire, établissements recevant du public, dossiers de permis de construire,...

- instruction, traitement et suivi des dossiers de plaintes.

• Profil souhaité :

- D.U.T. Hygiène et Sécurité ou Hygiène et Environnement, fortement motivé en matière de prévention et de lutte contre les pollutions et nuisances, connaissances en acoustique, sens des relations avec le public et aptitude à travailler seul.

Adresser lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé accompagné de la copie des diplômes à :

Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg
Direction des Ressources Humaines - Centre Administratif
1, place de l'Etoile - B.P. 1049/1050 F - 67070 STRASBOURG Cedex
avant le 5 JUIN 1993 dernier délai.

LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG

4 milliards de francs de budget annuel
6 000 collaborateurs

recrute

pour sa Direction Etudes et Programmation

un cadre A

Administrateur ou directeur, de préférence responsable de la section évaluation des politiques publiques

L'évaluation est un travail permanent d'analyse des attentes et de la satisfaction du public et de l'impact des actions menées par les services

• Ses missions :

- Définir un programme et mettre en œuvre des procédures de travail avec les élus et les services concernés
- Organiser la section, ses moyens en personnel, budget d'étude, ses méthodes de travail, conduite de projet, transfert de savoir-faire
- articuler la section et une direction de pilotage et au projet global de modernisation de l'administration

• La poste requiert :

- une bonne connaissance des circuits dans les collectivités locales
- une formation socio-économique
- un esprit d'innovation, d'anticipation
- des qualités d'encadrement et d'organisation
- la capacité de travailler en équipe
- le sens du contact, de la pédagogie et du dialogue

Les lettres de candidatures manuscrites avec curriculum vitae sont à adresser pour le 30 mai 1993 à :

Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg
Direction des Ressources Humaines, 1, place de l'Etoile
B.P. 1049/1050 F - 67070 STRASBOURG Cedex

La Ville de COURDIMANCHE (val-d'Oise)

en développement rapide (3 000 habitants actuellement, 7 à 10 000 à terme) et faisant partie de la VILLE NOUVELLE DE CHARGY-POISSONNE (165 000 habitants) recrute PAR DÉTACHEMENT OU MUTATION

ATTACHÉ TERRITORIAL pour exercer les fonctions de

SECRETAIRE GENERAL

Vous avez des compétences en matière juridique et financière. Vous êtes méthodique et ouvert aux applications informatiques et télématiques. Vous assurez l'encadrement et la coordination des différents services au sein d'une équipe dynamique. Vous bénéficiez des divers avantages liés à la fonction. Merci d'adresser, sous réf. CDMA, votre dossier à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute discrétion.

SM Conseil 3, RUE TREILLARD, 75008 PARIS

Directeur du complexe centre d'aide par le travail

L'A.P.E.I. de l'AUBE, Association à but non lucratif, composée de 500 salariés qui assurent l'accueil de 880 handicapés (déficience intellectuelle), recherche son DIRECTEUR (Sous-traitance : conditionnement, câblage électrique, menuiserie, entretien d'espaces verts, textile, restauration). Véritable "CHEF D'ENTREPRISE" auprès du Président, vous animez, coordonnez et supervisez les Responsables des 4 Etablissements (140 salariés et 340 travailleurs handicapés) et des services.

• Chargé de la mise en œuvre de la politique définie par le Conseil d'Administration et son Président, vous êtes responsable de la gestion du personnel et de l'administration, de la mise en place et au suivi des projets éducatifs, techniques et à la réalisation pour l'action commerciale auprès des Entreprises.

Vous avez acquis de par votre expérience professionnelle diversifiée, les compétences pour mener à bien cette mission.

Vos qualités relationnelles et humaines, votre sens du dialogue et votre aptitude à la négociation sont des atouts sérieux.

Le niveau de rémunération est régi par la Convention Collective + avantages de fonction liés au poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + photo) sous la référence 011/AM à Claudine DEPLANGUE ADEC - 18, avenue des Lombards - BP 1065 10009 TROYES CEDEX.

ADEC

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

هذه من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 5 mai 1993 37

OCIATIF

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

PARIS
et
PROVINCE

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE Temps réel, Réseau, Système

Espace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport.

Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes de

INGENIEURS D'ETUDES et CHEFS DE PROJETS

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et les compétences suivants :

- Télécommunications (X25, RNIS, CMISE, ASN1...)
- Interfaces homme-machine (WINDOWS 3, XWINDOW, MOTIF...)
- Conception orientée objet (ADA, C++, HOOD...)
- Temps réel (VRTX, VX WORKS, ARTK, RTC...)

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII spécialisée dans les domaines de haute technologie.

Adresser votre candidature à AUSY - 10 rue des Acadies - BP 94 - 92 134 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex ou contacter Marie-Thérèse TALAR. Tél. (1) 46 44 29 29

AUSY

Responsable Qualité

"La Qualité totale :
un engagement
à la dimension
ORACLE"

ORACLE France
(530 personnes),
nous sommes
une filiale
d'Oracle
Corporation,
créateur et n°1 mondial des
Systèmes de Gestion de Bases
de Données Relationnelles,
3ème éditeur mondial de
logiciels, implantée dans
90 pays à travers le monde.

Nous commercialisons des
solutions de gestion de
l'information et des prestations
de services associés auprès des
grandes entreprises françaises.
Notre développement nous
amène à créer le poste de
RESPONSABLE QUALITE.

Agé de 35 ans environ, de formation Scientifique ou Gestion (BAC + 4), vous avez déjà eu la responsabilité de l'implantation d'un programme Qualité ou d'un projet de changement, de préférence au sein d'une entreprise de services. Vous avez aussi développé vos compétences à partir d'une expérience "terrain" et si possible, d'un poste de management. Riche de ces atouts, vous savez créer chez Oracle, la fonction Qualité Totale. Rattaché à la D. R. H., vous participez à la définition de la politique et de la stratégie Qualité. Vous élaborez le programme Qualité, coordonnez sa mise en place et son développement et apprenez le soutien nécessaire aux opérationnels. Communiquer, sensibiliser, Informer et former sont les conditions indispensables à la réussite de cette mission. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf DJ/03 à ORACLE FRANCE Direction des Ressources Humaines - 65 rue des Trois Fontaines 92732 NANTERRE cedex.

ORACLE®
La solution en logiciel

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUÉES
AU DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT,
AU NORD DE PARIS
recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES

Toxicologie in-vivo respiratoire : études légalles et recherches appliquées
avec une équipe de 5 personnes.

Vétérinaire et toxicologue (environ 35 ans) : il aura à développer
l'activité en entretenant les collaborations internes et externes.

Adresser lettre et CV sous réf. 8562
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

INRS

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous conduirez des Etudes et Recherches en laboratoire et entreprise
dans le domaine de la mécanique des fluides appliquée à la
ventilation industrielle en liaison avec les milieux de la prévention.

Nous souhaitons confier cette mission à des candidats justifiant d'une
expérience significative dans la fonction.

Une thèse de 3ème cycle serait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet + photo et rémunération
souhaitée à INRS - Service du Personnel - Avenue de Boulogne - B.P. 27
54501 VANDOEUVRE CEDEX.

INGENIEUR D'ETUDES

Nous sommes filiale d'un groupe de télécommunication. Dans le cadre de la mise en place de
notre réseau de données nous recherchons un
Ingénieur d'Etudes.

De formation Ingénieur radio et télécom, vous
justifiez d'une expérience significative (2 à 3 ans)
en réseaux mobiles, transmission de données et
radio.

La nature de votre mission sera de recenser,
analyser et définir de nouvelles fonctionnalités
réseaux ou outils pour notre direction technique en
collaboration avec les entités concernées. Vous
devrez également rédiger des dossiers d'études
techniques. Rigoureux et méthodique, à l'aise dans
les contacts, vous êtes mobile et possédez un bon
niveau d'anglais.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
s/réf. AM/015 à : EUROMESSAGES : BP 80 -
92105 BOULOGNE CEDEX ou
par Minitel 3616 EUROMES code
AM015

Un partenaire européen pour des
télécommunications mondiales

Ingénieur Support Europe

Produits de Messagerie

est un des plus grands opérateurs de
télécommunications dans le monde.
Nous offrons aux grandes entreprises des solutions
globales de télécommunications.

Face à l'expansion de nos services, notre
CENTRE EUROPEEN DE SUPPORT CLIENTELE,
recherche un Ingénieur Support Europe des
Produits de Messagerie.

Votre action : ☐ vous assurez un support de
second niveau, en soutien à notre centre européen
de support clientèle (24H/24) et aux sièges
nationaux de BT en Europe ☐ vous intervenez
dans la définition et la mise en oeuvre des
procédures (configuration et implémentation)
☐ vous informez et vous formez ☐ vous agissez en
étroite collaboration avec d'autres départements.

Vous avez : ☐ une formation supérieure
(Bac+4 ou 5) ☐ anglais courant ☐ une expérience
professionnelle en systèmes de messagerie
(X.400, EDI, transfert de fichiers...) ☐ la passion
du service et du contact clientèle ☐ des qualités
rédactionnelles ☐ le sens des priorités.

Adresser ou télécopier CV, lettre et photo à
OPTÉAMAN - 114 bis, rue Michel Ange -
75016 PARIS. Fax : 40 71 28 41 en indiquant la
référence 2214 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Anglais
courant

La Défense

BT



MCTS, le leader des circuits
sur film pour cartes à puce.

Une expertise reconnue des technologies avancées en
micro-mécanique, chimie, galvanoplasie. La passion
dans un environnement dynamique.

INGENIEUR CHIMISTE

Vous êtes Ingénieur de formation. Vous possédez une
expérience confirmée et réussie en recherche appliquée
dans un milieu industriel.

Nous vous confierons la mise au point de nouveaux
matériaux et supports organiques. Votre anglais courant
vous permettra de devenir l'interlocuteur privilégié de
nos fournisseurs étrangers. La connaissance des
techniques de fabrication du circuit imprimé serait un
plus.

Pour nous rejoindre, adressez votre candidature (lettre,
CV, photo et rémunération actuelle) sous référence
RH 433 à MCTS - 37, rue des Cloiseaux - 78200 MANTES-
LA-JOUE.

MCTS
MICRO-CONNECTIQUE TECHNOLOGIES

SECTEURS DE POINTE

CNIM

Constructions Industrielles
de la Méditerranée,
La Seyne-sur-Mer (Var).
Groupe CNIM :
2 900 personnes -
2 milliards de CA.

Notre division Défense-
Systèmes développe son
ingénierie au plan euro-
péen et recherche un
**INGÉNIEUR DE
HAUT NIVEAU.**

TOULON

Chef de projet confirmé

Ingénieur diplômé grande école, vous avez une solide
expérience dans la conduite de grands projets en armement,
spatial ou offshore, si possible au niveau européen, et maîtrisez
les méthodes de management nécessaires à leur gestion.
Généraliste, vous avez des connaissances techniques étendues et
des compétences spécifiques en mécanique des systèmes.
Tenace, rigoureux, vous avez le sens des relations humaines et
êtes à même d'animer des équipes pluridisciplinaires.

Directement rattaché au Directeur de la Division, vous prendrez
la responsabilité technique, administrative et financière d'un
projet d'armement européen, dont vous assurerez la gestion et
la coordination. Vous serez l'interlocuteur privilégié des
services internes de la Société, de nos partenaires et de nos
clients, pour l'ensemble du projet.

Maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand
souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. Marcaillou,
CNIM, BP 208, 83507 La Seyne-sur-Mer Cedex.

NOUS VOUS DEMANDERONS AUSSI D'INNOVER EN MATIÈRE DE MANAGEMENT

Notre société, filiale d'un groupe d'envergure internationale, conçoit et fabrique
des équipements mécaniques pour l'industrie lourde. Elle met en œuvre des process
de haute technologie dans des secteurs variés. Le

CHEF DU SERVICE ÉTUDES MÉCANIQUES

que nous recherchons aura un rôle important à jouer dans tous ces projets.

Au niveau de son unité, il veillera à l'optimisation de ses missions et de ses
responsabilités. Il étendra et développera ses relations avec l'ensemble des services
de l'entreprise. Il organisera et dirigera ses équipes dans un objectif constant de
cohésion et de mobilisation.

Ingénieur mécanicien diplômé d'une grande école, vous avez acquis, au cours de
vos 10 ans au moins d'expérience industrielle, de solides compétences en études
mécaniques. Vous avez déjà travaillé en milieu pluridisciplinaire dans le cadre de
productions complexes et dirigé des équipes importantes (50 personnes).
Rigoureux mais aussi créatif et enthousiaste, vous saurez innover dans tous les
domaines placés sous votre responsabilité.
L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de
candidature (lettre, C.V. et photo)
sous la référence M 256/MO à notre
Conseil, qui l'étudiera en toute
confidentialité.



MILO R.H.
3 avenue des Ternes
75017 PARIS.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

CHARGES D'AFFAIRES PME/PMI

CONFIRME

LE CRÉDIT AGRICOLE

D'ÎLE DE FRANCE

CONFIRME SON

IMPLANTATION EN

RÉGION PARISIENNE :

273 AGENCES.

3 100

COLLABORATEURS.



Partenaire financier des
dirigeants PME/PMI, votre savoir-
faire, votre connaissance du
terrain vous impliquent dans le
suivi et la fidélisation d'un
portefeuille de clients existants et
par une démarche active de
développement.

Vous assurez la promotion d'une
gamme compétitive de produits et
services bancaires et maîtrisez le
risque par une analyse financière
et économique de l'entreprise.

Diplômé de l'Enseignement
Supérieur, vous avez une
expérience de 3 à 5 ans dans
une fonction similaire.

Ces postes se situent au sein de
nos Centres d'Affaires parisiens -
Paris, Essonne Nord, Seine Saint
Denis - rattachés à la Direction
des Entreprises.

Merci d'adresser votre candidature sous la
référence CC/45 au Service du
Recrutement - Crédit Agricole d'Île de
France - 26 quai de la Rapée - 75012 Paris.

Evoluez dans le Software !

INGÉNIEURS COMMERCIAUX "SENIORS"

• Paris • Lyon • Aix • Nantes • Strasbourg 400-500 KF +

A 27/35 ans, vous justifiez d'une réussite probante (3 à 5 ans minimum) dans la négociation à
haut niveau auprès de grands comptes, acquise par exemple chez un éditeur, un constructeur
ou en SSII. Vous disposez d'une formation supérieure BAC +4/5 (Grande École d'Ingénieurs
ou de Gestion / Université).

Nous vous confierons un portefeuille de clients "grands et moyens systèmes". Vous serez chargé
de développer nos ventes sur une gamme spécifique de produits (logiciels systèmes / bases de
données et génie logiciel / applicatifs de gestion).

La qualité reconnue de nos produits, notre esprit de conquête et d'innovation, ainsi que les
nombreuses perspectives de carrière offertes sauront motiver des candidats à fort potentiel,
capables d'accompagner notre évolution et celle du marché.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, rémunération actuelle (en précisant la région souhaitée) à notre
Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue-Daru, 75378 PARIS CEDEX 08, sous référence 59.0172/UM.
Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.



CHEF DE MARCHÉ

Rattaché au Directeur Commercial
et Marketing, vous assurez, pour un
secteur donné, la vente de nos produits, de la
prospection et la négociation des affaires jusqu'au
suivi de leur réalisation. Vous participez à l'élaboration
de la stratégie et proposez de nouveaux projets de
développement.

De formation commerciale (HEC, ESSEC, Sup. de Co),
vous avez, si possible, une première expérience de

deux ans. Votre maîtrise de l'anglais, vos bonnes
connaissances en allemand, votre dynamisme sont
autant d'atouts pour cette fonction qui requiert
autonomie et rigueur.

Pour ce poste basé dans le Sud-Ouest, merci d'adresser
votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf.
42488 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins,
75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.